

# structure des activités et rôle de deux villes moyennes algériennes tlemcen et saïda

- 2** .ORGANISATION ET ROLE  
DES ACTIVITES URBAINES  
.CONCLUSION .BIBLIOGRAPHIE

JEAN-MARIE MIGNON  
DOMINIQUE ROMANN



THESE PRESENTEE EN VUE DE L'OBTENTION DU DOCTORAT DE TROISIEME CYCLE  
SOUS LA DIRECTION DE MONSIEUR LE PROFESSEUR MICHEL ROCHEFORT









Mag T 02

UNIVERSITE DE PARIS I - PANTHEON - SORBONNE

INSTITUT DE GEOGRAPHIE

**structure des activités et rôle  
de deux villes moyennes algériennes  
tlemcen et saïda**

BIBLIOTHEQUE  
MAHREBINE  
E.R.A. 706

**2**

- ORGANISATION ET ROLE  
DES ACTIVITES URBAINES
- CONCLUSION • BIBLIOGRAPHIE

JEAN-MARIE MIGNON  
DOMINIQUE ROMANN

THESE PRESENTEE EN VUE DE L'OBTENTION DU DOCTORAT DE TROISIEME CYCLE  
SOUS LA DIRECTION DE MONSIEUR LE PROFESSEUR MICHEL ROCHEFORT

1977



## S O M M A I R E

### INTRODUCTION

### T O M E I.

#### 1. - TLEMCEN ET SAÏDA DANS LA FORMATION DE L'OUEST ALGÉRIEN

1.1. - LA PERIODE PRECOLONIALE ET LES DEBUTS DE LA PENETRATION FRANCAISE.....	2
1.1.1. La période précoloniale.....	2
1.1.2. Les débuts de la pénétration coloniale.....	9
1.2. - LA PERIODE COLONIALE 1870-1954.....	17
1.2.1. Les instruments de la domination .....	20
1.2.2. Les formes de la domination.....	39
1.2.3. Le développement de Tlemcen et de Saïda .....	49
1.2.4. L'Algérie à la veille du déclenchement de la guerre de libération.....	62
1.3. - L'INDEPENDANCE ET LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE 1954-1972.....	71
1.3.1. La guerre de libération et les premières années de l'Indépendance.....	72
1.3.2. De 1966 à 1972 : la mise en place des institutions économiques.....	82
1.3.3. Conclusion : modification des circuits économiques et évolution de l'espace algérien.....	104

### ANNEXE

### PLAN DE LA PREMIERE PARTIE



## T O M E II.

### II. - ORGANISATION ET RÔLE DES ACTIVITÉS URBAINES

2.1.- LE CADRE ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE.....	3
2.1.1. Présentation générale.....	5
2.1.2. Les activités économiques rurales et la ville.....	10
2.1.3. Les mouvements de population.....	25
2.2.- EMPLOI, ACTIVITES ET REVENUS.....	39
2.2.1. Méthodes des enquêtes et classement des activités..	40
2.2.2. Les activités et les emplois.....	48
2.2.3. Les revenus.....	65
2.2.4. Revenus et financement des activités.....	86
2.3.- ORGANISATION DES ACTIVITES URBAINES.....	99
2.3.1. Les produits agricoles et alimentaires.....	103
2.3.2. Le textile et le cuir.....	129
2.3.3. Le bâtiment et les travaux publics.....	151
2.3.4. Autres activités de production et de distribution..	163
2.3.5. Les services (autres que transports et services publics)	170
2.3.6. Les transports.....	177
2.3.7. Les services publics .....	189
2.4.- LA LOCALISATION DE LA POPULATION, DE L'HABITAT ET DES ACTIVITES.....	193
2.4.1. Typologie de l'habitat.....	196
2.4.2. La distribution des activités.....	204
2.4.3. Tlemcen.....	208
2.4.4. Saïda.....	219
2.5.- LES FLUX ET LES ZONES D'INFLUENCE REGIONALE PAR CIRCUIT	227
2.5.1. Les indicateurs de synthèse .....	232
2.5.2. Différents espaces.....	246

### CONCLUSION

### ANNEXES

### LISTE DES CARTES ET DES FIGURES

### BIBLIOGRAPHIE

### PLAN DE LA DEUXIEME PARTIE





- 2 -

ORGANISATION ET ROLE  
DES ACTIVITES URBAINES



## 2.1. - LE CADRE ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE

=====

La structure des activités et leur rôle ne peuvent être abordés sans que soient précisés ce qui en est à l'origine et ce qui en fait l'environnement : la structure physique de la région et son occupation humaine.

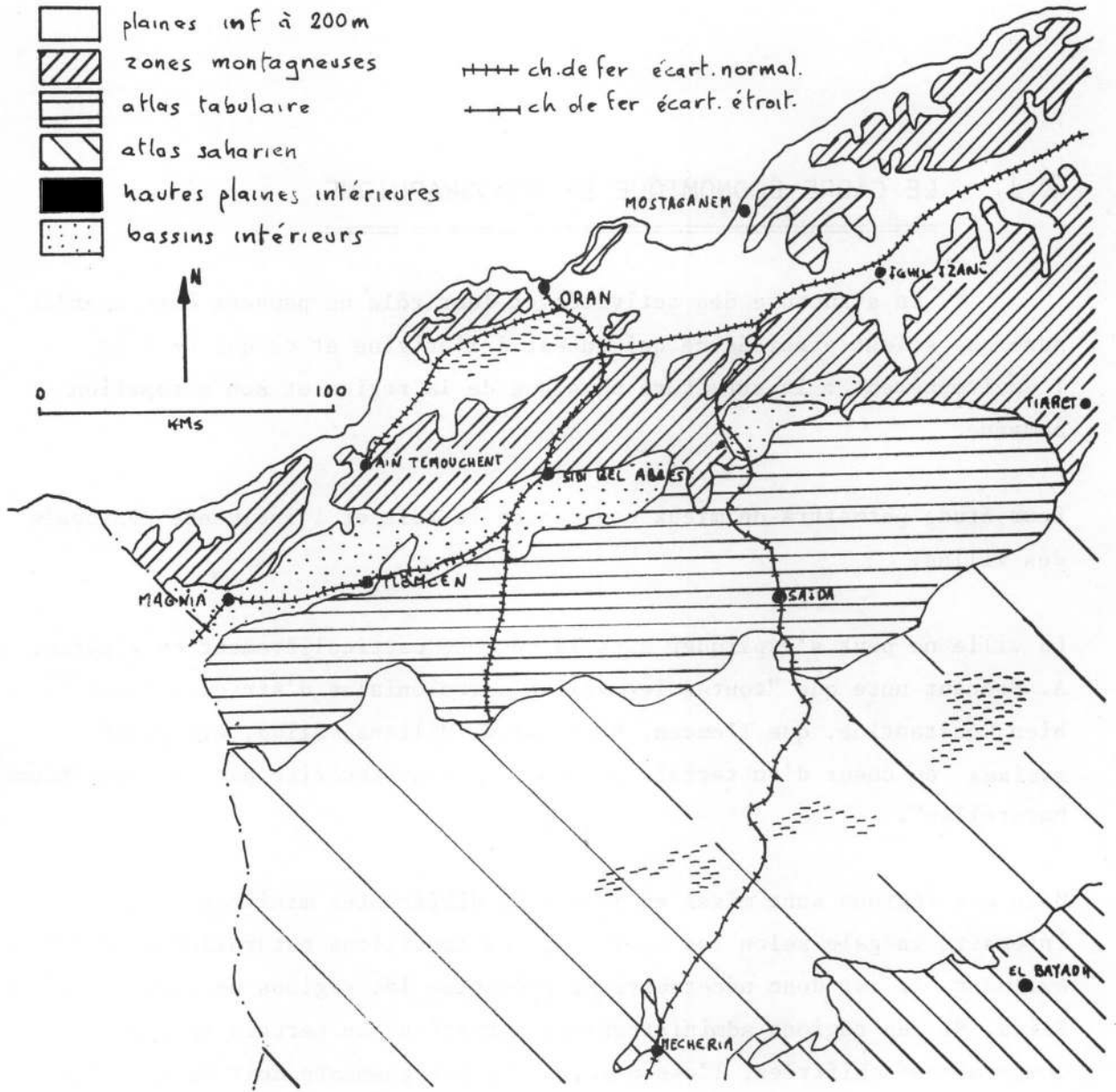
Leur étude permettra de mieux comprendre le rôle et l'influence régionale des villes.

La ville ne peut s'expliquer sans la région, particulièrement en Algérie.

A. Prenant note que "toutes les villes précoloniales d'Afrique, aussi bien Constantine, que Tlemcen, Mostaganem, Miliana, Blida, etc., sont assises au coeur d'un terroir particulièrement favorisé par les conditions naturelles".

Mais ces régions sont mises en valeur de différentes manières et avec une intensité inégale selon les époques ; les conditions naturelles elles-mêmes évoluent. Il est donc nécessaire de présenter les régions de Tlemcen et Saïda. Si les régions administratives permettent un certain nombre de comparaisons chiffrées, l'essentiel des renseignements doit venir, dans ces régions presque uniquement marquées par l'exploitation du sol, de l'observation des régions homogènes, de leur mode de mise en valeur et des charges de population qu'elles permettent de faire vivre ou qu'elles supportent. Ceci conduit à l'étude de l'emploi et des revenus, qui permettra de resituer les activités urbaines.

# L'OUEST ALGERIEN



CARTE 2.1.1.

Source : TLEMCEM Lawless and Blake

2.1.1. - PRESENTATION GENERALE

L'Oranie, qu'on assimile aux cinq départements d'Oran, Mostaganem, Tlemcen, Tiaret et Saïda, a une surface égale à plus de 40 % de celle de l'Algérie du Nord (tous les départements, à l'exclusion des Oasis et de la Saoura dans le découpage antérieur à 1976). Mais elle abrite moins de 25 % de la population, si bien que les densités dans la région d'Alger (59 hab./km<sup>2</sup>) et dans l'Est (45 hab./km<sup>2</sup>) sont le double de celle de l'Oranie.

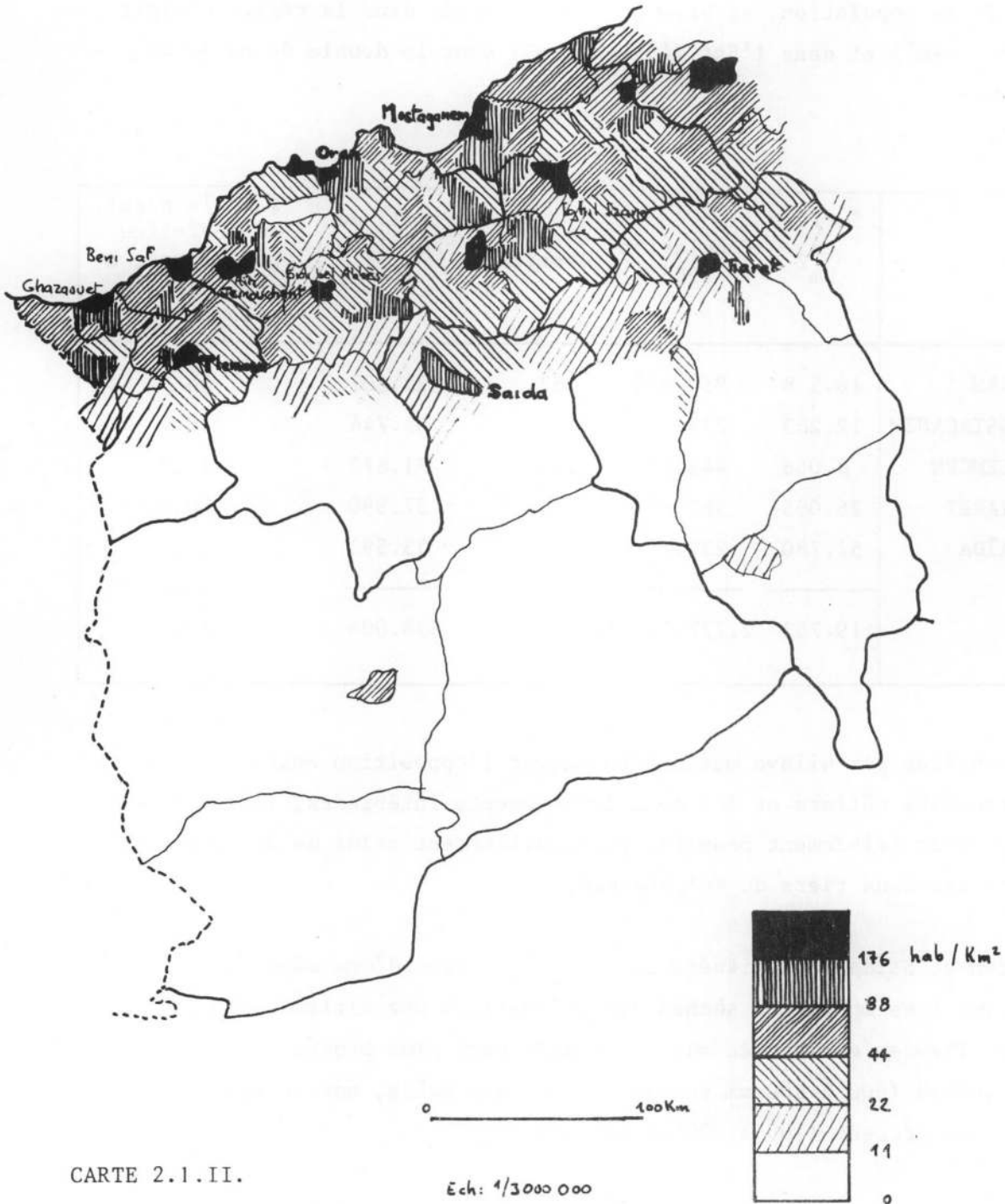
	Surface en km <sup>2</sup>	Population 1966	Densité	Popul. du chef-lieu 1966	% de la popul. du chef-lieu par rapport à celle de la wilaya
ORAN	16.538	955.838	57	325.807	34
MOSTAGANEM	12.283	778.330	68	63.744	8,1
TLEMCEM	8.066	443.865	55	71.872	16,2
TIARET	26.085	362.362	13	37.990	10,5
SAÏDA	57.780	237.778	4	33.593	14,2
	119.753	2.777.573	23	533.006	19,3

Les densités par wilaya mettent en valeur l'opposition entre les trois départements côtiers et les deux départements intérieurs, les plus grands et les plus faiblement peuplés, particulièrement celui de Saïda qui recouvre les deux tiers du sud oranais.

Tlemcen et Saïda sont situées sur les frontières d'une même zone homogène physique (les montagnes sèches atlassiques), à une altitude semblable : 800 m. Tlemcen est située sur le versant nord plus proche de la mer donc plus arrosé (600 à 800 mm par an), alors que Saïda, sur le versant sud-est est moins arrosée (400 à 600 mm par an).

# DENSITE DE POPULATION TOTALE

PAR COMMUNE AU RECENSEMENT DE 1966



CARTE 2.1.II.

Ech: 1/3000 000

Tlemcen est en contact, au nord, avec un bassin tellien inférieur où beaucoup de cultures riches sont possibles, tandis que Saïda est en contact, au sud, avec les hautes plaines steppiques vouées à l'alfa et au mouton.

Les régions de Tlemcen et de Saïda n'échappent pas aux grandes variations physiques qui modèlent toute l'Algérie parallèlement à la côte. Toutes les anciennes villes algériennes de l'intérieur étaient ainsi bâties à proximité de deux régions différentes entre lesquelles elles assuraient les échanges.

A l'intérieur de ces grandes divisions, on note à la fois des cohérences et des disjonctions entre la répartition des zones homogènes physiques et celle des populations.

Si généralement la population décroît du nord au sud, on remarque une relative sous densification dans un rayon de 50 km autour d'Oran, du fait de l'appropriation coloniale extrêmement forte qui n'avait permis que l'installation des travailleurs permanents des colons. La population se concentre en grande partie autour des centres secondaires de l'Oranie : Mostaganem, Mascara, Sidi bel Abbès et Tlemcen.

Les monts des Traras, situés au nord-ouest de la wilaya sont une zone de repli de la population qui, malgré une forte densité dans une région ingrate, subsiste grâce à l'émigration temporaire des hommes, à l'étranger.

Le nord-ouest et le sud-ouest de la wilaya sont des zones où l'agriculture traditionnelle de petite taille prédomine, tandis que l'est et le nord-est ont été beaucoup plus touchés par la colonisation. (cf. carte p. 48 bis Tome I).

## RECENSEMENT DE 1966

	Tlemcen	Saïda
<u>WILAYA</u>		
. Population	443.865	237.178
. Population de la wilaya/population de l'Algérie	3,76 %	1,96 %
. Surface en km <sup>2</sup>	8.066	57.780
. Surface de la wilaya/surface de l'Algérie du Nord	3 %	20,2 %
. Densité en hab./km <sup>2</sup>	55	4
. Surface agricole en km <sup>2</sup>	4.231	2.457
. Surface agricole/surface totale	48,7 %	4,25 %
. Nombre d'habitants par km <sup>2</sup> de surface agricole.	105	97
<u>DAÏRA</u>		
. Population	172.030	115.548
. Population de la daïra/population de la wilaya	38 %	48 %
. Surface de la daïra en km <sup>2</sup>	2.860	7.500
. Densité en hab./km <sup>2</sup>	60	15
. Population de la ville	71.934	33.697
. Population rurale	100.096	81.851
. Densité de la zone rurale en hab./km <sup>2</sup> (daïra moins chef-lieu)	35,5	10,9



Le sud de la wilaya de Tlemcen a une densité analogue à celle de la daïra de Saïda qui représente 13 % de la surface de la wilaya, mais contient près de la moitié de la population. Dans ces régions de l'atlas tellien, l'appropriation coloniale n'a touché que de rares centres, mais la pluviométrie encore suffisante permet le maintien de l'agriculture.

Le reste de la wilaya de Saïda avec quelques habitants au km<sup>2</sup> est le domaine traditionnel de l'élevage.

Les quelques chiffres de la page précédente permettent de constater un même nombre d'habitants par km<sup>2</sup> agricole dans chaque wilaya, mais la charge de population sur la surface agricole est plus faible à Saïda où la moitié de la population vit de l'élevage. La densité de la population dans la zone rurale de chaque daïra est à cet égard plus significative : elle est de trois fois supérieure dans le cas de Tlemcen.

2.1.2. - LES ACTIVITES ECONOMIQUES RURALES ET LA VILLE

La répartition des terres utilisées par l'agriculture, en millier d'hectares et en pourcentage au cours de la campagne 1970/71, met en valeur l'importance des cultures herbacées (céréales en particulier)

	ⵜⵍⵎⵎⵉⵏ	ⵙⴰⵢⴷⴰ
Cultures herbacées	191,7 45,5	141,6 57,5
Terre au repos	86,6 20,2	51,9 21,2
Vignes	17,8 4,2	0,4 0,2
Arbres fruitiers	7,9 1,9	2,9 1,2
Terres improductives	9,8 2,3	3,9 1,6
Pacages et parcours	109,3 25,9	44,7 18,2
TOTAL	423,2 x 10 <sup>3</sup> ha 100,0%	245,7 100,0%

Source : Annuaire statistique de l'Algérie 1972

Les cultures riches (vignes, arbres fruitiers) et le maraîchage (8700 ha à Tlemcen contre 2180 à Saïda) sont plus développées dans la première wilaya.

Le secteur agricole faisait travailler, d'après le recensement de 1966, 44700 personnes à Tlemcen et 39300 à Saïda.

Dans chacune des wilayate, le secteur autogéré intervient pour une centaine de milliers d'ha et occupe en 1969/70, en travailleurs :

Secteur autogéré	Permanents	Temporaires	TOTAL
TLEMCEN	5700	5700	11400
SAÏDA	2700	900	3600

La production de chaque wilaya (en milliers de quintaux ci-dessous) et les rendements des principales céréales d'hiver (en quintaux par ha) traduisent en particulier des conditions naturelles inégales.

	Blé dur		Blé tendre		Orge		
	Pro-duction	Ren-dement	Pro-duction	Ren-dement	Pro-duction	Ren-dement	
<u>TLEMCEN</u>	SA	107,4	8,8	126,5	10,2	82,7	10,1
	SP	384,6	6,9	111,5	8,5	372,6	8
	SA + SP	492	7,3	238	9,4	455,3	8,2
<u>SAÏDA</u>	SA	65,2	6,3	215	6,45	34,9	9,9
	SP	156,5	4,85	113,8	4,2	115,3	5,8
	SA + SP	221,7	5,1	328,8	5,4	150,2	6,4

S.A. : secteur autogéré

Source : Annuaire statistique de l'Algérie 1972

S.P. : secteur privé

La surface consacrée aux céréales d'hiver est supérieure de 25 % dans la wilaya de Tlemcen, mais la production est supérieure de 75 %. Le secteur autogéré, disposant des meilleures terres, a les meilleurs rendements, mais sa production reste très inférieure au secteur privé.

L'étude du secteur privé, dominant dans les deux wilayate, sera développée en priorité : n'étant pas lié à une hiérarchie administrative, ni intégré directement au circuit financier de l'Etat, le secteur privé a une influence profonde sur l'économie urbaine et a une valeur significative très importante quant au rôle des villes.

Dans le secteur autogéré, la ville intervient pour transmettre les ordres, stocker ou transformer les produits, approvisionner ou équiper. Elle a un rôle de prestataire de service et de commandement primordial sur le territoire de la wilaya mais son initiative est faible : elle est le lieu du pouvoir de l'Etat.

Les sources documentaires disponibles sont assez disparates mais permettent de bien circonscrire les principaux aspects des relations de la ville et de la campagne.

2.1.2.1. - TLEMCEN : caractéristiques agricoles et propriété foncière citadine.

Une étude de la Direction Départementale de l'Agriculture a abouti à la division de la wilaya en huit zones parmi lesquelles le bassin tellien intérieur situé au nord de Tlemcen, d'une surface de 90 000 ha (regroupant les communes de Ain Tellout, Bensekrane, Hennaya, Sabra et Tlemcen) ne représente que 2 1,5% de la surface de la wilaya, mais rassemble cependant :

- . 24,1 % des terres labourables
  - . 37,9 % des prairies naturelles
  - . 52,1 % du vignoble
  - . 30,7 % des arbres fruitiers
- et 7,6 % seulement des terres de pacage et de parcours.

Les surfaces consacrées aux céréales sont trois fois plus importantes dans le secteur privé que dans le secteur autogéré mais avec des rendements plus faibles. Par contre, la vigne et, à un moindre degré, les agrumes, les légumes secs, les cultures maraîchères et les plantations d'arbres fruitiers sont plus développés en secteur autogéré.

On retrouve la distinction classique en Algérie entre l'agriculture autogérée liée aux cultures riches et installée sur les meilleures terres et l'agriculture privée où la culture des céréales occupe une grande place.

La surface moyenne de l'exploitation privée est de 10 ha, mais subit de grandes variations suivant les communes :

COMMUNES	Surface agricole utile	Surface moyenne des propriétés en ha	Pourcentage de la surface	
			en cultures permanentes	en maraîchage
TLEMCEN	4.165	5	17,7	2,4
HENNAYA	13.305	11	3,2	3,2
BENSEKRANE	10.554	9,5	1,5	1,4
SABRA	9.561	6	4,4	0,3
	<hr/> 37.585 ha			

Les propriétés de la commune de Tlemcen, de petite taille, reçoivent des cultures riches : arboriculture, maraîchage. 11 % de la surface agricole utile est irriguée et ce, depuis très longtemps. Le taux des exploitations en location y est élevé : 15 %, mais des taux presque aussi élevés ne sont pas rares dans la zone. Ces communes, sauf Sabra, font appel à une main-d'oeuvre venant de l'extérieur (1).

Il y a donc dans la wilaya de Tlemcen, trois types de production :

- le type domestique (à caractère céréalier et à surface d'exploitation moyenne (une dizaine d'hectares) où la traction animale constitue le principal instrument de travail, où la moisson, malgré une faible rentabilité, nécessite l'intervention de la main-d'oeuvre saisonnière. Ce type d'exploitation, où l'autoconsommation prend une place très importante ne survit que parce que viennent s'ajouter d'autres revenus (élevage, rente, salaires divers, etc.). En 30 ans, l'assise foncière de ce type d'exploitation s'est trouvée réduite de 57 % sous l'effet du partage, lors des héritages.

Ce type d'exploitation utilise certains services financiers (aide d'équipement - prêts de semences aux organismes publics). Il ne peut survivre seul et constitue une main-d'oeuvre saisonnière de plus en plus importante et de moins en moins intégrée à la terre.

- le type capitaliste (exploitation par fermage) qui sera traité en étudiant la propriété citadine.

- le type marchand (arboricole et maraîcher), le plus courant autour de Tlemcen (Mansourah, Sidi Boumedienne). 600 adhérents au réseau d'eau irriguent 180 hectares. Ce travail minutieux fait appel au maximum à la main-d'oeuvre familiale, à l'utilisation des fertilisants animaux. La production est importante et répartie dans le temps : 2 500 DA par hectare

(1) Etude sur le secteur privé agricole AARDES-1973 (Association algérienne pour la recherche démographique, économique et sociale - Alger)

de maraîchage, 3150 DA par hectare d'arboriculture, la moyenne, toutes spéculations confondues, étant de 1 450 DA/ha et par an et le surplus brut de 1 000 DA/ha. Ce haut niveau de revenu rend possible un prélèvement par des propriétaires fonciers, des intermédiaires de vente.

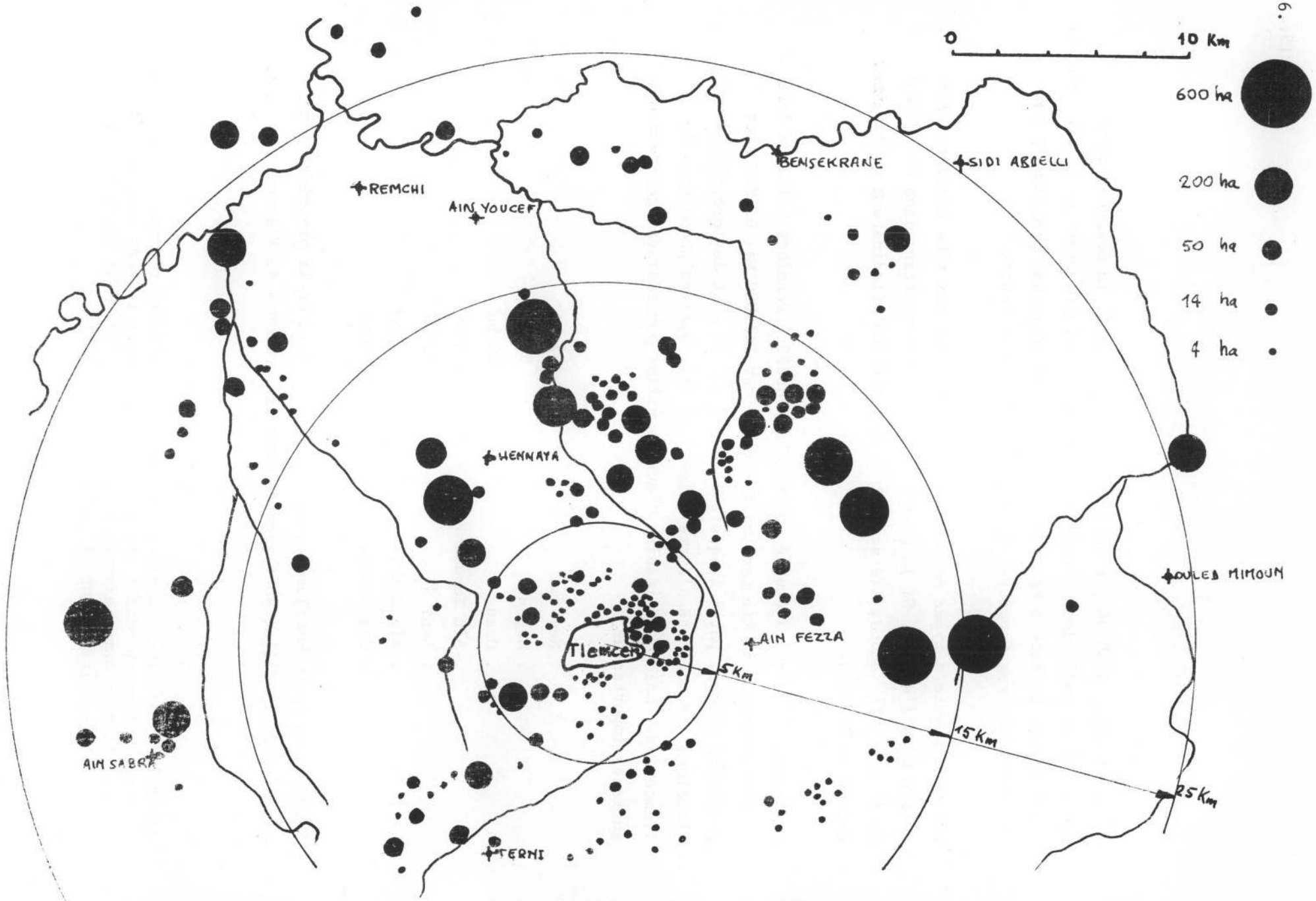
Les deux premiers types de production ne sont pas non plus également répartis dans l'espace. Si le premier est le plus important dans les zones de l'ouest, le second, lié souvent à la propriété citadine, est prédominant autour de Tlemcen.

A. Prenant <sup>(1)</sup>, qui a étudié en 1967 la propriété foncière citadine dans l'arrondissement de Tlemcen indiquait que sur 188 000 ha, 62 800 sont propriété privée, parmi lesquels 14 000 (22,3 %) sont des propriétés citadines. La majorité d'entre elles : 10 791, étaient propriétés de Tlemceniens, mais des citadins d'autres villes possédaient également des surfaces importantes :

. Nedroma	255 ha
. Maghnia	52 ha
. Oran	760 ha
. Aïn Temouchent	1.451 ha
. Beni Saf	102 ha
. Aïn Sefra	132 ha
. Casablanca	89 ha

5 000 ha de propriété tlemcenienne, soit la moitié de la propriété totale citadine de la ville, sont groupés dans les communes de Tlemcen, Hennaya,

(1) Malgré la réforme agraire, la propriété citadine n'a pas disparu. Les indications ou plutôt les tendances indiquées peuvent toujours être considérées comme exactes (cf. § 1.3.2.3. (e)). Par ailleurs, la nouvelle daïra recoupe l'ancien arrondissement.



CARTE 2.1.III.

Source : la propriété foncière tlemcenienne

LES DOMAINES CITADINS de plus de 2 ha 1967



Beni Ouazan <sup>(1)</sup> où elles constituent les 2/3 de la propriété privée. Au delà de ce rayon de 15 à 20 km, la proportion tombe rapidement à un quart de la propriété privée. Ces pourcentages se retrouvent très fréquemment en Algérie et n'ont rien d'exceptionnel.

Les terres des citadins sont généralement plus riches et portent communément des cultures d'un plus grand rapport (verger, cultures maraîchères etc.) que celles des ruraux. Leur prix serait en moyenne double (2 000 DA/ha en 1967). Ceci est particulièrement vrai à proximité immédiate de Tlemcen où les cultures très riches sont réparties entre des domaines de faible taille (moins de 3 ha par propriétaire). Ne regroupant que 20 % de la surface de la propriété tlemcenienne totale, ils représentent 45 % de sa valeur. S'y opposent les grands domaines tlemceniens à caractère latifundiaire plus éloignés, où les investissements sont rares.

La moyenne de surface possédée par les 1 200 propriétaires tlemceniens (9 ha), qu'ils soient de vieille souche (887), d'émigration antérieure à 1954 (141) ou ayant émigré entre 1954 et 1962 (148), cache de profondes inégalités : les 3/4 de la terre sont répartis dans les domaines de plus de 19 ha, mais la moitié des propriétaires possèdent moins de 1 ha.

La propriété des biens fonciers apporte donc à Tlemcen entre 4 millions et 4,5 millions par an au moins (5 à 10 % du revenu urbain), soit près de 4 000 DA par propriétaire en moyenne, en 1967, somme très inégalement répartie : le quart va à 1 % des possesseurs (soit 12 prenant chacun 100 000 DA), un cinquième (900 000 DA) aux 2,5 % des possesseurs, soit 30 000 DA à chacun des 30 propriétaires.

Par contre, 400 000 DA sont partagés par 500 minifundiaires (soit 800 DA/par propriétaire).

(1) Ancienne dénomination correspondant au sud de la commune de Bensekrane

Au total 1/10 à 1/12 des familles urbaines sont propriétaires et se répartissent ainsi parmi les diverses catégories socioprofessionnelles :

	Pourcentage	Surface moyenne de l'exploitation en ha	revenu annuel moyen en DA
Commerçants et services	35,4	18	6 000
Industriels	4,7	78	30 000
Professions libérales	4,5	52	
Fonctionnaires	8,2	10,7	3 000
Artisans	11	10,9	3 000
Salariés (autres qu'agricoles)	7,5	7,1	1 500
Propriétaires	7,5	43	
Agriculteurs exploitants	16,2	20	
Salariés agricoles	5	5	1 500

La hiérarchie des catégories socio-professionnelles correspond à celle des tailles de propriété, ce qui montre le lien entre la propriété foncière et les catégories socio-professionnelles à hauts revenus qui dirigent les principales activités de la ville. La totalité des industriels et membres des professions libérales possèdent de la terre qui peut servir successivement de valeur refuge, de valeur spéculative ou de monnaie d'échange au gré des placements ou des investissements dans d'autres activités.

La taille moyenne des propriétés des citadins est supérieure à celle des ruraux. La propriété citadine continuant à s'accroître et n'intensifiant pas l'exploitation, ce qui permettrait d'utiliser la main-d'oeuvre locale,

chasse les petits propriétaires vers la ville où ils viennent grossir les rangs des minifundiaires. On note ainsi une concentration progressive entre les mains des plus fortunés et un émiettement des unités les plus faibles. Les inégalités dans les tailles d'exploitation deviennent donc de plus en plus fortes. Elles sont à mettre en relation avec l'origine différente de ces propriétés urbaines : les grosses propriétés ont fait l'objet d'achats par les urbains ou sont des terres que de gros propriétaires terriens ont laissé en gérance pour venir vivre en ville ; les petites propriétés ne peuvent procurer des revenus suffisants à leurs tenanciers, obligés de trouver un revenu monétaire en ville.

Le vieux capital foncier, accru par des acquisitions aux dépens de la propriété rurale représente 60 % des terres "citadines". Il permet de lucratives opérations non agricoles. Il s'accroît moins par transaction que par arrivée en ville de latifundiaires ou de microfundiaires.

La propriété foncière des citadins conduit à une réduction des surfaces paysannes rejetant la plupart des exploitations locales dans une situation marginale ; elle prélève plus de profits qu'elle n'apporte d'investissements et contribue à accentuer le sous-emploi des travailleurs de l'agriculture. Elle se nourrit des microfundiaires dont elle chasse les détenteurs vers la ville.

L'essentiel des propriétaires habitent la partie ancienne de la ville, dans les zones proches du centre. Quelques gros propriétaires isolés sont installés dans les faubourgs ou le quartier européen.

On constate également une grande concentration de propriétés moyennes à Sidi Boumedine (commerçants) et de petits propriétaires à Boû Dhrane qui est un quartier d'auto-construction recevant les migrants de la campagne.

Ces quelques renseignements sur le statut des terres montre combien le cas de Tlemcen est exemplaire. C'est une région riche et des possibilités d'irrigation ont facilité le développement de la ville.

Si pendant la première période de la colonisation et à d'autres périodes bien antérieures, de forts investissements ont été faits dans l'exploitation agricole, ce n'est plus le cas ; les activités agricoles sont profondément perturbées. Elles arrivent juste à faire vivre en auto-subsistance une partie de la population ou à apporter des surplus aux franges capitalistes de la population urbaine.

#### 2.1.2.2. - SAÏDA et les revenus urbains tirés de l'agriculture

La wilaya a comme seule base productive l'exploitation rurale, comme le montre le tableau ci-dessous des revenus distribués par secteurs d'activités : (1)

. Agriculture (y compris auto-gestion).....	12,3
. Elevage .....	45,3
. Commerce (plus l'industrie pour une part insignifiante).....	13,5
. Services .....	8,5
. Bâtiment et Travaux publics.....	1,8
. Artisanat .....	5,7
. Divers et transports .....	12,9
	100,0

L'élevage est donc l'activité productive la plus importante, mais il est essentiellement concentré dans les daïrate du sud, principalement entre les mains de gros éleveurs (8,3 % des éleveurs contrôlent 41,3 % du cheptel). Les aléas climatiques jouent un rôle très important dans la variation des effectifs du cheptel ovin qui, lorsqu'une mauvaise année succède à une bonne année, peut subir jusqu'à 30 % de pertes. L'effectif de la wilaya est ainsi estimé entre 2 500 000 et 4 000 000 de têtes.

Les aléas climatiques sont surtout graves pour les petits éleveurs, dont l'équilibre des revenus est fragile, et se traduisent par une irrégularité de l'immigration vers la ville.

La croissance très importante des villes depuis 1974 est donc liée en partie à une fixation des éleveurs dans les agglomérations principales : 15 % des éleveurs sont en fait des urbains, commerçants, ouvriers agricoles, etc., anciens et nouveaux urbains pour qui l'élevage apporte un complément de revenus.

(1) Les renseignements de ce paragraphe sont extraits de "Formation et utilisation de la production agricole dans la wilaya de Saïda", AARDES, juillet 1972, Alger.

La population nomade (43,8 % des ménages) contrôle cependant près de la moitié des revenus de la wilaya, mais ses revenus ne sont monétarisés que pour une faible part, 9 % contre 36 % pour les non nomades. Ceci explique le faible poids des activités urbaines dans la wilaya.

L'auto-consommation est forte dans l'élevage : 3,4 % du cheptel, 75 % de la laine, 18 % du lait, 65 % du beurre, sont auto-consommés.

Cependant, le revenu des éleveurs, nomades ou sédentaires, est déterminant dans l'économie de la wilaya. "En cas de bonne année, le commerce, l'artisanat (la laine en particulier), l'agriculture, soit quelque 70 à 75 % du revenu global des ménages prospèrent à l'ombre de l'élevage...Une mauvaise année risque de détraquer les fondements même de l'économie de la région".

Ceci est moins accentué dans le nord : l'essentiel de la surface cultivée de la wilaya est concentré dans la daïra de Saïda dont le quart de la surface est une surface agricole utile, la moitié de celle-ci étant consacrée aux céréales. Un autre quart est forestier ou à vocation forestière, le reste étant steppique. La ville n'est pas entourée par des jardins maraîchers comme à Tlemcen.

La taille moyenne des exploitations est de 8 ha. L'utilisation des principales productions serait la suivante :

S A Ī D A	Production de la wilaya en 1971		
	Céréales	Légumes	Fruits
Quintaux	835,97	96 952	15 498
Auto-consommation	31 %	18,5 %	19,2 %
Commercialisation	16,9 %	74,5 %	69,2 %
Semence	17,3 %		
Salaire en nature glanage ou emprunt, prêt et zekkat Consommation animale	34,7 %	7 %	11,5 %

Les productions commercialisées ne sont pas toujours les plus importantes: les céréales, la laine et le beurre sont auto-consommés et seuls le cheptel, le lait (mais la production est faible), les produits maraîchers sont vendus.

Plus de 20 % des exploitations agricoles sont tenues par des urbains dont la répartition socio-professionnelle, en pourcentage, serait la suivante :

WILAYA DE SAÏDA	non nomade	nomade
cadre moyen	9,4	
commerçant détaillant	15,1	20,8
ouvrier artisan	1,9	4,2
ouvrier qualifié non agriculteur	1,9	
manoeuvre agricole	28,3	4,2
ouvrier agricole	20,7	66,7
personnel de service	5,7	
retraité pensionné	7,6	
inactif	9,4	4,2
TOTAL	100	100
<hr/>		
% par rapport à la population occupée	16	4,5

En ce qui concerne particulièrement l'exploitation non nomade (cas du nord de la wilaya) les terres appartenant à des urbains sont importantes. Les catégories socio-professionnelles représentées indiquent également que pour le plus grand nombre, il ne s'agit pas d'une valeur spéculative ou refuge mais d'un complément de revenu vital. La majorité des cas sont le fait d'urbains de fraîche date qui ont conservé leur terre qui, seule, ne pouvait leur apporter de quoi vivre.

Deux différences significatives apparaissent par rapport à Tlemcen :

- le pourcentage d'urbains (20,5 %) propriétaires en 1972 à Saïda d'une exploitation est au moins le double de celui de Tlemcen (chiffres de 1967, Tlemcen).
- la répartition des catégories socio-professionnelles est très différente. A Saïda, prédominent les emplois liés à l'agriculture. Les nouveaux urbains ne peuvent pas trouver d'emplois réellement urbains et restent liés à la terre, même par leur emploi principal. (cf. l'emploi en 1966, § 2.2.2.1.).

La désarticulation de l'espace rural a été beaucoup plus poussée à Saïda qu'à Tlemcen, du fait de structures différentes inégalement résistantes aux attaques extérieures, climatiques ou conjoncturelles (comme le regroupement de la population).

A Saïda, la campagne investit la ville qui semble être en situation de parasite. La terre à Tlemcen a ce même rôle, mais plus limité pour les petits propriétaires et est en même temps un instrument de spéculation ou de sauvegarde aux mains de quelques familles : sa mise en valeur n'est pas à priori recherchée.

L'après-réforme agraire permettra peut-être de renverser ce type d'évolution engagé depuis plusieurs décades.



### 2.1.3. - LES MOUVEMENTS DE POPULATION

Les bouleversements récents dans la répartition de la population ont déjà été étudiés en 1.3.1. Nous allons développer ici l'évolution récente, la composition et les migrations de la population. Celles-ci, définitives ou temporaires, traduisent la réalité sociale et économique et précisent le rôle des villes.

#### 2.1.3.1. - La population des villes en 1971-1972

A Tlemcen, il n'a pas été possible de faire en 1972 une enquête par sondage ou exhaustive de la population. Un chiffre global peut cependant être estimé pour la commune:

- à partir des relevés des naissances et des décès du registre de la commune qui font apparaître un accroissement annuel moyen de 3 300 personnes en augmentation rapide (3105 en 1967, 3683 en 1972), ce qui donnerait une population de 107 000 habitants en 1972, multipliée par 1,23 en 6 ans correspondant à une croissance annuelle de 3,5 % de l'ordre de la croissance naturelle.

Mais les décès sont généralement sous-déclarés et le solde migratoire n'est pas connu. Il était nul ou négatif pour la période précédente, du fait du départ des Européens, mais Tlemcen a connu à partir de 1966 une reprise économique certaine qui a pu favoriser un essor démographique.

- à partir de l'évolution de la courbe démographique de la population algérienne seule, la courbe globale induisant un solde migratoire négatif, ce qui n'est pas envisageable. Cela suppose que les migrations intenses dues à la guerre et à ses séquelles se soient prolongées, ce qui est peu plausible.

Le chiffre serait de 118 000 habitants, soit 1,36 fois la population de 1966 (accroissement annuel de 5,2 %)

# évolution des populations municipales

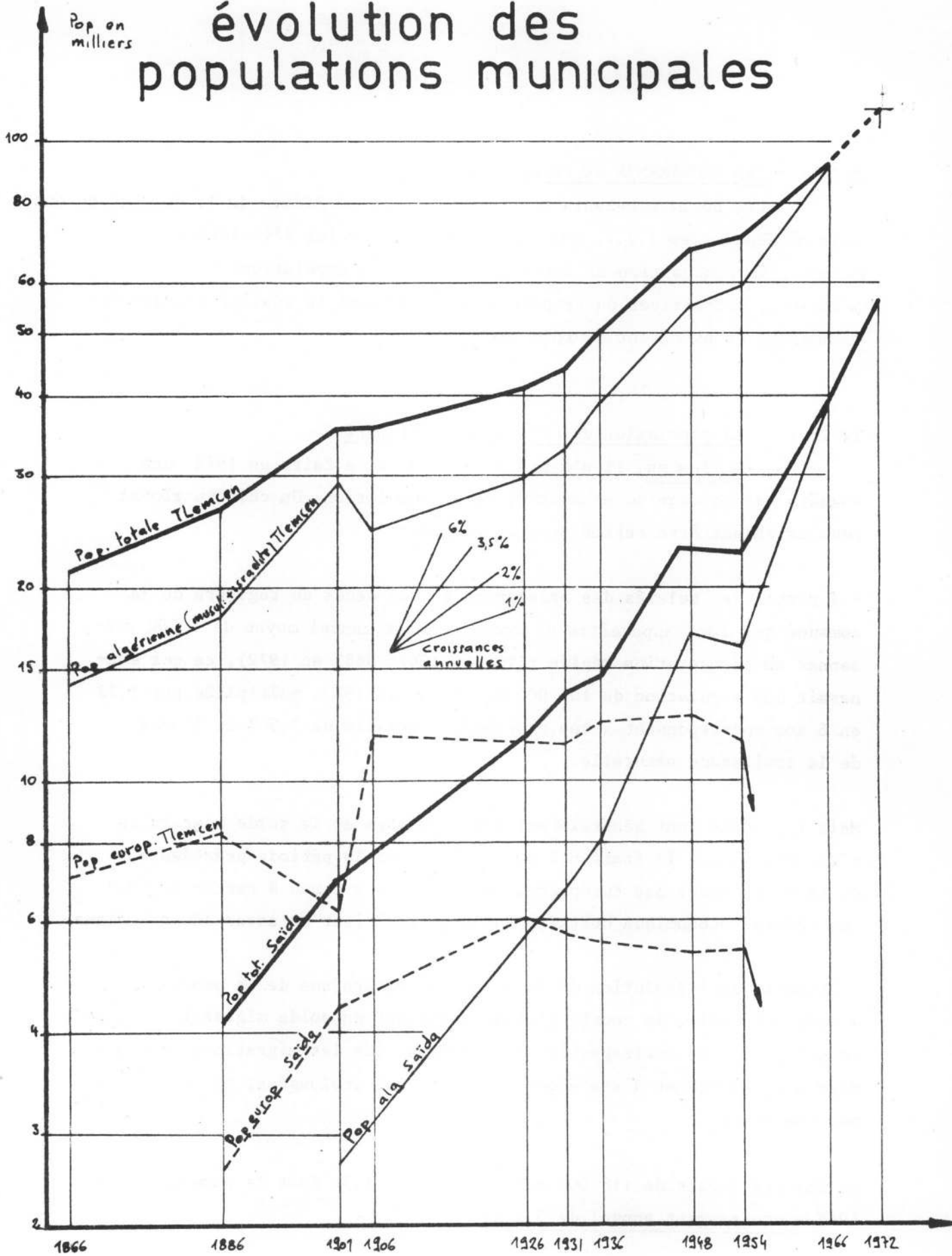


FIGURE 2.1.IV.

Nous retiendrons un chiffre moyen, soit 112 000 habitants. La population de l'agglomération serait alors de 96 000 habitants.

La population de la ville de Saïda a été multipliée par 1,52 entre mai 1966 et septembre 1971, date de l'enquête par sondage. Elle serait passée de 33 593 à 51 000 personnes, l'accroissement (8,7 %) se répartissant à peu près également entre accroissement naturel et solde migratoire.

Cet accroissement est intermédiaire entre l'accroissement de 1954-1966 de la population algérienne seule et l'accroissement global. Le taux de croissance de la population algérienne à Saïda s'est donc ralenti.

Les classes d'âge principales se répartissent ainsi :

S A Ï D A	en 1971 %	en 1966 %
de 0 à 14 ans :	48,9	45,3
de 15 à 34 ans :	26,1	28,4
de 34 à 64 ans :	20,4	21
65 ans et plus :	4,6	5,3
	—	—
	100	100

Il y a donc eu un rajeunissement important de la population que l'on peut traduire ainsi :

. Pendant l'année 1966, 1 000 personnes (hommes et femmes) arrivaient en âge de travailler alors que 200 étaient en âge de quitter le travail (solde 800)

. En 1971, ces chiffres sont passés à 1400 et 250 (solde 1150)

La population de moins de 15 ans représente près de la moitié de la popu-

lation totale, celle de moins de 20 ans, 60 % contre 55 % en 1966. La population en âge de travailler a augmenté de près de 7 000 personnes.

En 1966, la structure par classe d'âge ne laisse pas apparaître de différences significatives entre les communes de Tlemcen et Saïda.

	TLEMEN (87 127 h.)	SAÏDA (38 223 h.)
Population d'âge pré-scolaire 0 - 5 ans	17,6	18,8
Population d'âge scolaire 5 - 14 ans	27,2	26,5
Population en âge de travailler		
. jeunes : 15-34 ans	29	28,4
. plus âgés: 35-64 ans	21,4	21
Population de 65 ans et plus	4,8	5,3
	100	100

Il est possible que la population de Tlemcen, déjà légèrement plus âgée que celle de Saïda, ou que celle de sa propre wilaya ou de l'Algérie en général, ait rajeuni moins vite que celle de Saïda.

Le pourcentage de la population en âge d'activité (15 à 64 ans) a donc tendance à diminuer. Egal à 46,5 % de la population à Saïda, soit 23 700 personnes environ pour la ville, il serait de 48 à 49 % pour Tlemcen, correspondant à 46 600 personnes (en 1972).

# PYRAMIDE DES AGES

en valeur absolue

en pourcentage

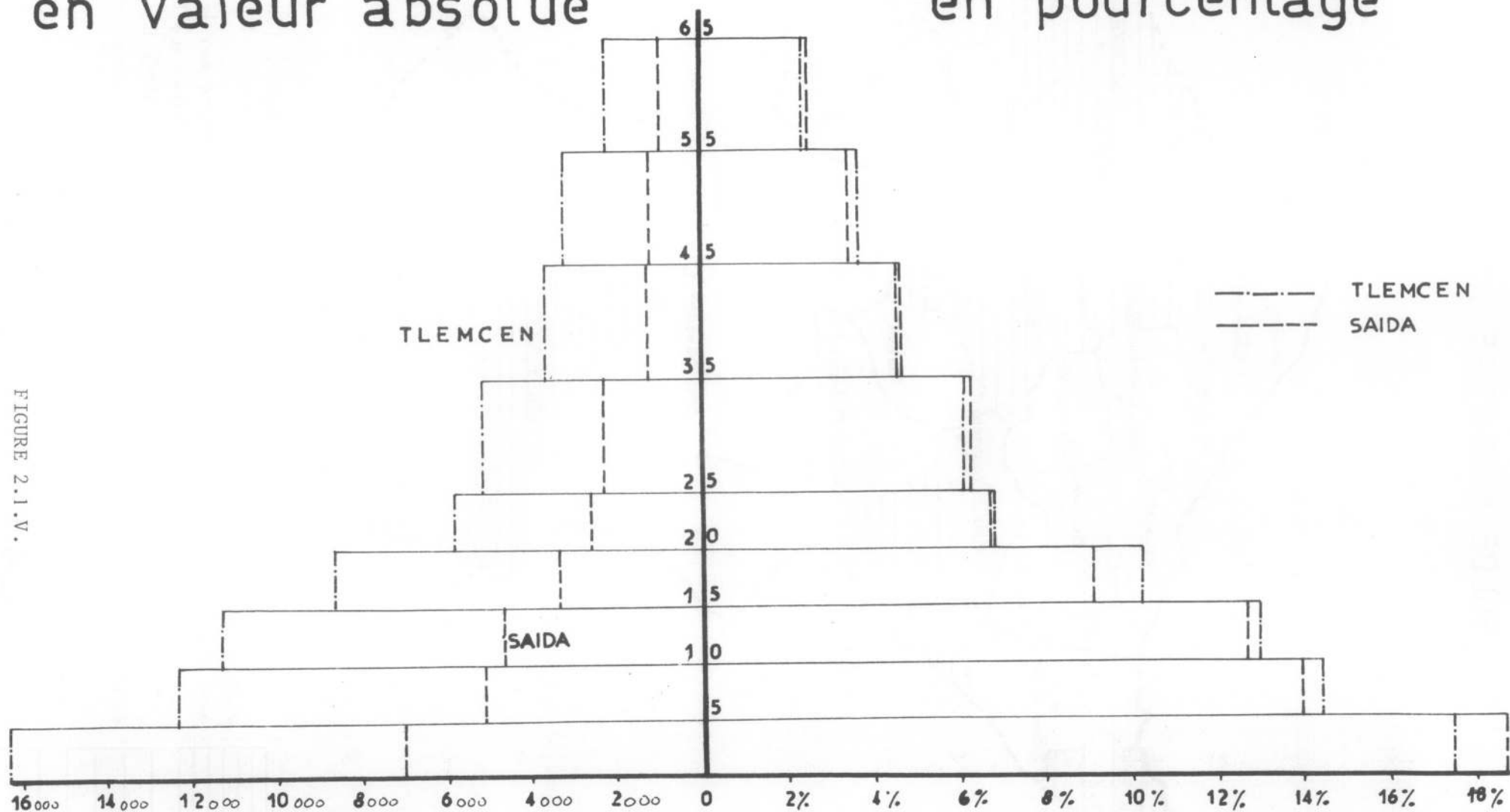


FIGURE 2.1.V.

Source : Recensement 1966

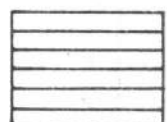
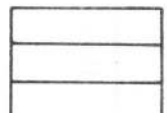
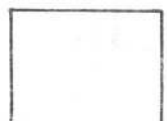
# SOLDE MIGRATOIRE SAISONNIER



CARTE 2.1.VI.

Source : "Etude sur le secteur privé agricole - Wilaya de Tlemcen"  
 AARDES p 100 T II  
 d'après les monographies communales

Ech 1/700 000 50 Km.

-  plus d'arrivées que de départs
-  équilibre
-  plus de départs que d'arrivées

### 2.1.3.2. - Les migrations

Le taux d'accroissement annuel de la population algérienne de l'ordre de 3,2 % en 1966, augmente régulièrement, mais varie assez peu dans l'espace.

Les migrations interviennent avec beaucoup plus de force pour moduler l'augmentation de la population suivant le lieu.

Il existe différentes catégories de migrations : des migrations provisoires pour la recherche du travail etc, et des migrations définitives, mais toutes rendent compte du manque de stabilité du système régional, de la répartition des emplois et des richesses.

La carte des migrations saisonnières liées aux travaux agricoles dans la wilaya de Tlemcen, met en valeur :

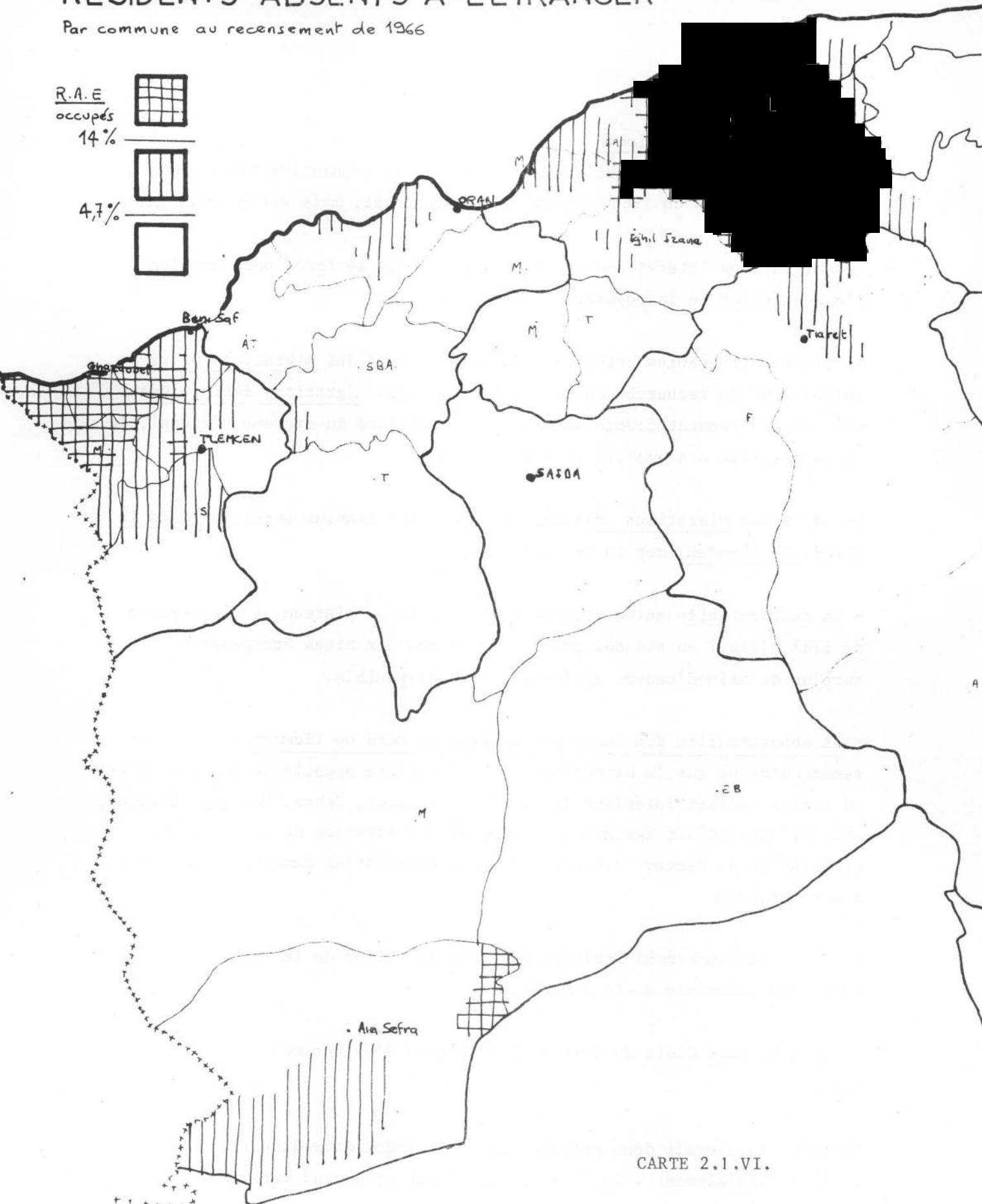
- la coupure nette entre zone du tell et zone du plateau, à l'exception de Sidi Djilali au sud qui pourrait être due aux mines épongeant le surplus de main-d'oeuvre agricole locale disponible.
- la concentration des zones réceptrices au nord de Tlemcen particulièrement dans ce que la Direction de l'Agriculture appelle la zone homogène du bassin tellien intérieur (communes de Tlemcen, Sebra, Hennaya, Tlemcen, Aïn Tellout). C'est également la zone de localisation de la propriété citadine et du secteur autogéré, mais la corrélation commune par commune n'est pas nette.
- l'axe Tlemcen-Remchi-BeniSaf, qui suit la vallée de la Tafna, où la mise en valeur coloniale a été poussée.
- Maghnia, sans doute du fait de l'existence d'un périmètre agricole important.

La carte laisserait donc prévoir schématiquement deux directions principales de déplacement : de l'ouest vers l'est et du sud vers le nord.

# RESIDENTS ABSENTS A L'ETRANGER

Par commune au recensement de 1966

R.A.E.  
occupés  
14%  
4,7%



CARTE 2.1.VI.



Les migrations temporaires vers l'étranger sont particulièrement importantes dans le nord-ouest, région montagneuse des Traras, où, comme dans toute la zone nord de la wilaya, la densité est en général supérieure à 50 habitants au km<sup>2</sup> (au recensement de 1966). Un même type de population (berbères) que dans l'Ouarsenis et en Kabylie, de mêmes conditions socio-économiques poussent également à l'expatriation.

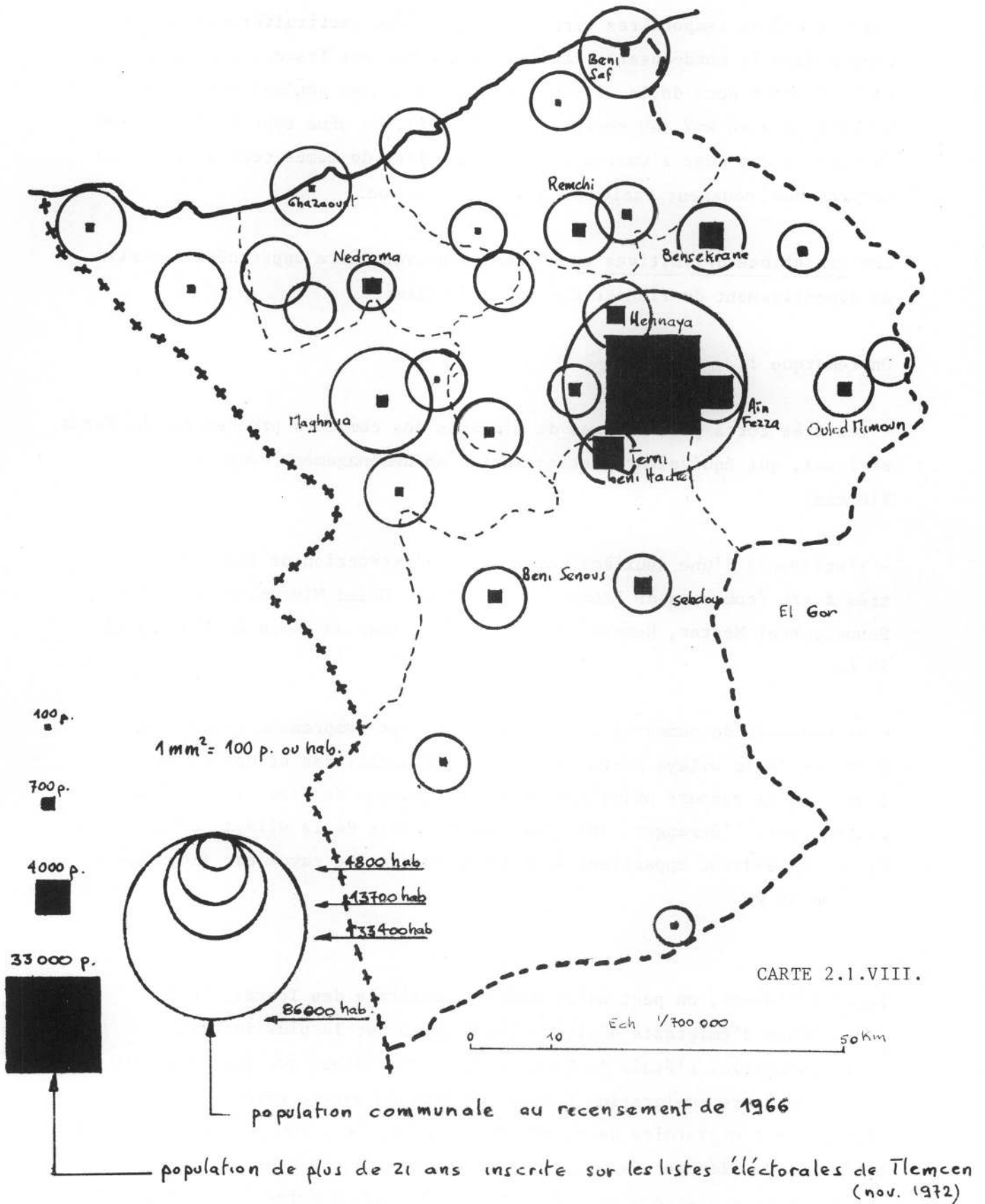
Les migrations définitives vers Tlemcen peuvent être approchées à partir du dépouillement du fichier électoral de Tlemcen.

On remarque :

- les très forts pourcentages de migrants des communes proches de Aïn Fezza et Terni, qui équivalent pratiquement à un déménagement complet vers Tlemcen.
- l'existence d'une deuxième couronne où l'attraction de Tlemcen est très forte (communes de Hennaya, Bensekrane, Ouled Mimoum, Sebdu, Beni Senous, Beni Mester, Remchi, toutes situées dans un rayon de l'ordre de 25 km).
- un ensemble de communes moyennement touchées comprenant toutes les communes de la wilaya moins les communes frontalières et celles des Traras où le recours privilégié contre le manque de travail est l'émigration vers l'étranger. Une seule commune hors de la wilaya, celle de El Gor au sud-est appartient à cette catégorie. Le rayon est alors porté à 40 ou 45 km

Parmi celles-ci, on peut noter Nedroma, capitale des Traras, où le pourcentage d'émigrants adultes vers Tlemcen est le plus important de cette catégorie. L'étude de Sari sur Nedroma indique que jusqu'en 1960 il y a eu forte immigration rurale sur Nedroma suivie entre 1960 et 1966 d'un déficit migratoire de musulmans algériens de 1 700 personnes. Or, les habitants de Tlemcen nés à Nedroma (en supposant que tous soient inscrits sur les listes électorales) peuvent être évalués à moins de 1 000, ce qui

# LIEU DE NAISSANCE DES TLEMCENIENS ADULTES



indique bien le rôle important de Tlemcen. Nedroma agirait comme un relais migratoire vers Tlemcen où les migrations seraient définitives alors que les migrations temporaires des habitants des Traras se feraient vers l'étranger.

L'influence de Tlemcen ne dépasse pas celle de la wilaya du nord et à l'est où elle se heurte aux autres villes de l'Oranie (le rôle d'Oran dans la région de Beni Saf peut être important) et elle est négligeable au nord-ouest vis à vis de l'émigration vers l'étranger.

De plus, il y a concordance entre la carte des migrations saisonnières et définitives.

Les communes de Terni, Aïn Fezza, Ouled Mimoum, Sebdu, Beni Senous, Nedroma "exportent" de la main-d'oeuvre saisonnière et voient une partie de leur population se porter définitivement sur Tlemcen.

Les communes de Hennaya, Beni Mester, Bensekrane et à un moindre degré Sidi Abdelli et Remchi émigrent vers Tlemcen tout en accueillant une main-d'oeuvre saisonnière. Il s'agit en général de communes plus riches que celles de la catégorie précédente.

Les communes du nord (Beni Saf et communes voisines) sont probablement fortement attirées par Oran avec laquelle les liaisons sont fréquentes et faciles. Elles semblent échapper, tout comme l'ouest mais pour d'autres raisons, à l'attraction de Tlemcen.

Les migrations définitives vers Saïda peuvent être approchées à partir de quelques chiffres tirés de l'enquête ménage qui concernent non seulement les adultes, mais toute la population.

La principale base de comparaison est qu'à Tlemcen, 61 % des adultes (plus de 21 ans) sont nés dans la commune alors que à Saïda, ce chiffre n'est que de 30 à 35 % (mais 61,4 % également si l'on prend en compte toute la population).

En tenant compte de cette indication, il est possible d'établir le tableau suivant de la répartition en pourcentage :

	TLEMCEN	SAÏDA
Originaires de la commune	61	61,4
Originaires du reste de la daïra	16,6	21,9
Originaires des autres daïrate de la wilaya	15,7	3
Originaires d'autres provenances	6,7	13,7
	100	100

De plus, il est nécessaire de remarquer que :

- à Tlemcen, la daïra qui fournit le plus gros contingent des migrants, après celle de Tlemcen est celle de Sebdou (zone sud).

- Saïda accueille de nombreux migrants des wilayate voisines, Oran et Mostaganem (zones de Mascara et du Telagh), tandis que le sud de la wilaya envoie peu de migrants, qui soit s'arrêtent dans les chefs-lieux de daïrate soit sautent directement à une autre ville de l'Oranie.

Saïda accueille donc une population proche. Les hauts plateaux qui forment la majeure partie de la wilaya, le sud, sont attirés par d'autres centres urbains. A l'ouest, Tlemcen et Sebdou, Tiaret à l'est, et aussi, plus au nord, les villes côtières, Oran, Arzew, en pleine croissance industrielle et sans doute Alger.

Le territoire de la wilaya de Saïda est près de sept fois plus grand que celui de Tlemcen. Sa population extrêmement dispersée et la faiblesse de la capacité d'accueil du chef-lieu posent des problèmes de migrations dans toute leur force.

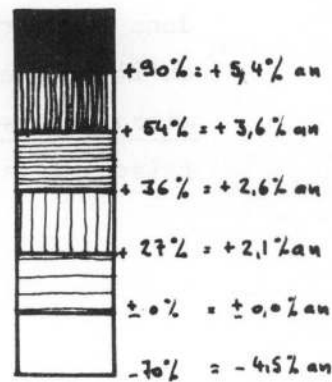
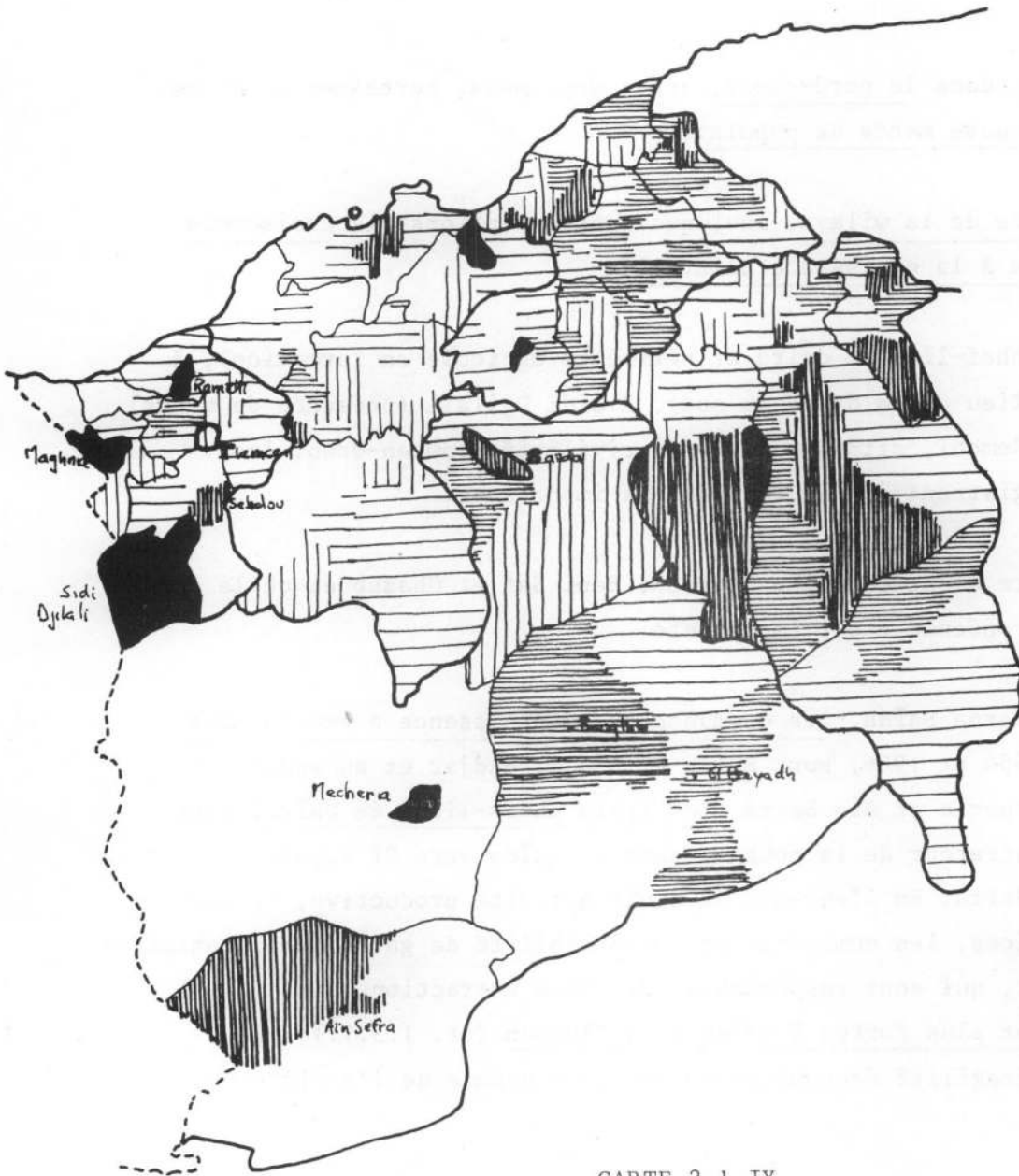
Un bilan partiel des migrations jusqu'en 1966, peut être dressé à partir de la carte de l'évolution de la population totale entre les recensements de 1954 et 1966. Les communes de la wilaya de Tlemcen peuvent être classées :

- dans le sud, dans le nord-ouest, zones déprimées, certaines communes ont subi une chute nette de population.
- dans le reste de la wilaya, sauf quelques exceptions, la croissance est inférieure à la croissance naturelle.
- à Maghnia (chef-lieu de daïra et périmètre agricole en formation), à Sebdoou (chef-lieu de la daïra du sud), à Sidi Djilali (présence de mines) à Hennaya et Remchi, situés sur l'axe privilégié Tlemcen-Oran, les communes enregistrent des accroissements importants.

On peut joindre à ces communes Tlemcen, Beni Saf et Ghazaouet où la population européenne était importante.

En ce qui concerne Saïda, les communes où la croissance a été la plus vive, entre 1954 et 1966, sont Saïda et Aïn el Hadjar et au sud, El Bayadh, Mecheria et Aïn Sefra, les trois chefs-lieux de Daïra, plus Bougtob, au carrefour de la route venant de Saïda vers El Bayadh, Mecheria, Aïn Sefra. En l'absence de toute activité productive, ce sont donc les services, les commerces et la possibilité de gains complémentaires qu'ils offrent, qui sont responsables de cette attraction. Les migrations sont plus fortes à Saïda qu'à Tlemcen (cf. 1.3.1.), en raison de la fragilité économique encore plus grande de l'arrière pays.

# EVOLUTION DE LA POPULATION TOTALE 1954-1966 PAR COMMUNE



CARTE 2.1.IX.

0 ————— 100km  
Ech. 1/3000 000

## 2.2. - EMPLOIS, ACTIVITÉS ET REVENUS

---

Ce chapitre est divisé en quatre parties.

Tout d'abord, nous précisons les modalités pratiques qui ont permis le classement des activités dans chacun des circuits, supérieur et inférieur.

Dans la deuxième partie, les données quantitatives sur les activités et les emplois sont complétées par une analyse par circuit des formes d'emploi et des caractéristiques socio-démographiques des chefs d'activité, ce qui permet de cerner les modifications qui affectent les deux circuits.

Dans la troisième partie, nous étudions les salaires et nous tentons une approche des revenus urbains.

Enfin, nous indiquons dans la dernière partie quelques éléments sur les revenus et le financement des activités.



2.2.1. - METHODES DES ENQUETES DE SAÏDA ET DE TLEMCEN ET CLASSEMENT  
DES ACTIVITES

2.2.1.1. - LES METHODES ET LES RESULTATS

Les méthodes que chacune des deux équipes avait définies ont quelques différences notables qui marquent les résultats (1)

- a) A Saïda, nous avons défini une méthode de recueil des données et une méthode d'analyse permettant de rendre compte de l'organisation des différentes structures économiques au sein de l'espace urbain, à partir de deux éléments, la production et l'échange.

Nous nous sommes moins penchés sur la consommation en tant que telle, approchée par les données de l'enquête ménage, que nous avons confrontées le plus souvent possible aux éléments liés à la production et à l'échange.

A partir de l'hypothèse de l'existence de deux circuits économiques, nous avons déterminé trois niveaux d'analyse.

Tout d'abord, il s'agissait de faire l'inventaire des différents éléments caractéristiques de chaque unité de production et/ou d'échange, en choisissant parmi ces éléments des critères déterminants d'appartenance à l'un ou l'autre circuit. Ensuite, nous avons tenté de reconstituer les structures de production et d'échange respectivement du circuit supérieur et du circuit inférieur. La troisième étape qui n'a pas été effectuée devait être l'articulation des structures, l'identification des deux circuits et la reconstitution du sous-système économique urbain pris dans son ensemble.

(1) Saïda : enquête effectuée d'août à octobre 1971.

- une enquête de "Ménages", par sondage, avec un questionnaire,
- une enquête des "Activités du secteur privé", exhaustive, avec un questionnaire,
- une enquête des établissements du secteur public, administrations et entreprises, exhaustive, par interview libre, sur un canevas fixe.

Tlemcen : enquête effectuée de novembre 1972 à janvier 1973.

- une enquête des "Activités du secteur privé, par sondage au quart, avec un questionnaire,
- une enquête des établissements du secteur public, exhaustive, par interview libre, sur un canevas fixe.



En ce qui concerne la production, nous avons établi les caractéristiques et les différences des deux circuits à partir de l'activité accomplie, de l'utilisation ou non des services bancaires, de leur articulation et des différents types d'activités productives, caractérisés par l'origine de leurs matières premières et leurs aires de vente, le volume des productions et des commandes qui conditionnent le choix des fournisseurs et donc le degré de domination subie.

L'utilisation des services bancaires, liée à la capacité d'accumulation des unités de production marque aussi la place des unités dans les deux circuits.

A partir de l'analyse de différents éléments, nous avons déterminé pour la distribution, une hiérarchie de critères permettant de rendre compte du fonctionnement et des composants de chaque circuit :

- . La fonction dans la distribution : place des intermédiaires d'Etat et privés, celle des détaillants.

- . Les gammes de produits : biens de luxe modernes, biens courants et biens fabriqués artisanalement.

- . Les marchés qui s'étendent d'un quartier de la ville à la wilaya. Le marché qui s'étend sur toute la wilaya est fortement concurrencé par Oran, et celui des produits de luxe est extrêmement étroit.

L'évaluation exacte des résultats d'exploitation, en particulier le chiffre d'affaires déclaré, est délicate. Mais si elle est peu sûre en valeur absolue, elle constitue cependant un bon indicateur en valeur relative.

Au terme de cette première approche, nous avons jugé nécessaire de créer à l'intérieur de chaque circuit des subdivisions : le circuit supérieur A, dans lequel nous intégrons le secteur industriel public

ou privé et les commerçants aux plus grands résultats d'exploitation, donc ayant des trésoreries importantes.

Le circuit supérieur B nous a paru en voie de marginalisation : des fonds libérés par les Européens n'ont pas pu se maintenir à un niveau d'activité identique. Pour d'autres, l'insuffisance du capital et de moyens de financement, ne leur permettent pas de s'ouvrir à une clientèle suffisamment importante. Le crédit bancaire leur est souvent refusé. Ce circuit nous a semblé étroitement dépendant du contexte régional. Il est en fait détaché du circuit supérieur, disposant parfois d'un outil qui n'est plus adapté aux nouvelles conditions locales. La clientèle et le type de gestion le rapprochent du circuit inférieur.

Le circuit inférieur B se différencie de l'inférieur A par deux considérations de base : le volume de la production ou des transactions ainsi que la situation et le comportement des agents économiques. Les résultats de l'analyse économique ne sont pas très clairs, mais une étude plus sociologique et faite sur une plus longue période pour tenir compte des fluctuations saisonnières aurait permis de mettre en valeur ces distinctions de façon plus nette.

L'étude de l'articulation des différentes structures du système économique restait à faire.

b) A Tlemcen, nous nous étions appuyés, de même qu'à Saïda, sur l'étude des différents critères caractéristiques de chaque circuit et décrits par Milton Santos (1). Cependant, même les critères quantifiables ne peuvent souvent être obtenus que par recoupements, et, de plus, ils ne sont pas toujours concordants. Dans un premier temps, une subdivision plus fine en cinq sous-groupes a donc été retenue, à partir d'une série de critères tels que le chiffre d'affaires, la technologie utilisée, le nombre et le

(1) Santos M., "L'espace partagé", P. 38. Les critères ont été repris en annexe de ce tome.

type d'employés, le style et l'aspect du commerce, le mode d'approvisionnement, etc. Le terme de circuit avait été abandonné pour celui de niveau qui ne suppose pas un système de relations privilégiées entre certaines unités économiques. Les caractéristiques les plus marquantes (et non exhaustives) des cinq niveaux, nous parurent être les suivantes :

. Le niveau 1, est composé d'activités demandant de gros capitaux, une gestion moderne, capable de prévision à long terme, des marchés permettant un écoulement de la marchandise en grandes quantités (grossistes, Etat...), des relations suivies avec les métropoles extérieures à la région.

. Le niveau 2, diffère seulement par des caractéristiques quantitatives affaiblies et parfois par une technologie ancienne, un travail souvent saisonnier et des systèmes de commercialisation particuliers : circuits directs avec les producteurs ou les distributeurs des deux circuits, à l'échelon régional par exemple. La gestion est moderne.

. Le niveau 3, regroupe les activités à gestion et technologie modernes de petite taille (magasins centraux à produits rares ou à gamme étendue, petits ateliers à bonne technologie et s'adressant à une clientèle à hauts revenus) ainsi que les intermédiaires de taille moyenne (petits et demi-grossistes) ayant des chiffres d'affaires faibles, peu de moyens de transport.

. Le niveau 4, est le groupe le plus nombreux. L'activité ne permet pas de spéculations à moyen terme (investissement, stockage), mais assure juste sa pérennité. Ce sont des petits commerçants et des artisans à clientèle locale, le plus souvent dépendants des grossistes. L'équipement professionnel est réduit.

Le niveau 5, est celui qui regroupe de nombreuses activités n'assurant pas théoriquement le minimum vital (ambulants, artisans travaillant épisodiquement et/ou dans une profession en perte de vitesse, petits services et commerçants, etc.). Là sont les activités les plus instables, les moins intégrées et sans capital, et celles qui subissent les plus graves inconvénients de la transformation des structures économiques.

Cette séparation des activités économiques permet, par niveaux, l'étude de divers phénomènes, tels que l'évolution des techniques, des habitudes de consommation, des liens familiaux, des migrations, etc. Elle mettait en valeur des critères : intervention d'un intermédiaire, distance de la source d'approvisionnement ou de la destination géographique des produits vendus, types d'acheteurs, origine du fonds et date de création. La technologie utilisée apparaissait moins caractéristique que l'organisation commerciale de l'activité.

L'examen des critères mit en valeur l'existence de deux catégories bien différenciées d'agents économiques appartenant à deux "circuits" qui, outre leurs caractéristiques internes et structurelles, sont déterminées par leur place et leur comportement dans la production et la circulation des biens et dans leurs rapports avec l'espace extérieur à la ville et avec le secteur public.

Dans le circuit supérieur, nous trouvons les niveaux 1 et 2 tout d'abord, qui ont des rapports constants et directs avec l'extérieur (par rapport à la région inscrite dans un rayon de 15 km autour de la ville) et/ou avec le secteur public, et aussi le niveau 3 qui se rattache à 1 et 2, car il a fréquemment des rapports directs avec le secteur public et des relations directes avec l'extérieur. Cependant,

à la différence des niveaux 1 et 2, ces relations avec l'extérieur s'effectuent par des intermédiaires de l'extérieur. Sa gestion est généralement moderne.

Le circuit inférieur, composé des niveaux 4 et 5, est soit soumis au circuit supérieur par la sous-traitance ou à des intermédiaires assurant l'approvisionnement ou la commercialisation, soit tout à fait indépendant de ces deux variables, mais faisant alors partie d'un "circuit" archaïque dont l'activité s'étiole et qui est devenu très marginal. L'essentiel du circuit inférieur dépend du circuit supérieur à qui il sert de courroie de transmission pour l'écoulement de ses produits ou à qui il procure certaines marchandises à bon compte.

#### 2.2.1.2. - LA CONFRONTATION ET LA COMPARAISON DES RESULTATS D'UNE VILLE A L'AUTRE

Entre le groupe de Saïda et celui de Tlemcen, il n'y a pas eu de concertation serrée sur la méthode. Les deux enquêtes procédaient d'une même réflexion et le questionnaire de Tlemcen a été établi à partir de celui de Saïda, mais les critères de sélection des circuits n'ont pas été retenus en commun.

Les deux enquêtes se sont heurtées au même problème du classement d'activités de types différents dans une même grille. Le secteur de la distribution et des services, du fait du rôle des demi-grossistes (et transporteurs) entre le circuit supérieur et le circuit inférieur, pose le problème de leur insertion dans un circuit. Nous les avons classés dans le circuit supérieur car ils sont éloignés du circuit inférieur à beaucoup de points de vue (stockage, crédit, quantités, etc.). Ils ont cependant été analysés à part en particulier par l'équipe de Saïda.

La confrontation des résultats des enquêtes ne peut se faire qu'à partir d'une même échelle comparative des activités entre ces deux villes. Et cette échelle ne peut être montée que sur la base des mêmes critères d'évaluation. Or, les critères sont comparables ; leur interprétation a varié. La divergence de l'interprétation est partiellement due aux sensibilités différentes du contexte local.

Des agents économiques peuvent en effet avoir des comportements différents, sur la base du même revenu, selon leur localisation.

Le revenu minimal nécessaire à la reproduction de la force de travail n'est pas forcément identique partout, dans la mesure où les coûts ne sont pas identiques.

En particulier, l'importance de l'auto-consommation à partir des ressources de l'agriculture ou de l'élevage, plus importante à Saïda, mais aussi la dépendance plus grande par rapport aux centres du nord créent une organisation urbaine différente. C'est ainsi que nous avons eu tendance à privilégier, à Saïda, les critères permettant de rattacher une activité au circuit supérieur où le circuit supérieur semblait exceptionnel.

La comparaison de critères plus objectifs, chiffre d'affaire annuel et nombre moyen d'employés, par entreprise, même s'ils peuvent correspondre à des réalités différentes suivant le contexte local, montre cependant que le sous-circuit supérieur B de Saïda perçu comme en voie de marginalisation était difficilement viable dans la logique du circuit supérieur.

Les deux critères ne peuvent pas à eux seuls, définir l'insertion d'une entreprise ou d'un commerce dans un système donné, mais ils l'illustrent correctement. Les critères qualitatifs qui déterminent l'appartenance à un circuit peuvent donc, en prenant quelques précautions, être appuyés par des critères quantitatifs, plus facilement maniables.

La confrontation des résultats des deux enquêtes a donc conduit à inclure les activités du supérieur B de Saïda dans le circuit inférieur.

TABLEAU COMPARATIF DES DEUX CIRCUITS DE L'ECONOMIE URBAINE

A PARTIR DU CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL

47.

ET DU NOMBRE MOYEN D'EMPLOYES PAR ENTREPRISE

		T L E M C E N			S A Ĩ D A		
			Chiffre d'affaires annuel DA	Emploi		Chiffre d'affaires annuel DA	Emploi
PRODUCTION	SUPERIEUR	1	> 1 000 000	20 à 200	SUP A	>> 50 000	>> 6
		Niveau 2	{ 300 000 à 500 000	6 à 50			
		3	{ 50 à 300 000				
	INFERIEUR	Niveau 4	{ 10 000 à 100 000	0 à 5	SUP.B	>> 10 000	1 à 6
		5	< 15 000	0	INF.A INF.B	>> 4 000 >> 500	0 à 3 0
DISTRIBUTION	SUPERIEUR	1	> 1 500 000	6 à 50	SUP A		0 à 4
		Niveau 2	{ 300 000 à 1 500 000	1 à 5			
		3	{ 50 000 à 500 000	0 à 5			
	INFERIEUR	Niveau 4	{ 15 000 à 100 000	0 à 2	SUP.B INF.A		0 ou 1 0 ou 1
		5	< 20 000	0	INF.B		0
SERVICES	SUPERIEUR	1	-	-	SUP A	{ 15 000 à 100 000	2,6
		Niveau 2	-	-			
		3	{ 50 000 à 150 000	1 à 5			
	INFERIEUR	Niveau 4	{ 10 000 à 100 000	0 à 2	SUP B	3 000 à 80 000	1,2
		5	< 15 000	0	INF A INF B	2 000 à 30 000 2 000 à 25 000	1,1 0,8

Tab. 2.2.1, Source : Contribution aux méthodes... G. Champseix et., p. 584 et sq.  
Essai d'analyse... D. Mataillet et., p. 42 et sq.



2.2.2. - LES ACTIVITES ET LES EMPLOIS

## 2.2.2.1. - L'EMPLOI D'APRES LE RECENSEMENT DE 1966

La population active totale selon les catégories socio-professionnelles se répartit ainsi, pour les chefs-lieux des communes urbaines :

	TLEMCCEN		SAÏDA	
. Agriculteurs exploitants et assimilés	296	1,8	122	1,8
. Salariés agricoles et assimilés	1166	7,1	1840	29,6
. Patrons de l'industrie, du commerce, de l'artisanat	2789	17,1	1003	15,2
. Professions libérales et cadres supérieurs	518	3,2	123	1,9
. Cadres moyens	1222	7,5	416	6,3
. Employés de bureau, du commerce et des services	1752	10,8	633	9,6
. Ouvriers, manoeuvres et apprentis	5596	34,3	1352	20,4
. Personnel de service	2199	13,5	774	11,7
. Personnel de défense, sécurité publique, culte	773	4,7	351	5,3
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total des actifs	16311	100	6614	100
. sans travail ayant déjà travaillé	- 2209		-2188	
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total des occupés	14102		4426	

Les occupés ne seraient donc que 14 100 environ à Tlemcen, 4 400 à Saïda, soit respectivement 81 % et 60 % de la population considérée comme active et excluant les retraités, les ménagères, etc.



Le taux moyen de chômage est en Algérie, en 1966, de 31 %. Tlemcen est, parmi les villes importantes, celle comportant le moins de chômeurs (Alger 26 %, Oran 29 %, Sidi bel Abbès 32 %, etc.). Il en est de même si l'on prend en compte les autres villes de la wilaya où les taux varient de 25 à 32 %.

Les taux de chômage varient donc du simple au double entre les deux villes. D'autres données renforcent ces différences :

. le quart des actifs sont des salariés agricoles saisonniers à Saïda, salariés qui ne restent que parce que la ville ne peut leur procurer d'emploi fixe, ce qui cache en fait un chômage réel (1). A Tlemcen, la proportion de salariés agricoles saisonniers est cinq fois plus faible.

. Les femmes ayant un emploi représentent 16,2 % des occupés à Tlemcen pour 10,5 % à Saïda. Nous verrons que cette situation est liée à l'importance de l'industrie du tapis dans la première ville, mais cependant, dans les services administratifs, Tlemcen également occupe en valeur relative plus de femmes. Ceci traduit malgré le caractère traditionnel de la vie tlemcenienne, des différences de niveau d'instruction et de pénétration de l'économie moderne. L'emploi féminin augmente le revenu des ménages tlemceniens et le taux d'occupation global de la population : un emploi fait vivre 5,1 personnes à Tlemcen mais 7,5 à Saïda.

. Le classement par catégories socio-professionnelles fait apparaître à Tlemcen des différences particulièrement sensibles en ce qui concerne les pourcentages des professions libérales et cadres supérieurs et celui des ouvriers manoeuvres et apprentis, le plus élevé des villes de plus de 60 000 habitants.

(1) D'après le recensement, est considéré comme occupé celui qui a travaillé 6 jours au cours du mois de mars précédant l'enquête.

Tlemcen est d'abord une ville à dominante secondaire bien pourvue en emplois tertiaires ; Saïda se caractérise par un fort taux d'actifs primaires.

#### 2.2.2.2. - LES ACTIVITES ET LES EMPLOIS EN 1971 - 1972

##### a) Evolution générale

L'espace enquêté correspond à la zone agglomérée au chef-lieu du recensement de 1976 et ne comprend pas les zones éparses et les agglomérations secondaires de la commune. Cependant, les activités principales de la commune ont été prises en compte, quelque soit leur localisation.

La comparaison des chiffres 1971-1972 avec ceux de 1966 nécessiterait de retirer des résultats de l'enquête, les emplois assurés hors de l'espace aggloméré (ou chef-lieu de commune urbaine) (1). Même avec ce correctif, on ne comparera pas deux grandeurs comparables: En 1966, l'enquête ménage recensait les habitants et leurs occupations à leur lieu de résidence ; en 1972, ont été recensés les emplois au lieu d'emploi. Ne connaissant pas les migrations journalières travail-domicile, les résultats ne sont pas directement comparables.

Nous supposons que les migrations sont suffisamment faibles pour ne pas perturber le sens des évolutions.

Les chiffres bruts des activités et des emplois sont fournis par le tableau ci-contre. Des tableaux plus détaillés, en annexe, donnent pour 1971-1972, les emplois par secteur et par circuit, ainsi que leur répartition en pourcentage (2). (cf. figure p. 54).

(1) A Tlemcen cela concerne : l'huilerie de l'Onapo (158 ouvriers), la conserverie de la Soalco à Saf-Saf et diverses briqueteries et entreprises du secteur textile cuir, le total doit être estimé à environ 1 000 personnes. A Saïda, cela concerne : la papèterie d'El Hadjar (70 ouvriers) et la Coopérative oléicole de Rebahia (150 employés).

(2) La fiabilité des résultats du recensement 1966 et des enquêtes 1971-1972 n'est pas identique. Une enquête ménage exhaustive comporte assez peu d'aléas. Une enquête activités est plus aléatoire. Les entreprises du circuit supérieur ne posent pas de problèmes, car elles sont généralement facilement localisables et sont enregistrées sur des listes exist-

EN NOMBRE ABSOLU ET EN POURCENTAGE  
DANS LES COMMUNES

	TLEMCEN				SAÏDA			
	1966		1972		1966		1971	
Secteur primaire	1 493	(1)		(1)	2 041	(1)		(1)
Secteur secondaire	4 344	31,4	8 970	41	624	15,9	678	10,6
1) alimentaires	610	4,4	992	4,5	123		217	3,4
2) textile cuir	2 984	21,6	7 576	34,7	276		394	6,2
3) divers	650	5,4	402	1,8	225		67	1
Bâtiment - Travaux publics	1 091	7,8	3 385	15,5	361	9,2	2 040	32
Secteur tertiaire	8 417	60,8	9 499	43,5	2 949	74,8	3 678	57,4
1) Commerce	2 114	15,2	3 393	15,5	723	18,3	1 246	19,4
2) Services (y compris administration)	5 499	39,8	5 604	25,7	1 854	47	2 199	34,3
3) Transports	804	5,8	502	2,3	372	9,5	233	3,7
Total sans secteur primaire	13 852	100	21 854	100	3 934	100	6 396	100
Total général	15 345	(2)			5 975	(2)		

(1) les pourcentages sont calculés sans le secteur primaire constitué presque uniquement par l'emploi agricole.

(2) manquent activités mal désignées et non déclarées.

tantes dans diverses administrations (à Tlemcen, la liste la plus à jour, celle des impôts, n'a pu être consultée que quelques jours avant le départ de l'équipe d'enquêtes). Celles du circuit inférieur, moins stables et moins facilement repérables, ne peuvent que donner lieu à des omissions ou à des estimations, soit que l'activité ne soit pas enregistrée (vendeur occasionnel de bananes, de fripes, taxi et camion clandestin), soit que l'activité n'ait pas de support (réparateurs divers, artisans allant travailler chez le client), soit que l'activité s'exerce dans l'habitation (couture, fabrication de tapis, broderie, etc.). Certaines professions ont donc été estimées à partir d'un certain nombre de recoupements (listes professionnelles, fréquentation d'un point de passage obligé, le marché en gros pour les ambulants fruits et légumes, par exemple, avis de plusieurs personnes intégrées dans l'activité à enquêter etc.

L'emploi est 3,5 fois plus important à Tlemcen qu'à Saïda et près de 4 fois si l'on ne prend pas en compte les emplois administratifs (bien que les populations soient dans le rapport 2 à 1).

En acceptant les approximations indiquées ci-dessus, les variations sont les suivantes :

	TLEMCCEN			SAÏDA		
	1966	1972	% par an	1966	1972	% par an
. Population du chef-lieu	71 900	96 000	5	33 600	51 000	8,7
. Emplois	14 100	21 900	7,8	4 400	6 400	7,8

(1)

Les enquêtes n'ayant pas pris en compte l'emploi agricole, les chiffres 1971-1972 des emplois doivent être augmentés sans doute plus à Saïda, où cependant, l'augmentation de l'emploi a dû se faire au détriment de l'emploi agricole qui est un chômage déguisé.

(1) Nous supposons que les salariés agricoles se sont déclarés comme actifs ayant déjà travaillé et en quête de travail, ce qui est plausible, étant donné la période de l'enquête (mars).

Pour les deux villes, l'augmentation de l'emploi aurait été supérieure à la croissance démographique et induit très certainement des migrations domicile-travail plus importantes. Il reste délicat d'en déduire que le taux de chômage a diminué (1) ou que le caractère "rural" de Saïda a diminué.

L'évolution de la répartition par branche est très significative. La répartition par branche en 1966 n'est connue qu'au niveau de la commune mais le fait de supprimer l'emploi agricole permet d'éliminer une bonne part de la distorsion.

Des baisses d'emploi de 1966 à 1972 dans les transports et les productions de "divers" sont certainement dues à des divergences de répartition des activités.

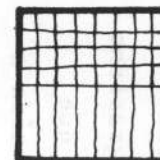
En 6 ans, Tlemcen a considérablement renforcé son caractère mono-industriel. Plus de la moitié de l'emploi textile en 1972 est due au tapis et nous verrons que cette activité trop dépendante de l'extérieur est depuis retombée à un niveau assez bas. L'emploi dans le bâtiment du fait du programme spécial a été multiplié par 3 et double relativement son importance. La faible croissance du secteur tertiaire<sup>(2)</sup> est uniquement due au commerce qui s'est développé plus vite que la population.

La croissance la plus forte à Saïda est celle du bâtiment, responsable d'une bonne partie de la croissance de l'emploi. Le commerce s'est également développé plus vite que la population alors que la croissance des services a été limitée ; elle risque d'être plus importante à terme, le programme de constructions en cours pour le programme spécial devant aboutir à un renforcement de l'encadrement politique et économique de l'Etat dans une région où il était faible. La croissance actuelle de l'emploi, uniquement due aux injections de capitaux d'Etat, pourrait ne pas se maintenir.

(1) Mataillet D. et alia, "Essai d'analyse d'une économie urbaine. Le cas de Tlemcen", concluaient à la stagnation ou à la diminution du chômage.

(2) Les services privés sont le plus sujet à sous enregistrement.

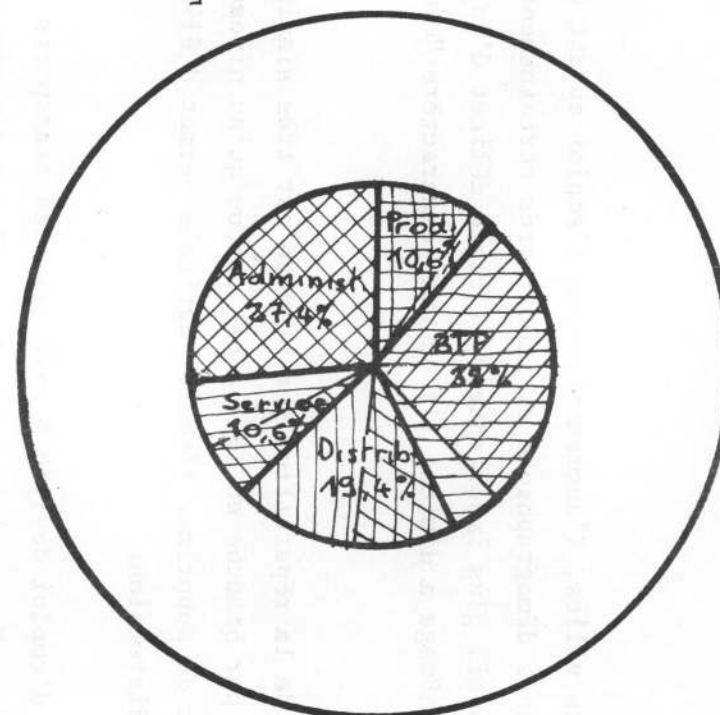
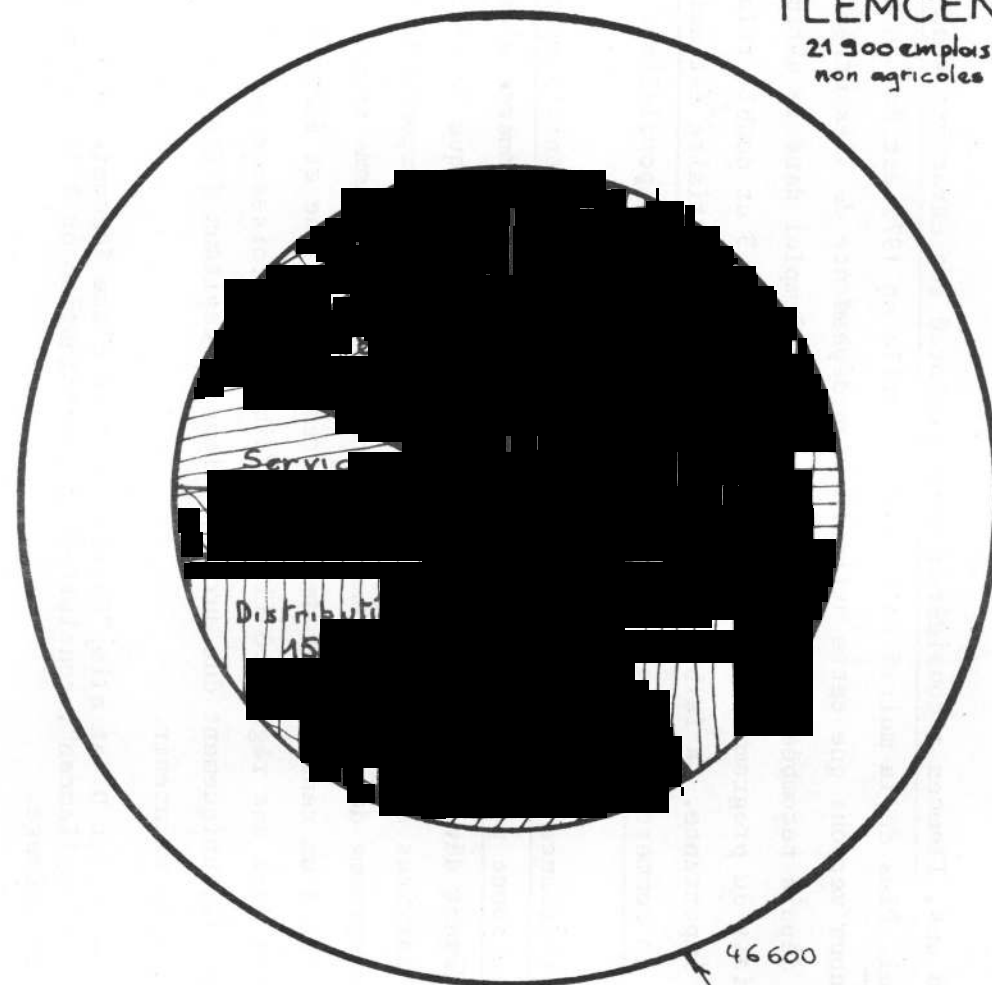
# REPARTITION DE L'EMPLOI



activités du circuit supérieur  
activités du circuit inférieur

**TLEMEN**  
21 900 emplois  
non agricoles

**SAIDA**  
6400 emplois  
non agricoles



46600

23700

population de la ville  
en âge d'activité (h.e.f.)

FIGURES 2.2.1.

Source : Enquêtes CNRP IEDES 1971 Saïda  
1972 Tlemcen



Si les services "non administratifs" ont la même importance relative dans les deux villes, l'administration et la distribution en ont une plus considérable à Saïda, ce qui met bien en valeur le rôle actuel d'encadrement, de ravitaillement et de collecte de Saïda par rapport à sa région.

Le circuit inférieur a sensiblement la même importance relative dans les deux villes malgré des revenus moyens certainement plus faibles à Saïda (1).

Le circuit inférieur est dominant en nombre de personnes employées dans les secteurs de la distribution et des services, plus dans le secteur de la distribution à Saïda, et dans celui des services à Tlemcen. En effet, si le rôle de Saïda permet une certaine multiplication des commerces, son absence d'activités et de revenus importants ne permet pas celle des services. La vie économique développée, la présence de revenus plus élevés le permettent à Tlemcen.

Le circuit inférieur de la production est plus important à Tlemcen qu'à Saïda. Le nombre élevé d'emplois dans l'industrie est accompagné d'un secteur productif du circuit inférieur. La tradition artisanale de Tlemcen, l'existence de marchés nationaux ou internationaux pour ses produits et de circuits de commercialisation adaptés ont maintenu un circuit inférieur exportateur.

Dans les deux villes, le fort développement de l'emploi est dû à des entreprises du circuit supérieur, le bâtiment à Saïda, le bâtiment et la production textile à Tlemcen. Mais tous les nouveaux salariés ne sont pas pour autant clients du circuit supérieur car les nouveaux emplois sont en général peu qualifiés et peu payés (manoeuvres du bâtiment, apprenties du tapis).

(1) La répartition entre circuit supérieur et circuit inférieur à l'intérieur de chaque branche est mise en valeur dans le chapitre sur l'organisation des activités urbaines (cf. § 2.3.).

La croissance de Saïda est très largement dépendante de l'Etat, le renforcement du secteur commercialisé ne faisant qu'accompagner celui de la population et des revenus.

Le développement de l'emploi à Tlemcen est moins lié à l'action directe de l'Etat qu'à sa politique économique qui a permis la croissance de l'emploi privé productif. Il reste à voir la nature de ces emplois et leur avenir.

b) Formes de l'emploi

La situation en pourcentage est la suivante (1) :

	TLEMCEM		SAÏDA
	1966 (commune)	1972 (chef-lieu urbain)	1966 (commune)
. Indépendants	18,4	20	16
. Apprentis	3,8	} 70,7	0,4
. Salariés réguliers	42,1		37
. Salariés saisonniers	27,2	5,2	34,2
. Aides familiaux	1,4	4,1	1,2
. sans indication	7,1		11,2
	100	100	100

En 1966, les 2/3 des salariés saisonniers trouvent leur emploi dans l'agriculture à Saïda. Ils sont relativement moins nombreux à Tlemcen et répartis plus également dans l'agriculture, les industries (agricoles en particulier), le bâtiment et les services.

(1) Source : 1966 : Recensement national de la population  
1972 : Enquête CNRP/IEDES



Cela est dû soit à des causes structurelles (agriculture et industrie agroalimentaire) soit à un appareil économique trop développé, ne tournant pas au maximum de sa capacité. L'offre urbaine de travail est cependant suffisante pour que les enquêtés se déclarent saisonniers du bâtiment, des services, de l'industrie et non de l'agriculture.

L'accroissement du pourcentage d'aides familiaux est dû aux différences entre les sources d'enquête utilisées, la sous-déclaration de certaines formes d'emploi étant systématiquement dans un recensement, soit que l'emploi n'en soit pas légalement un, soit qu'il ne soit pas considéré comme un emploi réel par le déclarant. Ceci gêne beaucoup l'analyse de l'emploi en termes de circuits et de niveaux d'activité.

Nous observons à Tlemcen les répartitions suivantes en pourcentage, par niveau ou circuit (sans l'administration) :

TLEMCEM	SUPERIEUR				INFERIEUR			Total général	Total sans patrons indep.
	Niveaux	1	2	3	Total	4	5		
. Patrons, indépendants	2,1	6,9	24,5	10	53,5	82,2	58	24,6	
. Aides familiaux	0,2	0,5	7,2	3	12,4	6,6	12	5,1	6,5
. Salariés et apprentis	89,6	70,5	62,7	78	32,2	11,2	28	63,9	85
. Salariés temporaires ou occasionnels	8,1	22,1	5,6	9	1,9	0	2	6,4	8,5

Source : Enquête IEDES / CNRP 1971

Les aides familiaux sont comparativement 4 fois plus nombreux dans le circuit inférieur. (si l'on exclut les patrons indépendants)

Les salariés temporaires ou occasionnels sont difficiles à identifier dans le circuit inférieur.

A Saïda, les résultats sont les mêmes : l'évolution des aides familiaux et celle des salariés est inverse.

S A Ï D A	DISTRIBUTION		PRODUCTION	TOTAL	
	SUPERIEUR	INFERIEUR			TOTAL
. Aides familiaux	14,3	79	26,5	4,6	13,1
. Salariés	84	21	72,1	92,6	84,7
. Apprentis	1,7	0	1,4	2,8	2,2

Source : Enquête IEDES/CNRP 1971

La ventilation des emplois de la colonne total ne comprend pas tous les emplois. On ne peut donc tirer de conclusion immédiate du taux d'aides familiaux deux fois plus élevé à Saïda (ville plus petite avec des liens familiaux préservés ?). La différence entre la production et la distribution est nette. Les activités commerciales, plus petites, sont la plupart du temps des activités familiales.

La forte proportion d'aides familiaux est une caractéristique du circuit inférieur et de la distribution (et sans doute de certains types de services).

La progression des salariés réguliers aux dépens des salariés saisonniers est remarquable et ne s'explique pas uniquement par l'importance de salariés agricoles saisonniers dans la commune : ceux-ci représentaient moins de 5 % des emplois en 1966, et ont encore diminué en nombre en 1972. Ce ne sont pas tant les modifications dans la structure des branches économiques qui en sont la cause que l'évolution favorable et générale des activités. Il existe encore des salariés saisonniers dans la production agroalimentaire, car la nature de l'activité le demande (1) mais leur

(1) Les ouvriers de ces industries habitent d'ailleurs souvent dans les zones agricoles.

nombre a diminué dans les services et les industries manufacturières, et a été réduit à zéro dans le bâtiment.

Le développement des activités s'est donc accompagné d'une modification de la structure de l'emploi.

### c) Origine géographique et répartition par branche des travailleurs

Les enquêtes ont permis de classer l'origine des travailleurs de quelques catégories socioprofessionnelles représentatives.

Globalement, les immigrants sont proportionnellement plus nombreux à Saïda où ils viennent de sa daïra, alors que ceux de Tlemcen viennent autant de sa propre daïra que du reste de la wilaya. Cela n'est pas une surprise et vient confirmer le paragraphe sur les migrations (2.1.3.2.). il est intéressant de noter que dans les professions nécessitant des capitaux et/ou un savoir faire, les originaires d'autres wilayate sont beaucoup plus nombreux qu'à Tlemcen.

S'il est dit qu'il est impossible pour un commerçant non tlemcenien de réussir à Tlemcen, il faut en voir la raison non seulement dans le particularisme très connu des Tlemceniens, mais également dans leur qualification et leurs capitaux.

Saïda apparaît donc comme ayant une attirance plus limitée dans l'espace quant à la migration, mais aussi comme une ville ayant besoin d'apports extérieurs de main-d'oeuvre qualifiée (1) et de capitaux. Tlemcen serait plutôt exportatrice de main-d'oeuvre qualifiée : fonctionnaires, universitaires, commerçants, etc. sont nombreux à Oran et à Alger en particulier (2).

(1) L'influence de la Kabylie est très importante : 26 % des commerçants de l'habillement, 24 % des grossistes, 17 % des commerçants en matériaux de construction, 12 % des artisans du textile-cuir sont Kabyles.

(2) Brabant J. a observé un fort contingent de Tlemceniens appartenant aux catégories socioprofessionnelles dominantes (professions libérales notamment) dans les quartiers centraux d'Oran, à la suite de la libération de l'Algérie. "Structures sociales et structures géographiques à Oran", IIIe séminaire de cartographie statistique, Alger 1969.

CATEGORIES D'EMPLOIS	LIEU DE NAISSANCE (en %)				
	Ville	daïra sauf la ville	wilaya sauf la daïra de Tlemcen	autres wilayate	Etranger
Administration publique (1)	61	12	14	10	3
Mandataires et grossistes aliments	68	21	7	4	0
Grossistes textile-cuir	96	4	0	0	0
Employés d'entreprises textiles	85	7	6	1	1
Epiciers détaillants	75	5	16	2	2
Artisans textile, cuir, bois, fer	90	4	4	1	1
Détaillants de fruits et légumes aux halles couvertes	21	30	37	7	5
Ambulants et charretiers	40	13	18	20	9

Source : Enquête IEDES/CNRP, Tlemcen 1972

(1) Wilaya APC, Hôpital, Direction des Travaux publics (1200 emplois) soit 1/4 des emplois administratifs

## S A Ī D A

CATEGORIES D'EMPLOIS	LIEU DE NAISSANCE (en %)				
	Ville	daïra sauf la ville	wilaya sauf la daïra de Saïda	autres wilayate	Etranger
Administration publique (1)	56	18	10	15	1
Grossistes	50	10	2	38	0
Détaillants alimentaires	21	51	7	18	3
Meuniers, boulangers	40	29	12	19	0
Détaillants équipement du foyer et habillement	33	18	5	41	3
Artisans fer, bois	57	40	3	0	0
Artisans textile, cuir	20	46	8	22	4
Artisans mécanique et matériaux de construction	63	10	8	19	0
Ambulants et charretiers	33	13	23	26	5

Source : Enquête IEDES/CNRP, Saïda 1971

(1) Source : Wilaya, APC, organisation de masse, justice, impôt, prix (453 emplois), soit 1/4 des emplois administratifs

Un double mouvement semble exister à Tlemcen, une immigration des ruraux et une émigration de cadres, Tlemcen ne pouvant accueillir la masse des diplômés nés en son sein. On assiste dès lors à un changement dans le caractère de la population tlemcenienne. Un changement qui l'uniformise en face des autres centres urbains algériens : une lente prolétarianisation par les ruraux qui s'installent et une diminution de la population bourgeoise cultivée susceptible d'apporter l'innovation ou l'autonomie à la ville, les structures économiques de l'Algérie lui imposant de trouver de nouveaux moyens de se développer.

Le développement de Saïda est en grande partie d'origine extérieure. Il est assuré par les capitaux d'Etat et par l'arrivée de responsables des activités principalement de services, mais aussi dans les secteurs de la production et de la commercialisation.

Les tableaux ci-contre montrent également comment se fait l'intégration des ruraux à la ville. Ils sont originaires de toutes les daïrate des deux wilayate. A Tlemcen, on les retrouve principalement chez les mandataires et grossistes de l'alimentaire, chez les détaillants en fruits et légumes, chez les ambulants ; à Saïda, chez les commerçants de l'alimentaire, les artisans, les ambulants.

Les commerces de l'alimentaire, dont certains demandent peu de capitaux, sont donc un moyen privilégié de survie pour les ruraux. Les tendances sont divergentes pour les artisans, d'origine urbaine à Tlemcen, ville de tradition artisanale, d'origine rurale à Saïda.

Cette donnée est précisée par un tableau qui montre que la proportion des Tlemceniens d'origine diminue avec le niveau et le circuit. L'installation en ville s'effectue par le circuit inférieur et principalement par la distribution.

LIEU DE NAISSANCE DES COMMERCANTS, ARTISANS  
ET CHEFS D'ENTREPRISE DE TLEMCEM EN POURCENTAGE

<u>Origine</u>	CIRCUIT SUPERIEUR						CIRCUIT INFERIEUR					
	niveaux 1 et 2			niveau 3			niveau 4			niveau 5		
	Tl.	W.	Autre	Tl.	W.	Autre	Tl.	W.	Autre	Tl.	W.	Autre
Production				94	3	3	83	11	6	79	18	3
Distribution	80	17	3	87	9	4	64	28	8	41	41	18
Services				63	32	5	54	39	7	56	31	13
Total	82	15	3	84	12	4	67	26	7	50	35	15

Source : Enquête IEDES/CNRP, 1972

Tl. : Tlemcen

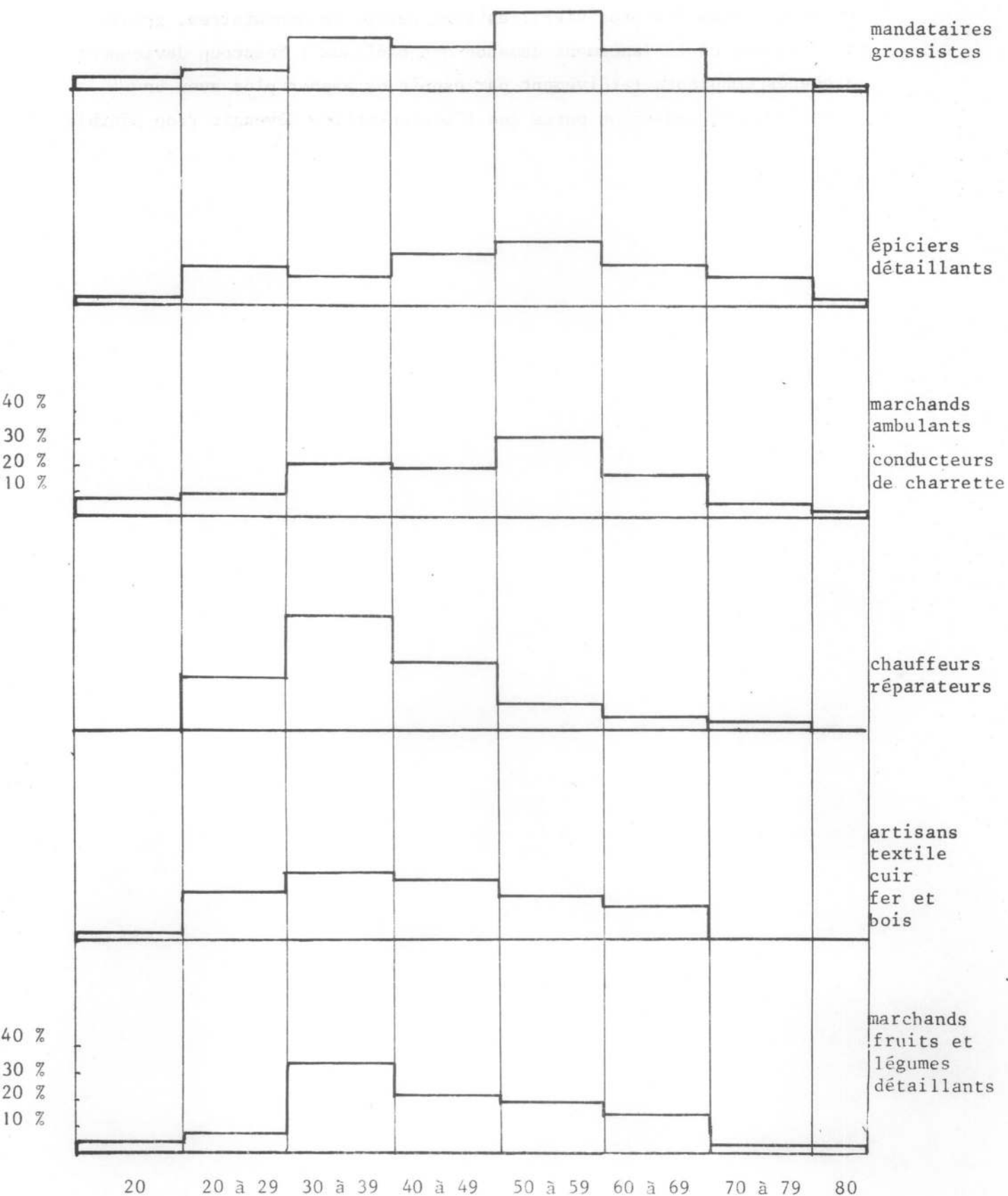
W. : Wilaya autre que  
Tlemcen

d) Age

L'étude de l'âge des commerçants artisans et chefs d'entreprise montre que le pourcentage des jeunes (moins de 30 ans) et des "vieux" (plus de 60 ans) est plus fort dans le circuit inférieur, les premiers étant particulièrement nombreux chez les ambulants où l'on compte aussi beaucoup de "vieux", les seconds dans la production textile cuir (un sur trois a plus de 30 ans) et dans les services. La production est généralement dirigée par des actifs plus jeunes que ceux du secteur de la distribution.

Les professions "jeunes" le sont parce qu'elles demandent peu de capitaux comme pour les marchands de légumes ou parce qu'il s'agit d'une technique de développement récente : la réparation automobile.

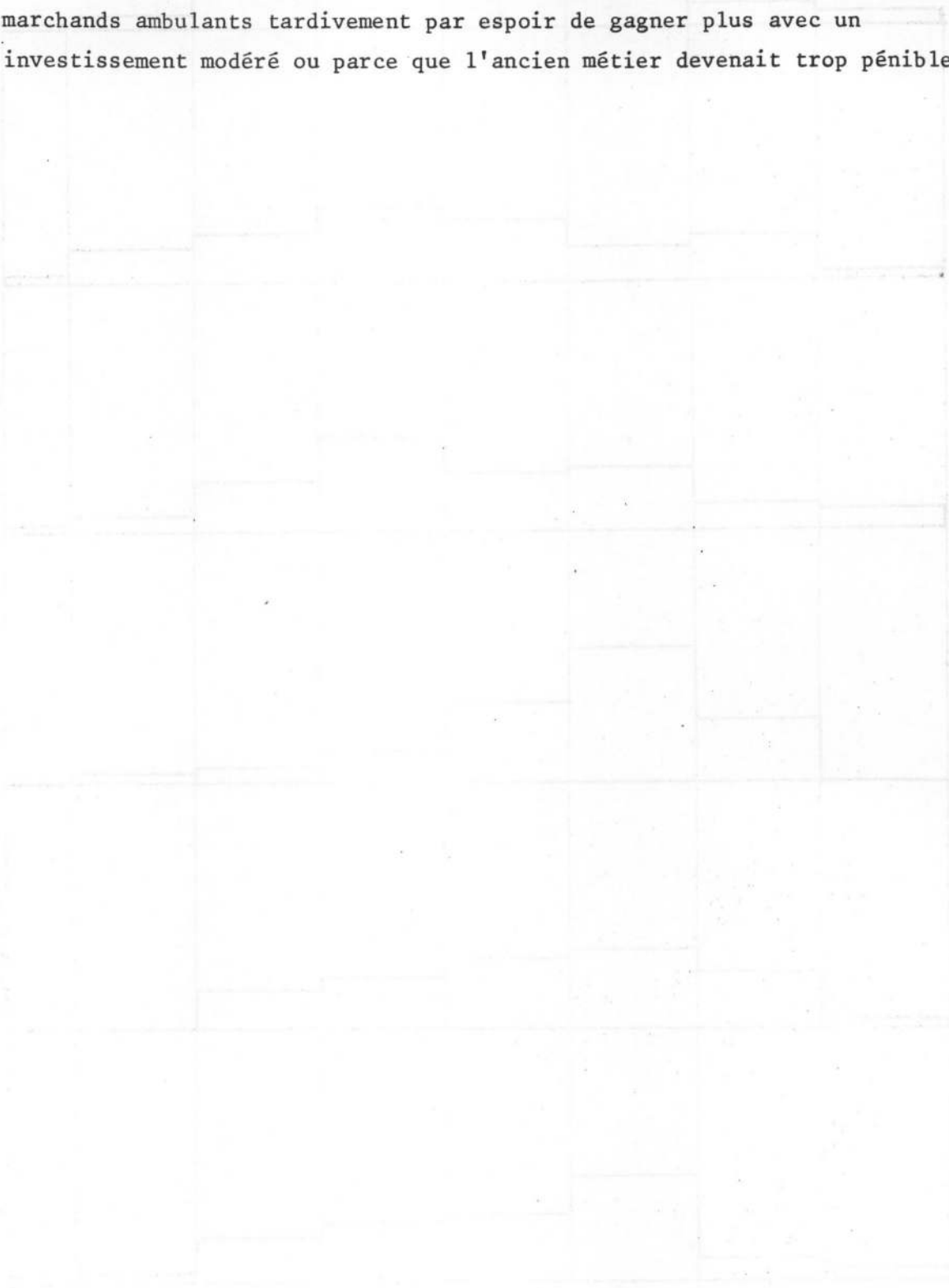
REPARTITION DES AGES DES PATRONS  
DE QUELQUES ACTIVITES A TLEMCEM



Source : enquête IEDES/CNRP 1972-1973



Les professions les plus "vieillies" sont celles de mandataires, grossistes et épiciers, où le lancement demande des capitaux ; beaucoup deviennent marchands ambulants tardivement par espoir de gagner plus avec un investissement modéré ou parce que l'ancien métier devenait trop pénible.





2.2.3. - LES REVENUS

## 2.2.3.1. - LA DISTRIBUTION DES REVENUS

a) L'AARDES a publié en 1970 une étude sur la wilaya de Saïda, basée sur les catégories socioprofessionnelles qui ne recourent pas toujours les circuits. Cette étude constitue une bonne approche des revenus à Saïda même, étant donné qu'elle a isolé les quatre communes urbaines (Saïda, Aïn Sefra, Mecheria, El Bayadh) du reste de la wilaya.

Le revenu moyen de ces quatre communes, 8 400 DA, est plus faible que le revenu moyen de la wilaya ( 9 000 DA ). Ce sont en effet les nomades éleveurs qui constituent avec les quatre agglomérations chefs-lieux, les pôles économiques de la wilaya. Les quatre agglomérations chefs-lieux, et Saïda en particulier, ont très peu d'activités directement productives et vivent en grande partie des fonctions administratives et de service, et de la rente foncière.

Le seuil de 6 000 DA correspond à la valeur minimum nécessaire à l'achat des biens vitaux pour assurer la vie d'un ménage saïdéen et la simple reproduction de la force de travail de son chef. Les ménages en dessous de ce seuil s'approvisionnent presque exclusivement auprès du circuit inférieur. La division en quatre tranches de revenus donnait, par catégorie socio-professionnelle du chef de ménage, les résultats suivants : (1)

COMMUNES URBAINES DE LA WILAYA DE SAÏDA	Pourcentage du revenu net total	Pourcentage des ménages	Coefficient d'inégalité (6)
0 à 6 000 DA/an (2)	26,7	57,6	0,46
6 000 à 12 000 DA/an (3)	26,4	24	1,1
12 000 à 20 000 DA/an (4)	29,5	15,5	1,9
plus de 20 000 DA/an (5)	17,4	2,9	5,8
TOTAL	100	100	

(1) Distribution et formation du revenu dans la wilaya de Saïda  
AARDES, octobre 1972

(2),(3),(4),(5),(6) : voir haut de la page suivante

- (2) Comprend des agriculteurs, les ouvriers d'artisans, le personnel de service, les ouvriers agricoles, les manoeuvres non agricoles, les retraités pensionnés, les inactifs.
- (3) Comprend des agriculteurs, les ouvriers qualifiés non agricoles, les employés, les cadres moyens, les agents de sécurité de la sécurité publique.
- (4) Comprend des agriculteurs, les commerçants détaillants, les cadres supérieurs.
- (5) Comprend des agriculteurs, les artisans, les commerçants grossistes
- (6) Le coefficient d'inégalité est le quotient du pourcentage du revenu net par le pourcentage des ménages.

La prise en compte de Saïda seule, au lieu des quatre chefs-lieux de daïra, diminuerait l'importance des revenus inférieurs.

La majorité de la population a un revenu très bas qui contraste fortement avec certaines catégories sociales urbaines qui drainent un revenu élevé.

Les commerçants grossistes ont un revenu (185 000 DA) 70 fois plus élevé que la catégorie socioprofessionnelle la plus démunie. Tous à Saïda, au nombre d'une cinquantaine (0,3 % des ménages) ils perçoivent 6 % du revenu total, ce qui est une ponction énorme sur les ressources des ménages et des collectivités.

Les artisans ont un revenu 13 fois plus élevé (35 500 DA/an(1) que la catégorie la plus démunie et que l'on peut également comparer au revenu de l'ouvrier d'artisan : 4 800 DA/an. Ce haut revenu proviendrait de leur valeur technique et du monopole qu'ils exerceraient dans certaines activités.

L'immigration importante d'artisans à Saïda s'explique ainsi. Ils draineraient 9 % du revenu urbain, bien qu'ils ne représentent que 2,1 % des ménages.

Les commerçants détaillants avec un revenu de 16 000 DA (1) (double du revenu moyen des villes) perçoivent un quart du revenu urbain du fait de leur nombre, plus que tous les agriculteurs et éleveurs habitant les chefs-lieux urbains.

- (1) Les artisans et les commerçants des quatre communes urbaines de la wilaya ont en moyenne un revenu supérieur à celui de leurs homologues de la wilaya donné dans le premier tableau sur l'origine des revenus en 2.2.3.2.

Le secteur commercial, ne représentant que 13 % des ménages, draine au total 30 % du revenu de la ville.

La relative richesse des artisans et commerçants explique que le pourcentage de ceux-ci dans les circuits supérieur et inférieur soit assez comparable à celui de Tlemcen, ville plus riche, mais où la concurrence est plus développée.

L'isolement de Saïda, par rapport aux zones développées du nord, se traduit par une forte inégalité des revenus qui profite essentiellement aux intermédiaires.

b) Il n'existe pas de données semblables sur Tlemcen. Mais quelques remarques peuvent permettre de situer les revenus de ses catégories socioprofessionnelles par rapport à celles de Saïda.

. La pression des salariés agricoles saisonniers, des inoccupés est beaucoup moins forte. Il est fort probable que les catégories les plus pauvres sont relativement moins nombreuses.

. Les grossistes tlemcéniens sont en général très aisés. Les commerces sont relativement plus nombreux pour un revenu urbain il est vrai plus élevé.

. Les professions libérales, les industriels renforcent le nombre des personnes disposant de revenus élevés d'origines diverses, foncières notamment.

. Les nombreux ouvriers spécialisés, les artisans, les fonctionnaires fournissent une classe moyenne importante.

L'étude sur Tlemcen (1) concluait que "pour les niveaux (i.e. le circuit) inférieurs qui constituent avec près de 2 500 activités, les 3/4 du total,

(1) Metaillet D., et alia, Essai d'analyse... p. 320

on a pu évaluer que les chiffres d'affaires se tenaient généralement entre 6 000 et 50 000 DA/an, les marges bénéficiaires variant quant à elles de 30 à 15 % et les revenus bruts de 1 800 à 10 000 DA/ans... Il est indéniable que certaines activités, dont un millier faisant un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à 15 000 DA, ont des revenus inférieurs aux plus bas revenus salariaux."

En moyenne, il est cependant possible de conclure que les revenus sont en général plus élevés à Tlemcen qu'à Saïda.<sup>(1)</sup> Il n'est par contre pas possible de savoir si le prélèvement par le secteur commercial est aussi important et si le déséquilibre entre les revenus supérieurs et inférieurs est plus fort.

#### 2.2.3.2. - L'ORIGINE DES REVENUS

L'origine des revenus marque le caractère de Saïda et de Tlemcen. Les revenus "autoconsommés", les petits travaux annexes, le travail des femmes au foyer, les transferts sociaux s'ajoutent à l'emploi salarial.

A Saïda, les salariés sont dans leur grande majorité le produit de la ruine progressive des petits paysans, des petits éleveurs. Les multiples formes d'association et d'indivision dans le monde rural leur permettent d'ajouter un revenu annexe relativement substantiel eu égard à la faiblesse du revenu moyen net des ménages.

Dans cette wilaya rurale, Saïda est la seule agglomération dont les activités ne dépendent pas uniquement du monde rural. Il demeure cependant la donnée fondamentale, tant au niveau des activités, qu'à celui des revenus.

Les revenus des activités privées, industrielles, commerciales, de service sont dépendantes du secteur rural. Le poids de l'administration est plus important par son caractère de contrôle et d'organisation de l'espace saïdén que par ses revenus, bien qu'il représente une part non négligeable des ressources des ménages.

(1) En 1954, les revenus par ménage du Département de Tlemcen étaient le double de ceux de Saïda. Cf. p. 68, T.1

Les revenus fonciers et divers varient selon les catégories socio-professionnelles et en général en raison inverse des revenus principaux. Le tableau suivant présente la structure du revenu moyen en pourcentage par ménage, en ce qui concerne les secteurs d'activité économique autres que l'agriculture ou l'élevage, dans la wilaya de Saïda (1)

WILAYA DE S A Ĩ D A	Revenu principal	Revenu tiré du secteur rural	Autres	Revenu total
Commerçant grossiste	92,2	2,7	4,4	185 219
Commerçant détaillant	82,5	8,9	9,6	14 483
Artisan	94,6	-	9,4	26 641
Retraité, pensionné	76	1,3	22,7	2 595
Inactif	49	1,3	49,7	2 425
Ouvrier qualifié non agricole	84,5	2,9	12,6	7 627
Personnel de service	76	1,3	22,7	5 190
Ouvrier artisan	74,1	1,2	24,1	4 307
Manoeuvre agricole	75,2	5,8	19	4 358
Ouvrier agricole	55,2	23,6	16,5	3 368
Cadre supérieur	96,3	-	6,4	16 087
Agent de la sécurité publique	98,2	-	1,8	10 889
Employé	82,8	1	16,2	9 433
Cadre moyen	73,8	0,6	25,6	9 355

(les erreurs dans la répartition des revenus sont reprises des tableaux de l'AARDES)

Les cadres supérieurs et moyens et les fonctionnaires ont un revenu tiré du secteur rural faible ou nul en raison de leur absence de lien avec la campagne. Si l'on excepte les ouvriers agricoles qui ont une part importante

(1) cf. Distribution et formation du revenu dans la wilaya de Saïda, octobre 1972, p. 144

de leurs revenus provenant de l'agriculture, ce sont les commerçants détaillants, ayant des liens avec le monde rural, qui apparaissent avec un pourcentage relativement important. Venus de la campagne, sans qualification pour un travail urbain, le commerce est souvent pour eux la première forme d'intégration à l'activité urbaine. Ils forment, nous l'avons vu, l'activité du circuit inférieur de la commercialisation.

Les revenus tirés des autres sources sont presque toujours plus élevés que les revenus tirés de l'agriculture. Pour la plupart des catégories sociales, le revenu principal atteint 75 à 95 % du revenu total. Pour les revenus inférieurs à 5 200 DA, où un revenu secondaire est vital, le revenu principal représente au maximum les 3/4 du revenu total. Malgré les apports de revenus extérieurs pour les catégories les plus défavorisées, un fort pourcentage de la population reste en dessous du minimum vital de 6 000 DA.

L'existence de ressources complémentaires est un phénomène courant en Algérie. Une enquête de l'AARDES estime leur part à 30 % du revenu total des ménages de l'Algérois.

C'est évidemment le circuit inférieur qui permet en grande partie cette redistribution des revenus, mais l'adaptation "forcée" des dépenses aux revenus se fait également, comme l'a montré l'enquête de Tlemcen, par la modulation du nombre de personnes à charge (tableau sur le nombre de personnes à charge des chefs d'entreprise, commerçants et artisans par circuit et niveau, en pourcentage).

T L E M C E N Niveaux	circuit supérieur		circuit inférieur	
	1 et 2	3	4	5
0 personne à charge	0	0	2	7
1 à 5 personnes à charge	19	35	39	47
6 à 10 personnes "	66	53	50	41
plus de 10 personnes"	15	12	9	5



La solidarité traditionnelle est une explication, mais il est certain également que les enfants sont contraints plus tôt de se débrouiller dans le circuit inférieur.

On peut penser que le nombre de célibataires contraints à cet état par les conditions économiques y soit plus fort mais il est douteux, par contre, que les couples aient moins d'enfants.

Le circuit inférieur est donc contraint de trouver des mécanismes internes lui permettant de survivre. Nous verrons en effet que les mécanismes économiques externes (habitat, chômage, circuits de produits) jouent à son désavantage.

Les revenus des ménages ont été mis en valeur par l'étude de l'AARDES. Différentes sources de revenus sont données ci-après. Certains sont le fruit d'une activité, d'autres ne sont qu'une redistribution à l'intérieur de la ville comme les loyers, par exemple.

#### a) Les salaires du secteur privé

Les revenus salariaux de Tlemcen sont inférieurs à la moyenne algérienne (1) et ce pratiquement dans toutes les branches. Deux explications peuvent être présentées : de nombreuses industries tlemceniennes sont anciennes et basées sur l'emploi d'un main-d'oeuvre bon marché ; les statistiques officielles prennent en compte principalement les unités du circuit supérieur. Or, les salaires versés dépendent directement du type d'activité : ils sont plus faibles dans le circuit inférieur. Nous pouvons estimer que la masse salariale privée est de l'ordre de grandeur de la masse salariale publique (cf. b ci-dessous) à Tlemcen, et de la moitié de celle-ci à Saïda.

(1) Donné pour 1971 par branche et qualification par la Direction des statistiques et repris dans l'annuaire statistique de l'Algérie, 1972

## SALAIRES VERSES EN DA/MOIS A TLEMCEN SUIVANT LE CIRCUIT

SECTEUR D'ACTIVITE	ouvrier qualifié	ouvrier spécialisé	manoeuvre	apprenti
Fabrication de tapis	350	Sup. / inf.	Sup. / inf.	150
Tissage	420 / 350	333 / 255		173
Fabrication de chaussures	430	370		168
Production alimentaire	380	374	370	
Bâtiment-travaux publics	620	383	330	Sup. / inf.
Services à la personne		335 / 315	217 / 219	
Travail du bois et du fer	Sup. / Inf.			182
Entretien et réparation				110

Source : Enquête C.N.R.P. / IEDES 1972

Il est nécessaire de noter que :

- les ouvriers et artisans du textile cuir sont payés à la tâche. Les salaires déjà plus faibles dans le circuit inférieur, diminuent quand il n'y a pas de clients ou de marchandises à traiter, ce qui est fréquent.

- de nombreux salariés, même dans le circuit supérieur, sont déclarés à un salaire inférieur au SMIG.



Les revenus salariaux donnés par le tableau sont inférieurs à ceux donnés par l'AARDES pour Saïda. Mais il est nécessaire de tenir compte des revenus annexes. Pour les salariés, la part de revenu d'origine agricole ne doit pas être très importante, comme à Saïda. Ce sont en fait les autres types de revenus (petit artisanat à domicile, emploi féminin de la tapisserie, commerce annexe, etc.) qui apportent l'essentiel du complément.

Les sources étant différentes et trop partielles, il n'est pas possible de dire si les salaires et les revenus sont plus élevés à Tlemcen qu'à Saïda. La logique le voudrait tout au moins pour les emplois non qualifiés du fait de la masse de chômeurs d'origine rurale à Saïda.

#### b) Les salaires du secteur public

##### . l'Administration

En mai 1972, le salaire minimum interprofessionnel garanti est de 1,73 DA/l'heure soit 323 DA/mois, 3 900 DA/an. En 1969, le salaire moyen des agents de l'administration était de 630 DA (1), soit environ 7 600 DA/an environ. Nous conservons cette valeur pour 1972, car, par opposition au SMIG, elle a peu varié.

A Tlemcen, le secteur administratif, regroupant environ 4 000 personnes, emploie 18,3 % de la population active. Le revenu urbain total du secteur administratif peut donc être estimé à 30 000 000 DA/an. Ceci est un maximum car les forts salaires de l'administration sont regroupés dans la capitale ou les villes principales.

A Saïda, le secteur administratif regroupe 1 757 employés, 27,3 % de la population active ; la masse annuelle des revenus est de l'ordre de 13 000 000 DA.

(1) Annuaire statistique de l'Algérie, 1972, p. 201

### . Les Sociétés nationales et les Offices

La moyenne générale des salaires mensuels des activités économiques du secteur public (sociétés nationales, offices) est d'environ 10 000 DA/an. Les unités de production ont des moyennes de salaires très inférieures et le personnel de direction est très réduit aux chefs-lieux de la wilaya. Nous retiendrons un salaire moyen de 8 000 DA/an ou 2 fois le SMIG.

Tlemcen compte 3 208 employés des entreprises publiques, Saïda 1 095. Le revenu de ce secteur pour l'ensemble de l'agglomération est de l'ordre de 25 600 000 DA pour Tlemcen, 8 700 000 DA pour Saïda.

#### c) Les revenus d'origine agricole

Nous ne revenons pas sur les données présentées lors de l'étude des activités économiques et rurales de la ville (cf. § 2.1.2.). Rappelons seulement qu'en 1967, la propriété des biens fonciers rapportait de 5 à 10 % du revenu urbain (soit 4 000 000 de DA). Le pourcentage doit être maintenant plus près de 5 % que de 10 % du fait de la croissance du revenu global et de la réforme agraire. Le prélèvement foncier à Tlemcen était principalement dominé par la grande bourgeoisie citadine qui intégrait le capital foncier dans ses autres activités commerciales et industrielles. Il existait également de nombreuses propriétés de petits commerçants et d'immigrés récents.

A Saïda, le prélèvement foncier représenterait le même pourcentage, mais il est distribué différemment(1). Il apporte un complément de ressources à une très importante fraction de la population (ouvriers saisonniers et commerçants en particulier) et il constitue un facteur fondamental de l'équilibre du deuxième circuit, les autres activités urbaines ne pouvant sans doute apporter les mêmes compléments de ressource qu'à Tlemcen.

(1) A partir des données de l'AARDES, nous l'avons estimé à 3,8 % (2 500 000 DA) du revenu urbain lui-même s'élevant à 66 000 000 DA

d) revenus immobiliers

Il s'agit en général d'un transfert des catégories les plus défavorisées (où la proportion de propriétaires de leurs locaux d'habitat (1) et de travail est faible) vers les catégories les plus favorisées.

L'importance de ces transferts entre privés se résume dans les estimations suivantes :

	Montant annuel des loyers en millions de DA	
	Tlemcen	Saïda
Locaux d'habitat	5 à 10	1,6
Locaux d'activité	5	0,5

Les loyers perçus par l'Etat à Saïda sont du même ordre de grandeur que ceux perçus par les privés. Il n'en est pas de même à Tlemcen, où la part des privés est plus importante (sans doute plus du double de la part publique). Ces transferts totaux doivent être amputés en particulier de ce qui est nécessaire à l'entretien du patrimoine. Certains transferts seraient alors très affaiblis.

## . Les locaux d'habitation

A Tlemcen, sur 14 600 logements environ (cf. § 2.3.3.1.), la wilaya et l'OPHLM en gèrent environ 3 000 (soit 20,5 %), ce qui est une proportion plus faible qu'à Saïda (2).

- (1) Ceci est faussé en Algérie du fait que les logements anciennement tenus par les Européens, donc les plus recherchés, sont gérés par l'Etat.
- (2) Les loyers anciens dans les HLM sont de 50 à 80 DA (grâce à des prêts à 1% sur 45 ans, compatibles avec le SMIG (320 DA) qui reste cependant supérieur à de nombreux salaires versés à Tlemcen, principalement dans le textile. La plupart des loyers est recouvrée, les H.L.M. étant (suite de la note 2 en haut de la page suivante)

attribuées à des fonctionnaires ayant des revenus réguliers et relativement élevés.

Mais les subventions aux H.L.M. étant remplacées par des prêts de la C.N.E.P. (Caisse nationale d'épargne et de prévoyance) de 4,5 % sur 20 à 25 ans, les loyers dans les nouvelles constructions sont de 320 DA sur lesquels le Trésor fait une compensation les ramenant à 120 ou 200 DA. Cela permet de loger les classes moyennes.

Les 3/4 des locaux d'habitation sont privés. Faute d'enquête ménage, nous ne connaissons pas le pourcentage de propriétaires et de locataires.

A Saïda, la répartition des statuts dans les locaux d'habitation varie suivant le type de logement (en chiffres absolus et en pourcentage) :

S A Ï D A	urbain continu (européen)	Pavillon- naire	Collectif élevé	Tradi- tionnel non contrôlé	Tradi- tionnel planifié par l'Etat	Sommaire non contrôlé	Divers	Total
L'occupant est propriétaire	680 29	163 40	0 0	1991 68	282 33	19 26	85 63	3220 41
L'occupant est locataire								
• propriété publique	857 37	191 47	1042 93	190 7	540 64	0 0	34 25	2854 37
• propriété privée	781 34	55 13	74 7	727 25	23 3	55 74	17 12	1732 22
TOTAL	2318 100	409 100	1116 100	2908 100	845 100	74 100	136 100	7806 100

Source : Enquête IEDES/CNRP 1971.

La proportion des occupants propriétaires est particulièrement forte dans l'habitat pavillonnaire, mais surtout dans l'habitat traditionnel, qu'il soit planifié ou spontané (3 logements sur 4). La proportion est légèrement inférieure à la moitié dans le centre urbain continu (1).

Cette situation n'est pas étonnante pour l'habitat pavillonnaire souvent construit avec l'aide de l'Etat dans une formule d'accession à la propriété, tout comme le traditionnel planifié.

Dans le traditionnel spontané, cette forte proportion d'occupants propriétaires met en valeur le fait que l'investissement dans l'habitat est fait le plus généralement par les futurs habitants eux-mêmes qui ne trouvent pas d'habitation en nombre suffisant, ou leur convenant. Elle indique également une intégration quasi définitive à la ville, tout au moins pour la génération qui construit.

La faible proportion d'occupants propriétaires dans l'habitat urbain continu est dû à l'importance des biens vacants.

Les fellahs sont les plus nombreux propriétaires, particulièrement dans le sommaire spontané où la propriété par l'occupant est rare. Il est possible que cet habitat soit utilisé par les propriétaires pour loger leur main-d'oeuvre.

La propriété dans les autres types d'habitat (habitat continu et habitat spontané essentiellement) est répartie dans l'ordre entre les fellahs, les commerçants, les artisans, les fonctionnaires.

Un tiers du parc urbain est géré par les divers offices publics (OPHLM, APC, Biens de l'Etat). Cette importance tient à plusieurs causes :

. Malgré la taille inférieure de la ville et son plus grand éloignement de la côte, il y avait une plus grande population européenne, relativement à la population totale, à Saïda qu'à Tlemcen.

. La municipalité gère un nombre important de logements "sociaux" datant de 1960 à 1969, qui sont d'origines diverses (camps de regroupement en particulier), ce qui n'existe pas à Tlemcen.

(1) Pour la typologie de l'habitat, cf. 2.4., localisation de l'habitat et des activités.

L'attribution des logements, ceux des H.L.M. en particulier, nécessite que le salaire soit supérieur à 5 fois le loyer, ce qui sélectionne les ayants-droits (les loyers varient principalement entre 70 DA et 140 DA dans les H.L.M.)

Les logements gérés par l'APC ont un loyer plus faible (15 à 60 DA). Ils sont attribués à des nécessiteux (travailleurs journaliers ayant un revenu compris entre 80 et 200 DA, ou à des agents communaux). Mais leur nombre est insuffisant. Ils sont répartis dans tous les types de tissu urbain.

Le prix de location des biens vacants, dont le parc se situe pour plus de la moitié dans le centre européen, est très variable (de 20 à 120 DA essentiellement). Les loyers du domaine de l'Etat (ou biens vacants) sont fixés en fonction d'une série de critères valables pour l'ensemble du pays. Les propriétaires privés louent leurs appartements au prix du marché, prix libres.

Le logement en tant que source de revenu pour des personnes privées n'a une signification que dans deux types de tissus urbains :

. Le tissu urbain continu, où les fellahs, les commerçants, les sans profession représentent les trois quarts des propriétaires. Il s'agit là soit d'une bourgeoisie ayant acquis ces biens avant la guerre de libération ou au moment du départ des Européens, soit de propriétaires terriens. Les revenus représenteraient la moitié des revenus de la location sur toute la ville alors que ce tissu ne représente que 30 % de la ville en nombre de constructions.

. Le tissu spontané, où les revenus procurés sont deux fois plus faibles. Il ne serait pas étonnant que les propriétaires aient été souvent les constructeurs du logement et qu'ils l'aient quitté ensuite pour un logement accordé par la mairie ou les HLM ou pour se faire construire un autre logement. Ce phénomène correspondrait alors à une intégration plus poussée à la ville, à moins qu'il ne s'agisse d'une mise en location



de leur demeure en raison de leur départ pour une autre ville.

Les loyers versés à des privés à Saïda constituent une masse monétaire annuelle de 1,6 million DA (1), qui vient renforcer les revenus des classes aisées. Répartis sur 20 % des ménages saïdéens, l'apport serait de 800 DA par famille et par an.

Les loyers des logements constituent donc un transfert de ressources non négligeable entre privés.

#### . Les locaux des activités

En ce qui concerne les locaux occupés par les activités, une première distinction s'impose entre locaux spécifiques conçus pour une activité et locaux adaptés à cette activité.

Dans les deux circuits de l'économie, on trouve des locaux conçus pour des activités de production ou de commerce. Le développement récent des activités (depuis 1966) a cependant amené une sur-exploitation ou une adaptation du parc de logements pour plusieurs raisons:

. Dans le circuit inférieur, l'activité ne peut être créée qu'à partir d'investissements minima excluant ordinairement tout investissement dans la construction, car la rentabilité de telles activités ne permet pas l'amortissement des investissements.

(1) établie à partir des estimations suivantes :

Centre urbain continu	780 x 100 DA =	78 000 DA
Pavillonnaire	55 x 120 DA =	6 600 DA
Collectif élevé	74 x 120 DA =	8 880 DA
Traditionnel spontané	725 x 50 DA =	36 250 DA
Traditionnel planifié	23 x 50 DA =	1 150 DA
Sommaire spontané	55 x 5 DA =	275 DA
Divers	17 x 100 DA =	1 700 DA

132 855 DA par mois

soit par an 1 600 000 DA environ

. Dans le circuit supérieur, les activités privées, dans le cadre de l'Algérie où la répartition entre investissement privé et public n'est pas perçue comme définitive, cherchent également à minimiser les investissements longs à amortir et trop voyants. Elles tendront donc à utiliser les locaux tels qu'ils sont, en négligeant toutes les améliorations ou transformations non directement productives. Ainsi les demandes de terrain de la part des industries privées sur la nouvelle zone industrielle sont-elles faibles .

Les conséquences en sont évidemment les conditions de travail très mauvaises et une sur-densification à l'intérieur des constructions,

#### Tlemcen

On constate que le pourcentage de patrons propriétaires de leurs locaux est beaucoup plus fort dans le circuit supérieur. La propriété immobilière accompagne la propriété mobilière. En pourcentage de propriétaires de leur local, on trouve en effet :

T L E M C E N Niveaux	Circuit supérieur				Circuit inférieur			Total général
	1	2	3	Total	4	5	Total	
Production	59	38	26	33	14	17	15	20 %
Distribution	56	10	15	15	12	9	11	12 %
Services				21	8	0	6	9 %
TOTAL	58	26	19	22	12	12	12	13 %

Source : Enquête IEDES/CNRP 1972

Il y a donc deux fois plus de propriétaires dans le supérieur que dans l'inférieur. Pour les établissements les plus importants, plus de la moitié



des patrons est propriétaire.

L'investissement plus important en matériel dans la production est en relation avec la propriété des murs. L'achat du local est un gage de stabilité vis à vis de menaces de déménagement ; la propriété est également signe d'intégration plus poussée à la ville.

Le loyer mensuel moyen payé par les activités en local loué donne les résultats suivants (en DA/mois) :

T L E M C E N Niveaux	Circuit supérieur			Circuit inférieur	
	1	2	3	4	5
Production	619	364	238	111	50
Distribution	623	271	200	119	76
Service			238	140	78
Moyenne	261	316	214	123	63

Source : Enquête IEDES/CNRP 1972

Ces chiffres, ne tenant pas compte de la surface louée, permettent cependant de conclure que plus le niveau de l'activité est faible plus l'importance du loyer par rapport au chiffre d'affaires augmente :

le rapport varie de 1 à 10. Le loyer représente en moyenne pour le circuit inférieur 6 % du chiffre d'affaires et sans doute le tiers ou le quart du bénéfice brut. Il est un moyen de transfert privilégié depuis le circuit inférieur, où il n'y a que peu de propriétaires, vers le circuit supérieur.

L'espace bâti est un outil de production d'autant moins bien rentabilisé que l'on est dans des activités demandant moins de capitaux. L'état du

parc des locaux d'activité est la conséquence de cette situation.

La saturation de l'espace bâti et l'inflation générale expliquent l'augmentation des loyers . Dans le circuit inférieur, les loyers étaient en moyenne en 1972 de :

- 89 DA pour ceux déjà installés en 1954
- 120 DA pour ceux qui se sont installés entre 1955-1970
- 137 DA pour ceux qui se sont installés entre 1971-1972

L'Office des H.L.M. suit d'ailleurs le mouvement en louant 100 DA/mois des garages inutilisés de 3 x 5,50 m à des artisans et à des commerçants.

Dans le même temps, l'Etat supprime l'imposition sur les petits artisans et petits commerçants. Ceci est un exemple de la politique générale de l'Etat vis à vis du circuit inférieur, qui tout à la fois généralise la loi du marché au détriment du circuit inférieur et essaye d'en minimiser les conséquences par des mesures fiscales ou par des mesures concernant les subventions sur les produits de base.

Le graphique et le tableau ci-après fournissent les catégories professionnelles propriétaires de locaux d'activité et le montant des loyers perçus. L'Etat ou les collectivités sont propriétaires d'un quart du parc urbain, de même que les propriétaires, terme général qui peut cacher d'autres catégories socio-professionnelles. Les commerçants et les professions libérales, comparativement à leur nombre, sont de gros propriétaires.

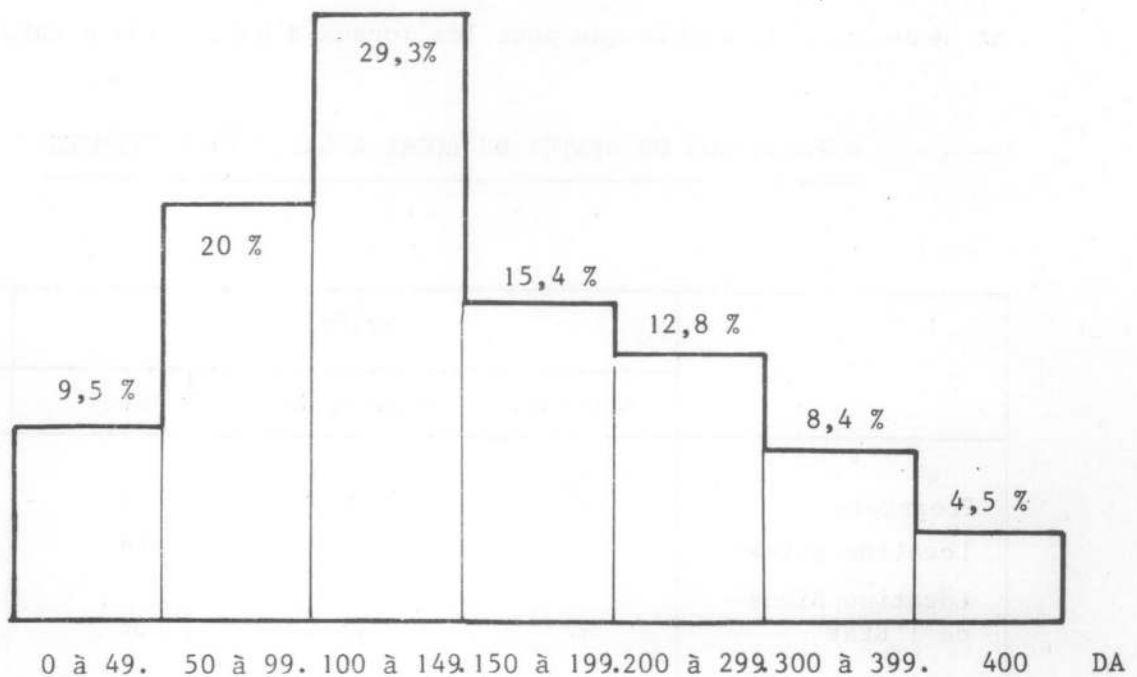
Le montant total des loyers sur locaux d'activité peut être évalué à Tlemcen à 450 000 DA par mois (2 000 DA par an en moyenne par activité). Cela est de même ordre que les revenus procurés par la rente foncière sur la zone rurale.

## LOCAUX AFFECTES A DES ACTIVITES A TLEMCCEN

Catégories de propriétaires	pourcentage de propriétaires	Loyer moyen perçu
Biens de l'Etat + divers publics	26	
Commerçant	20,1	141,5
Fonctionnaire	4,4	145,8
Patron de services	2,2	186,7
Industriel	2,2	261,7
Profession libérale	11	168
"héritiers", veuve, retraité, émigré, artisan...	11	145,7
Propriétaire, sans autre indication	23	115,8
TOTAL	100	

Source : Enquête IEDES/CNRP 1972

## MONTANT DES LOYERS EN DA/MOIS, PAR CLASSE DE LOYERS



Si les classes possédantes tirent toujours un profit supérieur des revenus annexes, une meilleure répartition des pourcentages par classe et des revenus par propriété plus faibles laissent penser que les loyers ne constituent généralement qu'un appoint comparativement aux autres sources de revenus.

### Saïda

Pour la majorité des activités, les locaux sont incorporés aux locaux d'habitation dont ils constituent une dépendance ou le rez-de-chaussée.

Les locaux spécifiques à une activité concernent les activités principales nécessitant de grandes surfaces de production ou de dépôt.

En enlevant les locaux administratifs et agricoles, l'Etat gère 360 locaux à usage économique (il y a près de 1100 activités à Saïda dont la majorité n'ont qu'un seul point de vente ou d'activité ou dont certaines n'ont pas de locaux).

Le pourcentage de propriétaires est un peu plus important qu'à Tlemcen et beaucoup plus faible que pour les locaux d'habitation à Saïda.

#### REPARTITION DU STATUT DU LOCAL A SAÏDA ET A TLEMCEM

	Saïda			Tlemcen
	Artisans	Commerçants	Total	
Propriété	15	16	16	13
Location privée	53	47	48	64
Location Biens de l'Etat	32	37	36	23
TOTAL	100	100	100	100

Nous n'avons pas de renseignements sur le montant des loyers payés à des privés pour des locaux d'activité, mais on peut penser que le montant mensuel pourrait être de 5 00 000 DA (sur la base de 100 DA/local), soit de l'ordre du tiers du montant reçu par les propriétaires privés pour les loyers des locaux d'habitat.

#### 2.2.4. - REVENUS ET FINANCEMENT DES ACTIVITES

Le financement des activités est un élément fondamental qui explique les interactions des différents types d'activités entre eux. Nous en indiquons quelques éléments à partir desquels nous tenterons d'aboutir à des conclusions générales.

Ce sous-chapitre sur le financement des opérations est divisé en deux parties : tout d'abord, la création des activités, ensuite leur gestion.

##### 2.2.4.1. - LA CREATION DES ACTIVITES

###### a) Les conditions de la création

La création d'une activité demande des fonds d'une importance très diverse selon le type de l'activité (commerce, services, production) et selon sa taille.

A titre d'exemple, les montants d'équipement en DA par personne employée sont les suivants à Tlemcen.

T L E M C E N Niveaux	Circuit supérieur			Circuit inférieur	
	1	2	3	4	5
Industrie alimentaire (sauf Sempac, Soalco)	25 000	11 200	3 300		
Tissage privé	4 840		1 210	356	147
Tapis	3 880	1 000	450		
Teintures et filatures privées		14 500			
Fabrication de chaussures		6 100	2 900	1 000	160
Entreprises de construction	5 000	5 700	4 600		
Cartonnerie, usine de plastique	35 000				
Imprimeries		25 000			

Ces chiffres très faibles sont le reflet de l'obsolescence du matériel et de l'importance des industries de main-d'oeuvre (1)

Ils montrent également les différences considérables d'équipement entre le circuit supérieur et le circuit inférieur. Dans le commerce et à un moindre degré dans les services, il en est de même. C'est alors généralement la possession d'un véhicule qui est la condition et le signe d'une position dans le circuit des biens. Ainsi, le nombre de commerçants saïdiens possédant au moins un véhicule de la catégorie considérée variait ainsi :

S A I D A Catégories	Circuit supérieur			Circuit inférieur		
	grossiste	demi-grossiste	détaillants	détaillants		
			a	b	c	d
Auto	18	% 57	43	40	% 4	0
Camionnette moins de 5 T	27	14	11	5	0	0
Camions 5 T et plus	58	14	11	0	0	0

Source : Champseix G. et alia, "Contribution..." p. 200 t. 1

Les capitaux nécessaires à la création peuvent venir soit de capitaux privés, soit de capitaux publics prêtés à des particuliers.

L'Etat a le contrôle de toutes les banques, dont celles qui s'occupent des activités proprement urbaines (publiques et privées).

(1) Les projets privés agréés dans la wilaya prévoyaient un investissement de 18 500 DA/emploi. Le coût de l'emploi en Tunisie entre 1961 et 1969 s'établissait par branche à 62 000 DA dans les industries agro-alimentaires et à 27 000 DA dans le textile. D'après "Villes et développement", Groupe Huit, Ceres, Tunis, 1972.

La B.N.A. (1), spécialisée dans les opérations liées au commerce et à l'industrie, dont les agences à Saïda comme à Tlemcen dépendent d'Oran, fournit des crédits principalement à court terme en fonction de la rentabilité de l'affaire et de la situation financière du demandeur. Certaines branches bénéficient de prêts plus facilement que d'autres : la construction, le tapis, mais non pas la chaussure où il y aurait sur-production.

Le C.P.A. (2) est plus orienté vers les petites industries, commerce, artisanat où il accorde des crédits à moyen terme, jusqu'à 6 à 7 ans. Cependant, il se tourne de plus en plus vers l'industrie étant donné les priorités nationales.

Si les banques favorisent l'action courante des entreprises privées, elles semblent intervenir rarement dans leur création. Instruments de la politique de l'Etat, elles n'interviennent pratiquement pas dans le secteur artisanal.

Il est très difficile de préciser l'origine des fonds permettant la création ou l'achat d'une activité. Les interprétations que l'on peut donner à certaines réponses : fonds personnel et crédit familial par exemple, peuvent ne pas recouvrir l'exacte réalité.

A Saïda, l'apport personnel est indiqué par 70 % des commerçants et 64 % des artisans, comme la seule source du capital de départ ; pour 15 % des cas, il y a en plus un emprunt, dans moins de 5 % des cas, il s'agit d'un héritage.

L'emprunt bancaire reste peu cité : par 3 % des commerçants et moins de 1 % des artisans.

(1) Banque nationale d'Algérie

(2) Crédit populaire Algérien



L'importance des fonds à mobiliser et la difficulté pour les réunir expliquent donc que la création d'activités du circuit supérieur soit réservée à une très faible catégorie d'urbains. Ainsi, à Saïda, seule la majorité des grossistes et la bourgeoisie agro-pastorale pourraient être capables de se lancer dans de tels investissements, les autres catégories sociales ne pouvant sans doute pas épargner suffisamment du fait, par exemple, de l'obligation de redistribuer ses revenus à la famille élargie. Mais ces classes sociales à haut revenu ne font que consommer ou réinvestir dans le même secteur et reproduisent en plus grand la même réalité économique (1).

Les circonstances extérieures, faiblesse du marché local, absence d'environnement industriel et commercial, absence de main-d'oeuvre qualifiée en particulier, ne facilitent pas la création d'activités.

Un seul grossiste saïdéen a investi dans le secteur industriel, mais dans la wilaya d'Alger.

L'étatisation progressive du commerce de gros, la réforme agraire devraient pourtant être des arguments puissants pour une reconversion des capitaux mais ils ne contrebalancent pas les inconvénients de la localisation ou les blocages de la structure économique. Le contrôle complet par l'Etat des circuits d'importation, la mise en route par l'Etat d'unités de production de biens de grande consommation, apparaissent comme des gênes importantes et incitent les investisseurs privés à ne raisonner que dans le court terme.

A Tlemcen, les conditions sont plus favorables : les "capitalistes" sont beaucoup plus nombreux et s'appuient sur un milieu commercial et industriel plus dense. Par contre Tlemcen reste à l'écart des centres

(1) d'après AARDES, "Distribution et Formation..."

de décision, d'approvisionnement et de commercialisation.

Dans le cadre du Code des Investissements, 21 entreprises étaient agréées entre juin 1968 et novembre 1969 pour la wilaya de Tlemcen, autant qu'à Constantine ou à Mostaganem (1). Ce sont de petites entreprises d'une quinzaine d'emplois et d'investissement moyen, alors que la moyenne des emplois créés par entreprise privée était de 33 en 1968, 1969, 1970, de 47 en 1971. La faiblesse du marché et l'éloignement des centres de consommation contribuent à limiter la taille des investissements à Tlemcen.

D'autre part, si 40 % des projets privés se localisent à Alger, près du tiers se localisent dans le département d'Oran où une forte colonie tlemcenienne constitue plus de 10 % de la population de certains quartiers du centre et comprend des couches sociales à hauts revenus, professions libérales, etc...(2). Les investissements privés accentuent la concentration économique.

Les investissements privés algériens se sont dirigés uniquement vers les industries dont l'objet est la satisfaction de la consommation finale ; le secteur des industries textiles a recueilli la moitié des investissements, les industries mécaniques et électriques, puis les industries alimentaires de façon moindre.

"Cette préférence s'explique par le fait que les détenteurs de capitaux privés qui ont consenti à investir leur épargne ne sont que d'anciens commerçants spécialisés dans la vente de tissus, de denrées alimentaires ou de grands propriétaires terriens qui veulent diversifier leur activité". Ces lignes de H. Temmar sont entièrement corroborées

(1) Temmar H., Structure et modèle de développement de l'Algérie, SNED, Alger, 1974, P. 259.

(2) Brabant J., Structure sociale et structure géographique. L'exemple d'Oran, Bulletin de liaison cartographie et statistiques, octobre-décembre 1969, n° 6, Alger.

par l'exemple de Saïda déjà cité et par les nombreux exemples dont nous avons eu connaissance à Tlemcen :

- un gros importateur, un grossiste en tabac doivent cesser leur activité. L'un crée une cartonnerie à Oran, l'autre une limonaderie.

- un détaillant dépositaire d'une marque française de bonneterie ne peut plus l'importer, ce qui fait baisser son chiffre d'affaires de moitié. Il ouvre un atelier de fabrication de chaussures.

- un fabricant de tapis qui ne pouvait plus importer la qualité de laine qu'il travaillait et qui ne peut plus représenter un groupe chimique étranger fabriquant les teintures, veut créer une filature, mais demande une aide bancaire de l'Etat.

C'est ce dernier point qui, en partie, explique à partir de 1970 la chute des investissements privés. L'Etat supprime presque tout crédit à long terme au secteur privé pour concentrer toutes ses facultés de financement sur le secteur public. D'autre part, les machines ne sont plus fournies par les importateurs étrangers, donc avec crédit et incitations diverses, mais par les sociétés nationales sans crédit (et avec une commission supplémentaire). A ces raisons fournies par H. TEMMAR, il faut ajouter l'intervention de plus en plus complète de l'Etat dans le secteur des biens de consommation. Que vont faire alors les détenteurs de capitaux ?

L'examen des formes de création des activités permet de montrer que le circuit supérieur généralise l'association et les participations croisées permettant une circulation plus facile des capitaux et une minimisation des risques. Le pourcentage des activités gérées par plusieurs personnes est le suivant à Tlemcen:

TLEMCCEN	Niveaux	Circuit supérieur			Circuit inférieur	
		1	2	3	4	5
Pourcentage		67	47	18	13	3

Les entreprises de niveau 3 restent dirigées par une seule personne. Les participations sont particulièrement nombreuses dans les filatures où l'intégration et l'interdépendance des unités sont poussées. Les associés préfèrent souvent créer plusieurs petites unités s'occupant chacune d'une opération technique particulière plutôt que de renforcer une unité spécialisée.

Il en est de même à Saïda dans la distribution : 20 % des activités du circuit supérieur sont en association contre moins de 10 % dans le circuit inférieur.

Le mode d'acquisition des fonds (en pourcentage) varie également avec le circuit.

Niveaux	TLEMSEN				SAÏDA
	Circuit supérieur		Circuit inférieur		
	1 et 2	3	4	5	
	%		%		%
Création	62	66	59	66	69
Achat d'activité existante	24	19	21	11	26
Héritage	9	9	15	20	5

Source : Mataillet D. et alia "Essai d'analyse...", T. 1, p. 186

Champseix G. et alia "Contribution...", T. 1, p. 181

Le solde des colonnes, quand il n'est pas nul, est constitué par des divers : location de biens de l'Etat, prêts, etc.

L'importance de l'héritage est beaucoup plus forte à Tlemcen qu'à Saïda où beaucoup d'activités ont été amenées par des émigrés.

L'installation d'une activité qui demande un effort financier est le plus souvent l'objet d'un achat dans le circuit supérieur, tandis que l'héritage est un mode d'acquisition plus courant dans le circuit inférieur, principalement dans la production et concerne une

partie de l'artisanat tlemcenien qui se ruine progressivement.

Alors que les créations d'activités privées dans le circuit supérieur répondent aux contraintes du marché national, celles du circuit inférieur sont dépendantes des conditions démographiques et économiques locales, ce qui n'empêche pas, comme nous l'avons vu pour Saïda, des migrations importantes de main-d'oeuvre qualifiée.

L'Etat influence directement la création d'activités du circuit inférieur en exonérant depuis 1971 les faibles revenus de tout impôt. Un artisan ou un commerçant n'ayant pas de salarié (un apprenti n'est pas considéré comme un salarié) n'est pas imposable (à part le paiement d'une carte peu coûteuse) si le chiffre d'affaires est inférieur à 36 000 DA par an.

Près de 1 000 artisans ou commerçants de Tlemcen bénéficiaient de cette carte que tous les "possibles" n'avaient pas demandée. Il en aurait résulté, d'après plusieurs avis autorisés, une nette augmentation du nombre des petits artisans et commerçants.

#### b) Evolution des activités

A Tlemcen, tout comme à Saïda dans la distribution, les activités sont en moyenne plus récentes dans le circuit inférieur (40 % des activités étaient postérieures à 1966) que dans le circuit supérieur (25 % de postérieures à 1966) (1). Il en est de même dans la distribution à Saïda.

Cependant, ce pourcentage approche ou dépasse 60 % à la fois pour les plus grosses entreprises de distribution et de production et pour les artisans textile - cuir du niveau 5 où l'on trouve également le plus fort taux d'activités récentes : ambulants, services divers. Un artisanat en perte de vitesse et exploité, des activités de service expliquent ce double phénomène.

(1) Mataillet D. et alia, "Essai d'analyse...", T. 1, p. 188

Dans le circuit supérieur, les activités ont débuté plus nombreuses dans les années 1962-1966 que dans les années 1967-1970. Ceci est inverse dans le circuit inférieur. La fragilité relative des activités du circuit inférieur mais aussi le ralentissement très net des débuts d'activité après 1966 dans le circuit supérieur sont les phénomènes les plus apparents. Il est vrai que la période 1962-1966 avait permis la récupération d'activités tenues par des Européens. Pour les deux dernières années 1970-1971, le ralentissement des créations par rapport à la période antérieure est très net. Aux niveaux 1 et 2, qui rentrent le plus souvent en compétition ou qui sont encadrés par l'Etat, les seules créations sont l'installation de nouveaux grossistes, plus nombreux que dans la période précédente. Il apparaît nettement que tous les projets industriels importants sont gelés et que les Tlemcenien font surtout des placements conjoncturels (bâtiment-commerce, etc.) aux niveaux 1 et 2. Le développement d'un petit circuit supérieur (niveau 3) reste cependant possible.

A Saïda, le commerce de gros s'est développé entre 1962 et 1965 mais le demi-gros se multiplie depuis, sous l'influence du secteur de distribution d'Etat. Le renouvellement fréquent des activités les moins fortes est également remarquable.

Les dates de création font clairement apparaître à Tlemcen la période de développement des activités productrices 1967-1970 et le développement constant des autres secteurs.

DATE DE CREATION DES ACTIVITES EXISTANT A TLEMCCEN

NOMBRE DE CREATIONS PAR AN	Période			Moyenne
	1962-1966	1967-1970	1971-1972	
Production	8	14	10	11
Distribution	19	17	25	20
Services	8	8	13	9
Total	35	39	48	40



Ceci permet de mieux préciser l'évolution des activités de 1966 à 1972.

L'évolution des activités peut également être dégagée à partir du tableau suivant donnant la proportion des entreprises de production ayant acheté plus de 25 % de leur équipement dans les 6 dernières années (après 1966).

T L E M C E N Niveaux	Circuit supérieur			Circuit inférieur	
	1	2	3	4	5
Production alimentaire	20	67	75		
Production textile cuir	70	64	75	39	25
Construction et divers	100	100	36	37	44
Total production	70	80	60	40	36

Le matériel est plus récent dans le circuit supérieur mais il n'est pas très récent sauf pour la construction. Dans la production alimentaire et textile cuir, de niveau 1 et 2, le contrôle de l'économie par l'Etat est net : dans les unités qu'il gère, il se contente d'utiliser au maximum l'équipement existant reportant ses efforts d'investissement sur d'autres branches en d'autres endroits ; chez les industriels privés, l'attitude est la même, la main mise de l'Etat apparaissant plus ou moins totale à terme. Dans le textile cuir et dans l'alimentaire, ce sont donc les plus petites unités du circuit supérieur qui investissent le plus parce qu'elles ne craignent pas l'action de l'Etat et qu'il subsiste des créneaux où l'Etat ne cherche pas à intervenir.

Dans le Bâtiment-Travaux publics, la récupération des fonds apparaît si rapide que ces réflexes ne jouent pas aux niveaux 1 et 2. Le fait que

la plupart des chantiers entrepris soient importants gêne le développement des entreprises du niveau 3, souvent de second oeuvre. Les dates de prise de fonds sont plus récentes à Saïda où la population européenne occupait une place économique plus importante et où les immigrés créant des activités sont nombreux.

#### 2.2.4.2. - LA GESTION DES ACTIVITES

Nous examinons ici deux paramètres principaux :

- l'utilisation de la banque, indice important de l'intégration à l'économie moderne et au circuit supérieur,
- le crédit à l'approvisionnement et à la consommation qui explique à la fois la dépendance et les prélèvements de revenu dans la chaîne de commercialisation des produits.

##### a) Utilisation des services bancaires

A Saïda, 14 % des artisans ont un compte bancaire, 1,6 % une ouverture de crédit, 31 % des commerces et services utilisent les services bancaires, 3,6 % ont une ouverture de crédit.

Or, 23 % des artisans et 17 % des commerçants sont du circuit supérieur. L'utilisation de la banque est plus développée dans le commerce.

A Tlemcen, l'utilisation des services bancaires est généralisée dans le circuit supérieur, mais il s'agit presque toujours d'utilisation de compte et non d'ouverture de crédit.

##### b) Le crédit

Les Offices et les Sociétés nationales qui dominent la commercialisation



des produits n'accordent pas de crédit.

Cependant, à Saïda, la presque totalité des grossistes et demi-grossistes achètent la majorité de leur marchandise à crédit, indiquant ainsi l'importance des fournisseurs privés (agriculteurs, industries privées, autres grossistes).

A la vente, le crédit est personnel, sans autre garantie que la parole. Il concerne la majorité des ventes pour la moitié des grossistes et plus des deux tiers des demi-grossistes de Saïda. Il apparaît alors que certains ne répercutent pas leurs crédits d'approvisionnement sur leurs acheteurs, faisant financer leurs stocks par leurs fournisseurs .

Nous avons également constaté à Tlemcen que :

	67 %	des activités du niveau 1 n'accordent jamais de crédit					
Circuit supérieur	49 %	"	"	2	"	"	"
	31 %	"	"	3	"	"	"
Circuit inférieur	54 %	"	"	4	"	"	"
	88 %	"	"	5	"	"	"

Les activités privées les plus importantes du supérieur qui, selon qu'elles traitent avec le secteur privé ou le secteur public, obtiennent ou non du crédit, en accordent peu à la revente, profitant ainsi de leurs positions de force (quantités disponibles et éventuellement prix plus favorables).

Le crédit est particulièrement développé dans les activités de taille moyenne : demi-grossistes, détaillants condamnés à ce mode de paiement pour lutter contre les unités disposant d'avantages supérieurs.

Les activités les plus faibles ignorent presque totalement le crédit car, d'une part, on ne leur fait pas facilement crédit, d'autre part, elles ont très rapidement besoin de réaliser leur stock, parfois même de façon

quotidienne, pour vivre.

Plus le commerce est petit, moins il obtient de crédit. Si plus du tiers de la valeur des achats est obtenu à crédit pour les détaillants courants de Saïda, la proportion tombe au quart pour les plus faibles d'entre eux. Tous ces crédits sont de courte durée, une semaine, quinze jours, qui correspondent, la plupart du temps, au délai de réapprovisionnement. Le crédit est bien conçu comme une opération liant fournisseur et débiteur.

Le crédit à la vente auprès des détaillants de Saïda est basé sur les relations personnelles et la forme de l'emploi de l'acheteur : un fonctionnaire ou un salarié régulier paiera à la fin de chaque mois, un pensionné chaque trimestre, les autres n'obtenant que des crédits à quelques jours.

Tout comme à Tlemcen, les activités les plus faibles vendent deux fois plus au comptant, 45 % vendent exclusivement ainsi contre 15 à 20 % pour les autres catégories. Ces pourcentages sont plus faibles qu'à Tlemcen, mais la variation, suivant le type d'activité, est identique.

Le crédit n'est répandu que si l'activité offre au créancier une certaine confiance : la reproduction de l'achat doit paraître sûre. Il est la condition et le principe qui permettent le fonctionnement des activités fixes du circuit inférieur où la survivance de l'activité, et donc de la rente, est recherchée par le fournisseur. Le crédit personnel est établi pour maintenir la permanence des liens. Les grossistes en fruits et légumes de Saïda ont ainsi une clientèle fixe de détaillants qui leur sont constamment débiteurs. Payant leur approvisionnement une fois seulement qu'ils ont vendu, ils reviennent toujours chez le même grossiste.

La concurrence entre grossistes est donc affaiblie, ce qui leur permet de fixer plus unilatéralement leur marge bénéficiaire. La régulation que doivent assurer les offices est moins efficace du fait qu'ils ne font pas de crédit. Seuls peuvent s'adresser à eux les commerçants disposant d'argent, c'est à dire le plus souvent les commerçants du circuit supérieur. Ceux-ci, à qui on prête volontiers, ont donc le choix de leur fournisseur.

### 2.3. - ORGANISATION DES ACTIVITÉS URBAINES

=====

Afin de mieux appréhender la circulation des produits, il nous paraît nécessaire de suivre ces produits depuis leur fabrication jusqu'à leur distribution en examinant le rôle de chacun des acteurs dans les manipulations que le produit subit. Cela nous conduit à regrouper production et distribution, en traitant les services à part, suivant ce plan :

- les produits agricoles et alimentaires
- le textile et le cuir
- le bâtiment et les travaux publics
- les autres activités de production et de distribution
- les services (autres que transport et services publics)
- les transports
- les services publics

a) Nous reviendrons au cours de ce chapitre sur l'importance du secteur productif de Tlemcen. Une caractéristique bien spéciale est l'existence d'un circuit inférieur de production inféodé au circuit supérieur par

son approvisionnement et ses ventes. Tlemcen offre en effet l'avantage de posséder une main-d'oeuvre relativement instruite et formée, en nombre suffisant pour maintenir des bas prix à la production. Ceci explique également le nombre élevé d'activités indépendantes à Tlemcen où le circuit inférieur occupe sensiblement la même place qu'à Saïda (1), alors que les revenus y sont sensiblement plus hauts.

(1) Les tableaux complets de l'emploi et des activités sont en annexe.

La répartition des emplois donne une idée faussée de l'importance économique de chaque secteur, mais les principaux chiffres ci-dessous sont cependant significatifs.

Circuit	Tlemcen			Saïda		
	Supérieur	Inférieur	Total	Supérieur	Inférieur	Total
Production	7 000	2 000	9 000	530	170	700
B.T.P.	2 900	500	3 400	1 700	300	2 000
Distribution	1 760	1 640	3 400	515	735	1 250
Services	750	1 350	2 100	325	355	680
Administration	4 000		4 000	1 800		1 800
TOTAL	16 400	5 430	21 900	4 870	1 550	6 430

L'écart entre les deux villes peut également être apprécié en divisant la population urbaine par le nombre d'activités d'un type considéré, la plupart de celles-ci ayant une clientèle essentiellement urbaine.

. Transport	243	317
. Autres services privés	170	282
- dont coiffeurs	1 200	1 885
- " bains maures	2 740	3 181
- " gargotes	3 830	4 241
- " cafés	1 690	2 424
- " garages (réparation)	1 100	1 241
. Commerces	62	85
- dont commerces textile cuir	248	519
- " boucheries	1 335	5 090
- " boulangeries pâtisseries	3 200	1 542
- " épicerie, commerces de fruits et légumes	228	182

Systématiquement, l'équipement commercial de Saïda est moins développé que celui de Tlemcen. L'écart grandirait si l'on faisait intervenir les commerces et services rares. Saïda ne peut satisfaire que très partiellement les besoins du circuit supérieur

b) La transition d'une économie privée à une économie d'Etat est plus ou moins avancée en raison des priorités et des résistances rencontrées. Certains produits sont fabriqués et distribués par l'Etat (hydrocarbures) ou tout au moins entièrement commercialisés par lui (céréales), d'autres sont produits ou importés par l'Etat mais distribués d'une manière partielle par lui : épicerie, matériaux de construction, textile, cuir, quincaillerie, d'autres enfin ne sont que très incomplètement produits et contrôlés par lui : fruits et légumes, viande. Ce sont dans les dernières catégories que les sources de profits sont les plus élevées pour les privés car l'Etat ne peut être maître ni du prix à la production ni, ou très difficilement, du prix de vente.

L'emprise de plus en plus grande de l'Etat et la croissance économique conduisent à un redéploiement de l'investissement privé. Malgré la main-mise de l'Etat sur certains grands flux de produits, les intermédiaires se multiplient, peut-être temporairement, dans l'alimentaire et les matériaux de construction, secteurs où la demande est forte. Le prélèvement par le biais du circuit inférieur s'étend donc, au moins en "surface". Le mode de gestion du circuit public impose la présence d'intermédiaires privés pour approvisionner et contrôler le circuit inférieur. Par contre, des échanges directs, faisant partie du circuit inférieur, à l'écart des prélèvements du circuit supérieur : vente du lait, du producteur au consommateur, meunerie artisanale, etc. se maintiennent et se développent quand ils satisfont les besoins alimentaires des urbains.

c) La situation des artisans est particulièrement révélatrice de l'intensité de la domination du circuit supérieur sur le circuit inférieur, de la situation historique de ce rapport dans le processus de destruction/restructuration des activités urbaines de la ville algérienne. La monétarisation de l'économie modifie en effet l'organisation des marchés par l'introduction des produits manufacturés qui remplacent les produits artisanaux locaux. L'artisanat de production s'efface au profit d'un artisanat d'entretien et réparation directement dépendant d'une

production créée selon un système de production capitaliste. Seuls quelques artisans ressurgissent par l'introduction du tourisme. C'est le cas à Tlemcen, mais non pas à Saïda. Un exemple caractéristique de la manière dont la commercialisation des objets d'usage courant, mais relativement coûteux produits par le secteur moderne, s'adapte aux populations à bas revenus, est celui des ambulants fournissant des instruments de cuisine ou d'entretien en plastique ou en aluminium, en échange de vêtements usagers qui sont ensuite revendus généralement dans les souks. Le circuit inférieur peut avoir ainsi ses propres systèmes de commercialisation qui s'adaptent à la pénurie de monnaie et qui sont souvent liés aux zones rurales.

S'il est évident que des activités passent du circuit supérieur au circuit inférieur parce qu'elles ne peuvent s'adapter aux nouveaux produits ou aux nouveaux procédés de commercialisation, il est moins sûr que des activités passent du circuit inférieur au circuit supérieur. L'accumulation de capital, nécessaire pour accéder au circuit supérieur n'est guère possible dans le circuit inférieur.

d) Le tertiaire pèse d'un poids beaucoup plus lourd à Saïda, la raison essentielle étant d'abord l'administration. L'industrie du bâtiment, permettant d'éponger une nombreuse main-d'oeuvre peu qualifiée, a évité une forte croissance de ce secteur.

Tlemcen dispose de services et de commerces rares plus nombreux. Mais dans les deux villes, le tertiaire public de commandement est restreint aux services de la wilaya. Le Wali, l'A.P.C. ne participent que peu aux choix économiques ou politiques nationaux, même si leur autonomie d'application est grande. Les "entrepreneurs" privés se limitent aux catégories sociales occupant des postes clés dans la distribution, et également dans la production pour Tlemcen. Le tertiaire privé de commandement a tendance, à Tlemcen et à Saïda, à délaisser ces villes pour s'implanter à Alger ou Oran.



### 2.3.1. - LES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

La consommation de produits alimentaires représente plus de 40 % des dépenses de l'Algérien moyen (1), dont le quart (la moitié pour les plus pauvres) est consacré aux céréales. L'Etat s'efforce donc de prendre le contrôle sur ce secteur vital. Il s'appuie sur les domaines autogérés et les organismes de contrôle, de stockage et de distribution qu'il a mis en place. Mais la position des producteurs et distributeurs privés est encore prépondérante pour de nombreuses productions.

L'importance des circuits directs du producteur au détaillant, le grand nombre de ces derniers qui sont propriétaires terriens, le fait que la distribution alimentaire soit dominée dans les deux villes par le circuit inférieur avec lequel les organismes d'Etat n'ont ordinairement pas de rapport direct, le manque de moyens de ces derniers sont d'autres causes qui limitent leur influence.

La production qui regroupe 5 fois plus d'emplois à Tlemcen, comprend deux types d'unités :

- les unités affectées à la transformation des productions régionales (céréales, olives, vins à Tlemcen, céréales seules à Saïda).

Bien que les récoltes de céréales soient équivalentes dans les deux wilayate, les usines, étatisées, de Tlemcen ont un débit supérieur à celui de Saïda (cf. p. 110). Il subsiste de grosses huileries privées à Tlemcen mais leur importance diminue rapidement, soit qu'elles ferment leur porte, soit qu'elles se mettent en sous-traitance du secteur d'Etat, soit que, sous forme de coopérative, elles travaillent pour des producteurs privés.

(1) Annuaire statistique de l'Algérie 1972, d'après enquête AARDES 1967-1968

Toutes les unités du circuit supérieur sauf les huileries coopératives travaillent pour le marché national.

Les transformateurs du circuit inférieur ont une place mineure pour deux raisons : la transformation a un caractère familial ou se fait sur les lieux de production et l'Etat, qui a enlevé au marché libre le commerce des grains, soutient à un bas prix les produits transformés comme la farine, l'huile, etc.

Les industries de transformation de produits locaux sont liées à la production agricole. La production stagnant actuellement, il est peu probable que de nouvelles industries puissent se développer dans l'immédiat à moins de pallier à un manque d'équipement comme à Saïda ou de développer la transformation de la production (conserverie, confiserie, etc.).

L'intervention de plus en plus importante de l'Etat pourrait maintenir le statu quo tant que l'approvisionnement sera suffisant et bon marché (cas des céréales) mais risque de faire proliférer les échanges plus ou moins directs liés au circuit inférieur urbain de distribution.

- Les unités affectées à la satisfaction des besoins alimentaires locaux.

L'existence d'une clientèle plus importante à Tlemcen et dans sa région a permis le développement d'un certain nombre de petites industries alimentaires (torréfaction, boissons gazeuses, etc.) absentes de Saïda, qui desservent une grande partie de la wilaya et certaines régions du sud. Leur avenir est limité, l'approvisionnement et les grands marchés de consommation se trouvant à Oran. L'intervention croissante de l'Etat n'est également pas négligeable.



L'emploi dans la distribution alimentaire est plus équilibré que dans la production entre les deux villes : un emploi pour 60 habitants à Tlemcen, un pour 71 à Saïda. Mais sa structure est différente. Les grossistes paraissent relativement plus nombreux mais de plus faible taille à Saïda qu'à Tlemcen. Certains approvisionnements, qui à Tlemcen sont assurés directement par les producteurs ou les transformateurs (fruits et légumes, café, boissons gazeuses, huile, etc) le sont à Saïda par des intermédiaires. D'autre part, le grave manque d'emploi à Saïda, la facilité pour un rural de créer une activité du circuit inférieur demandant peu de capitaux, détaillant de fruits et légumes par exemple, expliquent le fort volume du circuit inférieur de distribution alimentaire à Saïda (1) qui occupe relativement autant de personnes qu'à Tlemcen : une pour 110 habitants. Les dépenses alimentaires sont les plus difficilement compressibles et la différence de revenu entre les deux populations urbaines ne se traduit que par un nombre un peu plus faible d'emplois dans le circuit supérieur.

(1) les deux tiers des emplois sont dans le circuit inférieur à Saïda et 54 % à Tlemcen. Cf. Tableaux annexes "Activités et emplois".

T L E M C E N	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL		
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.
Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.							
Production	3	718	239	13	268	20,6	16	986	62	3	6	2	19	992	52,2
dont minoteries, semouleries	1	508													
dont huileries	1	158	158	5	76	15	6	234	39	3	6	2			
dont fabriques de boissons				5	157	31									
Distribution	3	173	58	167	563	3,4	170	736	4,3	642	861	1,3	812	1597	2
dont épicerie détail				15	55	3,7	15	55	3,7	237	316	1,3	252	371	1,5
boucherie "				56	144	2,6	56	144	2,6	16	24	1,5	72	170	2,7
ambulants "										100	103	1	100	103	1
fruits et légumes "										170	236	1,4	170	236	1,4
dont mandataires				24	64	2,7	24	64	2,7				24	64	2,7
grossistes aliment.				14	56	4	14	56	4				14	56	4
maquignons, primeu- ristes							30	90	3				30	90	3
boulangers patisseries				18	130	7,2	18	130	7,2	12	18	1,5	30	148	4,9
fours banaux										48	96	2	48	96	2
TOTAL	6	891	297	180	831		186	1722		645	867		831	2589	

## TRANSFORMATION ET DISTRIBUTION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

S A I D A	SUPERIEUR						INFERIEUR			TOTAL					
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	Empl. Act.			
Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.							
Production	3	204	68				3	204	68	6	13	2,2	9	219	24
dont minoteries, boissons	1	34	34				1	34	34	6	13	2,2	7	47	6,7
dont huileries	1	90	90				1	90	90				1	90	90
Distribution	3	90	30	46	152	3,3	49	242	4,9	333	464	1,4	382	706	1,8
dont boulangers				8	34	4,2	8	34	4,2	25	77	3,1	33	111	3,4
dont grossistes et intermédiaires				32	100	3,1	32	100	3,1				32	100	3,1
dont autres commerçants				6	18	3	6	18	3	308	387	1,3	314	405	1,3
TOTAL	6	294		46	152		52	446		339	477		391	923	

Act : Nombre d'activités

Empl : Nombre de personnes employées (y compris patrons)

$\frac{\text{Empl}}{\text{Act}}$  : Nombre de personnes employées par activité

Dans certains domaines, (céréales par exemple) concernant les matières facilement stockables, l'Etat a pu orienter entièrement le marché au prix d'efforts dans la distribution et de subventions élevées. Il n'en est pas de même ailleurs où la moindre pénurie, réelle ou artificielle, s'amplifie si l'Etat n'a pas pris à temps les mesures nécessaires, par l'importation principalement.

Bien que beaucoup de produits transitent à un moment ou à un autre par un office public, le passage par le grossiste reste la règle générale. Tous les détaillants du circuit inférieur, sauf ceux qui s'approvisionnent directement auprès d'un petit producteur local, doivent passer par un grossiste local ; le recours à l'Office d'Etat n'est pas toujours possible pour diverses raisons : quantités à emporter trop importantes, absence de crédits, possibilités de livraison limitées, etc. Nous pouvons nous demander s'il n'y a pas incompatibilité entre le mode de fonctionnement d'une entreprise d'Etat et le circuit inférieur, bien que certains échanges directs existent entre ces deux types d'activité.

Le F.L.N. à Tlemcen, qui comprend de nombreux commerçants, s'efforce de créer une coopérative d'achats regroupant les épiciers. Mais cette coopérative qui permettrait d'éliminer dans les faits les intermédiaires ne peut et ne veut intégrer les commerçants les plus pauvres.

La distribution alimentaire reste un lieu privilégié de l'initiative privée. Nous avons vu à Saïda que se localisent là les revenus les plus importants. En même temps que se créent des succursales d'Etat dans les chefs-lieux de daïra de cette même wilaya, les semi-grossistes se multiplient. L'augmentation de la population qui se traduit par celle de la consommation alimentaire permet toujours de forts prélèvements essentiellement assurés par le biais du circuit inférieur.

### 2.3.1.1. - LES CEREALES

Les céréales sont à la base de l'alimentation nationale (1) et sont soumises au monopole de l'Etat par le biais de l'O.A.I.C. (2), pour le stockage et la commercialisation, de la S.E.M.P.A.C. (3), pour la transformation.

Le nombre d'urbains propriétaires à la campagne explique en partie la survivance et le développement même de petits moulins privés (une demi douzaine à Tlemcen, cinq à Saïda), qui transforment directement pour les familles le grain que celles-ci leur amènent. Le bas prix officiel de vente de la farine et le monopole de l'Etat ne permettent que le développement d'une commercialisation directe et d'une transformation par le circuit inférieur.

La SEMPAC de Tlemcen a repris les unités suivantes localisées au chef-lieu sauf une à Ouled Mimoun : 1 minoterie-semoulerie, 1 semoulerie, 3 minoteries, une fabrique de pâtes. Elles produisent (cf carte des ventes) le dixième de la production nationale de farine, quatre fois plus qu'à Saïda, à partir d'une production importée pour les deux tiers de l'extérieur de la wilaya : 200 000 quintaux de semoule, 24 000 quintaux de pâtes. L'ensemble du parc des machines est très ancien. D'autre part, le matériel utilisé 24 heures sur 24 peut difficilement être modernisé (unités de petite taille, isolées les unes des autres).

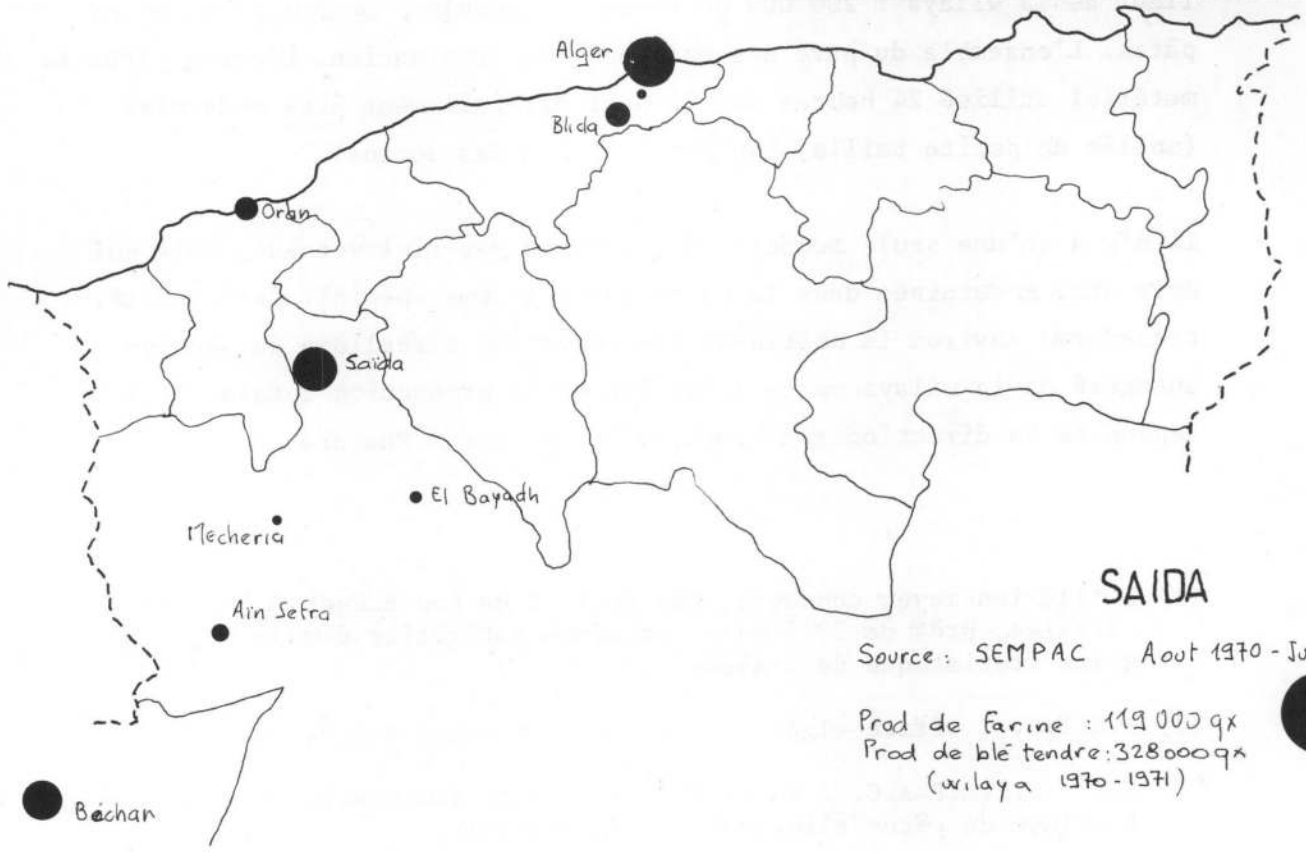
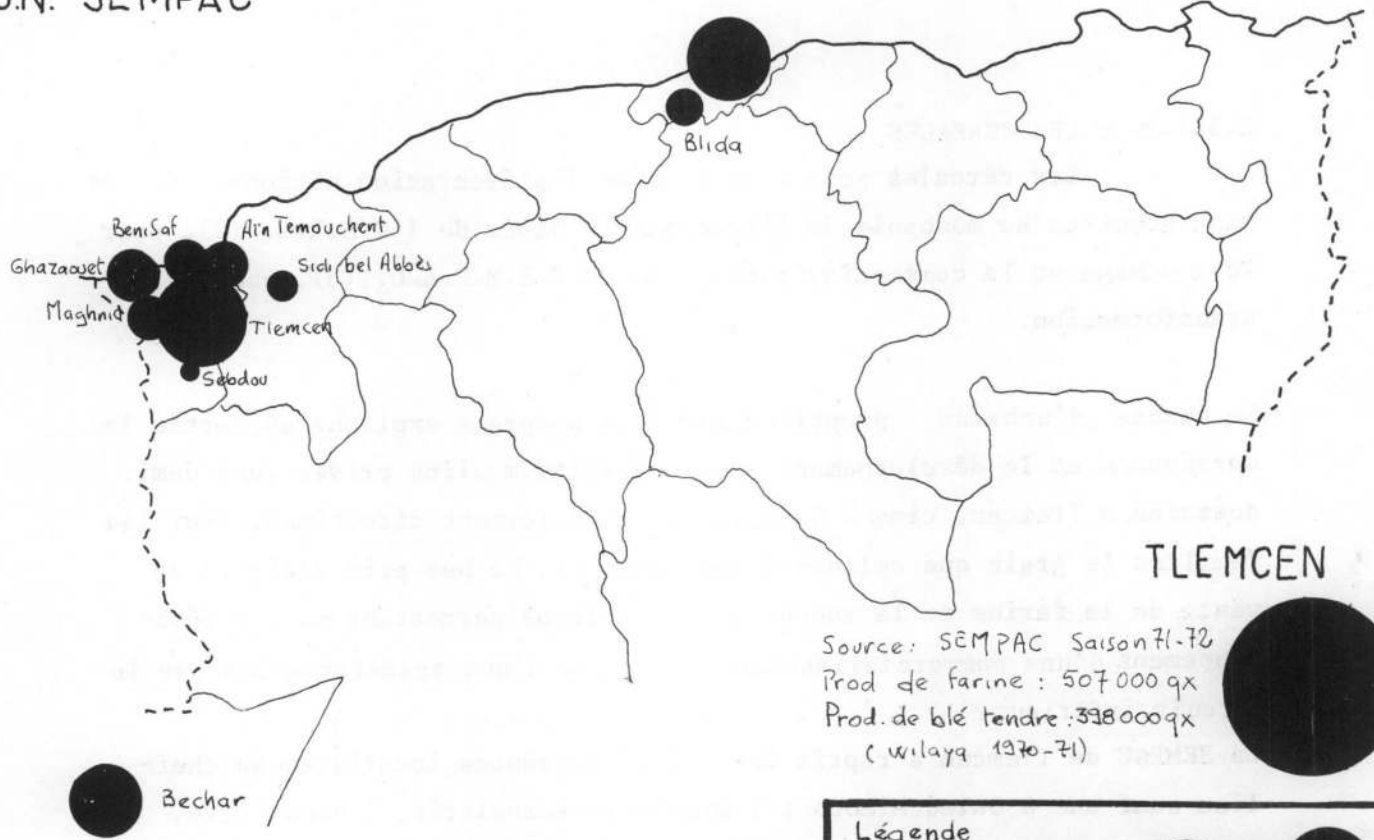
Il n'y a qu'une seule meunerie à Saïda, au matériel vétuste, mais qui doit être modernisée dans le cadre du programme spécial. Cette unité transforme environ la moitié de la production céréalière du secteur autogéré de la wilaya ou le cinquième de la production totale. Elle dépend de la direction régionale de la société à Mascara.

(1) L'Algérien moyen consacre près de 10 % de son budget à l'achat de céréales, près de 20 % pour certaines catégories démunies. Source : Atlas statistique de l'Algérie 1972

(2) O.A.I.C. : Office algérien interprofessionnel des céréales

(3) S.N. S.E.M.P.A.C. : Société nationale de semoulerie, meunerie, fabrique de pâtes alimentaires et couscous.

# LOCALISATION DES VENTES DE LA PRODUCTION DE FARINE S.N. SEMPAC



Carte 2.3.I.

Ech 1/6000 000

La production de farine est fortement excédentaire pour les deux wilayate mais relativement plus exportée à Saïda (pour 70 %).

La vente est assurée par des magasins de la SEMPAC et un parc de camions qui distribuent chez les commerçants les pâtes, la semoule, le couscous, la farine ainsi que du riz.

Il n'existe donc pas d'intermédiaire, sauf marginalement, dans ce domaine, où l'Etat s'est assuré le contrôle complet des opérations pour pouvoir assurer à toute la population la base de son alimentation : le prix de vente est d'ailleurs maintenu à un prix relativement faible pour être à la portée de tous.

Les circuits directs producteurs-consommateurs sont limités à l'échelon local, l'Etat intervenant pour régulariser la distribution et les cours des produits à l'échelle interrégionale, non seulement par des magasins régionaux, mais par une distribution poussée jusqu'au détaillant.

C'est également la SEMPAC qui approvisionne les boulangeries, peu nombreuses, mais d'assez grandes tailles, étant donné le coût élevé d'investissement d'un tel type de commerce. Les dépôts de pain, succursales des boulangers, se multiplient dans un rayon de 15 km autour de Tlemcen devant l'abandon progressif des fours banaux où les habitants viennent faire cuire leurs galettes. La coupure de mode de vie qui s'accroît entre les urbains et les ruraux et le prix de plus en plus élevé du bois de chauffage poussent au changement de ce type de consommation.

Cette branche d'activité subit donc une mutation rapide : Face au circuit supérieur entièrement contrôlé par l'Etat et, à l'échelon de l'ultime transformation ou distribution, par des privés disposant de capitaux importants, il subsiste des circuits directs liés à des habitudes de consommation et à l'importance des relations directes entre la ville et la campagne. Ce circuit inférieur est prospère dans les quartiers d'extension récente : il utilise parfois de petits moulins très récents.



## 2.3.1.2. - L'HUILE

Un organisme public, l'ONAPO (1) raffine la production des domaines autogérés ; il est présent à Tlemcen et à Saïda, mais 4 raffineries privées, restées privées parce que tenues par des Algériens, existent dans la première ville.

L'unité de l'ONAPO, à Négrier, près de Tlemcen, traite la moitié (44 000 qx en 71/72) du tonnage traité à Tlemcen. Celle de Saïda, située à proximité de la ville, à Rebahia, transforme un tonnage dix fois plus faible en provenance du seul domaine autogéré qui cultive l'olivier. Son matériel est très vétuste.

A Tlemcen, une huilerie coopérative, vétuste, se rémunérant en prélevant une partie de l'huile raffinée, s'adresse aux agriculteurs privés ainsi qu'une autre coopérative. Les deux autres entreprises privées raffinent, pour le compte de l'ONACO (2), de l'huile importée.

Les huileries privées situées à Tlemcen ne raffinent que 7,5 % de la production d'olives algériennes. Leur extension, pour celles qui sont entièrement dépendantes du secteur public, à l'approvisionnement et à la vente, n'est pas recherchée par les propriétaires (3). Elles survivent sans se développer. Des installations plus artisanales existent dans le reste de la wilaya, au service de l'agriculture privée mais leur rendement est médiocre.

L'Etat, par l'intermédiaire de l'ONAPO et de l'ONACO a le monopole de la distribution, non encore totalement appliqué. Les seuls circuits privés appelés à subsister sont des circuits directs dans les régions de production, comme Tlemcen. La situation est donc analogue pour l'huile et pour les céréales, à la différence que l'huile distribuée par l'ONACO peut ensuite repasser chez un grossiste avant d'arriver chez le détaillant.

(1) ONAPO : Office national algérien des produits oléicoles

(2) ONACO : Office national algérien de commercialisation.

(3) Deux huileries privées venaient de fermer leurs portes à Tlemcen.



# DISTRIBUTION DES DENREES ALIMENTAIRES MANUFACTURES A TLEMCCEN

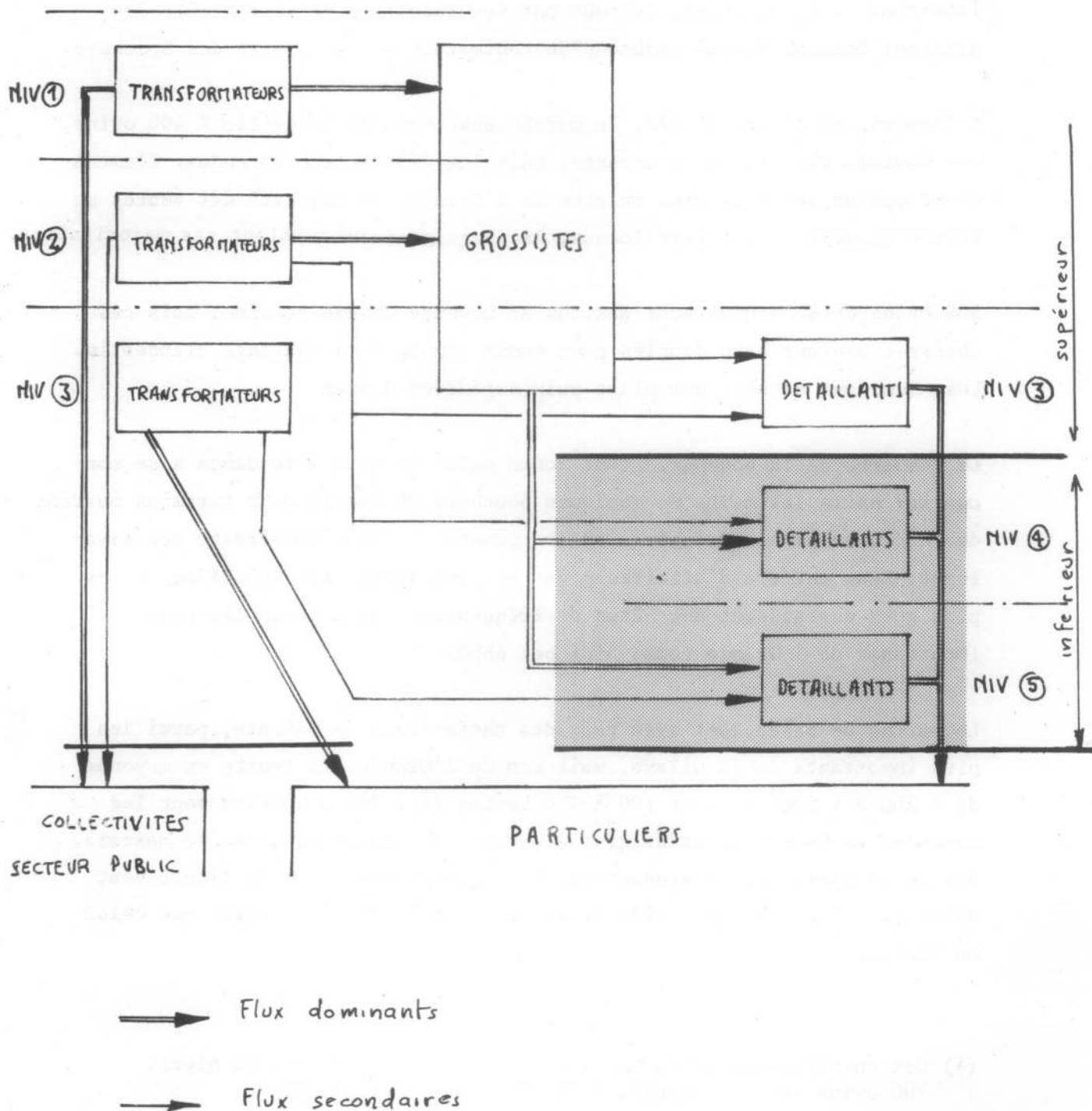


Figure 2.3.II.

### 2.3.1.3. - LE BETAİL ET LA VIANDE

La viande représente 7,5 % des dépenses de l'Algérien moyen. L'élevage étant en majorité aux mains de propriétaires privés, l'Etat intervient difficilement, surtout par les taxations et le contrôle des prix qui donnent lieu à beaucoup de contestations de la part des bouchers.

A Tlemcen, en décembre 1972, le marché hebdomadaire accueille 2 400 ovins, 540 bovins, 100 équins en moyenne, mais les 2/3 restent invendus. Tlemcen n'est pas un des plus gros marchés de l'Oranie. La majorité des ventes se fait d'éleveurs à bouchers locaux, les maquignons ne semblant pas majoritaires.

500 ovins et 80 bovins sont abattus en moyenne chaque semaine, mais ces chiffres peuvent être doublés pour tenir compte de l'abattage clandestin. Les peaux sont séchées sur place puis expédiées à Oran.

Le commerce de la boucherie tout comme celui du pain a tendance à se concentrer entre les mains de quelques bouchers du centre dont certains ouvrent des succursales en périphérie où le commerce de la viande reste peu développé. Leur chiffre d'affaires moyen est important (220 000 DA/an) ; les plus gros engraisent des bêtes et fréquentent les marchés les plus importants de l'Oranie comme Sidi bel Abbès.

Le marché de Saïda, est avec ceux des chefs-lieux de daïrate, parmi les plus importants de la wilaya, mais non de l'Oranie. Il traite en moyenne de 1 200 à 1 500 ovins et 100 à 150 bovins (1), les acheteurs sont les bouchers de la ville et de gros acheteurs d'Oran, Mostaganem et Mascara. Une bonne partie de la production locale est commercialisée directement ailleurs. L'abattoir de Saïda traite 4 à 5 fois moins de bêtes que celui de Tlemcen.

(1) Ces chiffres moyens cachent une grande irrégularité : en hiver, 700 ovins sont au marché, 2 000 à 2 500 au printemps.

L'Etat intervient peu directement : il commercialise lui-même une partie du bétail des domaines autogérés et s'occupe par l'ONAB (1) des aliments pour bétail, ce qui est encore peu important.

Dans aucune des deux villes, il n'y a de transformation poussée des sous-produits du bétail, malgré une industrie du cuir développée à Tlemcen.

L'Etat a très peu de possibilités d'actions dans ce domaine, que ce soit au niveau de la production ou de la commercialisation. Il a adopté une attitude défensive de contrôle, mais avec peu de moyens permettant de la faire respecter.

Tlemcen reste essentiellement un marché d'approvisionnement pour les bouchers locaux et de redistribution du bétail pour la wilaya. Saïda est un marché d'approvisionnement de taille moyenne du nord de l'Oranie.

#### 2.3.1.4. - LES FRUITS ET LEGUMES

Le secteur des produits maraichers est assez complexe, mais il est l'un des plus intéressants à étudier. Malgré l'intervention progressive de l'Etat sur la fixation des normes de production, les circuits de distribution et la réglementation des prix, la production agricole échappe à un contrôle strict. Le nombre des espèces fruitières et maraichères, les rythmes saisonniers, la fragilité des produits maraichers rendent les recensements imprécis. Les lieux de regroupement des fruits et des légumes sont multiples et les transactions, d'autre part, ne portent pas sur la totalité de la production. La part autoconsommée échappe aux calculs, ce dont on doit tenir compte pour Saïda, ville très ruralisée, et pour Tlemcen, qui entretient avec ses jardins maraichers une étroite liaison. De plus, les commerçants sont souvent, dans les deux villes, propriétaires terriens.

(1) ONAB : Office national des aliments pour bétail

# DISTRIBUTION DES DENREES AGRICOLES LOCALES à Tlemcen

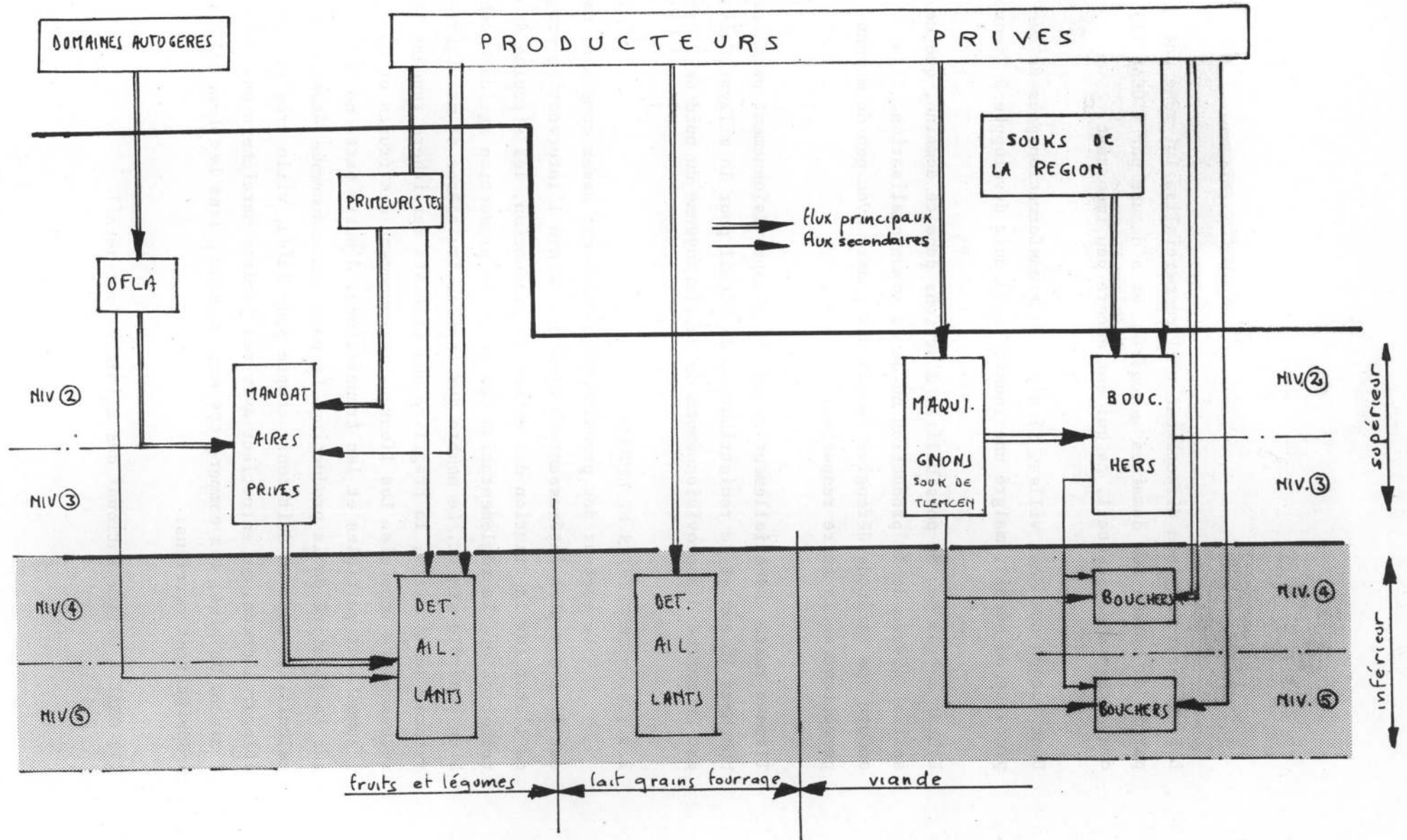


Figure 2.3. III.

La commercialisation des produits maraichers est particulièrement intéressante car elle est divisée en deux marchés concurrents, suivant les secteurs de production autogéré ou privé .

La préoccupation de l'Etat -peu suivie d'effets en 1972- est d'organiser au mieux les circuits de distribution. La nationalisation du commerce du gros, prévue par le plan quadriennal, destinée à éliminer les intermédiaires au niveau du marché de gros, du marché dit libre, doit garantir un revenu plus élevé aux producteurs et supprimer la spéculation.

La production maraichère provient des fellahs (le secteur privé) et des domaines autogérés.

A Tlemcen, la superficie utilisée pour les cultures maraichères est de 2 830 ha pour les domaines, et de 5 870 pour les fellahs. La production totale des produits maraichers est de 54 000 quintaux répartis entre le domaine autogéré (180 000 quintaux) et le secteur privé (360 000 quintaux)(1) La production maraichère de la wilaya de Tlemcen se situe au sixième rang dans la production nationale.

A Saïda, les douze domaines autogérés de la wilaya sont réunis dans la daïra de Saïda.<sup>(2)</sup> La production maraichère du secteur autogéré est de 14 400 quintaux et de 55 000 quintaux pour les fellahs, soit un total de 69 400 quintaux, 13 % de la production maraichère tlemcenienne.

La production est insuffisante, aussi Saïda importe-t-elle des produits maraichers d'autres wilayate.

#### Le circuit privé de la distribution maraichère

Les domaines autogérés ne peuvent pas livrer leurs productions sur le marché dit libre. Le circuit privé de la distribution concerne donc les fellahs.

(1) cf. Espace et programme spécial : le cas de la wilaya de Tlemcen, Aggab Mohamed et alia, p. 26, Mémoire ITPEA, Alger, 1975

(2) Monographie wilaya de Saïda, mars 1971

C'est le mandataire (1) approvisionné par le fellah ou le primeuriste (2) qui assure la distribution des légumes à la halle de gros (3).

La commission du mandataire est de 6 à 8 % du volume de ventes. Le mandataire reçoit un "carreau" aux halles et vend la production maraichère privée en concurrence avec la production des domaines autogérés, dont les prix de vente sont fixés, et qui est commercialisée par l'OFLA (4).

Il arrive que les mandataires achètent à leur profit une partie des produits maraichers qu'ils vendent. Ces produits sont d'ailleurs achetés aussi bien aux fellahs qu'à l'OFLA. Les mandataires, revendeurs, et les primeuristes sont 22 à Tlemcen, tandis qu'il y a 32 grossistes et demi-grossistes à Saïda. Sans doute, la moindre importance des halles donne-t-elle aux grossistes et au marché couvert destiné à la clientèle privée une importance qu'ils n'ont pas à Tlemcen. D'autre part, le fait que Saïda soit beaucoup plus dépendante que Tlemcen des régions éloignées pour son approvisionnement peut expliquer cette prolifération de grossistes, seuls aptes à se charger de tels transports.

Aux halles de Tlemcen, existent également les vendeurs dits libres, installés en plein air, qui n'ont théoriquement pas leur place aux halles. Ce sont des fellahs qui vendent leur propre production ou des personnes qui vendent des produits maraichers directement achetés aux fellahs. A Saïda, la situation est la même. Certains fellahs, d'ailleurs, vendent directement à la clientèle privée, au marché couvert, ce qui pose le problème de l'efficacité et de l'importance des halles de Saïda qui n'apparaissent pas comme le lieu principal des transactions.

- (1) Le mandataire se charge de la vente des produits sans pour autant acheter la production. Les invendus sont donc à la charge du fellah.
- (2) Le primeuriste achète la récolte des fellahs sur pied pour profiter de leurs besoins en liquidités.
- (3) Il y a 19 halles de gros en Algérie, dont une à Tlemcen et une à Saïda
- (4) OFLA : Office national des fruits et légumes d'Algérie.



Les mandataires commercialisent aux halles de Tlemcen la plus grande part des fruits et légumes. L'OFLA a une activité plus régulière du fait de son rôle de régulation et de répartition des produits importés dans la wilaya. Les deux circuits, celui de l'OFLA et celui dit libre, fonctionnent côte à côte, mais ne sont pas étanches : les grossistes achètent à l'OFLA, tandis que l'office intervient sur le marché libre pour peser sur les prix et sur la répartition des produits. L'OFLA et les grossistes sont en relation de complémentarité à l'achat et de concurrence à la vente.

Les grossistes s'attachent en aval une véritable clientèle de détaillants dépendant complètement d'eux, en particulier à travers le système de crédit, ce que ne fait pas l'OFLA, renouvelé quotidiennement ou hebdomadairement et accordé par le grossiste à ses détaillants. Les détaillants s'approvisionnent alors toujours au même grossiste, fournissant à ce dernier une série de points de revente situés sur l'ensemble du territoire de la ville.

Enfin, quelques détaillants s'approvisionnent directement auprès des fellahs, surtout en ce qui concerne les productions saisonnières, melons et pastèques. Il s'agit alors souvent d'ambulants occasionnels.

Les intermédiaires ont toujours un grand pouvoir d'organisation des circuits du marché et de fixation des prix, malgré le poids de l'OFLA dans ce domaine. Ils ne se font pas de véritable concurrence et ont en face d'eux une foule de détaillants disséminés sur la ville et assez mal informés des prix et des données du marché. Les intermédiaires imposent ainsi leurs prix et leurs conditions aux acheteurs et aux vendeurs.

Les détaillants en fruits et légumes sont nombreux : 108 points de vente à Saïda, 170 à Tlemcen, plus une centaine d'ambulants. Même s'ils adjoignent à leur commerce un étal de boucherie et un autre d'épicerie, ils se trouvent tous dans le circuit inférieur, car il s'agit d'une activités demandant très peu de capitaux.

L'Office national des fruits et légumes (OFLA)

Parallèlement au marché dit libre, l'OFLA oppose le marché dit réglementé. Depuis la création de l'OFLA, en 1969, un monopole de fait a été institué pour la commercialisation de la production du secteur autogéré agricole. L'action de l'OFLA s'est concentrée sur le commerce de gros et sur les marchés extérieurs. Il commercialise les produits des domaines, sur la base de prix établis par le Ministère de l'Agriculture et de la réforme agraire. Eventuellement, il peut acheter la production du secteur privé.

L'OFLA exerce son action sur le marché intérieur et aussi extérieur à l'Algérie par l'intermédiaire des centres de collectes et de répartition (CCR). Il vise par son action à normaliser les opérations-vente, à stabiliser les prix, et à assainir les circuits de distribution afin de combattre la spéculation.

D'autre part, l'office achète les produits des domaines autogérés à un prix minimum garanti fixé par décret avant chaque campagne, ce qui devrait tendre à supprimer les oscillations de prix à la production et les disparités régionales. De leur côté, les domaines doivent livrer à l'OFLA, par l'intermédiaire des CCR, leur production à l'exception de leur auto-consommation indispensable. Le CCR paye ferme la production achetée aux domaines et n'attend plus que le produit soit écoulé sur le marché et payé par le grossiste ou le détaillant pour rembourser le producteur.

L'office possède 39 centres de conditionnement en Algérie, et 44 centres de collecte. A Tlemcen, quatre centres de distribution (Tlemcen, Remchi, Maghnia, Beni Saf) dépendent du centre de collecte et de répartition de Tlemcen avec le centre de conditionnement des agrumes à Aïn Youcef, tourné vers l'exportation internationale.

L'OFLA a vendu aux halles de gros de Tlemcen, en 1972, 7 500 tonnes de produits maraichers et fruitiers, les deux tiers provenant des domaines de la wilaya, le tiers restant provenant d'autres CCR et des fellahs privés. L'OFLA assure aussi l'approvisionnement d'une conserverie de fruits de la SOALCO (1) nationalisée en 1967. L'activité est saisonnière : 5 tonnes/jour pendant 80 jours.

(1) SOALCO : Société algérienne de conserverie.



A Saïda, l'OFLA possède un Centre de conditionnement et de commercialisation qui dépend de la délégation régionale de Tiaret.

Depuis juin 1971, les prix de gros des produits maraichers font l'objet d'un plafonnement révisé régulièrement par le Ministère du Commerce. Des fluctuations de prix plus ou moins grandes sont contrôlées. Cette situation est due à l'absence de capacité de stockage et au fait que l'Office tient compte, dans la fixation de ses prix au stade du gros, de la demande du marché vis à vis de l'offre. Il prend en effet pour référence à la fixation de ses propres prix de gros les cours pratiqués sur l'ensemble des halles, c'est à dire aussi sur le marché libre. (1)

D'autre part, les disparités régionales peuvent diminuer par la volonté de l'Office de régulariser le cours des produits maraichers. Saïda dépendant fortement de l'extérieur (52 % des produits maraichers commercialisés par l'OFLA à Saïda proviennent d'autres CCR, 40 % proviennent des domaines autogérés, 8 % des fellahs), bénéficie de cette régulation (2);

	Tlemcen	Saïda	Moyenne nationale
Pomme de terre	0,54 DA	0,43 DA	0,59 DA
Artichaud	0,57 DA	0,66 DA	0,66 DA
Oignon	0,98 DA	0,92 DA	0,98 DA
Carotte	0,80 DA	0,42 DA	0,53 DA
Fève verte	1,00 DA	1,09 DA	1,02 DA

La daïra de Saïda est grosse productrice d'oignons, de pommes de terre et de piments, ce qui explique les faibles prix des deux premiers légumes à Saïda.

(1) cf. J.L. Flamand, la formation des prix agricoles, Mémoire DES, Alger, 1971, p. 37.

(2) Variation des prix de gros OFLA dans l'espace. Prix moyens des légumes pratiqués sur les marchés de gros OFLA de Saïda et Tlemcen du 6 au 12 mars 1971.

Source : Direction des Etudes et de la Planification (Mara)

Les fruits et légumes commercialisés aux halles, soit par l'OFLA, soit par les grossistes, proviennent d'une zone située autour de Tlemcen dans un rayon de 50 km, principalement au nord-est, région la plus riche de la wilaya, si ce n'est les agrumes venus d'Oran, Sidi Bel Abbès et Mohammadia.

A Saïda, c'est la daïra seule qui fournit la ville en produits maraichers. L'insuffisance de la production locale entraîne un apport important de légumes frais venus des régions plus au nord.

A Saïda, comme à Tlemcen, la clientèle est locale dans sa quasi totalité. Les marchés de gros de Tlemcen et Saïda ne sont pas des marchés de réexpédition, mais d'approvisionnement urbain.

A Tlemcen, la quasi totalité des clients sont Tlemceniens : 43 % sont des vendeurs du marché couvert, 29 % d'autres détaillants en ville, 13 % des ambulants.

Ils achètent presque tous aux mandataires qui font souvent crédit, fait exceptionnel sur le marché libre. L'approvisionnement est assuré tous les jours ou tous les deux jours, la marchandise étant ramenée par les charretiers. Les achats journaliers sont minimes, la rotation de la monnaie rapide. L'immobilisation de départ est très faible : une balance, quelques kilogrammes de marchandises. Les commerçants ambulants n'ont pas le droit de vente intra muros, les raisons étant plus la protection des commerçants tenant boutique que la gêne de la circulation. Ils font donc le tour des faubourgs avec leur attelage.

#### 2.3.1.5. - LES POISSONS

A Tlemcen, un seul mandataire s'approvisionne à Beni Saf et à Ghazaouet (Coopératives des Pêches) et revend aux détaillants de Tlemcen, de Sebdou et du sud de la wilaya de Saïda : Mecheria et Aïn Sefra. Dix poissonniers sont fixés aux halles et un possède une boutique au centre ville.

A Saïda, un poissonnier équipé d'un réfrigérateur vend aux halles. Bien que Beni Saf, Ghazaouet et Oran soient parmi les plus importants ports de pêche d'Algérie, le marché du poisson à l'intérieur du pays reste embryonnaire.

#### 2.3.1.6. - LE LAIT

A Tlemcen, 25 détaillants, souvent d'origine rurale, s'approvisionnent directement dans la daïra. La relation ville campagne est ici directe, mais la production reste faible. Elle est encore plus faible à Saïda.

Le déficit en lait, général en Algérie, est compensé par l'importation de laits de conserve ou en poudre.

#### 2.3.1.7. - LES PRODUITS DIVERS D'ALIMENTATION ET L'ORGANISATION DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

La production est plus diversifiée à Tlemcen qu'à Saïda, mais reste limitée.

A Saïda, l'usine de mise en bouteilles d'eau minérale a un matériel moderne. Sa production, qui augmente régulièrement d'année en année (10 120 hectolitres en 1967, 40 400 en 1968, 80 000 en 1969, et 160 000 en 1972) est commercialisée sur l'ensemble du territoire algérien, par l'intermédiaire des 3 dépôts de l'EMA (1), Oran, Alger, Constantine. C'est la seule eau minérale non gazeuse commercialisée en Algérie.

(1) EMA : Société nationale des Eaux minérales algériennes.

A Tlemcen, trois entreprises privées achètent le café vert à l'ONACO qui l'importe pour le revendre torréfié aux grossistes de la wilaya ou à ceux des villes des wilayate voisines (Aïn Temouchent, Saïda, Aïn Sefra, Bechar). La production tlemcenienne doit être de 60 à 70 tonnes/mois. Les producteurs privés rencontrent des difficultés d'approvisionnement (irrégularité et qualité très variable) et la concurrence du secteur public (usine à Oran).

Les fabricants et revendeurs de boissons sont eux aussi dépendants du fonctionnement des sociétés nationales qui possèdent le monopole de distribution ou de fabrication d'un produit. Ils sont une demi-douzaine et les deux tiers disposent de chaînes de mise en bouteille de sodas. La SNIC (1) leur délivre les visas d'importation pour les parfums, extraits de fruits, essences, etc., la SNIV (2) d'Oran fournit les bouteilles. La commercialisation est fortement marquée par la saison estivale. Ils couvrent une bonne partie de la wilaya et des villes proches (Sidi bel Abbès, Saïda, Oran), ce qui permet de remédier à une certaine saturation du marché local.

L'essentiel de la consommation est donc importée. L'Etat, là aussi, s'est doté de l'organisme qui a pour vocation d'approvisionner et de contrôler le marché : l'ONACO qui commercialise les produits importés et les productions d'autres sociétés étatiques productrices.

La direction de Tlemcen de l'ONACO dessert toute la wilaya pour laquelle elle possède 3 mois de stock.

Les grossistes, installés au centre ville, livrent souvent eux-mêmes la marchandise aux détaillants. Tous ont un véhicule commercial, la moitié une chambre froide. Les ventes sont concentrées dans un rayon de 50 km autour de Tlemcen.

(1) SNIC : Société nationale des industries chimiques

(2) SNIV : Société nationale des industries du verre

## DISTRIBUTION DES PRODUITS D'ÉPICERIE à Tlemcen

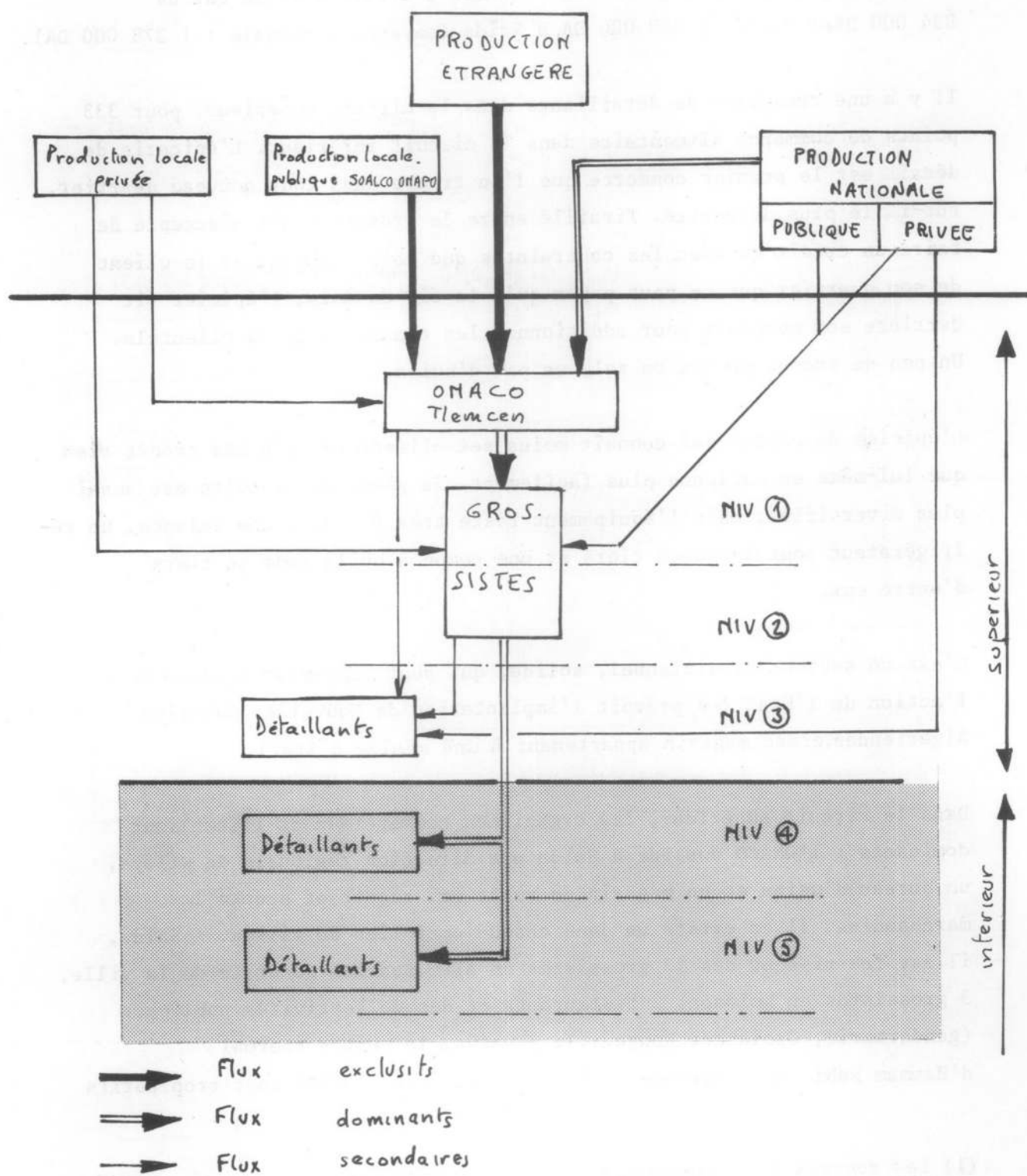


Figure 2.3.IV.

Les grossistes ont une place importante mais non pas fondamentale. Il y en aurait une quinzaine à Tlemcen (contre une trentaine pour toute la wilaya et pour Saïda seule)<sup>(1)</sup>. Leur chiffre d'affaires moyen est de 834 000 DA et de 400 à 600 000 DA à Saïda (moyenne nationale : 1 378 000 DA).

Il y a une trentaine de détaillants dans le circuit supérieur, pour 333 points de commerce alimentaire dans le circuit inférieur. L'épicerie de détail est le premier commerce que l'on trouve dans tout nouveau quartier, fût-il le plus déshérité. Tirillé entre le grossiste qui n'accepte de faire un crédit qu'avec les contraintes que cela suppose, et le client de son quartier qui ne peut payer qu'à la fin du mois, l'épicier vit derrière son comptoir pour additionner les commandes de la clientèle. Un peu de sucre, un peu de sel, un peu d'huile...

L'épicier du centre qui connaît moins ses clients ne fait pas crédit bien que lui-même en obtienne plus facilement. Sa gamme de produits est aussi plus diversifiée, mais l'équipement reste très faible : une balance, un réfrigérateur pour les deux tiers et une pompe à huile pour un tiers d'entre eux.

C'est un secteur traditionnel, solide, qui peut cependant évoluer sous l'action de l'Etat (on prévoit l'implantation de Nouvelles Galeries Algériennes, grand magasin appartenant à une chaîne d'Etat).

Dans le circuit supérieur, les organismes commerciaux de l'Etat sont dominants : l'ONACO possède à Saïda une direction régionale de wilaya, un bureau d'usine et un magasin de vente qui reçoit et stocke la marchandise. Il en existe un dans chaque chef-lieu de wilaya. A Saïda, il est fournisseur des 13 grossistes en alimentation générale de la ville, 3 grossistes en boisson, 2 restaurants et des collectivités publiques (gendarmerie, Croissant Rouge...), 3 cafés, le centre thermal d'Hamam Rabi. Les équipements frigorifiques de l'ONACO sont trop petits

(1) Les sources de renseignement étant différentes, il n'est pas possible de tirer des conclusions.



au regard des besoins, ce qui explique que les grossistes assurent le stockage de certaines denrées périssables (beurre, lait) monopole des Offices.

Certains produits (beurre, thé) sont contingentés. L'ONACO les reçoit après le dépôt de la liste des commerçants destinataires auprès du Contrôle des prix. D'autre part, c'est l'ONACO qui commercialise l'eau minérale de Saïda (SN EMA) et l'huile de Rebahia (ONAPO).

Les trois offices nationaux de commerce alimentaire implantés à Saïda n'ont aucun pouvoir de gestion. A Saïda, les bureaux agissent comme de simples points de comptabilité. Aucune vente n'est faite à crédit, sauf quelques contrats de type spécifique avec l'Administration ou des collectivités publiques.

Les grossistes, qui constituent eux aussi le circuit supérieur sont appelés à disparaître au profit d'extension des Offices mis en place après l'Indépendance qui doivent assurer à terme la totalité des fonctions d'intermédiaire. Il y a 31 grossistes en alimentation générale, 24 travaillent en association, laquelle est souvent de nature familiale.

Ceux-ci ont un mode d'exploitation de leur commerce adapté à l'importance qu'ils ont à Saïda. Ils possèdent tous (excepté les grossistes en fruits et légumes) un compte bancaire à la B.N.A. (1) de Saïda ou au CPA (2) de Mascara.

Le tiers d'entre eux ont une ouverture de crédit bancaire, tous font moins de 50 % de leurs achats au comptant. Ils possèdent leurs propres moyens de transport.

Les grossistes vendent à crédit, sans garantie. Ce crédit personnel qui porte sur la moitié de la production vendue ne répercute pas totalement sur le détaillant le crédit accordé par leurs propres fournisseurs. Ils ont donc besoin d'un fonds de roulement relativement important, et ils financent une partie des stocks de leurs clients. C'est une condition

(1) B.N.A. : Banque nationale algérienne

(2) C.P.A. : Crédit populaire d'Algérie



du volume de leurs affaires. Ils s'attachent ainsi une clientèle de commerçants ; ainsi le plus petit commerce est lié à son grossiste, lequel lui accorde un crédit renouvelé chaque jour.

Dans le circuit supérieur, il existe aussi une vingtaine de commerces de détail. Ils sont situés au centre ville, utilisant un équipement moderne. Ce quartier de Saïda comporte peu de commerces alimentaires : ceux-ci vendent des produits de luxe comme la viande ou le poisson ou sont des commerces banaux bien pourvus (1).

Les détaillants exercent leurs activités soit dans un magasin, soit dans un commerce ambulant, soit au souk. (En fait, le souk vend très peu de produits alimentaires : café, épices diverses).

Le circuit inférieur englobe 66 % de la population de la distribution alimentaire et 30 % de toute la population située dans le circuit inférieur, c'est à dire plus que la branche services et transports (22,5 %) considérée comme le premier "secteur refuge". (cf. tableaux en annexe).

(1) Des épiceries de ce type existent également dans les zones résidentielles de Tlemcen, en plus de celles situées dans le centre

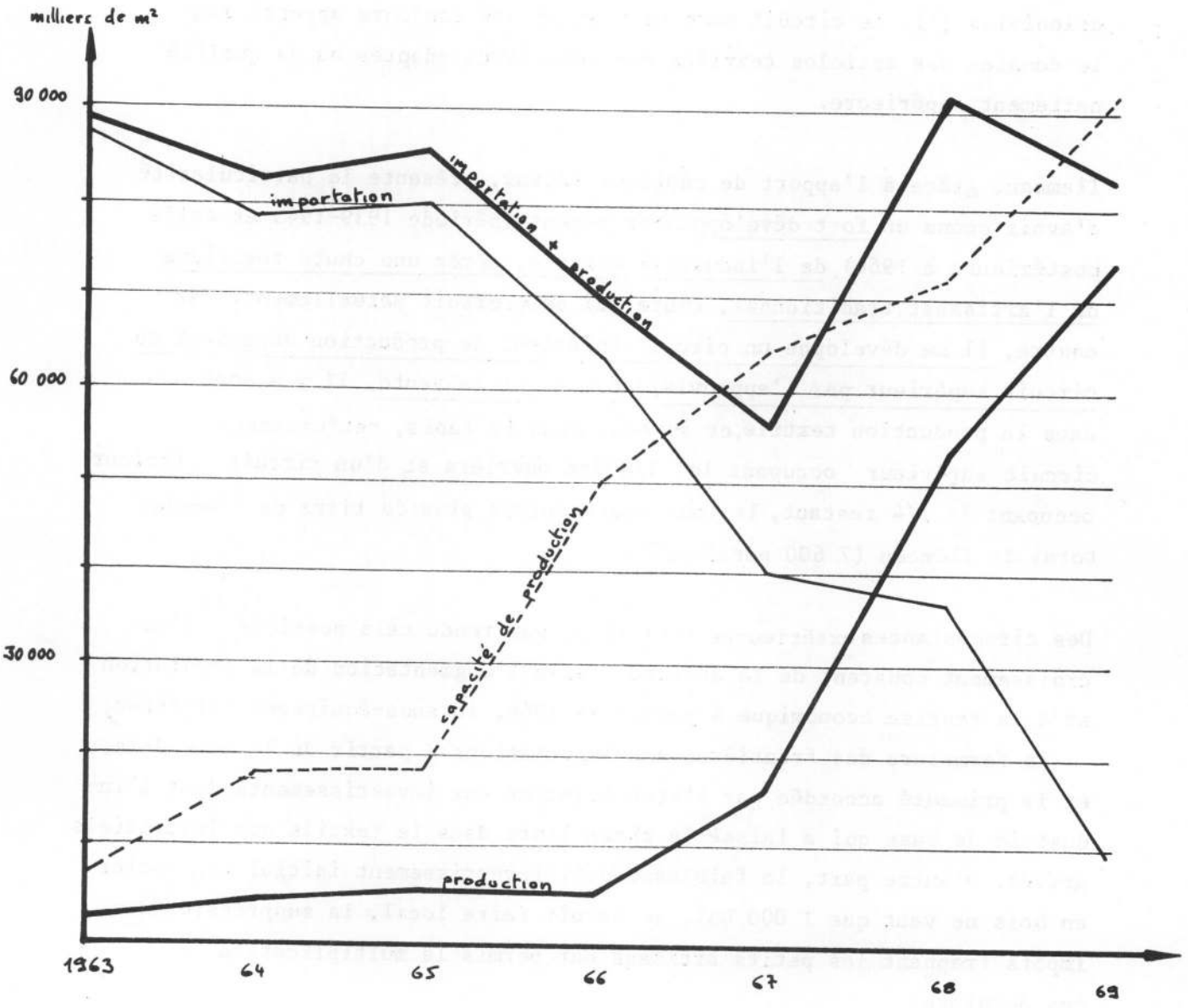
### 2.3.2. - LE TEXTILE ET LE CUIR

Les productions du textile et du cuir, qui sont pourtant les premières industries créées dans les pays du tiers monde, étaient peu développées à l'Indépendance, à part quelques implantations dans les métropoles. Il reste aussi des survivances de l'ancien artisanat dans les villes pré-coloniales (1), le circuit moderne n'ayant pas toujours apporté dans le domaine des articles textiles des substituts adaptés ou de qualité nettement supérieure.

Tlemcen, grâce à l'apport de capitaux locaux, présente la particularité d'avoir connu un fort développement récent (période 1939-1945 et celle postérieure à 1966) de l'industrie textile, après une chute régulière de l'artisanat traditionnel, chute qui se poursuit actuellement. Par contre, il se développe un circuit inférieur de production dépendant du circuit supérieur par l'approvisionnement et la vente. Il y a donc dans la production textile, et surtout dans le tapis, renforcement du circuit supérieur occupant les 3/4 des ouvriers et d'un circuit inférieur occupant le 1/4 restant, le tout représentant plus du tiers de l'emploi total de Tlemcen (7 600 personnes).

Des circonstances extérieures favorables ont rendu cela possible : l'accroissement constant de la demande liée à l'augmentation de la population et à la reprise économique à partir de 1966, le sous-équipement algérien, la fermeture des frontières aux importations à partir de la même date, et la primauté accordée par l'Etat algérien aux investissements dans l'industrie de base qui a laissé le champ libre dans le textile aux industriels privés. D'autre part, la faiblesse de l'investissement initial (un métier en bois ne vaut que 1 000 DA), le savoir faire local, la suppression des impôts frappant les petits artisans ont permis la multiplication de ces derniers.

(1) Sari D, "Les villes précoloniales de l'Algérie occidentale".



# TEXTILE

EN ALGERIE

Source : Algérie 65-69 Ministère de l'Information

Figure 2.3.V.

Le secteur textile est le seul secteur industriel où les emplois publics sont les moins nombreux, ce qui se vérifie largement à Tlemcen (6 % d'emploi public dans la branche) bien que la seule entreprise publique occupe une position dominante dans la filature (1).

Les caractéristiques principales de l'industrie tlemcenienne sont en effet la multiplicité d'entreprises moyennes, de technologies souvent anciennes mais complémentaires les unes des autres dans le processus de travail des textiles ou la qualité des articles vendus. Les industries du tissage du supérieur fabriquent par exemple des haïks tandis que celles de l'inférieur font des couvertures de basse qualité.

L'industrie textile de Tlemcen est intégrée et presque toutes les opérations concernant la laine, le coton ou la fibranne peuvent être réalisées sur place.

Le développement de l'industrie du textile s'est accompagné de son intégration au marché national et international, que ce soit pour l'approvisionnement (2) ou pour la vente, le tapis tlemcenien constituant pratiquement l'unique article textile exporté d'Algérie, le reste de la production textile et la production des chaussures étant commercialisé sur le marché national.

Après une période de repli de l'artisanat sur l'espace local au XIXe siècle, l'investissement dans l'industrie textile a transformé la tradition en ne réutilisant que le savoir faire, l'esprit d'entreprise local et des réseaux commerciaux tlemceniens très certainement. Cette industrie évolue encore actuellement :

- le tissage traditionnel de la laine disparaît peu à peu au profit de la fibranne synthétique. Le travail de la soie, favorisé par la mise en route du CEETS (3) est actuellement au plus bas, mais pourrait prendre de l'extension.

(1) cf. tableaux en annexe "Activités et emplois"

(2) Même la laine est importée pour 75 %, à la fois pour des raisons de qualité et de faible disponibilité due à la mauvaise mise en valeur du troupeau et à la forte autoconsommation (75 % dans la wilaya de Saïda).

(3) CEETS : Centre d'expérimentation économique et technique de la sériculture, société publique sous tutelle de la wilaya.

## ACTIVITES ET EMPLOIS DANS LA BRANCHE TEXTILE ET CUIR

T L E M C E N	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL		
	Act.	Public Empl.	Empl. Act.	Act.	Privé Empl.	Empl. Act.	Act.	Total Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.
Production	1	430	430	174	5423	31	175	5853	33	373	1723	4,6	548	7576	13,8
dont tapis							43	3283	76	34	707	21	77	3990	52
dont tissage				53	977	18	53	977	18	139	590	4,2	192	1567	8,2
dont filature teinturerie	1	430	430	14	454	32	15	884	462	6	8	1,3	21	892	42
dont cuir							50	437	8,7	131	244	1,9	181	681	3,8
Distribution	1	20	20	90	298	3,3	91	318	3,5	294	471	1,6	385	789	2
dont commerce de matière première pour artisanat et industrie	1	20		24	72	3	25	92	3,7	9	12	1,3	34	104	3,1
dont grossistes				14	49	3,5	14	49	3,5				14	49	3,5
dont détaillants tissu				26	58	2,2	26	58	2,2	91	169	1,8	117	227	1,9
dont détaillants habil- lement confection chaussures				22	115	5,2	22	115	5,2	203	203	1	225	318	1,4
TOTAL	2	450	225	264	5721	21,6	266	6171	23,2	667	2194	3,3	933	8365	9

ACTIVITES ET EMPLOIS DANS LA BRANCHE TEXTILE ET CUIR

S A I D A	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL		
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	<u>Empl.</u> Act.	Act.	Empl.	<u>Empl.</u> Act.
Act.	Empl.	<u>Empl.</u> Act.	Act.	Empl.	<u>Empl.</u> Act.	Act.	Empl.	<u>Empl.</u> Act.							
Production	2	264	132	1	10	10	3	274	91	50	120	2,4	53	394	7,4
dont tisserands										20					
dont tailleurs style moderne										6					
tailleurs traditionnels										19					
teinturiers										2					
dont autres productions	2	264		1	10		3	274							
Distribution				16	35	2,2	16	35	2,2	82	188	2,3	98	223	2,3
TOTAL	2	264	132	17	45	2,6	19	309	16,3	132	308	2,3	151	617	4,1

Activités : Nombre d'activités  
 Emplois : Nombre de personnes employées y compris les patrons  
 Emplois  
 ——— : Nombre de personnes employées par activité.  
 Activités

- la fabrication du tapis, faisant appel à une technologie très rudimentaire et à une main-d'oeuvre sous payée subit les aléas d'une production entièrement exportée, en concurrence avec d'autres pays moins chers. Elle offre la particularité de juxtaposer à ce type de technologie une gestion très capitaliste. L'ouverture des marchés européens a fait se développer et se multiplier les manufactures qui disparaissent un peu plus tard quand la conjoncture internationale n'est plus aussi bonne. Ceci montre cependant la capacité du capital tlemcenien à s'investir rapidement.

- les industries privées se heurtent de plus en plus à la concurrence du secteur d'Etat. La SONITEX (1) envisage l'implantation à Tlemcen d'une usine de fibres synthétiques utilisant des dérivés du pétrole, tandis que les unités publiques de confection se multiplient.

- la prospérité du circuit inférieur de production à Tlemcen n'a été possible que grâce à ces industries privées plus puissantes qui les ravitaillaient et écoulaient leur production. Il est douteux que le secteur d'Etat ait la même efficacité, sinon le même souci.

Cette prospérité est surtout fondée sur l'exploitation de nombreux apprentis d'une dizaine d'années préparant les navettes, et de salariés payés uniquement aux pièces, dans des locaux exigus et souvent insalubres. C'est le prix que doit payer un circuit inférieur de production confronté avec un circuit supérieur et offrant des produits en concurrence plus ou moins directe avec ceux du circuit supérieur.

(1) SONITEX : Société nationale des industries textiles.



Comme dans la distribution, le circuit inférieur de production est dépendant d'intermédiaires ou de producteurs locaux par le biais de l'approvisionnement et de la vente. Ceci apparaît très clairement sur les figures 2.3.VI. et 2.3.VIII.

Pour beaucoup d'artisans, du tapis en particulier où le seul débouché est en pratique l'exportation, la sous-traitance à la grande manufacture, seule capable d'entretenir des relations avec l'étranger, est fréquente.

La commercialisation des filés de fibranne est particulière, les artisans étant approvisionnés proportionnellement à leur nombre de métiers par la SONITEX. Mais celle-ci a une production insuffisante et n'évite pas le recours complet aux intermédiaires, d'autant plus qu'elle demande à être payée comptant. Ceci constitue cependant une solution originale visant au développement de l'artisanat de production, mais cette amélioration partielle est due autant à la position de force acquise par des artisans suffisamment nombreux qu'à une volonté délibérée de promouvoir l'artisanat.

La survie du circuit inférieur de production est donc problématique à terme tout comme celle du circuit supérieur de production, fractionné en petites unités au matériel ancien. La politique industrielle de l'Etat sera déterminante. Elle semble passer actuellement par la création de grandes unités d'Etat.

L'industrie du cuir ne bénéficie pas des mêmes avantages d'intégration locale et reste dépendante d'Oran d'où viennent le cuir et les semelles. Depuis une date récente, il semble que l'établissement local de la SN COTEC (1) fournisse certains de ses articles aux artisans.

Rien de semblable n'existe à Saïda : ni tradition ni capitaux n'ont pu assurer le développement d'un artisanat ou d'une industrie de la laine. Quelques artisans assurent les besoins traditionnels locaux. Il existe cependant une production exportée représentée par deux unités implantées par l'Etat, qui utilisent peu la matière locale et qui exportent toute la production. Le rôle essentiel de ces unités est de fournir des emplois à une zone déshéritée dans le cadre d'un objectif

(1) SN COTEC : Société nationale de commercialisation des textiles et des cuirs.

national de planification, même si l'une s'approvisionne en partie sur place. Leur marché est national et la production locale de laine reste peu valorisée malgré la place de la wilaya dans la production nationale.

Le secteur textile (production et commercialisation) occupe moins de 10 % des actifs saïdiens mais la commercialisation représente le même pourcentage dans chaque ville : 3,5 %. Leurs structures sont très différentes :

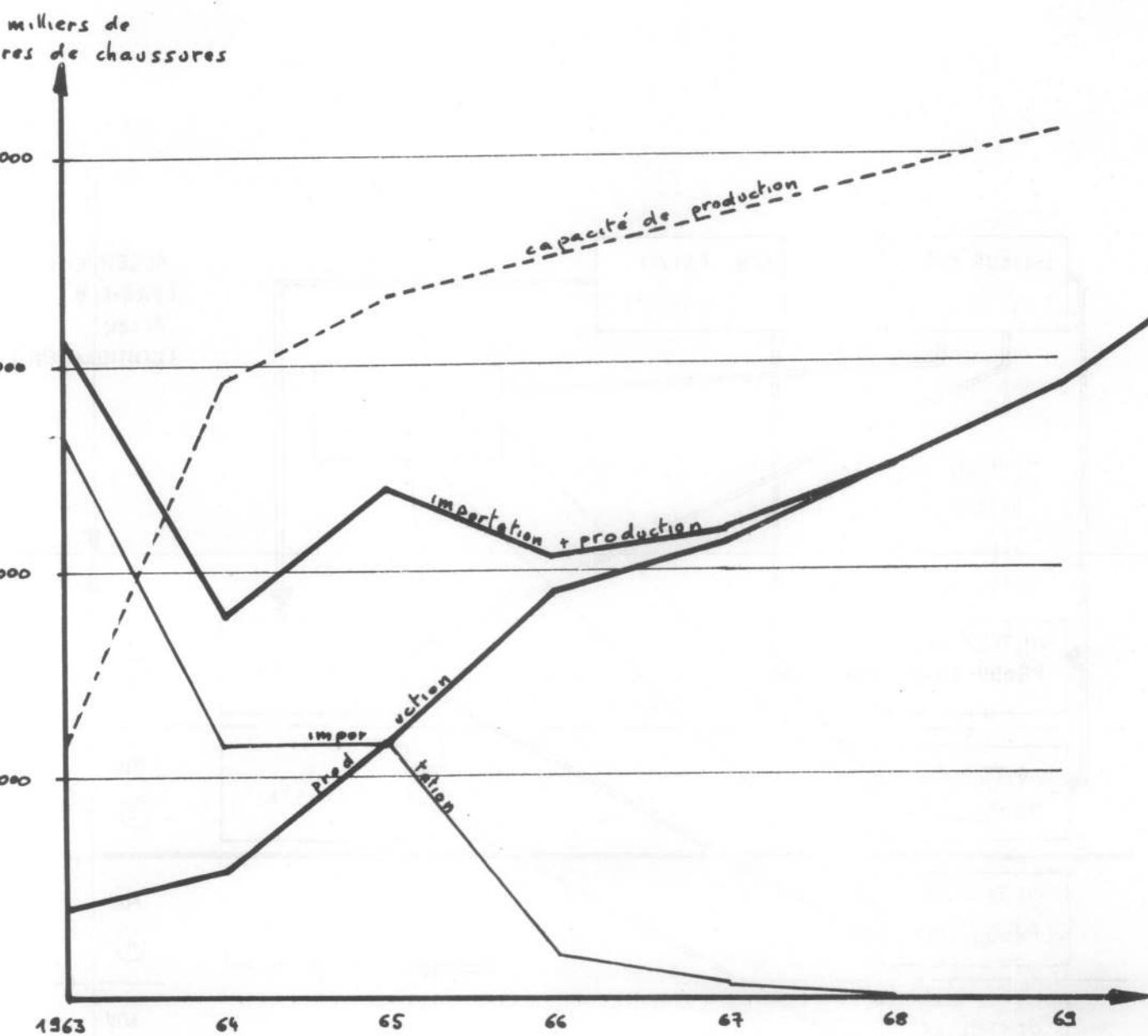
A Saïda, 85 % de la distribution est du secteur inférieur, alors que la proportion est de 60 % seulement à Tlemcen ; relativement à la population, le secteur inférieur de Tlemcen est cependant plus important : ceci est lié au revenu plus élevé à Tlemcen et dans sa région, et à la moins grande autoconsommation.

Le secteur supérieur de Tlemcen comporte à la fois un commerce développé des matières premières destinées aux unités de fabrication, bien que certains producteurs fassent aussi de la revente, et un ensemble de grossistes et de détaillants distribuant des produits de facture moderne liés à une clientèle privée à revenus moyens importante. Cette situation explique que le circuit supérieur de la distribution soit près de dix fois plus important à Tlemcen.

#### 2.3.2.1. - LA PRODUCTION D'ARTICLES EN CUIR

L'industrie du cuir se caractérise à Tlemcen par une faible productivité et un faible développement capitalistique. Les entreprises du circuit supérieur groupent au plus une vingtaine de personnes et ne représentent que les deux tiers de la production.

Les articles traditionnels : babouches, savates, poufs, etc. n'occupent qu'une place marginale. L'essentiel de la fabrication est constitué de chaussures en cuir dont la qualité évolue avec le niveau de l'activité, les activités du circuit supérieur produisant la meilleure qualité presque totalement exportée.



## CHAUSSURES

Figure 2.3.VI.

Source : Algérie 65-69 Ministère de l'Information

# APPROVISIONNEMENT DES ACTIVITES DE LA CHAUSSURE à Tlemcen

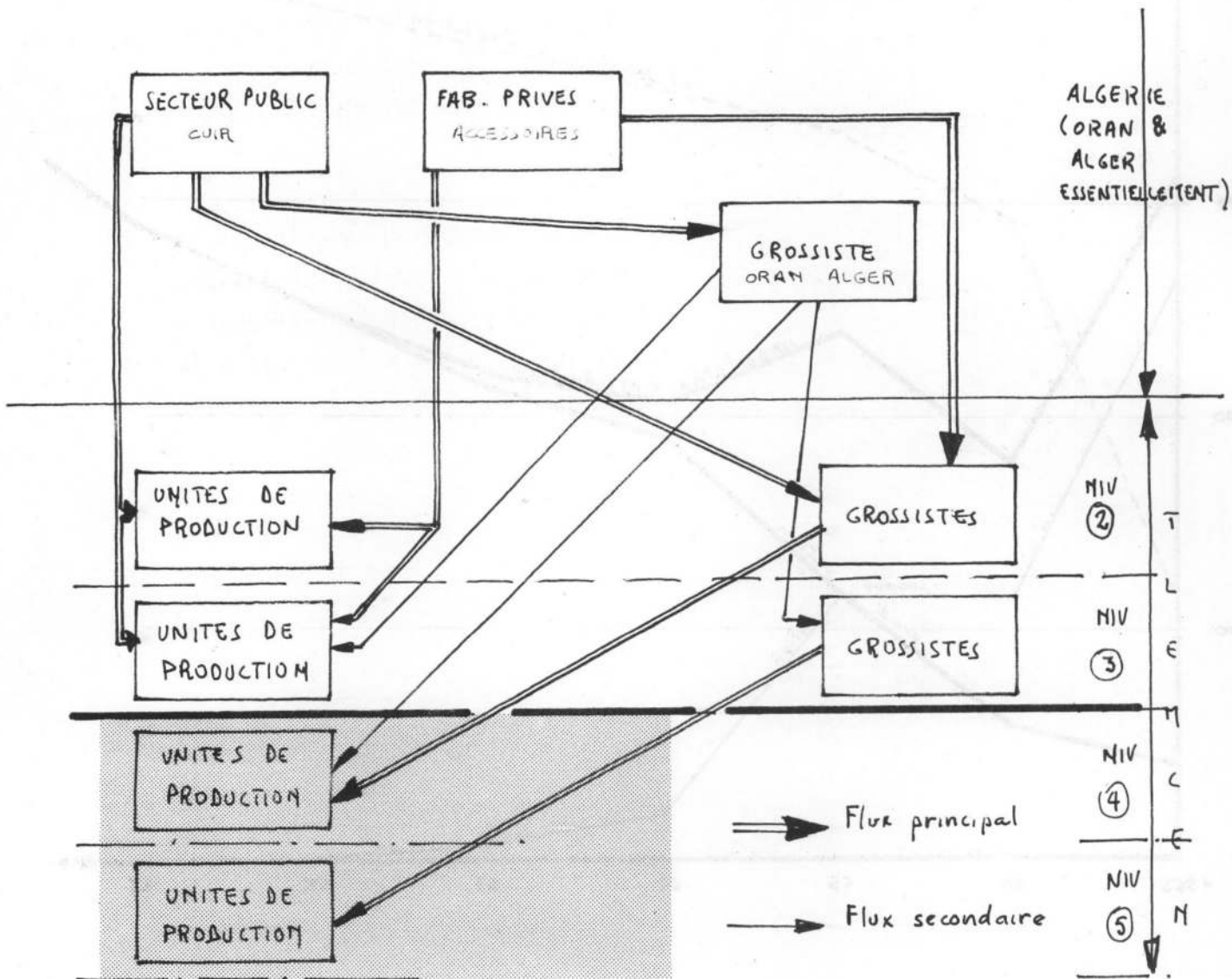


Figure 2.3.VII.

Les problèmes d'approvisionnement (par la SN TAL (1) d'Oran ou des producteurs privés oranais) et de qualité de la production sont difficilement résolus, particulièrement pour les artisans de plus faible taille. Alors que la production nationale a doublé de 1969 à 1973, celle de Tlemcen qui en représentait 10 % en 1969 stagne.

Tlemcen est éloigné des approvisionnements en matière première et des marchés de consommation, ce qui handicape le développement du circuit supérieur d'autant plus que la concurrence des usines publiques commence à se faire sentir.

Les producteurs du circuit inférieur ne peuvent que vivoter du fait des pénuries d'approvisionnement et de la demande locale faiblissante pour les produits traditionnels (sauf pour les produits touristiques : poufs, etc.). La demande reste stable pour les produits modernes mais de basse qualité qu'ils produisent. L'investissement, après avoir augmenté après 1966, a tendance à stagner.

Pour le cuir, il y a 15 grossistes et demi-grossistes qui achètent le cuir à la SN TAL (Oran, Alger) en faisant appel pour le transport aux camionneurs privés.

Les principales manufactures dépendent des grossistes extérieurs pour la revente des produits manufacturés. Il n'y a que quelques grossistes locaux de taille modeste qui revendent surtout dans la wilaya ou plus loin, au cours de tournées ambulantes. Cette dépendance envers des grossistes extérieurs oppose également le secteur du cuir à celui du textile.

#### 2.3.2.2. - LA PRODUCTION TEXTILE

Il est nécessaire de préciser la provenance des deux principaux textiles utilisés à Tlemcen :

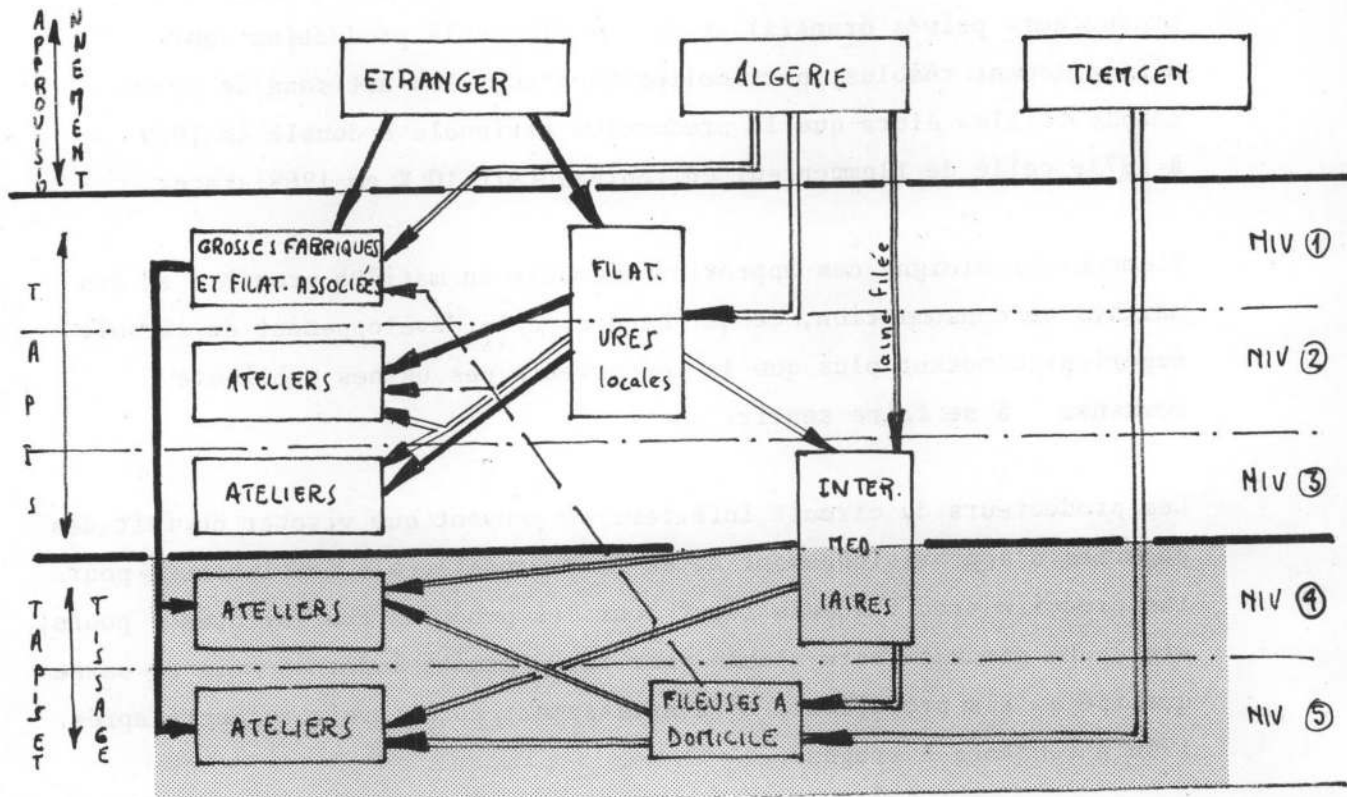
##### . La fibranne

Utilisée essentiellement par les artisans pour la fabrication de couvertures multicolores à bon marché, la fibranne est directement importée de l'étranger par les filatures dont la principale est l'usine publique de

(1) SN TAL : Société nationale des Tanneries algériennes

# APPROVISIONNEMENT EN LAINE FILEE à Tlemcen

→ Laine importée  
 ⇨ Laine du pays  
 - - - Flux se. condaire



# APPROVISIONNEMENT EN FILE DE FIBRANNE à Tlemcen

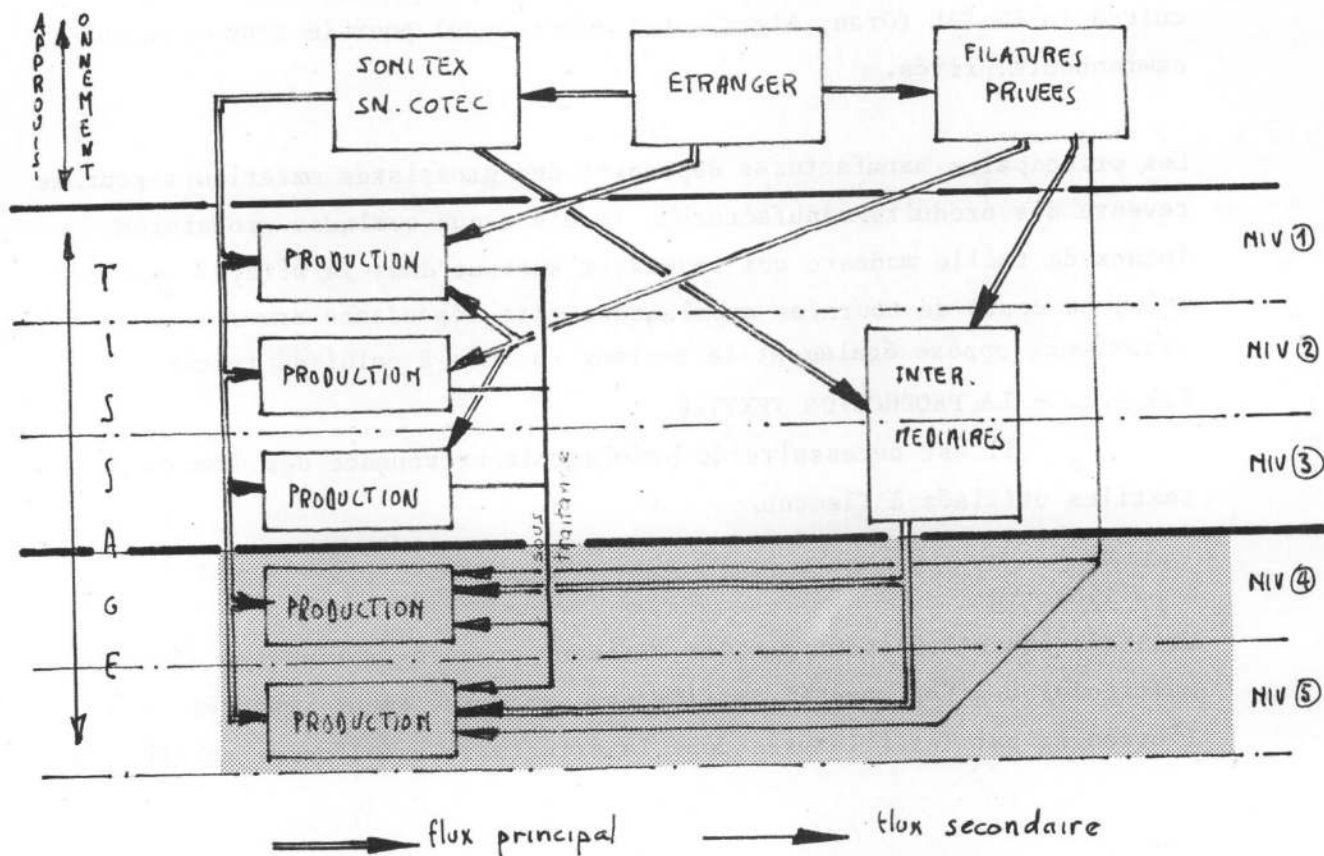


Figure 2.3.VIII.



la SONITEX (1). Celle-ci importe 2 400 T. dont 400 T. sont transformés sous forme de tissus et de couvertures et 2 000 T. sont distribués aux artisans, en fonction de leur nombre de métiers.

Les filatures privées ont également la possibilité d'importer directement. Les quantités globales étant insuffisantes (l'importation est contingentée), ils revendent de la fibranne de moindre qualité et à un prix supérieur à celui de la SONITEX.

Cette situation joue évidemment en défaveur des artisans du circuit inférieur, favorise l'apparition d'intermédiaires et la création de liens de sous-traitance.

Les exportations de filé de fibranne à l'extérieur de la wilaya sont presque entièrement assurées par les grossistes. Six utilisateurs d'autres wilayate (dont trois d'Oran) viennent s'approvisionner eux-mêmes à Tlemcen.

C'est la SN COTEC (2) qui commercialise la production de la SONITEX, c'est à dire le filé de fibranne, les tissus et les couvertures. Le filé de fibranne est vendu aux trois quarts dans la wilaya, au quart hors de la wilaya, à des artisans et à des commerçants.

#### . La laine

L'essentiel de la laine utilisée à Tlemcen, pour la confection des tapis de haute laine à points noués, vient du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande. Elle est achetée, en masse, sous la forme d'importations temporaires détaxées. En 1972, 2000 tonnes de laine d'une valeur de 10 millions de dinars ont ainsi été importées, soit par les filatures, soit par les fabricants qui les filent eux-mêmes.

(1) SONITEX : Société nationale des industries textiles

(2) SN COTEC : Société nationale de commercialisation des textiles et des cuirs. Les filés de fibranne représentent la moitié des ventes de l'établissement local de SN COTEC et sont vendus pour plus de la moitié à des artisans locaux, le reste allant à des commerçants locaux ou d'autres wilayate.



C'est la SN COTEC qui délivre les visas.

L'apport minimal de 25 % de laine du pays exigée pour la qualité du tapis est trouvé sur les grands marchés nationaux, celui de Tiaret en particulier, ou bien dans les pays voisins, où les marchands vont s'approvisionner 2 ou 3 fois par an, en faisant appel à des transporteurs privés.

Les petits artisans du circuit inférieur utilisent seulement la laine du pays pour la fabrication des tapis ou des couvertures servant à la constitution de la dot. La laine est achetée à des fellahs de la région de Tlemcen (1) ou à de petits grossistes qui l'ont achetée au sud.

Le produit fabriqué est vendu directement à la clientèle par les petits artisans, à moins qu'ils n'aient travaillé à façon.

#### Les revendeurs de laine et fibranne filé pour artisans

Le contrôle et la pénurie facilitent l'apparition de plusieurs intermédiaires s'approvisionnant principalement près des filatures privées. On en compte 18 dont les 3/4 sont de véritables grossistes.

##### a) Les filatures et teintureriers de Tlemcen

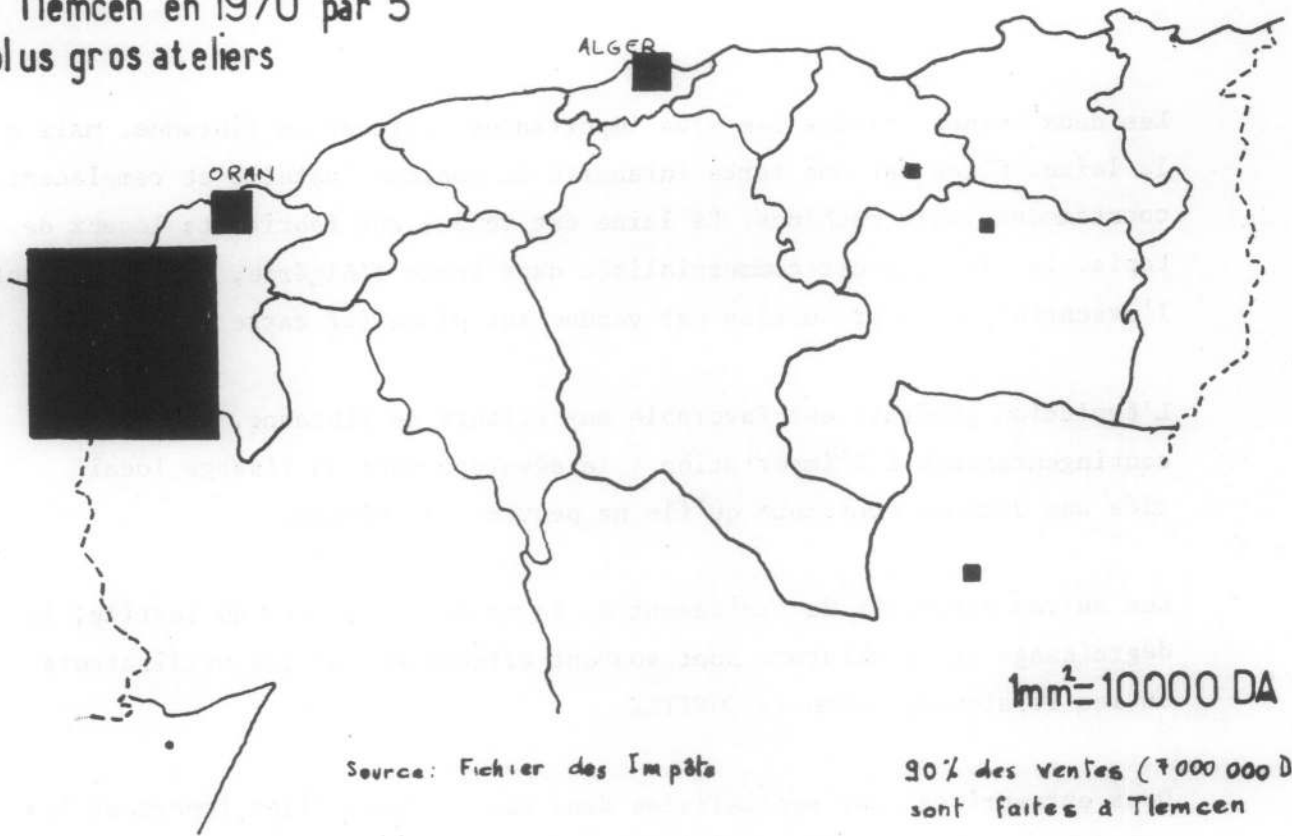
Il y a quatre filatures à Tlemcen, la SONITEX qui totalise la moitié de la production locale, quatre entreprises spécialisées dans la filature, et quatre entreprises de tissage et de tapis qui ont créé des unités de filature dans les agglomérations secondaires qui entourent Tlemcen (Bréa, Ouzidan, Saf-Saf).

Depuis 1962, l'important équipement de la SONITEX n'a été ni modernisé ni augmenté. Les 2 400 tonnes produites de fibranne, fibre synthétique importée, représentent le quart de la production nationale de la SONITEX.

(1) un marché spécialisé se tient à Tlemcen où des femmes des environs apportent la laine qu'elles ont filée.

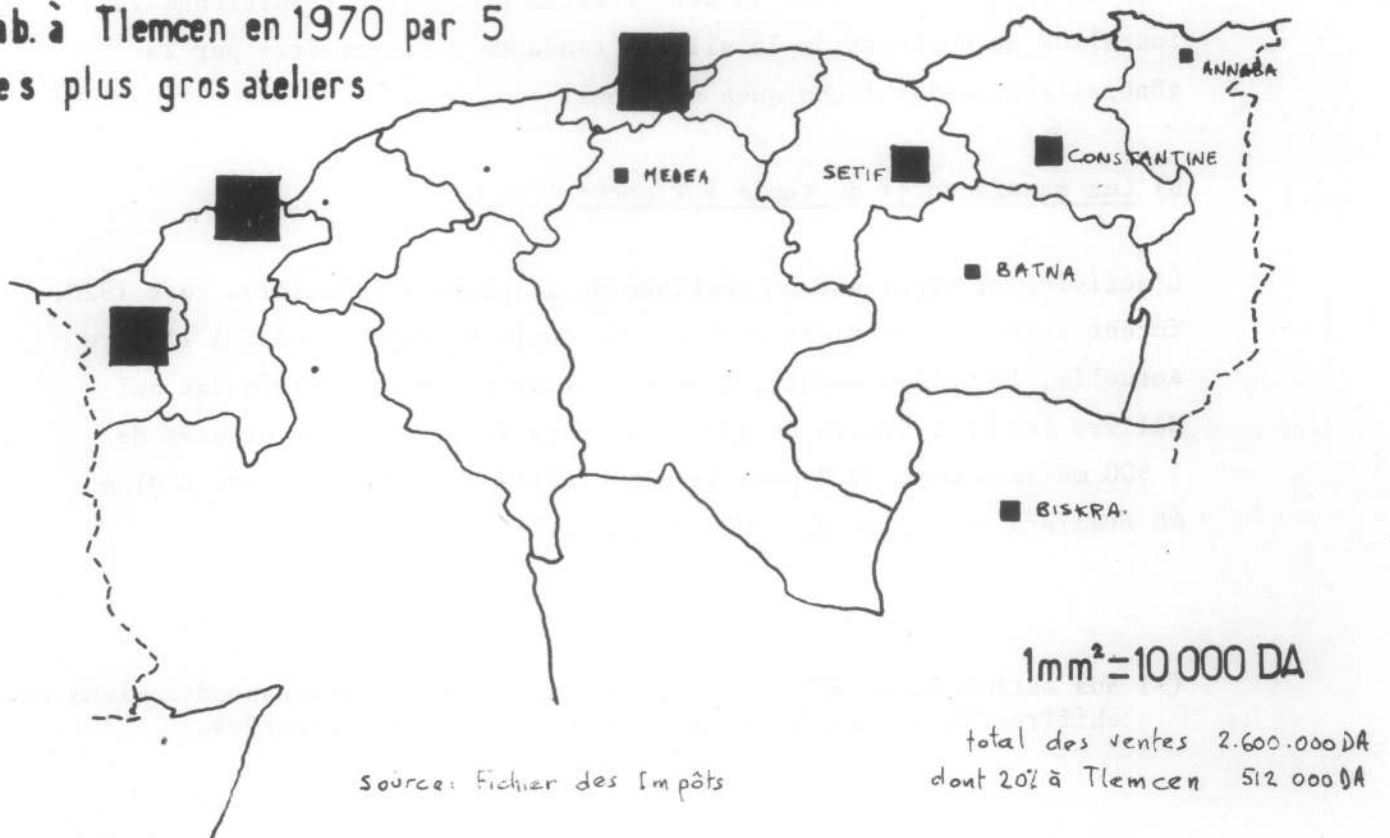
## LOCALISATION DES VENTES EN GROS DE FILS ET FILES

fab à Tlemcen en 1970 par 5  
des plus gros ateliers



## LOCALISATION DES VENTES EN GROS DE COUVERTURES

fab. à Tlemcen en 1970 par 5  
des plus gros ateliers



Les deux usines privées les plus importantes traitent la fibranne, mais peu la laine. Elles ont une forte intensité de capital installé et remplacent constamment leurs machines. La laine est vendue aux fabricants locaux de tapis, la fibranne est commercialisée dans toute l'Algérie, mais cependant l'essentiel de la production est vendue sur place (cf carte 2.3 X)

L'évolution générale est favorable aux fileurs de fibranne, malgré les contingentements à l'importation : le développement du tissage local crée une demande constante qu'ils ne peuvent satisfaire.

Les autres activités de traitement de la matière première du textile, le dégraissage et la teinture sont souvent effectuées par les utilisateurs ou les filateurs, comme la SONITEX.

Deux entreprises sont spécialisées dans ces travaux. Elles importent les colorants et les produits chimiques de Suisse et d'Allemagne fédérale. La demande, là aussi très forte, provient aussi bien des fabriques de tapis que des artisans tisserands. Des petits artisans sont spécialisés dans la seule teinture de la laine. Cette profession traditionnelle installée au nord-est de la ville a tendance à disparaître par la généralisation des techniques modernes.

#### b) Les manufactures de tapis à Tlemcen

L'activité du tapis est un héritage de la période coloniale. Vers 1920, furent créés les premiers ateliers de tapis à points noués. A l'heure actuelle, la wilaya compte, d'après l'Inspection de l'Artisanat qui délivre les certificats de garantie, près de 60 ateliers et près de 1 500 métiers dont 70 % pour la seule ville de Tlemcen, c'est à dire 48 ateliers avec plus de 1 000 métiers (1)

(1) Nos estimations 1972 : 77 ateliers qui semblent correspondre mieux aux chiffres de production et au nombre de personnes occupées.

La fabrication du tapis utilise la main-d'oeuvre des jeunes filles pauvres voulant apporter un complément de ressources au foyer des parents (1) et se constituer une dot avant le mariage. Elle est très sensible au coût de la main-d'oeuvre, à sa formation, aux taxes diverses et a tendance actuellement à se déplacer vers les zones rurales où la main-d'oeuvre est plus facile à trouver.

Il reste impossible de recenser l'importance des travaux exécutés à domicile qui n'utilisent pas le circuit commercial.

L'une des entreprises appartient au secteur public et n'a pas repris son activité depuis sa nationalisation.

Une coopérative, constituée en 1964, regroupe 150 apprenties et 25 ouvrières. Elle n'arrive pas à satisfaire la demande étrangère, mais ne peut s'étendre malgré les nombreuses demandes d'adhésion dues en particulier aux salaires plus élevés qui y sont versés.

En 1972, la valeur de la production tlemcenienne, qui augmente chaque année, a été de 50 000 000 DA.

#### Production

1960	-	120 000 m <sup>2</sup>	1970	-	429 000 m <sup>2</sup>
1967	-	221 500 m <sup>2</sup>	1971	-	398 000 m <sup>2</sup>
1968	-	269 500 m <sup>2</sup>	1972	-	500 000 m <sup>2</sup>

95 à 98 % de la production est exportée vers l'Europe. L'apport en devises est de 30 000 000 DA pour Tlemcen, 8 000 000 DA pour le reste de la wilaya.

A partir de 1973, le marché du tapis a subi une forte régression, la production ayant été estimée en 1976 à 125 000 m<sup>2</sup> pour l'exportation et 20 000 m<sup>2</sup> pour le marché national (2) dont les possibilités restent

(1) L'industrie du tapis se caractérise par l'utilisation massive d'apprenties au salaire très faible : 150 DA/mois en moyenne, soit la moitié du SMIG algérien.

(2) El Moudjahid, 16 mars 1977

faibles malgré un certain développement. Une des causes serait l'élévation des coûts de la main-d'oeuvre supérieure à celle des pays concurrents, tel le Maroc.

Dans le contexte international, il est en effet évident que cette fabrication manufacturière plutôt qu'industrielle, ne réclamant pas une technologie ni même un savoir faire développé, sauf pour quelques ouvrières, ne permet pas un relèvement sensible des salaires. Il est donc fort probable que la fabrication du tapis demeure à un niveau modeste.

#### c) Le tissage à Tlemcen

On dénombre à Tlemcen 1 000 métiers mécaniques en bois, répartis dans 190 ateliers et manufactures, mais le chiffre d'affaires est d'un quart inférieur à celui du tapis et l'emploi, deux fois moindre. Les unités sont petites. 174 tissent des couvertures (1), 16 font des tissus sur métiers mécaniques (tous parmi les plus grosses unités). Avec Nedroma qui compte plus de 30 artisans dépendant le plus souvent de Tlemcen (2), c'est l'aboutissement d'une longue tradition artisanale, orientée vers un produit de grande consommation : la couverture.

Le développement de la production des couvertures a posé des problèmes d'approvisionnement en matière première, la fibranne. La SN COTEC régularise le marché en imposant les quotas d'achats proportionnels au nombre de métiers possédés. Mais il existe d'autres circuits d'approvisionnement, plus ou moins licites qui avantagent les grosses unités.

Des petits tisserands, une minorité, tissent de la laine achetée sur le marché hebdomadaire et filée par des femmes de la campagne. Comme à Saïda, ils travaillent souvent à façon pour des particuliers.

(1) Il s'agit de couvertures multicolores, fabriquées sur métiers artisanaux à bras ; la trame était faite anciennement en laine, maintenant, le plus souvent en fibranne, qui est moins coûteuse.

(2) Cf. Sari D., "Les villes précoloniales de l'Algérie occidentale"

Une coopérative des ouvriers tisserands, créée en 1964, a montré une bonne souplesse d'adaptation aux conditions du marché. En 1966, ils furent 200 pour emporter un important marché passé avec un ministère. Ils sont aujourd'hui 69 coopérateurs qui ont chacun apporté leur métier, et qui sont divisés en une section artisanale de métiers à bras et une autre à métiers mécaniques. Les nombreux marchés passés avec l'Etat lui garantissent une activité régulière.

Cependant, la plupart des petits artisans ont dû s'intégrer à des circuits d'approvisionnement et surtout de revente dirigés par des grossistes ou des manufactures, car l'aire de revente des produits couvre le marché national.

L'antenne locale de la SN COTEC a, pour certains produits d'importation ou fabriqués par la SONITEX, un monopole de vente. Les grossistes locaux ou du reste de l'Algérie lui achètent essentiellement les produits fabriqués localement, les tissus représentant 40 % de ses ventes, les couvertures de type "moderne" 10 %, le reste étant des filés de fibranne. Depuis 1971, la production de tissu local, correspondant mieux aux besoins, se vend mieux. Il reste des vieux stocks de tissus difficilement vendables que les acheteurs doivent prendre s'ils désirent d'autres marchandises.

#### d) Entreprises diverses du textile à Tlemcen

- La confection bonneterie, qui ne représente que 6 % de l'emploi de cette branche, passe au second plan. 13 entreprises totalisent 90 % du chiffre d'affaires de la branche, et plus de la moitié en emploi. 75 artisans se partagent le reste. Concentrés dans les quartiers traditionnels au centre de la ville, ils travaillent à façon pour la ville et sa daïra.

- En 1960, il y avait 30 ateliers de broderie ; il n'en reste que 18. La broderie sur velours ou sur cuir (confection des fameux caftans) est en déclin. Activité minutieuse et peu lucrative, elle n'attire plus les jeunes, bien qu'elle ait une audience nationale.



e) La production textile et cuirs à Saïda

Jusqu'en 1965, la production avait essentiellement un caractère traditionnel lié aux relations entre la ville et la campagne. Il subsiste en 1971 une cinquantaine d'artisans, dont 20 tisserands, à qui les fellahs apportent la laine vierge qu'ils reprennent ensuite teinte et tissée. Les couvertures sont donc fabriquées "à façon" et sont rarement mises en vente dans le commerce.

Le travail des femmes à domicile, en ce qui concerne la couture, et pour qui la possession d'une machine à coudre est un signe de promotion sociale important, déborde parfois du cadre familial et limite donc le rôle des producteurs tels que les couturiers.

En 1965, la SONAC (1) implante une chemiserie et le siège de la direction régionale qui gère d'autres centres de production à Maghnia, Temouchent, Mascara, Bechar et Mostaganem. Cependant, la gestion de l'ensemble des unités de production et les plans de production sont décidés à la direction nationale.

La manufacture de l'ONATA (2) a été créée en 1971. Seul l'atelier de tissage fonctionne actuellement, mais il est prévu d'exécuter la teinture de la laine, le tissage des tapis, la fabrication de tricot.

La laine provient soit d'Oran, soit d'Alger ou de Constantine, mais aussi d'El Bayadh.

(1) SONAC : Société nationale de confection

(2) ONATA : Office national de l'artisanat traditionnel algérien

(3) La laine commercialisée dans la wilaya de Saïda totalise 1 325 000 kg. mais une grande partie sort directement de la wilaya. cf. Formation et utilisation de la production agricole dans la wilaya de Saïda, B, p. 99.



Il existe donc deux ensembles très typés : d'une part des artisans intégrés aux approvisionnements, aux besoins du marché urbain ou de la daïra, d'autre part deux entreprises intégrées au marché national, implantées à Saïda par une volonté délibérée de l'Etat d'apporter des emplois à une zone défavorisée. Il n'y a aucune intégration entre les deux et leurs buts peuvent même apparaître comme contradictoires, la confection moderne devant progressivement éliminer la confection artisanale. Il est par contre possible que la manufacture de tapis permette de faire naître un artisanat local.

#### 2.3.2.3. - LA DISTRIBUTION DU TEXTILE ET DES ARTICLES EN CUIR

L'approvisionnement en produits bruts pour la production et l'écoulement de cette production ayant été étudiés dans les paragraphes précédents, nous examinerons les ventes de produits finis destinés à la consommation locale.

Les grossistes en textile cuir (biens de consommation) étaient 10 à Tlemcen dont 6 pour les tissus et 4 pour la mercerie confection. Les grossistes en tissu, sans doute du fait de leur rôle de répartiteur de la production locale étaient les plus importants d'Algérie (1). Mais la vente au détail est également très développée.

- 117 commerçants en tissus, concentrés le long d'une seule rue dans le quartier commercial non européen, traitent un chiffre d'affaires supérieur à l'ensemble des commerces de l'habillement, de la chaussure et de la mercerie. Ils s'approvisionnent aux grossistes de la ville, à ceux d'Alger et d'Oran, à la SN COTEC de Tlemcen, voire aux fabricants locaux d'Alger et d'Oran. La clientèle est en majorité citadine.

- 165 commerçants en confection, bonneterie, mercerie, chaussures et tissus, s'approvisionnent aussi à Tlemcen et à Oran. Certains, les plus importants, se fournissent à la SONAC. La production en chaussures des artisans

(1) La distribution des produits textiles en 1970

locaux et celle des grosses entreprises algériennes, de qualité souvent supérieure, ne répondent pas à la demande de la même clientèle.

- 16 magasins sont spécialisés dans le commerce des tapis et des couvertures. Certains appartiennent aux grosses fabriques de tapis de la ville. Les touristes constituant une part de leur clientèle, ils vendent aussi des articles du sud : burnous, djellabahs...)

- Une quarantaine d'ambulants sillonnent la ville sans véhicule ni support de vente. Certains s'approvisionnent auprès des grossistes, d'autres achètent sur le souk des fripes à d'autres ambulants qui les ont obtenues contre de la vaisselle dans les faubourgs de Tlemcen.

A Saïda, la distribution des textiles et du cuir regroupe également 3,6 % de la population active. Dans le circuit supérieur, peu développé, les commerçants vendent des tissus modernes, de la confection et de la lingerie moderne, des chaussures de luxe et demi-luxe, de la maroquinerie, des articles de sport et de la bonneterie.

Le circuit inférieur vend en partie ces produits, mais aussi la laine brute, la confection indigène traditionnelle, la fripe, les chaussures indigènes, les cuirs, peaux et bonneterie.

### 2.3.3.- LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

#### 2.3.3.1. - ROLE ET FONCTION DE LA BRANCHE

Le bâtiment et les travaux publics jouent un rôle important dans l'augmentation récente de l'emploi à Tlemcen et surtout à Saïda.

La productivité s'accroissant peu avec la technologie employée, le nombre d'emplois créés reste élevé, que l'entreprise appartienne au circuit supérieur ou au circuit inférieur.

La construction est la branche industrielle qui incorpore le plus de produits d'autres branches : 50 % de la valeur de la construction est le fait des achats de produits manufacturés. Ceci apparaît nettement dans le Programme spécial de la wilaya de Tlemcen qui privilégie la construction d'usines de matériaux de construction : briquetterie, tuilerie, usine de céramique et d'agglomérés, etc.

Le développement de cette branche est d'abord lié à l'urbanisation. Les urbains consacrent près de 20 % de leur revenu à l'habitat (1), moins dans les catégories à faible revenu où l'alimentation est un poste incompressible, plus dans les catégories favorisées.

Toute politique d'équipement passe par un fort développement de cette branche. Le plan quadriennal 1970/1973 avait prévu que plus de la moitié des 27,7 milliards de DA d'investissement répartis dans les différents secteurs de l'économie reviendraient aux entreprises du bâtiment et des travaux publics.

Ces données (forte urbanisation, politique ambitieuse dans le domaine des équipements et des infrastructures) expliquent donc l'augmentation des emplois à Tlemcen et surtout à Saïda.

(1) D'après l'AARDES, Annuaire statistique de l'Algérie, 1972

Le plan quadriennal prévoyait cependant des investissements publics très faibles pour l'habitat, la population étant supposée se loger elle-même. L'action de l'Etat a été renforcée dans le cadre du plan 1974-1977, en particulier autour des centres industriels où le manque de logements constituait un frein au développement.

Pendant la période 1970/1973, l'action de l'Etat consiste principalement à créer les conditions nécessaires pour lancer un programme qui doit passer de 6 500 logements ruraux et urbains par an en 1970 à 100 000 logements par an avant 1980. C'est tout le secteur public et privé du bâtiment, des travaux publics, les services annexes des transports et des industries liés à la construction (cimenterie, carrières) qui doit donc se restructurer face à cet immense marché en devenir.

Il semble que certaines conséquences de cette politique d'habitat n'aient pas été pesées. Les taux d'urbanisation montrent que les logements disponibles à l'Indépendance du fait du départ des Européens ont été très vite occupés. La surdensification des logements et le développement de quartiers autoconstruits (1) sans trame viaire ni surfaces suffisantes permettant un équipement ultérieur, sont le prix de cette absence de politique ou plutôt d'un ensemble de mesures non coordonnées ni généralisées. L'affectation prioritaire des matériaux aux équipements publics élève le prix de la construction privée imposant ainsi une baisse de qualité et de nombre. Il en est de même pour les locaux nécessaires aux activités privées.

(1) Le recensement de 1966 donnait pour le parc immobilier de Tlemcen les caractéristiques suivantes :

. 12 800 logements répartis dans 6 623 constructions, dont la quasi totalité en dur et les deux tiers d'avant 1945, pour 71 225 habitants, soit 5,55 habitants par logement.

.../

. Les logements avec ouvertures vers l'extérieur sont moins nombreux que les logements "traditionnels" avec ouverture à l'intérieur (60 %). La tendance est au développement des constructions à ouverture vers l'extérieur, les autres ne représentant plus que 48 % des logements postérieurs à 1945.

. 37 % des logements ont une seule pièce, 46 % deux ou trois pièces.

. 42 % des logements n'ont pas l'eau courante. Un quart des logements n'a pas l'électricité. Il en est de même pour l'assainissement. L'équipement est en général bien meilleur dans les maisons avec ouverture sur l'extérieur.

Les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement desservent une grande partie de la ville, à l'exception de certains quartiers spontanés, y rendant difficile la création d'activités.

Il n'y a pas eu de gros changements dans le parc de logements entre 1966 et 1972. L'augmentation totale de logements officiellement recensés (constructions publiques ou constructions privées) a été de 700, ce qui permettrait de loger 4 000 personnes environ. Or, nous avons estimé la population agglomérée à 96 000 habitants au lieu de 71 000. Il y aurait donc plus de 20 000 habitants supplémentaires qui se seraient logés soit dans des constructions édifiées irrégulièrement, soit dans les constructions actuelles.

En prenant l'hypothèse qu'il y ait 6,5 personnes par logement à Tlemcen en 1972, ce qui est beaucoup, (à Saïda entre 1966 et 1972, ce chiffre serait passé de 5,2 à 6,4), le nombre de logements serait passé à 14 600, alors que la somme des logements recensés en 1966 et des logements officiellement construits depuis, donne 13 500 logements. Il y aurait donc un millier de constructions irrégulières supplémentaires depuis 1966, soit plus que de constructions régulières.

-Le recensement de 1966 donnait pour le parc immobilier de Saïda les caractéristiques suivantes :

. 6 450 logements (moitié moins qu'à Tlemcen) dans leur quasi totalité construits en dur sont pour 58 % d'avant 1945. Ils logeaient 33 600 habitants soit 5,22 habitants par logement.

. Les logements avec ouverture vers l'extérieur ne représentent que 25% des logements, ce qui est une proportion faible en Algérie et traduit le caractère rural et traditionaliste de la population. Cette proportion monte à 29 % pour les logements construits après 1945.

. 46 % des logements ont une pièce, 44 % deux pièces

. 70 % des logements n'ont pas l'eau. Un tiers des logements n'a pas l'électricité, un cinquième n'a pas d'assainissement.

.../

Entre 1966 et 1971, seuls 300 logements ont été construits par l'Etat et 100 officiellement par des particuliers. Il y aurait donc eu un millier de logements irrégulièrement construits, soit autant qu'à Tlemcen.

La situation est donc généralement moins bonne qu'à Tlemcen.

L'enquête de 1971 concluait comme nous l'avons dit plus haut à une augmentation du nombre de personnes par logement, mais aussi du nombre de pièces par logement, si bien que le nombre de personnes par pièce a peu augmenté, passant de 2,7 à 2,8 (il n'était que d'environ 2,4 à Tlemcen, en 1966, ce qui est déjà beaucoup).

40 % des logements étaient "non contrôlés" (ou irréguliers ou spontanés).

Les entreprises à technologie moderne, intégrées au circuit supérieur, ne peuvent produire un habitat correspondant aux besoins et aux possibilités de la population.

L'OPHLM (1), chargé de construire et de gérer des logements sociaux, ne peut construire de logement à moins de 3 200 DA, soit 100 fois le salaire minimum algérien.

Malgré des conditions de prêts très particulières, les loyers sont trop élevés pour la majorité des demandeurs et ne concernent que les classes moyennes disposant d'un revenu régulier. L'Etat a donc essayé, mais à une échelle ne correspondant pas aux besoins, d'autres formules mieux adaptées :

. Des solutions intermédiaires de constructions sommaires que les habitants peuvent eux-mêmes terminer ensuite.

. L'aide en nature (sous forme d'un terrain équipé de réseaux et de matériaux), les travaux étant faits par les intéressés eux-mêmes et leurs aides. C'est une forme d'investissement travail, d'encouragement au circuit inférieur et de contrôle de l'urbanisation spontanée.

(1) O.P.H.L.M. : Office public des habitations à loyer modéré



La construction par les habitants permet en effet, moyennant une aide limitée de l'Etat et d'artisans, de mobiliser une épargne très importante et de satisfaire un besoin essentiel. Il est remarquable que malgré les difficultés dues au coût et au manque de matériaux, il existe assez peu de "bidonvilles" (123 constructions à Tlemcen en 1966 officiellement).

La construction de l'habitat à Tlemcen empruntait plusieurs canaux :

. une auto-construction ou une construction non contrôlée par la puissance publique quant à l'implantation et aux normes de logement.

Elle se fait en particulier sur des terrains non utilisables pour les usages courants (1), y compris pour l'urbanisation, comme à Bou Drhane (20 % de pente). Ce type de travail est entièrement aux mains du circuit inférieur et contribue pour plus de la moitié à l'augmentation du parc immobilier. La participation des habitants étant importante pour les constructions sommaires, l'emploi est relativement limité mais concerne plusieurs corps de métier : maçon, menuisier, ferronnier.

. une auto-construction officielle en zone périphérique, à Bréa (2), où un premier lotissement de 80 maisons était en cours en 1972. Ces logements ne répondant pas aux normes urbaines ne peuvent être implantés dans le périmètre urbain.

. Une construction privée dont la forme la plus visible étaient les villas de luxe qui s'édifiaient en banlieue ouest sur des parcelles où le m<sup>2</sup> se vendait 100 DA en 1970. Ceux disposant d'un revenu régulier suffisant et qui avaient cotisé à la Caisse d'Épargne peuvent bénéficier de prêts (4,5 % sur 20 ou 25 ans).

Ce type de construction est du ressort de la petite entreprise

(1) Ceci n'empêche pas le paiement de droits de stationnement aux propriétaires privés.

(2) D'autres programmes ont débuté en 1973-1974 à proximité de Tlemcen : Négrier (120 maisons), El Kiffane (120), Mansourah (80) soit 400 au total. Ceci reste plusieurs fois inférieur aux nouveaux programmes de construction "publique" en immeuble, qui portaient sur plusieurs milliers de logements. L'auto-construction intéressait surtout des ouvriers travaillant dans les nouvelles zones industrielles, des petits commerçants et des fonctionnaires.



. La construction à usage d'activité privée est très peu importante. Nous en verrons les causes et les conséquences plus loin.

. Des constructions publiques en collectifs verticaux (325 puis 175 logements) dans le cadre du programme spécial à l'Ouest du quartier Beau Séjour. Ces collectifs sont les premiers construits depuis l'achèvement de ceux lancés dans le cadre du Plan de constantine.

. Mais c'est en fait la construction des édifices publics qui absorbe la majeure partie de l'activité des entreprises : ensemble sportif et stade de 20 000 places, lycée, maison de la culture, hôtel de 1000 lits, C.E.M., centre psychiatrique, maternité, etc.

Il n'est donc pas étonnant que la grande majorité des ouvriers de la construction soient dans des entreprises du circuit supérieur et que celles-ci traitent presque exclusivement avec l'Etat.

La branche de la construction est un très bon exemple de la capacité de chacune des villes à créer ses propres activités. En effet, l'accroissement rapide de la demande en 2 ou 3 ans a bien vite entraîné des goulots d'étranglement au niveau des matériaux de construction (principalement le ciment) ou au niveau des entreprises. L'Etat et les collectivités locales créèrent leurs propres entreprises, mais en quantité insuffisante ; les entreprises privées restent très sollicitées et malgré un développement très rapide, n'arrivent pas à assurer la demande. Il est dès lors intéressant de voir quelle a été la capacité locale de création et de développement d'entreprises (2)

- (1) Chaque wilaya possède son entreprise : D.W.T.P.C. (direction de wilaya des travaux publics) de même que chaque daïra : S.I.T. (syndicat intercommunal de travaux). Mais c'est en fait un service du ministère des T.P.C. qui crée et soutient ces entreprises.
- (2) Ceci se heurte à quelques difficultés ; même dans le circuit supérieur, les chantiers occupent des effectifs irréguliers et les entreprises n'ont pas toujours de représentant qualifié sur place quand elles sont extérieures à la ville. Le circuit inférieur, à moins d'enquêtes des ménages précises et d'enquêtes de quartier spécifiques, est très difficilement appréhendable. Nous avons tenté à Tlemcen une estimation à partir de la demande de construction, et nous avons fait une estimation sur place à Saïda. Le circuit inférieur emploie beaucoup moins de personnes que le circuit supérieur du fait de l'importance des programmes spéciaux.

### 2.3.3.2. - LES ENTREPRISES

Si les relations exclusives entre les entreprises privées et l'Etat facilitent l'approvisionnement des entreprises, elle leur demande une solide trésorerie pour faire face aux retards de paiement. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles à Tlemcen plus de la moitié des entreprises sont gérées en association. De plus, l'importance de certaines d'entre elles leur fait craindre une possible nationalisation (1).

A Tlemcen, la moitié des travailleurs dépendent du secteur privé local, le quart de d'entreprises publiques locales et le dernier quart d'entreprises publiques à direction régionale (Oran) ou nationale (Alger). Par contre, à Saïda, les trois quarts du marché local ont été emportés par des entreprises privées d'Oranie ou de l'Algérie et une entreprise publique, le reste ayant été pris par des entreprises locales publiques ou privées (12 % du marché pour ces dernières).

Les entreprises publiques de niveau national se sont intéressées en priorité aux chantiers tlemceniens, en général plus importants et plus facilement réalisables du fait des commodités locales. Les entreprises privées des zones côtières viennent travailler dans l'intérieur du pays où la concurrence est plus faible.

Les nouveaux travaux ont permis le recrutement d'une main-d'oeuvre non spécialisée importante. Bien que les salaires offerts soient parmi les salaires urbains les plus faibles, ils sont supérieurs aux salaires offerts par l'agriculture dont les services officiels notaient à Tlemcen une raréfaction de la main-d'oeuvre, nuisible en période de récolte.

(1) Le code des investissements garantissait une période de 10 ans à partir de la création de l'entreprise pendant laquelle celle-ci ne pouvait être nationalisée. Des entrepreneurs tlemceniens estimaient que malgré cette menace, la création d'entreprises restait rentable, étant donné le développement de la demande.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Act. : Nombre d'activités

Emplois : Nombre de personnes employées (y compris patrons)

Empl. : Nombre de personnes employées par activité  
Act.

	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL		
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.
Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.						
<u>T L E M C E N</u>															
Bâtiment - travaux publics matériaux carrière	6	1421	270	63	1464	23	69	2885	42	150	500	3,3	219	3385	15,4
dont bâtiment et travaux publics	4	1381	276	26	885	34	30	2266	76	100	350	3,5	130	2616	20
dont second oeuvre				26	387	14,3	26	387	14,3	50	150	3	76	537	7,1
<u>S A I D A</u>															
Bâtiment - travaux publics matériaux de construction	5	292	58	26	1144	44	31	1736	56	62	304	4,9	93	2040	22
dont bâtiment et travaux publics	5	192	58	26	1144	44	31	1736	56	11	244	22	39	1788	46
dont second oeuvre										51	60	1,2	51	60	1,2

A Tlemcen, les années 1960-1970 ont été déterminantes dans l'acquisition d'un capital installé et dans la création de nouvelles entreprises. Le capital tlemcénien a très vite su utiliser les besoins ressentis, alors que celui de Saïda, il est vrai plus faible, a été incapable de créer la moindre entreprise. (cf. la création des activités en 2.2.4.1.).

Les entreprises de Tlemcen ne travaillent pas à l'extérieur de la wilaya. Débordées de travail, elles préfèrent travailler dans un lieu et avec des interlocuteurs connus. Contrairement à Saïda, une seule entreprise privée extérieure à la wilaya a un chantier à Tlemcen. Plusieurs entreprises publiques étrangères à la wilaya utilisant un matériel moderne et des techniques de préfabrication s'occupaient des chantiers les plus importants.

Les entreprises du second oeuvre participent à la finition des constructions (électricité, peinture, vitrerie, plomberie, zinguerie). Ces entreprises vont de l'entreprise bien outillée à l'artisan qui fait surtout du travail de réparation ou des objets d'équipement du ménage. Mais là aussi, l'approvisionnement est très préoccupant.

Les entreprises extérieures qui ont un chantier à Saïda ont leur siège en Oranie pour la plupart (Oran, Sidi bel Abbès, Mascara, Alger). Elles viennent avec leur personnel spécialisé, chefs de chantiers, conducteurs d'engins, ouvriers qualifiés, qui représentent 14 % du personnel. Les manoeuvres et quelques ouvriers spécialisés et qualifiés sont recrutés à Saïda.

Les entreprises publiques ou communales sont spécialisées (1)

- (1) La Direction de wilaya des travaux publics possède une subdivision territoriale au niveau de la daïra, et s'occupe de la réfection des routes départementales et nationales, ainsi que de quelques chantiers communaux en régie directe.

Le Syndicat intercommunal des travaux publics (Sit) travaille lui aussi au niveau de la daïra. L'aide du Sit aux communes de la daïra

.../

ne s'arrête pas aux travaux qu'elle exécute : préparation des dossiers, élaboration des projets d'équipements et aussi location des véhicules et engins de son parc aux secteurs publics et privés. Le Sit construit des logements à caractère social et exécute des travaux de voirie urbaine.

L'A.P.C. possède, grâce aux dispositions de la charte communale, plusieurs entreprises qui n'ont cependant pas une grande importance. Elle possède une carrière et une fabrique de parpaings dont elle vend la production (tuf, gravier, sable) aux grossistes en matériaux de construction ou aux entreprises du bâtiment. Elle fait également fonctionner un chantier de plein emploi occupant 100 personnes.

Les entreprises privées de Saïda travaillent autant pour le secteur public que pour des clients privés. Les plus importantes travaillent dans toute la wilaya. Leur petite taille leur a fait perdre la plupart des marchés publics. Aussi, les entreprises tendent-elles à se regrouper ou à s'augmenter par des associations, des injections de capitaux, d'autant plus que le plan quadriennal et le programme spécial de la wilaya multiplient les chantiers.

Un grand nombre d'artisans entrepreneurs, 80 personnes environ, dont l'action ne dépasse généralement pas les limites de la commune, et dont la précarité est totale, travaillent autant à la construction, à l'entretien et à la réparation (1). L'équipement se limite au strict minimum nécessaire à l'exercice des travaux de la profession.

#### 2.3.3.3. - LE COMMERCE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

L'Etat est le principal fournisseur par ses propres usines ou par l'organisation de l'importation, et le principal utilisateur des matériaux de construction qui sont cependant disponibles en quantité très insuffisante. Il a organisé un sévère rationnement privilégiant les titulaires du marché public. Les intermédiaires qui travaillent sur une

(1) L'entretien et la réparation, sont beaucoup moins importants dans les pays du tiers monde que dans les pays développés. Ils équivalent seulement à 10 % de la production des logements contre près de 50 % en pays industrialisés. D'après D.A. TURIN "The construction industry ; its economic significance and its role in developpement" 1973.

marge financière contrôlée assurent la redistribution de la production que l'Etat ou les entreprises n'ont pas toujours les moyens d'assurer.

Les privés ont donc beaucoup de mal à assurer leurs besoins en matériaux d'autant plus que l'implantation et l'approvisionnement des dépôts locaux des sociétés nationales ne sont pas très développés.

La S.N.M.C. (1) a un dépôt à Tlemcen mais manquant de camions, elle fournit des bons de ciment permettant d'aller s'approvisionner à la cimenterie de Zahana, près d'Oran ou au port de Ghazaouet, pour le ciment importé. La demande croît très vite : 3 500 t en 1970, 8 000 t en 1972, 10 000 t en 1973.

La SONACOB (2) a ouvert un dépôt à Saïda en 1972. En dehors de ces deux sociétés publiques, l'approvisionnement en matériaux doit se faire en Oranie ou auprès de grossistes locaux. Ils sont une dizaine à Saïda, un tiers s'étant implanté en 1966-1969, un tiers en 1970-1971. Les quelques fabricants privés, disposant d'unités de fabrication de petite taille (une briqueterie près de Tlemcen), les approvisionnent également et contribuent à alimenter la construction privée.

Les communes sont généralement gérantes de carrières, de sable ou de gravier (comme à Tlemcen et à Saïda), mais les entrepreneurs privés en possèdent également.

L'importance des grossistes, liée à l'insuffisance du secteur public, devrait diminuer, grâce à l'implantation croissante des sociétés nationales et au développement des syndicats intercommunaux de travaux disposant de moyens de transport.

(1) S.N.M.C. : Société nationale des matériaux de construction

(2) SONACOB : Société nationale de commercialisation du bois



Le commerce des matériaux de construction, en raison du matériel et de la trésorerie nécessaires, est entièrement dans le circuit supérieur. Les entreprises de petite taille qui n'ont pas les véhicules nécessaires achètent sur place tout leur matériel au comptant et le font transporter par des camions de location. Pour le ciment, disponible à Zahana, elles font également appel à la S.N.T.R. (1). C'est donc souvent le manque de moyen de transport, ainsi que la taille des commandes et les problèmes de trésorerie qui y sont liés, qui imposent l'intermédiaire.

Celui-ci, s'il ne devient qu'un simple transporteur quand son approvisionnement et son client sont publics, conserve la possibilité de privilégier certains clients privés et de stocker, donc de spéculer. Dans une situation de pénurie, cela est très facile malgré les prix imposés.

(1) S.N.T.R. : Société nationale de transport routier.



#### 2.3.4. - AUTRES ACTIVITES DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION

Nous ne détaillerons pas ces activités qui n'offrent pas de spécificité. On peut noter cependant qu'elles sont beaucoup plus importantes à Tlemcen qu'à Saïda tant au niveau de la production que de la commercialisation. La diversification dépend en effet de la population urbaine et régionale et de son revenu. (1)

##### 2.3.4.1. - PRODUCTIONS DIVERSES

A Tlemcen, nous trouvons :

- . Des artisans fabriquant des objets traditionnels en général destinés à la fraction la plus riche, donc souvent urbaine, de la population : orfèvres, dinandiers, sculpteurs, etc. Leur nombre est en régression, les habitudes de consommation changeant.

- . Trois imprimeries anciennement implantées, à clientèle locale.

- . Des entreprises diversifiées, très souvent récentes, de petite taille, dont la création est due au développement de l'économie, au manque de rentabilité et aux incertitudes pesant sur d'autres spéculations financières : terre, commerce de gros, etc. On trouve une fabrique d'articles de caoutchouc et plastique, une cartonnerie, une fabrique de montres.

Le fonctionnement de ces entreprises n'est pas toujours satisfaisant en raison de leur éloignement des marchés principaux algériens ou du fait de leur dépendance vis à vis de l'étranger et donc des règlements douaniers et des facilités accordées ou non par l'Etat. Beaucoup de Tlemceniens préfèrent investir à Oran ou à Alger.

A Saïda, nous pouvons noter la papèterie de la SONIC (2) à Aïn el Hadjar, à 7 km de Saïda. Créée en 1932, cette entreprise était destinée à transformer la paille des exploitations coloniales agricoles de la région.

(1) cf. Annexe. Activités et emplois pour diverses branches

(2) SONIC : Société nationale des industries de la cellulose.

ACTIVITES ET EMPLOIS POUR DIVERSES BRANCHES

	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL		
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.
Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.							
<u>T L E M C E N</u>															
Productions diverses				9	105	11,6	9	105	11,6	14	22	1,6	23	127	5,4
Travail du bois et du fer				10	55	5,5	10	55	5,5	101	220	2,2	111	275	2,5
Distribution divers (1)	5	123	25	173	582	3,4	178	705	4	101	302	1,7	369	1007	2,7
dont détaillants équipements du foyer				31	85	2,7	31	85	2,7	29	69	2,4	60	184	3,1
dont grossistes équipements du foyer				9	47	5,2	9	47	5,2				9	47	5,2
<u>S A Ĩ D A</u>															
Productions diverses	1	15	15				1	15	15				1	15	15
Travail du bois et du fer	6	15	2,5				6	15	2,5	20	37	1,8	26	52	2
Distribution divers	5	99	20	46	129	3	51	238	4,5	65	79	1,2	116	317	2,7
dont équipement du foyer.				13	33	2,5	13	33	2,5	49	61	1,2	62	94	1,5

Act. : Nombre d'activités

Emplois : Nombre de personnes employées (y compris patrons)

$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$  : Nombre de personnes employées par activité

(1) y compris matériaux de construction

Aujourd'hui, elle fonctionne avec 15 personnes et un matériel périmé. La paille est livrée par les comités de gestion des fermes environnantes tandis que du vieux papier est récupéré dans les grandes villes de l'Oranie. Elle fournit 1 300 tonnes de papier par an. La production est vendue aux grossistes de la région d'Oran.

#### 2.3.4.2. LE TRAVAIL DES METAUX ET DU BOIS

Il s'agit d'une production de biens durables qui sont incorporés à la construction ou qui constituent des meubles et des outils de production. Les entreprises du circuit supérieur concourent aux programmes publics d'habitat, tandis que les artisans du circuit inférieur, beaucoup plus nombreux, participent à l'auto-construction (fenêtres, portes et grilles, etc.), font des réparations de mobilier "de base" (lit, table, etc.) ou les fabriquent en petite série. Il n'existe pas d'entreprises privées de niveau supérieur à Saïda, ce qui montre que tous les besoins de la construction "moderne" doivent être satisfaits par l'extérieur de la wilaya. Le circuit inférieur y est également très faible malgré une forte urbanisation.

Le développement du circuit supérieur est lié principalement aux capacités locales et à la politique de l'Etat tandis que celui du niveau inférieur dépend directement du développement de l'urbanisation et des revenus disponibles. De nombreuses entreprises publiques de construction à Tlemcen ont leur propre atelier bois (et ne sont pas mentionnés dans le tableau précédent). Tlemcen, par rapport aux besoins nouveaux, est sous-équipée, ce qui provoque le recours aux entreprises extérieures.

D'autre part, le circuit inférieur se gonfle de nouveaux artisans formés localement après la suppression des impôts frappant les petits artisans. Ils travaillent, après qu'on leur ait payé le bois, et n'ayant pas de machines, utilisent contre paiement, celles de collègues mieux équipés.

Les emplois sont quatre fois plus nombreux dans le circuit inférieur, où l'on trouve surtout des menuisiers travaillant avec peu de matériel pour faire portes, tréteaux, métiers à tisser, meubles sommaires, que dans le circuit supérieur où l'on trouve quelques ébénistes utilisant du matériel ancien.

En ce qui concerne le travail du fer, la fabrication est diverse (litterie, fers forgés, menuiserie métallique du bâtiment). Le matériel nécessaire représente un investissement relativement important. Il subsiste également des forges.

L'approvisionnement en métaux, monopolisé par un grossiste, subit comme le bois, les aléas des périodes de pénurie.

A Saïda, il n'y a que 9 menuiseries, dont celle de l'APC (1), 11 forgerons et 6 ferblantiers. C'est peu. En fait, cette branche de la production, récemment implantée, est liée au développement de l'habitat. Actuellement, les 26 activités totalisent avec 52 personnes moins de 1 % de la population employée dans la ville.

#### 2.3.4.3. - DISTRIBUTION DE PRODUITS DIVERS

Ces activités qui participent pour moins de 5 % à l'emploi urbain dans chacune des villes sont dominées, en nombre, par les commerces du circuit supérieur. Elles recouvrent en fait deux catégories de commerce :

- . La vente des produits énergétiques, des équipements de l'automobile et professionnels, et de matériaux, qui a été étudiée avec le bâtiment et les travaux publics.

- . La vente des équipements du foyer.

La domination du circuit supérieur est liée aux types de consommateurs (les entreprises, les privés au revenus élevés) ou de produits (les produits chers). La multiplication des spécialisations marque l'ouverture

(1) A.P.C. : Assemblée populaire communale

à des modes de consommation plus modernes. Il n'est donc pas étonnant que le nombre d'emplois soit trois fois plus élevé à Tlemcen pour une population double.

L'influence des deux villes est plus faible, en ce qui concerne les équipements courants pour automobile ou petit matériel et outillage où le recours à Oran et à Alger est fréquent. La vente d'équipements spécialisés est inexistante sauf à Tlemcen pour quelques équipements textiles, teintures chimiques, etc...

a) Pour les hydrocarbures, un dépôt de la SONATRACH (1) existe dans chaque ville et dessert toute la wilaya, sauf la daïra de Beni Saf pour Tlemcen, les wilayate de Saïda et de la Saoura, au sud, pour Saïda. S'agissant de produits pondéreux, les impératifs de transport ont été prépondérants pour le découpage des aires desservies par les antennes locales, qui toutes deux dépendent étroitement de la direction régionale d'Oran et sont alimentées par la raffinerie d'Arzew.

La distribution des hydrocarbures et des bouteilles de gaz (2) est assurée à la fois par la SONATRACH et par les revendeurs privés dont les marges sont étroitement surveillées. Leurs possibilités de manoeuvre étant limitées, il ne semble pas que l'étatisation complète du circuit de distribution soit un objectif prioritaire.

Les sept postes à essence de Saïda sont gérés par des privés pour le compte de la SONATRACH, mais seulement 5 sur 7 à Tlemcen. La société nationale cherche en fait à limiter leur nombre au strict nécessaire ; elle décide en particulier de l'installation des pompes, même chez les privés.

- (1) SONATRACH : Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures.
- (2) Les bouteilles de gaz, maintenues à un prix fixe très peu élevé sont distribuées en général par tous les épiciers. Elles évitent en particulier le recours au bois dans un pays où il est rare.

Cette activité est donc très bien contrôlée par l'Etat, bien que des privés interviennent comme prestataires de service.

b) Les sociétés nationales approvisionnent irrégulièrement Tlemcen en anthracite, en charbon et en bois pour les bains maures, les fours banaux, l'administration et quelques privés. Les vendeurs de bois de chauffage vont le chercher chez les fellahs jusqu'à 60 km. Son prix en hausse le fait disparaître au profit du gaz.

c) En ce qui concerne l'équipement automobile, en développement rapide, particulièrement à Tlemcen, les vendeurs s'approvisionnent à Oran mais aussi à Alger. Les pénuries fréquentes obligent les particuliers ou les garagistes à s'approvisionner souvent eux-mêmes dans ces deux villes. Pour ce type de matériel, comme pour, en général, le matériel d'entreprises, le choix offert par les revendeurs locaux, même à Tlemcen est limité. Le déplacement à Oran, et mieux à Alger, où se trouvent tous les importateurs, sociétés nationales ou privées, devient de plus en plus la règle. Ainsi le nord de la wilaya de Tlemcen s'adresse plutôt à Oran qu'à Tlemcen.

d) Dans le domaine de l'équipement du foyer, les sociétés nationales sont inexistantes localement, mis à part la SONACAT (1) qui commence à commercialiser des téléviseurs à Tlemcen en 1971.

Les grossistes occupent à Tlemcen une place de choix : leur chiffre d'affaires est supérieur à celui des autres wilayate algériennes.

Ils jouent le rôle d'intermédiaires entre toutes les sociétés nationales non implantées à Tlemcen (Snic, Sncg, Sns, Sonacob...) et les administrations et collectivités locales, les artisans et les détaillants. En général, l'absence de souplesse dans le crédit de la part des sociétés nationales se répercute jusqu'aux clients, ce qui a tendance à freiner la consommation de certains produits.

(1) SONACAT : Société nationale de commercialisation et d'applications techniques

Les commerces d'agrément ou de luxe ont tous, de par leur spécialisation, un circuit de distribution spécial qui les oblige à avoir des relations suivies avec Oran ou Alger : ils sont tous du circuit supérieur. Souvent soumis à de fortes taxations, à des limitations d'importation, ils ne se développent pas.



### 2.3.5. - LES SERVICES (autres que transport et services publics)

Les services sont également développés en nombre à Tlemcen et à Saïda, par rapport au nombre d'emplois de chaque ville. Ceux de Tlemcen, plus de trois fois plus nombreux en chiffre absolu, sont beaucoup plus diversifiés.

Il est assez surprenant que dans ces conditions la part du circuit supérieur soit inférieure, en emplois offerts, à Tlemcen. Il faut tenir compte de plusieurs facteurs : les activités du supérieur n'emploient pas beaucoup plus de monde que celles de l'inférieur. Certaines activités qui, à Tlemcen, sont en surnombre dans certains quartiers comme les bains maures, sont des établissements prospères intégrés au circuit moderne à Saïda, où la carence de certains services spécialisés qui demandent un équipement relativement coûteux les valorise.

D'autre part, les services de Saïda n'ont pas de relais dans les agglomérations secondaires qui ne peuvent ainsi assurer les besoins de base de leur secteur moderne agricole (réparations...).

Par contre, la qualification plus grande des Tlemceniens favorise la multiplication des activités concurrentes, supprimant ainsi leur caractère de monopole.

Néanmoins, nous pouvons nous demander si la branche des services n'est pas plus difficile à classer en supérieur et inférieur, les éléments objectifs que nous avons définis (chiffre d'affaires, emplois) étant peu opérants.

On ne constate pas cependant dans ces deux villes, et surtout pas à Saïda, qui devrait y être plus sensible, la multiplication des services privés du circuit inférieur. Il est vrai que certains n'ont pas pu être appréhendés par l'enquête (travail à domicile, artisanat dans les locaux

	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL			
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$	Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$	
	Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$	Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$	Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$							
<u>T L E M C E N</u>																
Total	17	211	12,4	87	332	3,8	204	603	5,8	426	1001	2,3	530	1604	3	
dont réparation autos cycles				14	59		14	59		73	242		87	301		
dont réparation électroménager				4	8		4	8		45	62		49	70		
dont coiffeurs, pressings bains maures				4	16		4	16		136	307		140	323		
dont hôtels restaurants, cafés				16	147		16	147		74	208		90	355		
<u>S A Ï D A</u>																
Total	1	5	5	57	217	3,8	58	222	3,8	102	220	2,2	160	442	2,8	
dont réparation autos cycles				19	45		19	45		22	35		41	80	2	
dont coiffeurs, pressings bains maures				23	91		23	91		22	42		45	133		
dont restaurants, cafés.				5	40		5	40		43	124		48	164		

Act. : nombre d'activités

Emploi : nombre de personnes employées (y compris patrons)

 $\frac{\text{Act.}}{\text{Emploi}}$  : nombre de personnes employées par activité

d'habitation, femme de ménage, prostitution, etc.) mais ils sont peu importants, à Saïda en particulier.

Le système économique algérien, caractérisé par une forte pression fiscale et la tendance à l'élimination des sources privées de profit, alors que les nouvelles classes privilégiées sont encore limitées, ne permet pas la multiplication des services privés car les sommes que les habitants peuvent leur consacrer restent faibles.

Les services privés de Saïda ne peuvent pas être "la" structure d'accueil pour la population rurale qui vient s'établir en ville. La faiblesse du capital à engager, la plupart du temps ne remplace pas la qualification nécessaire à la création d'un service, savoir lire en particulier. La branche des services privés apparaît peu capable d'absorber une population importante. Ses activités sont urbaines et tenues par des urbains de longue date. C'est cependant dans la branche des services que l'accroissement le plus fort des créations avait été observé à Tlemcen (cf 2.2.4.1.). Mais ceci peut être simplement dû à une vie particulièrement courte des services où les investissements sont faibles.

L'équipement des services varie énormément en fonction du circuit.

37,5 % des artisans possèdent un téléphone dans le supérieur, moins de 3 % dans l'inférieur. La possession d'une automobile est le fait du circuit supérieur. Elle reste cependant exceptionnelle et souvent ces véhicules sont utilisés, comme à Saïda, pour d'autres activités, de caractère rural la plupart du temps (transport de céréales, de produits maraîchers...).

Les profits dégagés par le circuit supérieur sont réinvestis dans l'activité ou dans l'appropriation ou la création de nouveaux commerces, mais aussi dans la location ou l'achat de terres.

Les services se différencient essentiellement à partir de leur objet et leur clientèle. Certains types de service sont relativement homogènes : réparation auto par exemple, et leur localisation rend très bien compte de leur fonction. D'autres s'adressent à plusieurs types de clientèle : les hôtels, restaurants, gargotes n'ont pas tous la même clientèle.

La différence essentielle entre Saïda et Tlemcen réside dans l'inégal développement des services très spécialisés : médecins, dentistes, ateliers de rectification automobile, architectes et bureaux d'étude, assurances, transitaires en douane...

#### 2.3.5.1. - TLEMCCEN

a) La direction de la wilaya s'occupe des différents services de tourisme : le syndicat d'initiative de la ville, l'Agence de tourisme algérien (ATA), un café et les deux hôtels de la Sonatour (1).

Les mosquées, les monuments romains, almoravides, mérinides en font une des villes les plus célèbres de l'Algérie. Mais l'accueil hôtelier est insuffisant. Les dix hôtels de la ville représentent 488 lits. Située en dehors des circuits touristiques classiques, dotée de chambres en quantité moyenne au regard du reste de l'Algérie, Tlemcen n'a eu en 1970 qu'un taux de fréquentation des hôtels de 40 % (2), taux parmi les plus faibles d'Algérie.

25 restaurants-gargotes servent une clientèle essentiellement rurale. Les hôtels offrent un service plus luxueux. 56 cafés se différencient par leur taille et leur équipement. Un seul, avec les hôtels, distribue des boissons alcoolisées. Ces cafés et restaurants sont alimentés par les fabricants locaux de boisson qui livrent eux-mêmes les boissons gazeuses, limonades, etc...

b) Les services hygiéniques et de santé regroupent un grand nombre d'unités, dont 86 coiffeurs, 35 bains maures.

Chez les coiffeurs, il y a beaucoup de jeunes car la licence professionnelle n'est plus exigée. L'activité est peu lucrative, étant donné la multiplication des salons.

(1) Société nationale de tourisme et d'hôtellerie

(2) cf. Atlas : Taux de fréquentation : nuitées annuelles X 100

nombre de chambres X 365

Les bains maures, répartis dans tout l'espace urbain, représentent un gros investissement. A Tlemcen, contrairement à Saïda, la forte concurrence en fait un placement peu rentable, si ce n'est dans les nouveaux quartiers.

Les trois pressings occupant chacun 5 personnes et pourvus de matériel moderne sont situés dans le centre moderne.

c) Les services d'entretien et de réparation mécaniques sont nombreux : 87, dont la moitié en mécanique générale. Les artisans sont jeunes et la plupart installés depuis moins de 5 ans, avec un faible investissement. Du fait de la concurrence, les marges bénéficiaires sont faibles.

L'approvisionnement en pièces détachées, toujours difficile, se fait à Tlemcen, mais la moitié des artisans va aussi à Oran. La clientèle est surtout communale. Les plus gros garages font 30 % de leur chiffre d'affaires avec le secteur administratif.

Le circuit supérieur comporte d'une part des garages importants faisant toutes les opérations courantes de la réparation, d'autre part des activités très spécialisées comme la rectification auto qui demande un équipement important.

Les activités sont localisées sur les grands axes autour du centre ville et dans la banlieue ouest où se développent les nouvelles urbanisations de bon niveau (pavillons, immeubles collectifs).

d) Les activités de l'électro-ménager, peu employantes, sont souvent situées dans la médina. La plupart des artisans ne travaillent que sur les radios, qui sont les appareils les plus répandus. Le crédit aux clients est une donnée constante. L'activité de ces artisans est limitée par la multiplication des ateliers et la généralisation des modèles de consommation qui incitent à remplacer un bien en mauvais état plutôt qu'à le réparer. Il existe d'autres ateliers spécialisés (horlogerie, bijouterie, réparation de réchauds, machines à coudre et divers ustensiles mécaniques).

e) Il y a 10 pharmacies, dont deux agences de la Pharmacie centrale algérienne. 25 dentistes, médecins, infirmiers exercent à titre privé, mais en général à mi-temps avec leur travail à l'hôpital. A Saïda, il n'y a qu'un médecin privé.

f) Les services privés d'assistance et de contrôle de l'économie. La diversité et la multiplicité des activités tlemceniennes ont suscité la création et le développement des services spécialisés à leur usage, d'autant que la taille souvent petite des entreprises ne leur permet pas de réaliser certaines opérations précises comme la comptabilité, les dédouanements, etc...

Des services privés offrent ainsi diverses prestations (une entreprise de location de matériel de travaux publics, 9 architectes ou bureaux d'étude, 10 agents d'assurances, 8 représentants de commerce, 38 transitaires en douane, comptables et bureaux de transport).

g) Les services divers

12 studios photographiques tenus par des jeunes gens qui ont fait leur apprentissage en Europe s'approvisionnent aux Galeries algériennes (SNGA) qui ont le monopole de l'importation du matériel photographique. Ils travaillent souvent pour l'administration, des entreprises ou des clients en dehors de la ville. Les 4 auto-écoles, les 3 écoles privées, dont l'une de dactylographie, les 3 cinémas, 3 écrivains publics complètent ces services divers.

#### 2.3.5.2. - SAÏDA

a) A part quelques cafés maures et cafés sans alcool ouverts après l'Indépendance, les services d'hôtellerie et de restauration datent de l'époque coloniale, et le fonds a gardé en grande majorité la même activité qui apparaît comme une profession stable. Nombre d'entre eux sont tenus par des associés ou des gérants. En effet, les débits de



boisson donnent lieu à des groupements d'intérêt familiaux, à des propriétés camouflées parce qu'illicites (en particulier, au regard du statut du fonctionnaire).

b) Les services d'hygiène et de santé se sont surtout multipliés depuis 1962. Le nombre des locaux double en moins de dix ans, suivant en cela la transformation et la progression de la population saïdienne. Les bains maures qui servent d'hôtel la nuit suivent la progression urbaine, avec plus de lenteur : la mise de fonds de départ est autrement importante que pour celle d'un coiffeur. Leurs propriétaires possèdent une fortune personnelle. Plusieurs déclarent posséder des terres, être propriétaires d'autres locaux commerciaux. Ils ont rarement fait appel à l'emprunt public ou privé pour financer la construction du bain maure, ce qui indique un certain revenu.

2 pressings ont été créés après 1966.

c) Les services de réparation et d'entretien mécaniques des appareils électroménagers et de radio, ainsi que ceux de réparation automobile présentent une homogénéité assez remarquable. Les activités constituaient auparavant un domaine réservé dans sa quasi-totalité aux Européens et aux sociétés étrangères. Les fonds ont changé de main au profit des Algériens. Cependant, la nature de l'activité s'est souvent modifiée. Près de 80 % des artisans de réparation et d'entretien sont des anciens urbains. La profession est stable, malgré le bouleversement dû à l'Indépendance. La plupart travaillaient déjà dans cette branche sous la direction d'un Européen.



### 2.3.6. - LES TRANSPORTS (1)

#### 2.3.6.1. - POLITIQUE DE L'ETAT ET STRUCTURE DES ACTIVITES

Il y a situation de pénurie dans les transports où la croissance, liée à celle de l'économie moderne, est très forte alors que les moyens de fabrication nationaux sont insuffisants (camions, wagons, véhicules). Cette pénurie n'est réelle que dans le circuit supérieur et ne joue pas pour le transport des faibles charges, dans la ville, assuré par le circuit inférieur. L'Etat s'est réservé le monopole du trafic ferré et plus généralement de tous les trafics longue distance à usage public. Les entrepreneurs grossistes exploitants, de diverses branches, peuvent cependant en posséder pour leur usage propre, mais cherchent évidemment à en élargir l'emploi.

Les transporteurs autorisés peuvent assurer librement leur activité si leur véhicule a une charge utile maximum de 2,5 t et un poids maximum de 5,5 t. Les transporteurs affiliés à la S.N.T.R., qui leur fournit le frêt et les rémunère, ont des véhicules de tonnage supérieur. En période difficile, situation fréquente dans le sud et à Saïda en particulier, les sociétés publiques peuvent réquisitionner les transporteurs privés. Le monopole de l'Etat n'existe qu'au niveau des relations à grande distance ou pour les chargements importants.

Les instruments de la politique de l'Etat sont les compagnies suivantes :

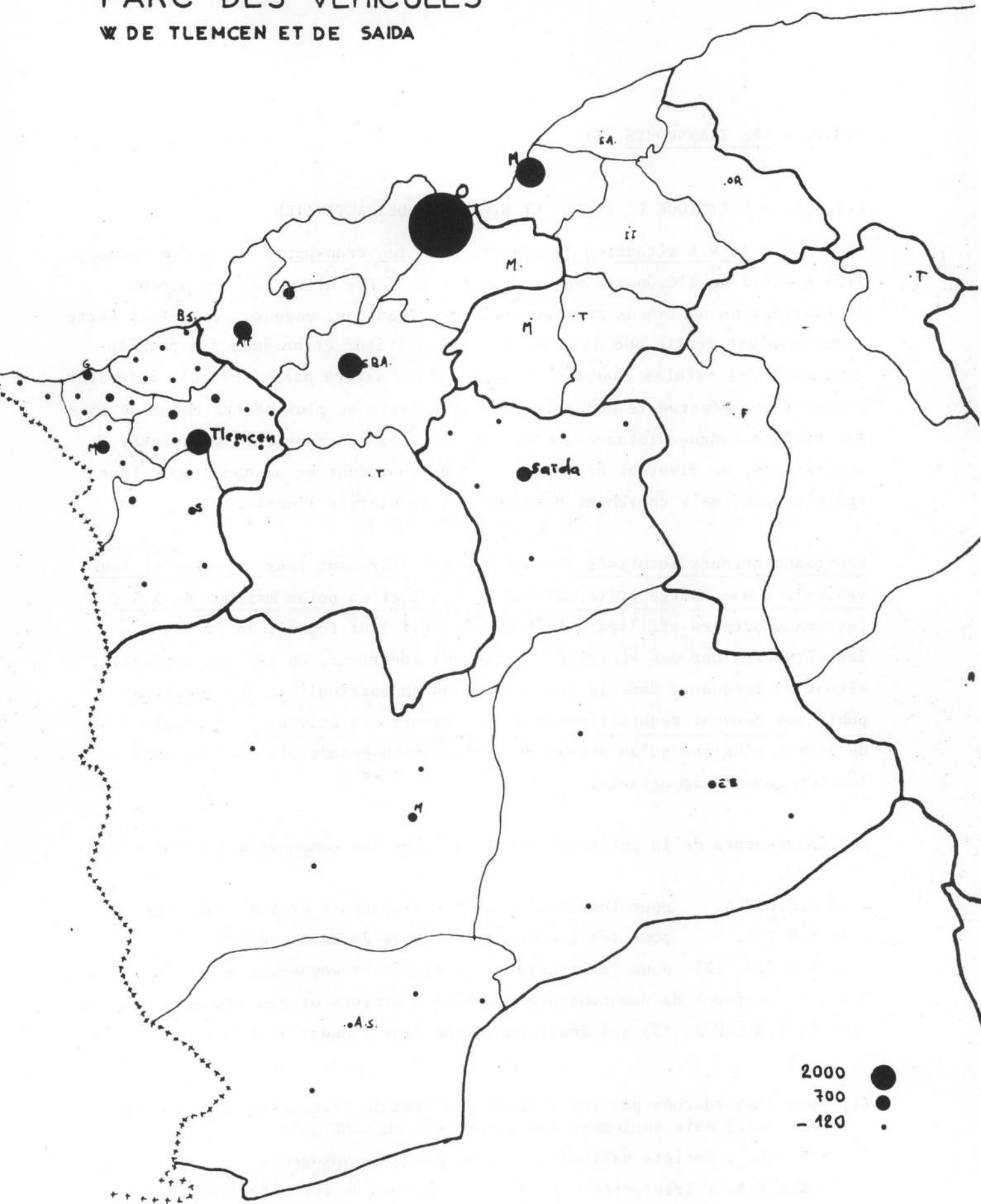
- . la S.N.C.F.A. pour les chemins de fer (voyageurs et marchandises)
- . la S.N.T.R. pour les transports routiers de marchandises
- . la S.N.T.V. (2) pour les transports routiers de voyageurs et de colis. La S.N.T.V. regroupe de nombreuses compagnies à statuts divers (autogestion, etc.) dont la T.R.C.F.A. (3) qui était implantée dans l'ouest algérien.

(1) Nous n'aborderons pas ici l'étude des flux de transports dans l'espace (cf. 2.5.) mais seulement les transports en tant qu'activité.

(2) S.N.T.V. : Société nationale de transports de voyageurs

(3) T.R.C.F.A. : Transports routiers des chemins de fer algériens.

# PARC DES VEHICULES W DE TLEMCEN ET DE SAIDA



Carte 2.3.X.

Source. Recensement des Impôts mars 1968

ORANIE. WILAYA et DAIRA 1/2.000.000

Les sociétés nationales et les offices développent de la même manière leur parc de transport. Les wilayate, les daïrate et les communes s'équipent également.

Le parc des véhicules utilitaires algériens a été multiplié de 1969 à 1971 par 1,15 mais la capacité de transport de la S.N.T.R. a été multipliée de 1969 à 1971 par 1,34, et celle des T.R.C.F.A. qui n'est pas parmi les plus dynamiques des compagnies publiques de cars, par 1,4. L'augmentation des véhicules de tourisme est restée modeste (1) (un peu inférieure à celle des utilitaires) tandis que le transport par chemin de fer stagne.

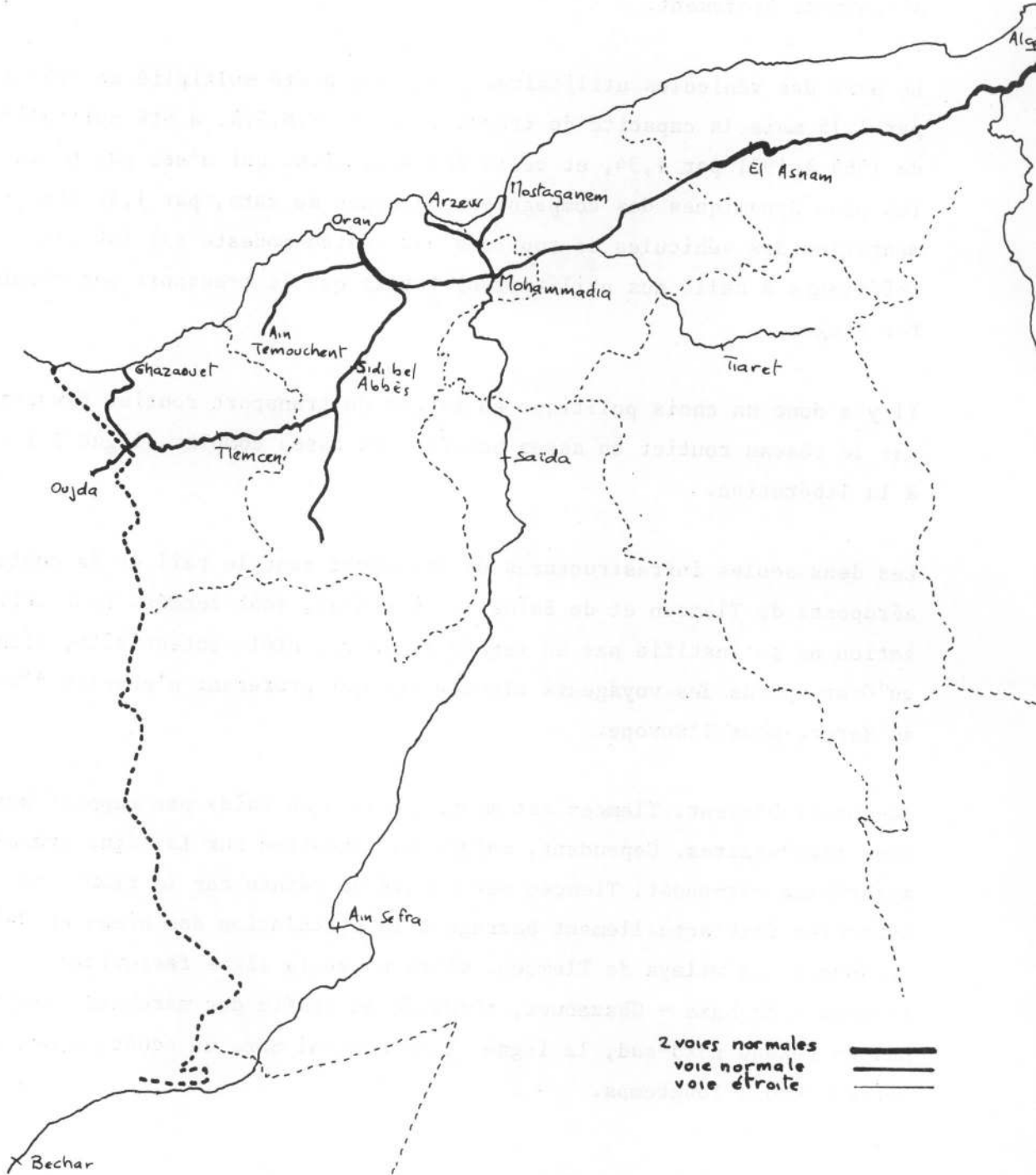
Il y a donc un choix politique en faveur du transport routier favorisé par le réseau routier en assez bon état et assez complet, légué à l'Algérie à la libération.

Les deux seules infrastructures de transport sont le rail et la route. Les aéroports de Tlemcen et de Saïda, en bon état, sont fermés. Leur utilisation ne se justifie pas au regard de la clientèle potentielle, bien qu'Oran perde des voyageurs tlemceniens qui préfèrent s'envoler d'Oujda, au Maroc, pour l'Europe.

Incontestablement, Tlemcen est mieux située que Saïda par rapport aux axes ferroviaires. Cependant, malgré sa situation sur la ligne trans-maghrébine est-ouest, Tlemcen est en fin de réseau car la frontière marocaine fait actuellement barrage à la circulation des biens et des personnes. La wilaya de Tlemcen, si ce n'est la ligne ferroviaire Tlemcen - Maghnia - Ghazaouet, réservée au trafic des marchandises, n'a pas de réseau nord-sud, la ligne Tlemcen-Beni Saf, un échec, ayant été fermée depuis longtemps.

(1) En 1971, deux fois plus de voitures particulières que de camions sont immatriculées dans la wilaya de Tlemcen. A Saïda, sont immatriculés respectivement quatre fois moins de camions (483) et deux fois moins de voitures (388) qu'à Tlemcen. Elles sont l'apanage d'une minorité de personnes : 13 % des artisans et commerçants en ont une, bien qu'ils constituent les catégories socio-professionnelles privilégiées. (cf. la distribution des revenus en 2.2.3.1.).

# RESEAU FERRE



2 voies normales  
voie normale  
voie étroite

Ech. 1/3 000 000  
0 50 Km

Carte 2.3.XI.

Source: Atlas démographique et économique de l'Algérie 1972

Saïda, par contre voit sa wilaya traversée de part en part par la ligne Mohammadia - Saïda - Bechar qui se voulait être l'embryon de la transaharienne et qui met la ville à 180 km d'Oran par le rail, tout comme Tlemcen. La rupture de charge provoquée à Mohammadia par l'écartement différent des rails freine l'utilisation de cette ligne, équipée de plus d'un matériel ancien. Les Saïdéens préfèrent utiliser le taxi jusqu'à Mohammadia, d'où ils prennent le train, l'expérience ayant montré que le train arrivait parfois trop tard pour assurer la correspondance avec la ligne Oran - Alger. Même certains transports de marchandises à longue distance sont plutôt assurés par la route.

En fait, la S.N.C.F.A., qui n'est pas actuellement le support choisi par l'Etat pour le développement du trafic et des personnes, végète dans une situation d'attente.

3,7 % des actifs sont employés dans les transports à Saïda contre 2,3 % à Tlemcen<sup>(1)</sup> où les entreprises qui ont leur propre parc sont plus nombreuses. Le transport constitue une des fonctions essentielles de Saïda et est le moyen par lequel la ville commande l'espace qui l'entoure. L'emploi relativement important à la gare locale conduit à un fort taux dans le supérieur.

Les camionneurs appartiennent à ce circuit par le fait que cette activité n'est jamais qu'un secteur annexe à une autre activité principale, située dans le circuit supérieur.

Cela n'est pas vrai à Tlemcen où cette même activité, tout au moins celle qui utilise principalement de vieux camions de faible tonnage, travaille avec tous les types d'activité et a un mode de fonctionnement beaucoup plus proche du circuit inférieur (offre supérieure à la demande de transport en particulier).

Les transports routiers permettent des profits annexes substantiels. L'espace joue un rôle important dans la détermination des circuits et du fonctionnement des activités, celles du circuit inférieur étant contraintes de

(1) cf. tableaux en annexe

TRANSPORTS

	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL			
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$	Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$	
	Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$	Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$	Act.	Empl.	$\frac{\text{Empl.}}{\text{Act.}}$							
<u>T L E M C E N</u>																
Total	4	112	28	22	34	1,5	26	146	5,6	353	356	1	379	502	1,3	
dont S.N.C.F.A.	1	85	85													
dont charrettes										100	100	1				
dont taxis										150	150	1				
dont transporteurs de marchandises				15	20	1,3	15	20	1,3	100	100	1	115	120	1	
-----																
<u>S A I D A</u>																
Total	3	91	30		10		13	101	7,8	132	132	1	145	233	1,6	
dont S.N.C.F.A.	1	85	85													
dont charrettes										89	89	1				
dont taxis										43	43	1				

Act. : nombre d'activités

Emploi : nombre de personnes employées (y compris patrons)

$\frac{\text{Act.}}{\text{Empl.}}$  : nombre de personnes employées par activité

trouver leur approvisionnement sur place. Les transports sont donc souvent le moyen d'asseoir une entreprise économique (cas des grossistes) ; mais les transporteurs profitent souvent de leurs possibilités pour se transformer en intermédiaires non officiels, qu'il s'agisse d'une "commission" exceptionnelle ou d'un trafic plus régulier.

D'autre part, les transports sont une des activités où les cas de gérance sont les plus nombreux. Si les charrettes ne permettent pas de dégager un profit suffisant pour rémunérer un propriétaire non travailleur (le charretier est toujours propriétaire), les licences de taxis et les camions qui permettent des profits beaucoup plus importants donnent lieu à des combinaisons nombreuses qui permettent jusqu'à 3 rémunérations pour le même véhicule : le propriétaire, le locataire et le chauffeur.

Les transports sont donc une source de revenus annexes non négligeables pour les chauffeurs et propriétaires que ceux-ci soient des professionnels des transports ou non, que ces revenus soient licites ou non.

Bien que les revenus soient généralement intéressants, on constate peu de nouveaux investissements dans la branche, sauf dans le circuit supérieur, quand l'activité transport est intégrée à l'activité principale (bâtiment, grossiste, etc.) La politique prévisible de l'Etat, tendant à un renforcement constant de son intervention en est la cause.

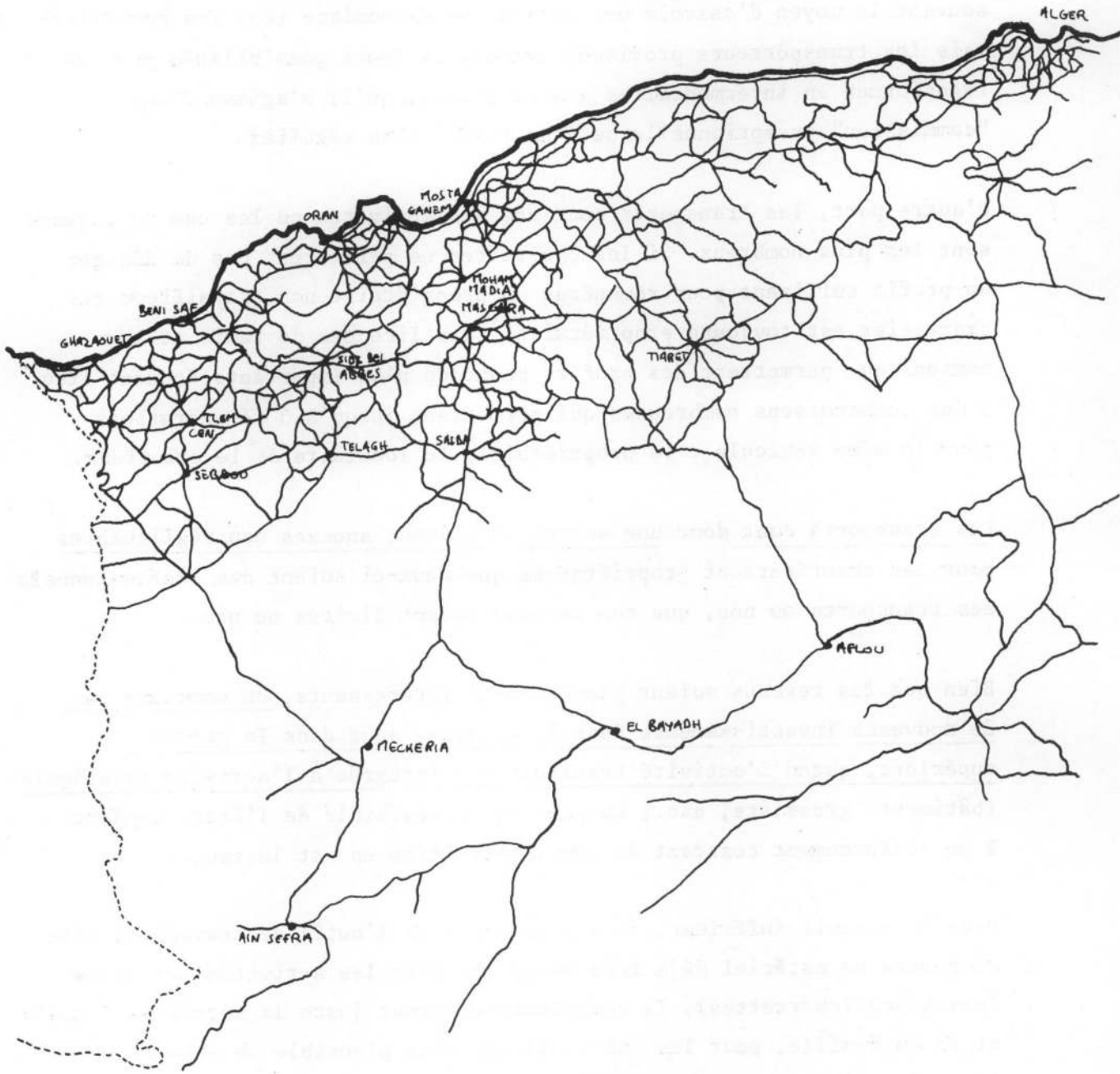
Dans le circuit inférieur, il y a maintien de l'outil de travail ou mise en oeuvre de matériel déjà très usagé. Si pour les activités les moins lucratives (charrettes), la rémunération permet juste la survie de l'actif et de sa famille, pour les taxis, il est plus plausible de penser que le profit s'investit ailleurs. Les taxis clandestins ont tendance à se multiplier, surtout dans les zones rurales.

#### 2.3.6.2. - TLEMCEN

Du fait de la position de la ville excentrée par rapport au pays, de l'importance des industries exportatrices et impor-



# ROUTES NATIONALES ET DE WILAYA



Ech: 1/3 000 000

0 50 km

Carte 2.3.XII.

Source: Atlas démographique et économique de l'Algérie 1972.

tatrices, et des relations spécifiques de ses habitants avec l'extérieur, les transports prennent une place importante dans l'activité urbaine.

La gare de Tlemcen, bien que située sur la liaison transmagnhrébine, voit passer un trafic voyageur de voisinage principalement en provenance des villages et des douars qui ne sont pas sur une route principale. La S.N.T.V. assure un trafic plus important, la ligne principale étant celle d'Oran (12 rotations quotidiennes). Toute la wilaya peut être atteinte au départ de Tlemcen (cf. 2.5.). Elle possède une agence, la deuxième en importance de l'Oranie, avant Mostaganem, Sidi bel Abbès, Mascara et Saïda, mais ne possède cependant pas de garage de réparation. L'insuffisance de son parc favorise les taxis, clandestins ou non.

La S.N.T.R. ne possède à Tlemcen qu'un simple bureau de réception et d'expédition, sans parc de véhicules qui lui soit affecté. La plupart des clients sont des organismes publics. De 1961 à 1972, le trafic a doublé, du fait des matériaux de construction. Les transporteurs affiliés sont une quinzaine mais voient leur rôle diminuer.

Le trafic de marchandises de la S.N.C.F.A. est plus modeste et constitué essentiellement d'arrivages. Les deux organismes publics travaillent surtout pour les sociétés nationales.

La Société du parc de la wilaya (S.P.W.) loue aux secteurs publics et privés les camions et engins divers.

Les transporteurs autorisés (utilisant des camions de moins de 5,5 t) sont aussi une quinzaine. En fait, une centaine environ travaillent clandestinement. Le propriétaire est généralement le conducteur. A ce parc, s'ajoute celui des transports pour propre compte, producteurs, grossistes et exploitants divers.

. Les charrettes : Moyen adapté au transport des petites charges (produits alimentaires, textile) dans l'agglomération. Ces charrettes sont une centaine

à desservir les commerçants et artisans de l'agglomération pour un tarif économique.

. Les taxis : Officiellement 74, ils sont en fait le double, qui exploitent leur licence diversement (eux-mêmes, ou avec un chauffeur, ou en location-600 DA par mois- le locataire peut avoir lui-même un chauffeur). Les recettes sont de 900 à 1800 DA par mois sur lesquels le chauffeur touche le tiers (650 à 1 000 DA par mois déclarés pour Saïda).

Les taxis offrent un service urbain, mais ils desservent aussi plus ou moins régulièrement d'autres centres urbains. A Tlemcen, le tiers d'entre eux assure le transport des personnes à l'intérieur de la daïra, dans les autres villes de la wilaya et jusqu'à Oran. Il s'agit alors dans ces deux derniers cas de lignes plus ou moins régulières, à prix constants et aux heures de départ fixes.

. Les cars : quelques établissements situés à la périphérie de la ville ont leur propre car de ramassage (le CEETS, l'Hôpital et la SPW). Un projet de transport public urbain est envisagé.

3 transporteurs privés exploitent des lignes reliant Tlemcen à de proches villages. Ils transportent moins du dixième des passagers transportés par la S.N.T.V. et la TRCFA.

#### 2.3.6.3. - SAÏDA

Le trafic de voyageurs aux gares de Tlemcen et de Saïda est égal en nombre.

Le réseau S.N.T.V., dense dans toute la région oranaise, est secondé à Saïda par un réseau privé en direction du nord et des axes est-ouest (Sidi Bel Abbès et Tiaret).

Le tonnage des transactions opérées par la SNTR est plus du double de

celui de la SNCFA. D'autre part, la SNCFA se consacre plus aux expéditions vers le sud que vers le nord, alors que la situation inverse se produit pour la SNTR. Les tonnages sont toujours nettement plus faibles à Saïda qu'à Tlemcen.

Le syndicat intercommunal de travaux loue son parc aux entrepreneurs privés et aux services publics (10 camions de 3 à 12 tonnes).

#### . Les camionneurs

Les commerçants et divers utilisateurs ont tendance à acquérir des camions de moins de 5,5 tonnes non soumis à la réglementation. Mais les coûts de transport s'en trouvent multipliés. En 1971, il y avait 6 camionneurs autorisés à posséder un camion de plus de 5,5 tonnes et qui tous avaient une autre activité (fellah, revendeur d'essence, grossiste en gaz, commerçant en matériaux de construction et un autre en pièces détachées et réparation).

La majeure partie du transport de plus de 5,5 tonnes est cependant celle exercée pour le "propre compte" des entrepreneurs et des grossistes mais aussi, sans autorisation, pour le compte d'autrui, grossistes et mandataires par exemple qui achètent les fruits et légumes dans le nord et les revendent dans la wilaya de la Saoura. Les transporteurs de moins de 5,5 tonnes travaillent pour l'ensemble des commerçants du supérieur et de l'inférieur.

#### . Les charretiers

Activité urbaine du circuit inférieur, les charrettes effectuent les transports de marchandises entre les offices de commercialisation et les grossistes, les grossistes et les détaillants, accessoirement à la demande de particuliers.

Il y avait 89 autorisations en 1971. La majorité d'entre eux habitent dans les villages nègres. Anciens ouvriers agricoles aux revenus modestes (1 DA le quintal transporté, 0,25 DA la caisse), leurs activités sont liées aux fluctuations saisonnières et hebdomadaires de l'activité commerciale.

### . Les taxis

La faible étendue de la ville ne nécessite pas de transport en commun. Les taxis assurent ce service, mais également à l'intérieur de la daïra, parfois jusqu'aux chefs lieux des daïrate de la wilaya, Mascara ou Sidi Bel Abbès, et au delà. Il y a 43 chauffeurs à Saïda dont les tarifs sont réglementés. Ils possèdent un revenu important, d'autant plus qu'ils effectuent des transports de marchandises jusqu'à Oran.

### 2.3.7. - LES SERVICES PUBLICS

Nous avons déjà parlé de l'organisation administrative de l'Algérie dans la première partie. Nous reprécisons certains points particuliers sans revenir sur les administrations locales, qui, bien qu'elles soient de fait un employeur important, ont peu d'actions sur l'évolution de la ville à Tlemcen, plus à Saïda où l'A.P.C.(1) est un entrepreneur actif dans le domaine du logement et des réseaux d'infrastructure.

Saïda et Tlemcen, toutes deux chefs-lieux de wilaya, ont relativement les mêmes services. Leur action se spécialise en fonction des situations propres à chacune des villes et des wilayate, mais reste relativement homogène dans l'ensemble. Dans cette partie, nous nous limitons à comparer dans chacune des deux villes, la population employée dans l'administration et les structures mises en place. La politique administrative, l'action du gouvernement à travers ses services extérieurs et les sociétés nationales ne sont pas décrites ici.

A Saïda, 28,3 % de la population active de la ville (3,5 % de la population totale) est employée dans l'administration ; 18,3 % de la population active à Tlemcen, 4,8 % de la population totale.

#### . La wilaya

La mise en place des nouvelles institutions algériennes a renforcé le pouvoir économique du wali qui concentre la majorité des pouvoirs régionaux. Son premier rôle est de promouvoir le développement, grâce au fonctionnement des services extérieurs des ministères, à la réalisation des plans national et régional, dit Programme spécial, et aux diverses mesures d'incitation qu'il peut prendre.

#### . Les services extérieurs des Ministères

Les Ministères n'ont pas systématiquement une direction départementale.

(1) A.P.C. : Assemblée populaire communale

Certains secteurs dépendent d'Oran, direction régionale. D'autres, plus importants, possèdent plusieurs services parfois différenciés, telle la représentation du Ministère de l'Agriculture à Saïda qui a implanté la direction de wilaya de l'Agriculture, la direction de wilaya de la Réforme agraire et celle de l'Hydraulique.

A Saïda, les services économiques sont particulièrement développés en faveur de l'Agriculture, des travaux publics et de la construction, étant donné le primat rural de la wilaya, en particulier l'élevage et la mise en oeuvre des équipements d'ordre administratif, social et économique dans cette "wilaya déshéritée". Cependant, les services économiques ne recueillent que 10 % du budget de l'ensemble des services extérieurs.

Les services sociaux et éducatifs absorbent plus de 40 % du budget. L'Education s'adjuge la part essentielle, 22 %, le reste se répartissant aux directions de la santé, des anciens moudjahidine, de la main-d'oeuvre. La Défense nationale et la Sûreté reçoivent 23 % du budget des services extérieurs.

A Tlemcen, les services d'assistance et de formation sont relativement mieux implantés qu'à Saïda.

La direction départementale de la santé dirige plusieurs services de prévention et plusieurs établissements de soins dont l'infrastructure centrale est l'hôpital de Tlemcen doté de 1 143 lits sur 1 585 dans la wilaya (en 1969, la wilaya de Tlemcen comptait 330 habitants par lit, contre 426 pour Saïda et 336 pour l'Algérie.(1))

Dans le secteur de l'enseignement, les garçons sont scolarisés en ville à 100 %, les filles à 82 %. Les chiffres sont plus faibles dans le reste

(1) Tableaux de l'économie algérienne, 1973, Secrétariat d'Etat au Plan.



de la wilaya. L'enseignement long secondaire de l'ensemble de la wilaya est concentré à Tlemcen.

Les douanes enregistrent les biens venus du Maroc et surveillent la frontière. Le trafic illicite porte sur les exportations de troupeaux, l'importation d'or et de tissus marocains à bon marché, ce qui est la source principale de revenus de certains Tlemceniens.

Les directions dépendant des ministères du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie, ainsi que de l'artisanat sont implantées dans la ville. Les services d'infrastructures sont, comme à Saïda, présents à travers leur propre réseau et à travers les structures plus autonomes mises en place.



## 2.4. - LA LOCALISATION DE LA POPULATION DE L'HABITAT ET DES ACTIVITÉS

Les villes algériennes, marquées par la colonisation, présentent toutes certaines analogies.

- la présence d'un habitat européen ancien continu qui abrite les équipements administratifs, les services et les commerces du circuit supérieur, leviers de la pénétration coloniale. L'indépendance en 1962 n'a pas modifié l'organisation des centres urbains, qui, s'ils ont été atrophiés pendant quelques années, ont retrouvé toutes leurs caractéristiques anciennes.
- le développement d'un habitat non contrôlé autoconstruit, le plus souvent à l'écart de la ville européenne, qui abrite la population migrante des zones rurales.
- le développement tardif d'habitats "populaires" planifiés par l'Etat, l'un collectif élevé, n'étant qu'une reproduction du modèle métropolitain et lié à la politique du Plan de Constantine, l'autre planifié traditionnel, construit de la façon la plus économique possible.

Le type d'habitat permet de préciser les conditions socio-économiques de la population, car il traduit à la fois ses possibilités économiques et le type de construction dans laquelle elle désire s'installer. Cela demande évidemment qu'il n'y ait pas de contraintes externes fortes ou de perturbations. Et celles-ci ne manquent pas : L'habitat est un secteur aidé dont la production échappe en partie à ses utilisateurs. L'Etat impose donc de plus en plus son modèle d'habitat ou plutôt ses modèles qui, pour le moment, se résument à l'habitat collectif (des immeubles-barres de quelques niveaux) représentant le modèle économique urbain en fait destiné aux classes moyennes (fonctionnaires, employés de sociétés nationales, etc.) suffisamment "urbanisées et évoluées" pour s'adapter à ce type de construction européenne, et à l'habitat traditionnel planifié destiné à des revenus plus bas et à des familles ayant conservé le mode de vie traditionnel, (constructions économiques à rez de-chaussée donnant sur une cour fermée).

Le départ des Européens a eu pour conséquence l'utilisation par la population algérienne des habitations qu'elle a transformées plus ou moins en visant à adapter ces constructions à ses propres usages. Il en résulte également un déséquilibre entre la nature des constructions et les moyens financiers nécessaires pour les entretenir.

Les constructions réservées à l'habitat abritent également de nombreuses activités dont beaucoup sont liées économiquement aux habitants du quartier. Il y a donc une liaison directe entre la population, ses caractéristiques et le type d'activité implanté. Cela apparaît avec évidence pour les commerces et activités courantes à rayonnement de quartier (commerce alimentaire, cordonnier, café, bazar situés hors du centre).

La taille et la fréquence des différents types d'établissement devront avoir une relation directe avec le type d'habitat dans la mesure où celui-ci abrite une population homogène.

En liaison avec l'habitat, nous étudierons la localisation de la population et des activités économiques pour essayer de dégager quelles sont les liaisons, au moins spatiales, qui existent entre les différentes catégories socio-professionnelles et les types d'activité économique par zone homogène.

Le développement de l'urbanisation se fait au détriment des campagnes proches qui, au moins à Tlemcen, jouent un rôle important : composées de petites exploitations maraîchères, souvent propriétés d'urbains, elles s'urbanisent progressivement, restreignant l'approvisionnement local en produits maraîchers, supprimant progressivement les ruraux, modifiant le caractère des rentes foncières.

#### 2.4.1. - TYPLOGIE DE L'HABITAT

Dans un pays où l'histoire a été marquée par de véritables coupures, des développements séparés de communautés et profondément inégaux, des modes de vie différents, il n'est pas difficile de définir des types de quartier homogènes et de retenir les critères à prendre en compte:

- . aspect du tissu urbain : constructions groupées en îlots ou dispersées ; îlots observant une trame géométrique ou non ; importance des espaces publics par rapport aux espaces privés, des espaces construits par rapport aux espaces libres.

- . type de construction : à rez-de-chaussée ou à étage, collectifs ou individuels, avec ouverture sur l'extérieur ou non, en matériaux durables manufacturés (agglomérés, tuiles, etc.), traditionnels (pierre, terre) ou de récupération.

- . mode de construction : par une entreprise du circuit supérieur, par un artisan, un tâcheron ou la famille.

- . construction soumise au contrôle de l'Etat, promue par ses organismes, par un privé, un particulier ou interdite et ignorée.

- . période de construction ; ancienne ou actuelle, habitat se développant encore ou non.

Cependant, la période actuelle, caractérisée par une confrontation entre le mode de vie traditionnel et le mode de vie occidental donne lieu à des aménagements de types d'habitat classiques que l'on définira ci-après. L'habitat européen et l'habitat maghrébin s'influencent réciproquement.

La présence ou non d'activités sera influencée par certains critères ci-dessus mais ce sont le plus souvent l'importance de l'ensemble construit et la situation de la construction dans cet ensemble qui favoriseront la présence d'une activité.

Nous avons pu distinguer ainsi les tissus urbains suivants :

. Médina, uniquement à Tlemcen, car il s'agit d'un tissu urbain précolonial, caractérisé par des rues étroites, à tracé non géométrique, des constructions à étage avec très peu d'ouvertures sur l'extérieur, centrées sur une cour intérieure. Les densités sont fortes, peu de place étant laissée aux espaces libres. Il peut cependant exister des équipements et des activités souvent concentrés en zones spécialisées.

Ce type d'habitat se trouve intra muros et dans de vieux villages suburbains. Les densités sont fortes (plusieurs centaines d'habitants à l'hectare).

. habitat continu européen, à 1 ou 2 étages, implanté depuis la période coloniale groupé en îlots ordinairement carrés, cernés de larges rues. Des espaces libres sont largement prévus ainsi que l'emplacement des équipements. Les densités sont faibles (100 habitants à l'hectare). Les constructions comportent à l'extérieur de nombreuses fenêtres et sont entourées de cours ou de jardins. Toutes les implantations d'activités sont possibles.

. habitat pavillonnaire, à un étage au maximum, ayant commencé à apparaître au début du XXe siècle, constitué d'une construction isolée sur jardin clôturé avec ouvertures sur l'extérieur. Consacré à l'habitat, il exclue les activités et les équipements (sauf dans le cadre d'opérations concertées importantes). Les densités sont faibles.

. habitat collectif élevé, comportant de nombreux étages, ordinairement édifié par un organisme public pour loger des catégories d'habitants "aidés". Il comprend un ou plusieurs immeubles isolés les uns des autres et peut réserver des emplacements à rez-de-chaussée pour des commerces. Il peut être plus ou moins équipé et comprendre des surfaces de logement plus ou moins grandes suivant la catégorie des occupants et l'objectif de l'Etat. Les premières constructions datent du plan de Constantine.



. habitat traditionnel planifié ; traditionnel, parce qu'il est censé mieux correspondre au mode de vie traditionnel des habitants, particulièrement les immigrants récents. C'est un habitat à rez-de-chaussée avec une cour fermée et sans ouverture extérieure, ordinairement construit par un organisme d'Etat et respectant un plan type. Les surfaces de parcelles sont généralement limitées de même que les surfaces construites ; l'équipement est très sommaire : il s'agit d'un logement économique.

Tout comme les habitats précédents (sauf la médina), l'habitat traditionnel planifié est construit par des entreprises du circuit supérieur, sauf dans le cas de l'autoconstruction organisée.

On le rencontre uniquement à Saïda, car il est perçu comme un habitat de transition entre le mode de vie rural et le mode de vie urbain. Cet habitat a été le support principal de la politique de regroupement. L'Etat algérien a repris cette formule en la modifiant quelque peu. L'implantation des activités est rarement prise en compte au moment de la construction.

(1)  
 . habitat non contrôlé en dur, édifié avec les matériaux économiques, manufacturés ou non, disponibles localement. C'est un habitat à rez-de-chaussée sur plan traditionnel. Le bâtiment est sans ouverture extérieure et donne sur une cour intérieure fermée.

Réponse individuelle à une situation insuffisamment prise en compte par les pouvoirs publics, l'habitat non contrôlé s'édifie au fur et à mesure des possibilités financières des habitants avec l'aide de tâcherons et d'artisans du circuit inférieur.

L'espace réservé à la voirie est irrégulier et limité, si bien que la restructuration de ces quartiers est toujours difficile. Quand ils ont acquis un volume suffisant et une certaine ancienneté, les activités s'y implantent. L'habitat non contrôlé s'édifie toujours sur des terrains à l'écart de la ville ou laissés pour compte.

(1) appelé aussi traditionnel "spontané" à patio.

(1)

. habitat non contrôlé en matériaux non durables, construit souvent en matériaux traditionnels, torchis, briques de terre, utilisant à l'origine la technique rurale. Cependant, dans le cas de Tlemcen et de Saïda, à l'image des populations qui y habitent, ces constructions empruntent à leur milieu d'origine rurale certaines techniques, des matériaux de la campagne (vieille kheima (2), végétation...) et des matériaux de récupération dans les déchets urbains. C'est l'habitat le plus pauvre et souvent le plus isolé de la ville. Les activités y sont ordinairement inexistantes mais quelques commerces de première nécessité peuvent s'y implanter.

. habitat isolé et divers ; habitat de transition entre l'espace urbain et l'espace rural, groupant plusieurs types de construction, des fermes, des manufactures, etc...

Cette typologie purement technique laisse transparaître les caractéristiques socio-économiques de chaque zone et le type d'habitants et d'activités.

(1) appelé aussi "sommaire spontané".

(2) Tente nomade.





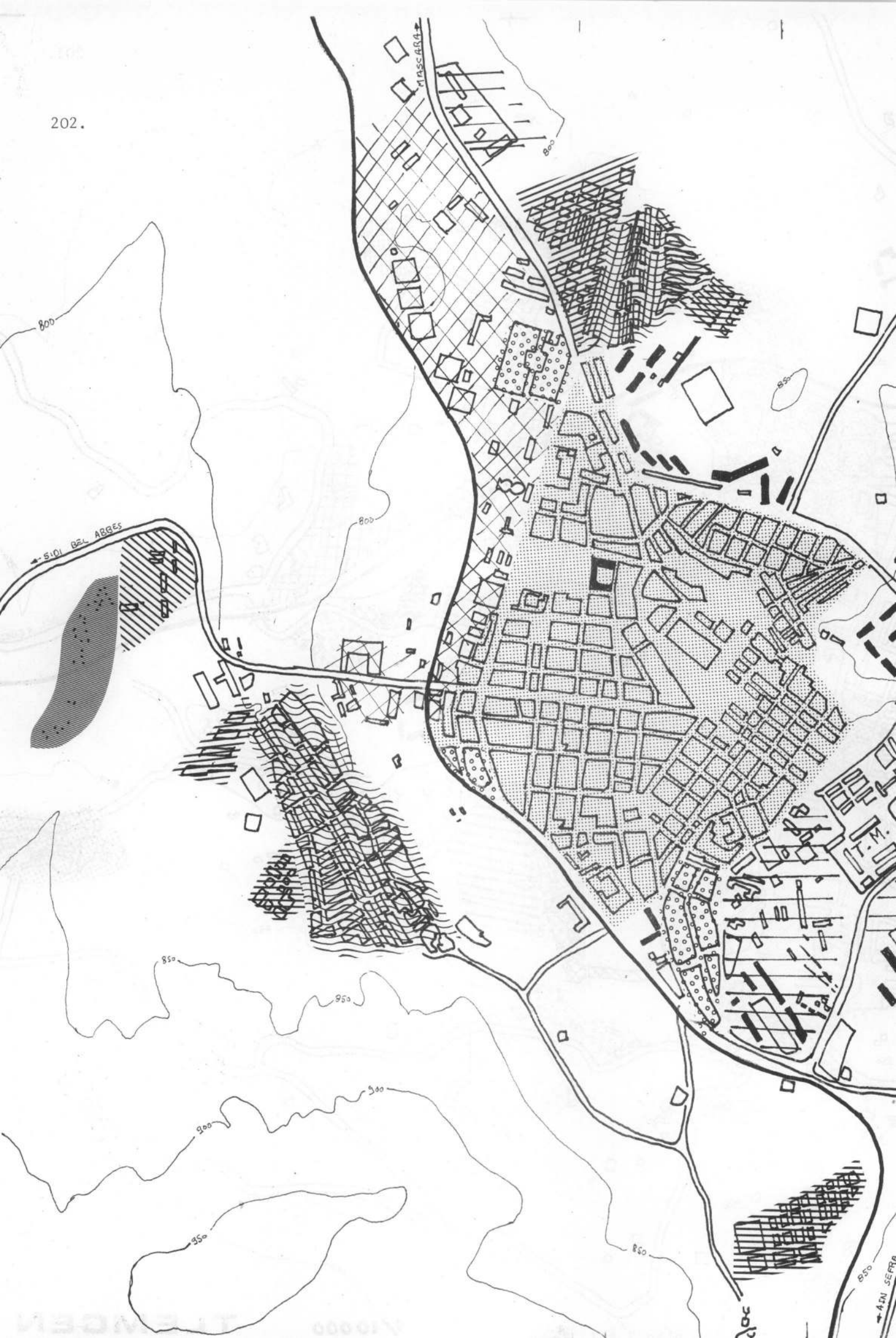
SIDI BEL ABBAS

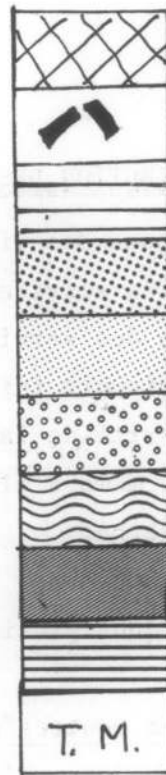
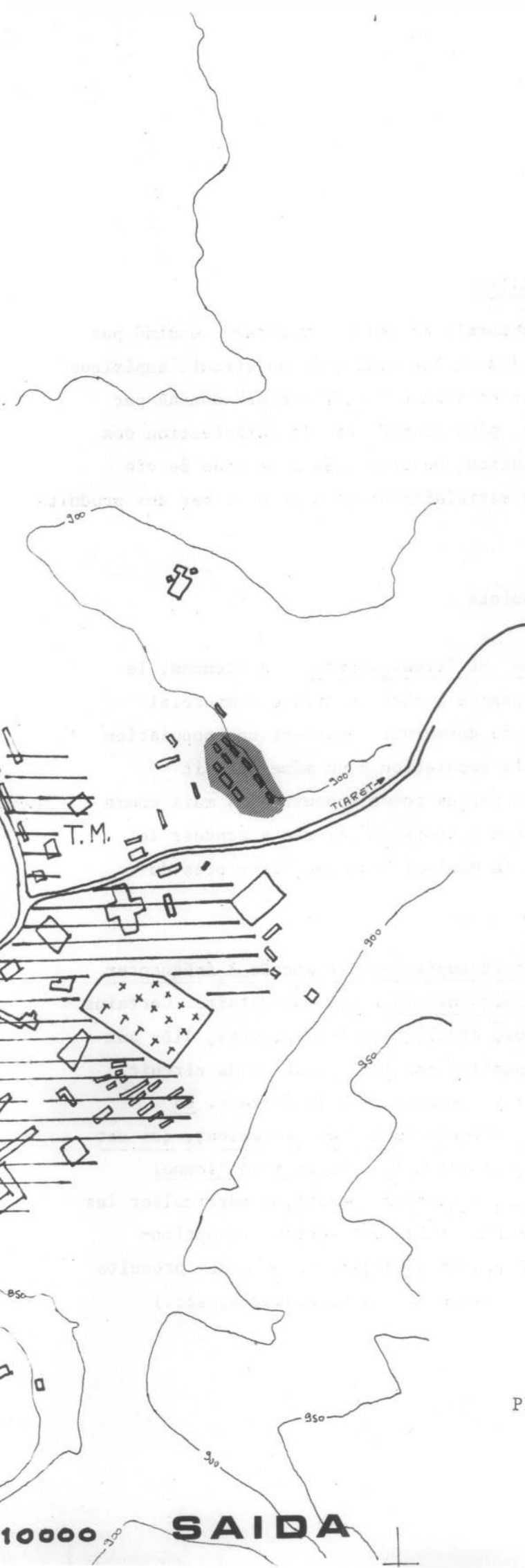
1/10000

**TLEMEN**

plan 24 I







- Industries et autres activités utilisant de grandes surfaces
- Habitat collectif élevé
- Equipements publics
- Médina
- Habitat continu européen
- Habitat pavillonnaire
- Habitat non contrôlé en dur
- Habitat sommaire spontané
- Habitat traditionnel planifié
- T. M. Terrains militaires

Plan 2.4.II.

#### 2.4.2. - LA DISTRIBUTION DES ACTIVITES

Dans chacune des villes apparaît un centre "moderne", dominé par les équipements, les services publics et les activités du circuit supérieur de la distribution des services, et un centre "traditionnel" dominé par les activités du circuit inférieur, plus tourné vers la satisfaction des besoins de la majorité de la population, besoins liés à un mode de vie plus traditionnel, même s'ils sont satisfaits de plus en plus par des produits de l'industrie moderne.

Nous pouvons remarquer plusieurs points :

a) Le voisinage des centres "moderne" et "traditionnel". A Tlemcen, le centre commercial moderne s'est implanté à côté du centre commercial traditionnel, le but étant non pas de desservir seulement une population européenne, mais d'intégrer toute la population à un même circuit commercial. Les centres ne sont pas perçus comme concurrents mais comme complémentaires. A Saïda, l'évolution historique inverse a conduit le centre "traditionnel" (quartier de la Marine) à se localiser près du centre "moderne".

Même la population intégrée au circuit supérieur est amenée à fréquenter le centre "traditionnel" où le circuit inférieur est majoritaire. Certains produits (tissus, produits régionaux, etc.), certains services, liés aux habitudes de consommation traditionnelles que la population du circuit supérieur a conservées en partie, s'y trouvent plus facilement. La population rurale et la population intégrée au circuit inférieur, qui est majoritaire dans les quartiers d'autoconstruction et de traditionnel planifié, utilisent certains services du centre moderne, en particulier les services administratifs et d'assistance. Elles ont recours exceptionnellement aux services et commerces privés du supérieur pour des produits spécifiques (achat de radio, vélo, habillement, quincaillerie, etc.)



La majorité de la population utilise les deux centres d'autant plus que les classes moyennes qui ont un pouvoir d'achat leur permettant de ne pas fréquenter exclusivement le circuit inférieur se développent. Ceci est corroboré par les répartitions très différentes des activités suivant le lieu.

A partir des données chiffrées de Saïda, nous pouvons conclure qu'en ce qui concerne la distribution des activités (cf. tableau en fin de 2.5.) :

- les commerces alimentaires sont répartis à peu près proportionnellement à la population dans les différents quartiers, mises à part quelques concentrations localisées et quelques zones mal desservies.
- les commerces textiles et cuir sont pour près de 40 % dans le centre traditionnel ainsi que les activités de production du circuit inférieur.
- les services du circuit supérieur et même de l'inférieur sont en majorité dans le centre moderne.

Sauf pour les commerces alimentaires, la spécialisation par quartier est la règle. Les différences de répartition de la consommation selon les classes sociales ne peuvent pas être la seule explication de différences de répartition des activités si tranchées. Comment expliquer également la présence de services du circuit inférieur dans le centre moderne où une partie importante des services du circuit supérieur sont déjà réunis ? Les facteurs historiques, en grande partie responsables de cet état de fait, ne doivent pas cacher la complémentarité actuelle des centres, pour la majorité de la population.

La domination du circuit inférieur par le circuit supérieur, les besoins complémentaires des habitants imposent la proximité des centres "moderne" et "traditionnel". Ce dernier est d'ailleurs valorisé par son rôle de centre et par la proximité du centre moderne : à Saïda, des activités du circuit supérieur sont implantés en assez grand nombre malgré l'importance du circuit inférieur.

De plus, il n'y a pas que des commerces et des services banaux dans le circuit inférieur. Des activités très spécialisées (réparateurs de

lampes à pétrole, fondouk (1), quincaillers, etc.) ne peuvent vivre que si elles sont fréquentées par une population importante urbain et/ou rurale. Mais ces activités doivent être regroupées dans un centre spécialisé (Tlemcen est révélateur à cet égard pour les activités liées à l'agriculture).

b) Le centre traditionnel est un centre incomplet. La colonisation l'a privé de toutes les activités de commandement. Il est entièrement subordonné au centre moderne, mais on observe cependant que de nombreux grossistes y sont localisés, car ils y recrutent une bonne partie de leur clientèle.

c) L'adéquation, dans chaque quartier, entre le type de population et le type d'activités.

Le petit nombre de personnes utilisant presque exclusivement les activités du circuit supérieur, la faiblesse des consommations dans ce circuit pour les autres font qu'il ne peut y avoir pour le circuit supérieur qu'un seul centre et des antennes ou des activités isolées liées à une implantation locale d'une population utilisant les services et les commerces du supérieur.

Même les populations à revenu moyen utilisent généralement les activités du circuit inférieur. Mais, en particulier à Tlemcen où les patrons d'activité ne disposent pas de situation de monopole, le niveau des activités de quartier est en rapport avec le type de population.

d) L'existence de centres secondaires urbains est évidemment liée à la taille de la ville. On ne voit cependant pas apparaître à Tlemcen de centres secondaires. Les centres modernes et "traditionnels" se diffusent le long d'artères jusqu'au delà des portes de la ville.

Même dans le quartier de Bou Drhane aussi isolé mais plus peuplé que le quartier Doui Thabet à Saïda, peu de commerces se sont créés. La dépendance par rapport au centre et à ses extensions radiales est restée presque totale. Les raisons de ces organisations différentes ne sont pas évidentes. Il semble que l'intégration plus poussée à la ville des habitants dans le cas de Tlemcen expliquerait que les hommes, descendant en ville pour leur travail, y fassent aussi la majorité des achats. Dans le cas de Saïda, la ville fournirait ses services mais ne serait pas fréquentée quotidiennement ; les commerces, évidemment tous du circuit inférieur, seraient également créés parce qu'il ne serait pas possible d'exercer une autre activité.

(1) sorte de caravansérail pour les fellahs venant avec leur âne ou leur mulet.

D'autre part, Doui Thabet était à l'origine un village indépendant de Saïda.

Les centres secondaires, qu'ils soient plus ou moins développées, ne comprennent que les commerces les plus courants du circuit inférieur adaptés à la clientèle locale : à Doui Thabet, 90 % des commerces sont alimentaires mais il y en a un pour 110 habitants. Il s'agit donc de centres très incomplets.

Donc, même à Tlemcen, ville plus importante que Saïda, il ne s'est pas développé de centre secondaire, le seul existant à Bou Drhane étant très incomplet et dépendant du centre principal. Sidi Boumedienne est un village qui a gardé longtemps une grande autonomie commerciale par rapport à Tlemcen.

e) Le rôle des moyens de transport. La voie ferrée a eu un impact plus important sur la localisation des activités à Saïda, beaucoup d'entre elles nécessitant l'expédition ou la réception de marchandises en provenance du nord ou du sud. De plus, l'histoire de Saïda s'est partiellement greffée sur l'arrivée du train, qui a permis le développement de l'exploitation de l'alfa et des services qui s'implantèrent à ce moment dans la ville.

Les activités de Tlemcen utilisent souvent un matériau travaillé localement ou dans la région, ce qui rend inutile l'usage du train. Les expéditions de produits manufacturés se font souvent par petites quantités qui n'empruntent pas la voie ferrée.

Les activités du circuit supérieur ont d'abord besoin d'un bon accès routier.

2.4.3. - TLEMSEN

Cette partie ainsi que la carte de localisation de l'habitat ne résultent pas d'une enquête spécifique de terrain mais seulement de la connaissance du terrain après 2 mois et demi d'enquête.

a) L'existence de remparts a longtemps défini la ville. A l'intérieur coexistaient des casernes, les quartiers européens (habitat continu) où l'on trouve les équipements et activités "modernes", les quartiers de médina séparés en deux ensembles par le quartier juif.

Le centre commercial ancien est situé dans la partie est, entre le centre commercial moderne et le faubourg Agadir(1), lieu traditionnel du souk et du marché aux bestiaux. La concentration des activités y est telle que la densité des habitants qui atteint 600 habitants par hectare en médina tombe à moins de 300 habitants par hectare.

La rue Mrabet Mohammed (cf. plan 2.4.III) est l'épine dorsale de ce quartier commerçant constitué d'une série de rues ou de portions de rue spécialisées dans un type de commerce. La rentabilisation de l'espace y est maximum. Les magasins, n'ayant que 3,50 m de façade, sont aménagés en profondeur et comportent le plus souvent une cave et un étage. S'y succèdent les marchands de tapis et d'articles de souvenirs à proximité de la place, zone neutre, touristique, entre les différents quartiers, puis les marchands de tissus, des quincaillers, marchands de montres, etc. et enfin les orfèvres. D'autres rues ont également leurs spécialités.

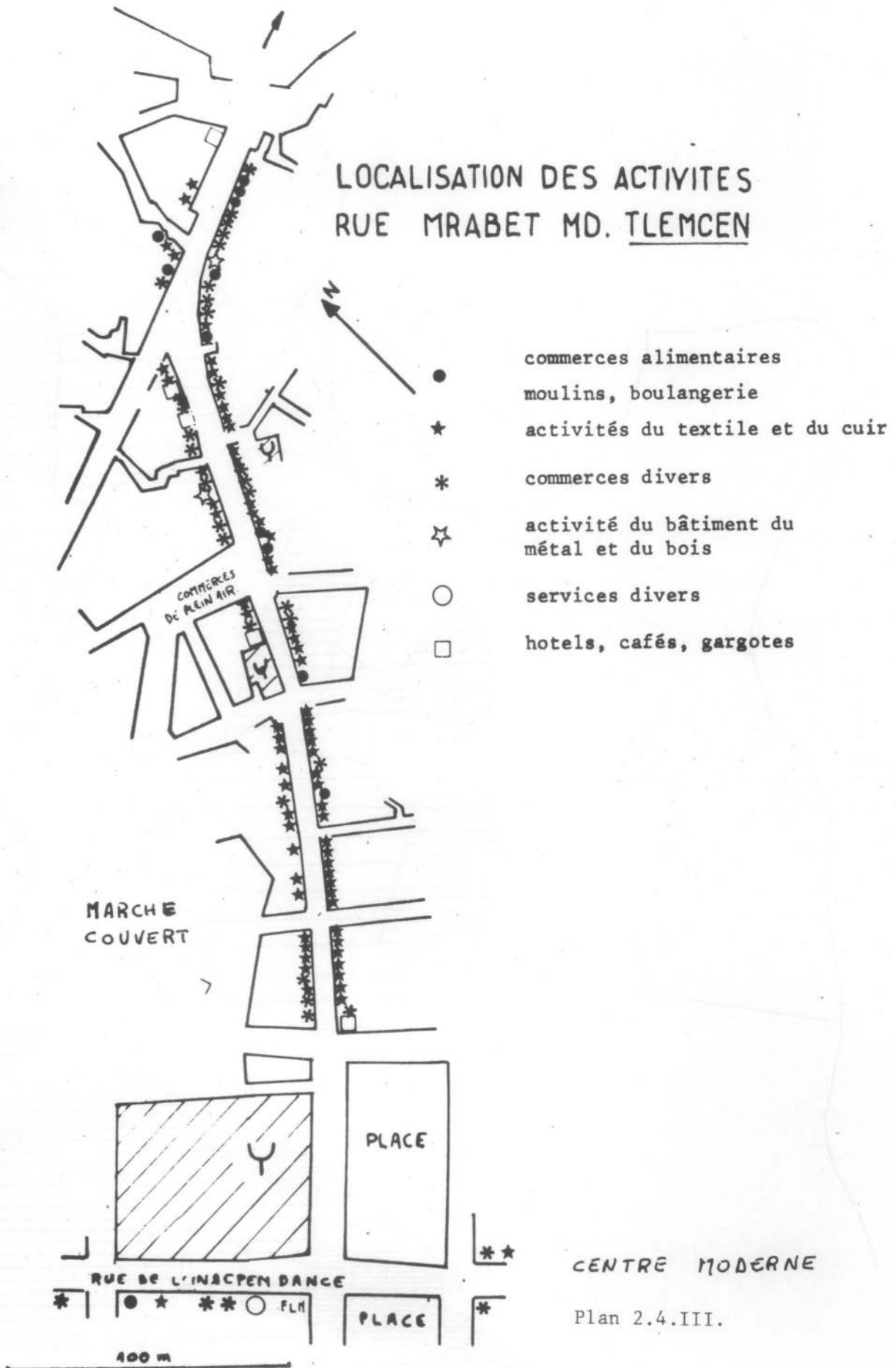
Les artisans sont ordinairement à l'écart des rues les plus commerçantes car leur activité n'a pas le même besoin d'être vue.

La médina du sud-ouest comporte des axes commerciaux moins étoffés et moins spécialisés, dépourvus de commerces "anciens" (étoffes, bijoux, etc.), mais aussi de nombreux artisans, particulièrement le long des percées créées par la colonisation vers les portes et les faubourgs. Ce quartier ne

(1) cf. Annexe, Toponymie de Tlemcen, carte au 1/20 000.

vers le faubourg Agadir

### LOCALISATION DES ACTIVITES RUE MRABET MD. TLEMCCEN



CENTRE MODERNE

Plan 2.4.III.





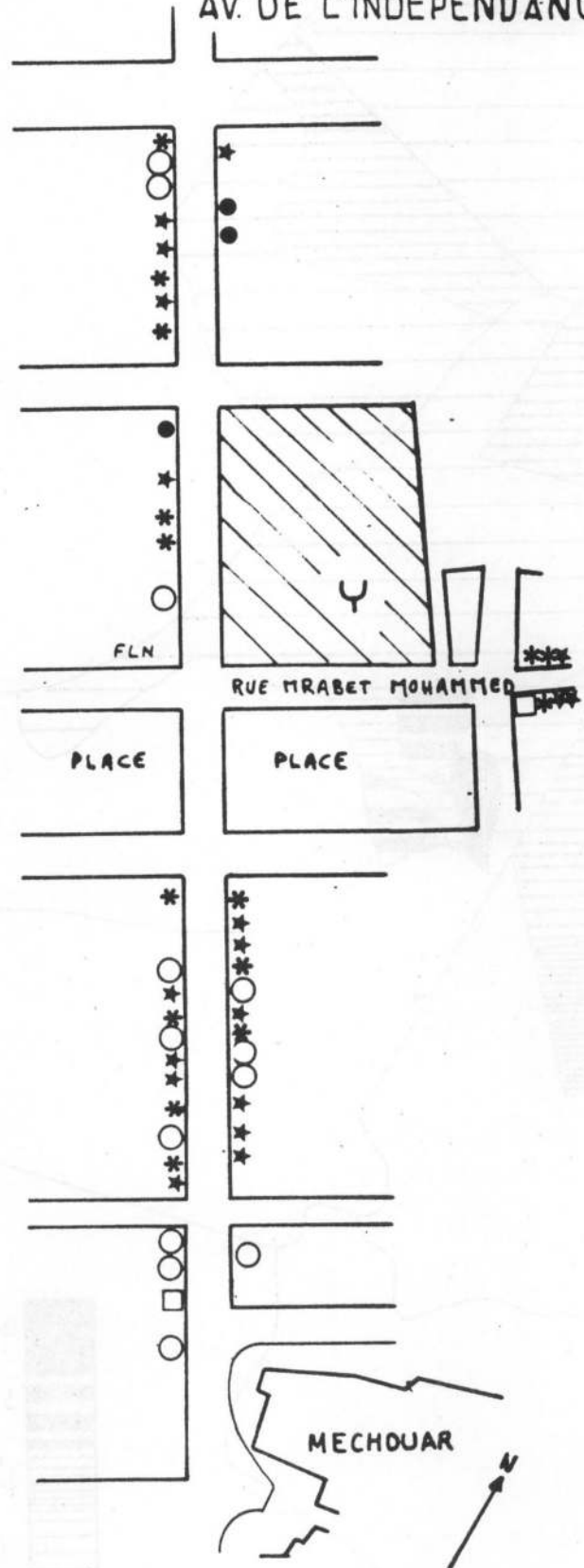
## TLEMCEM - DENSITE DEMOGRAPHIQUE

PAR DISTRICT AU RECENSEMENT DE 1966





# LOCALISATION DES ACTIVITES AV. DE L'INDEPENDANCE. TLEMEN



- Commerces alimentaires  
moulins, boulangerie
- ★ Activités du textile  
et du cuir
- \* Commerces divers
- ☆ Activités du bâtiment,  
du métal et du bois
- Services divers
- Hôtels, cafés,  
gargotes.

100 m

Carte 2.4.V.

dessert pas, comme le précédent, toute la ville et la région, mais ses habitants et ceux des faubourgs voisins, obligés de l'emprunter pour aller au centre ville.

Des quartiers traditionnels existent en dehors de l'agglomération, aux pieds des remparts nord (Sidi Saïd, Sidi el Haloui, quartier Agadir), ou plus éloignés (1 500 m) comme Sidi Boumedine qui regroupe alors une gamme plus étoffée de commerces.

Les autres quartiers intra muros regroupent un habitat continu européen antérieur à 1920 avec de nombreux équipements administratifs, dans la zone nord en particulier. La densité, surtout dans les zones les plus résidentielles est faible (100 à 200 habitants à l'hectare) ; les activités sont rares, sauf dans le centre commercial situé au centre de la ville où sont également regroupés de nombreux services publics et administratifs, plus densément peuplé (constructions presque toujours en continu à plusieurs étages). Cette zone vraisemblablement habitée par des cadres moyens est identique à certains faubourgs proches à urbanisation continue (Bab Ouahrane, Beau Séjour, Bab el Hadid, quartier de la gare).

Les banlieues plus éloignées constituées de villas (quartier Bel Air, Bel Horizon, El Kalaa supérieur, Sidi es Senoussi) seraient plutôt réservés aux cadres supérieurs, aux riches commerçants et aux notables. Elles ne comportent que quelques rares commerces et artisans liés à l'automobile ou à la construction.

Les collectifs verticaux ont d'abord été répartis autour des remparts, mais ils se concentrent de plus en plus à l'ouest, qui a peu de relief. Dans les ensembles les plus importants s'implantent diverses activités dont l'ouverture dépend de la puissance publique. Elles sont essentiellement au service de la population du quartier.

L'autoconstruction non contrôlée se développe surtout à Bou Drhane dont les plus anciennes parties dépassent la densité de 200 habitants à l'hectare.

C'est une des plus importantes zones de construction de la ville. L'équipement public y est nul si ce n'est une école en cours de finition en 1972 et une mosquée que les habitants ont construite. Quelques boutiques sont groupées autour de l'unique route d'accès au centre ville pour un ensemble d'habitants dépassant largement 10 000. Il n'y a pas d'assainissement, seulement quelques bornes fontaines.

Les artisans sont rares sauf dans la zone basse située à l'est de Bou Drhane où le type d'habitat est plus composite, intermédiaire entre l'habitat européen et l'habitat traditionnel.

A partir d'agglomérations secondaires plus isolées de la ville, se sont développés différents types d'habitat non contrôlé. Les petites agglomérations d'El Kifane, Feddane es Sba, Aïn en Nedjar perdent progressivement leur caractère rural pour abriter dans des constructions qui peuvent aller jusqu'au bidonville, une population que la ville n'intègre pas.

Dans les zones nord et ouest, se développent donc différents types d'occupation du sol qui amplifient les tendances ségrégatives anciennes, mais qui en certains points viennent à se concurrencer (bidonvilles dans les nouvelles extensions résidentielles). L'urbanisation se fait également au détriment des terres voisines les plus riches. Le centre des activités, centré à l'est de la ville devra se développer vers l'ouest au détriment du centre traditionnel situé le plus à l'est.

b) Les équipements publics sont concentrés dans la partie moderne intra muros. Il y a cependant un développement très récent, vers l'extérieur, essentiellement vers l'ouest et le nord-ouest, sur de grandes parcelles, car le centre urbain ne recèle plus de terrain libre.

Les activités importantes non intégrées à l'habitat n'ont pas de localisation précise, la gare n'ayant eu qu'un effet d'entraînement moyen.

Les unités importantes sont localisées à l'extérieur de Tlemcen et même dans les agglomérations secondaires.<sup>(1)</sup> Les types d'activité de production (alimentaire et textile cuir) ne demandent pas la proximité du centre urbain. Celles du circuit supérieur, demandant en général de grandes surfaces, ne se rencontrent ni en médina, ni dans les collectifs verticaux, ni évidemment en zones d'autoconstruction.

Les activités de type artisanal sont liées à l'habitat urbain ancien et aux zones commerciales traditionnelles, d'autant que les artisans sont à Tlemcen des urbains anciens. On les retrouve donc principalement:

. dans les zones précoloniales, avec une forte concentration près du centre commercial "traditionnel", surtout pour les activités "traditionnelles" (travail de l'or, fabrication de djellabas, dinandiers, fabricants de babouches, mais l'on y trouve aussi des menuisiers, fabricants de chaussures, réparateurs de petits ustensiles, etc.).

. dans les zones d'habitat moderne proches, à bonne concentration de population (200 habitants/ha), pourvu que ces zones soient bien situées et aient un minimum d'ancienneté (faubourgs, grands ensembles, etc.) où travaillent principalement des réparateurs auto, des menuisiers, des ferronniers liés aux besoins des habitants des faubourgs.

Elles sont par contre totalement absentes des zones d'autoconstruction.

Par contre, l'artisanat de production (chaussure, tapis, couverture) a des impératifs de localisation moins contraignants. Il est même implanté parfois dans des quartiers éloignés ou à faible densité, ce qui semblerait montrer qu'il n'a pas de clientèle personnelle importante, mais qu'il travaille en relation avec les grossistes.

Dans les quartiers est intra muros et extra muros vers le quartier Agadir, existent un ensemble de commerces (grain, fourrage, épices), de réparateurs artisans (forgerons, fabricants de chaussures en toile et en pneu), de

(1) cf. 2.5., localisation des activités industrielles.

services (fondouks, abattoir, souk, marché) liés aux relations entre la ville et la campagne.

Les centres commerciaux modernes et traditionnels sont accolés et le passage de l'un à l'autre n'est pas toujours très net.

Les commerces de type moderne sont situés dans le centre moderne (autour de l'avenue de l'Indépendance), qui regroupe la plupart des services et des commerces modernes, et dans les principales rues créées par la colonisation en direction des portes vers les faubourgs d'habitat des classes moyenne ou riche : El Kalaa, Beau Séjour.

Les quartiers résidentiels modernes de "standing" tels le quartier nord-ouest intra muros ou le quartier de villas dispersées à El Kalaa supérieur, les immeubles collectifs des zones périphériques (sauf le grand ensemble situé près de la porte de l'abattoir, zone active où tous les garages inutilisés ont été loués à des commerçants et des artisans) sont dépourvus d'activités d'artisanat et de commerce.

Les quartiers résidentiels modernes sont évidemment dépendants du centre moderne sauf pour certains achats quotidiens.

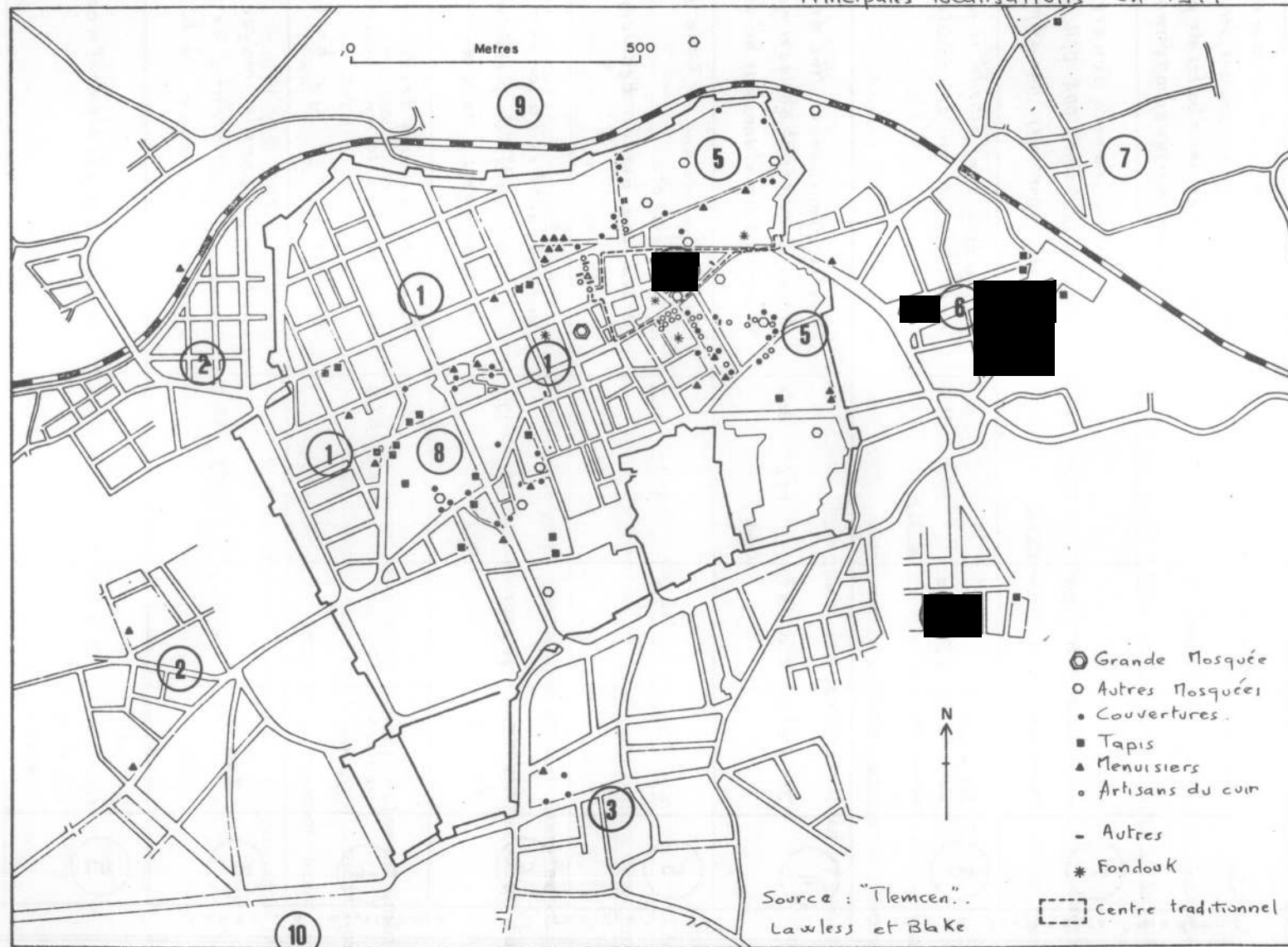
Les zones d'extension non contrôlée sont aussi mal pourvues en activités et en commerce du fait des bas revenus, de l'installation récente et d'une auto-consommation importante liée à l'immigration rurale. Elles sont dépendantes des commerces des zones environnantes. Etant essentiellement des cités dortoirs, les déplacements au centre sont obligatoires pour une bonne partie des habitants qui sont donc conduits à y faire même une partie de leurs achats quotidiens.

Ainsi la banlieue ouest, la plus importante et la plus éloignée du centre commercial, en est reliée par un axe commercial bien marqué comportant des commerces très variés dont certains (marchands de fruits et légumes, épiciers, etc.) s'adressent aux clients de passage pouvant être de quartiers et de catégories sociales différents. Ceci ne concerne certainement qu'une gamme de produits restreinte.

# LOCALISATION DES INDUSTRIES ET DE L'ARTISANAT

Principales localisations en 1971

Carte 2.4.VI.



Les chiffres correspondent à la typologie de la figure 2.4.VII, P. 218.



ZONES	densité démograp.	nb d'habit. divisé par nb d'activités	Pourcentage des activités par cir. cuit sup. inf		Traits dominants des zones Observations
	chiffres moyens/district				
zones à dominante "moderne"	①	100 à 300	centre: 5 à 15 N.O. 30 à 45	51,2    48,8	Centre administratif et commercial mo- derne. Nbx sièges sociaux, services et com- merces rares. Peu d'unités de production. Habitat en immeubles "modernes" au N.O.
	②	60 à 120 mais grands espaces vides	20 à 60	33,4    66,6 Product.	Hab. européen. Amorce d'un axe commer- cial Wilaya Hopital SMHC ODA DDH. Quelques unit. és indust. importantes. Nbx réparat. auto.
	③	80 à 120 sauf Riad el Hamar (tradi- et HLM. 150 à 430	45 à 400	68,7    31,3 Product.	Hab européen sans activité à part quel- ques grosses unités industrielles
zones à dominante "traditionnelle"	④	300 à 640	2 à 16	19,6    80,4 Gros.	Centre traditionnel. Nbx détaillants ar- tisans, services et quelques grossistes. Zo- ne surdensifiée et sans possibil. de desserrem.
	⑤	210 à 780	9 à 120	22,8    77,2	Hab. type medina. Zone satellite de la précédente. Au Sud, une percée Est-Ouest moderne
	■	autour de 100	11 à 36	27    73,0 Prod.	Nord: très actif en liaison avec zone 4 Sud: Nbx unités de production. Gare Marché de gros. Fruits et légumes.
	■	autour de 100	50 à 200	16,2    83,8	Zone de faubourg traditionnel avec au Sud implantations industrielles Abattoir. Souk aux bestiaux
	⑧	200 à 500	10 à 50	41,1    58,9	Habitat type medina Zone traditionnelle moyen-tactive Quelques gros ateliers de tapis et si- èges sociaux d'entrep. de bâtiment.
	⑨	très variab espaces vides, villages tradit HLM.	50 à 360	Peu d'activités	Habitat généralement modeste
	⑩	100 à 300	150	0    0    100	Habitat spontané endur. Quelques commerces et services de niveau inférieur



## 2.4.4. - SAÏDA

Saïda, création coloniale, ne possède évidemment pas de quartiers précoloniaux. Une bonne partie du quartier européen, accueillant maintenant une population à plus faible revenu qu'auparavant s'est dégradée, en particulier la Redoute et la zone du centre ville qui se trouve derrière la Mairie, le long de l'oued Oukriff, jusqu'à la Redoute.

Une spécificité de Saïda par rapport à Tlemcen est l'habitat traditionnel planifié que l'A.P.C. a édifié pour accueillir les gens habitant souvent sur place dans le traditionnel spontané. Le confort minimum (alimentation en eau, électricité, assainissement) et des loyers assez bas sont assurés grâce à des crédits bancaires à faible intérêt. Dans l'optique des aménageurs, ce type d'habitat devrait à terme remplacer les "villages nègres" (Doui Thabet, Amrous).

Deux catégories d'habitat apparaissent (1) : un premier habitat de type "traditionnel", le traditionnel planifié et le non contrôlé, et un deuxième habitat de type "européen", l'habitat continu européen, le pavillonnaire et le collectif élevé. Nous cernons ainsi une double réalité urbaine : la ville centrale d'origine européenne aux logements plus spacieux, avec un taux d'occupation relativement bas : de 1,93 à 2,45 personnes par pièce ; la ville "traditionnelle", souvent "non contrôlée", périphérique, au delà de l'ouest Saïda, de la voie ferrée possède un habitat plus petit : la moyenne des logements possède entre 1 et 2,11 pièces pour un ménage. Et malgré une taille plus réduite du ménage au regard des ménages logés au centre, le taux d'occupation est élevé : de 3,1 à 5 personnes par pièce.

(1) cf. en annexe : "types de logement à Saïda".

# SAIDA - DENSITE DEMOGRAPHIQUE

PAR DISTRICT AU RECENSEMENT DE 1966



Carte 2.4.VIII.

Le nombre de personnes par pièce est lui-même très différent d'une zone à l'autre, variant du simple à plus du double. Il est le plus élevé dans le sommaire spontané où les pièces sont particulièrement petites.

L'habitat non contrôlé (Doui Thabet, Amrous) représente 40 % des logements, ce qui est très largement supérieur à Tlemcen où l'immigration est moins importante.

L'habitat traditionnel planifié (Cité du Commandant Mejdoub et une partie d'Amrous) qui n'était pas considéré comme suffisamment urbain à Tlemcen, pour être intégré à la ville, constitue pour les autorités la réponse à l'extension de l'habitat non contrôlé, qui reste cependant 3 à 4 fois plus important.

Le pourcentage de population originaire de la ville est supérieur à la moyenne dans deux catégories (1) : le centre urbain continu et les zones de pavillons (les Castors, etc.) acquis par prêts d'accèsion à la propriété et qui intéresse donc des gens installés depuis longtemps et ne voulant pas s'expatrier. Ce pourcentage est particulièrement faible dans le sommaire non contrôlé.

Les immigrants venant du reste de la wilaya vont essentiellement habiter ce dernier type d'habitat, le traditionnel non contrôlé, le traditionnel planifié ou le centre urbain dégradé où ils sont relativement deux fois plus nombreux que dans le centre urbain "central", ce qui expliquerait sa dégradation.

Les immigrants venant du nord sont souvent des immigrants "riches", fonctionnaires de l'Etat ou cadres de sociétés nationales et pouvant bénéficier de la construction "administrée" récente : pavillons, collectifs verticaux, traditionnel planifié (Cités Frank Fanon, Sidi Cheikh, immeuble E.G.A., etc.).

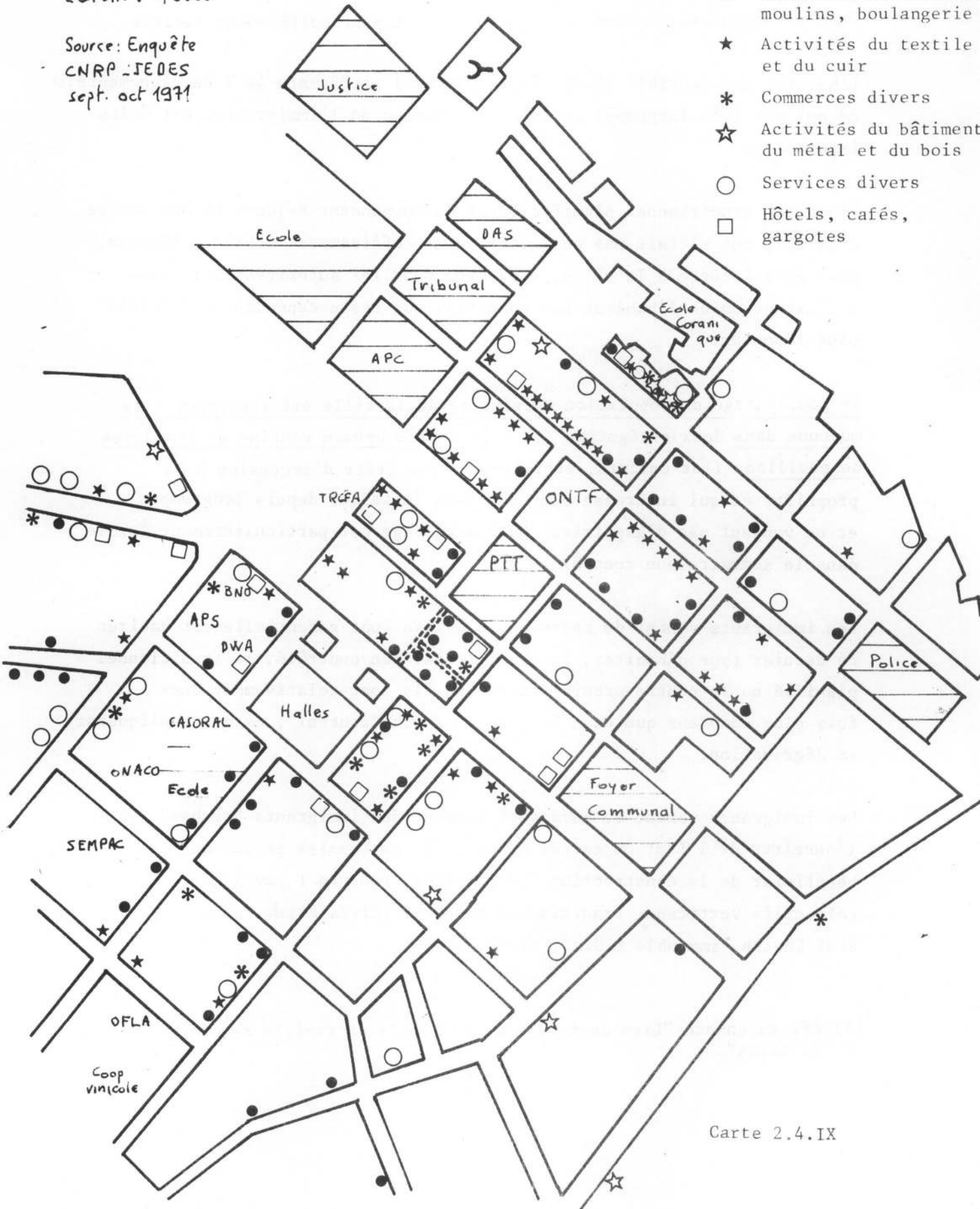
(1) cf. en annexe "Lieu de naissance des chefs de famille de l'agglomération de Saïda".

# LOCALISATION DES ACTIVITES CENTRE VILLE SAIDA

Echelle : 1/2000

Source: Enquête  
 CNRP - JEDES  
 sept. oct 1971

- Commerces alimentaires, moulins, boulangerie
- ★ Activités du textile et du cuir
- \* Commerces divers
- ☆ Activités du bâtiment, du métal et du bois
- Services divers
- Hôtels, cafés, gargotes

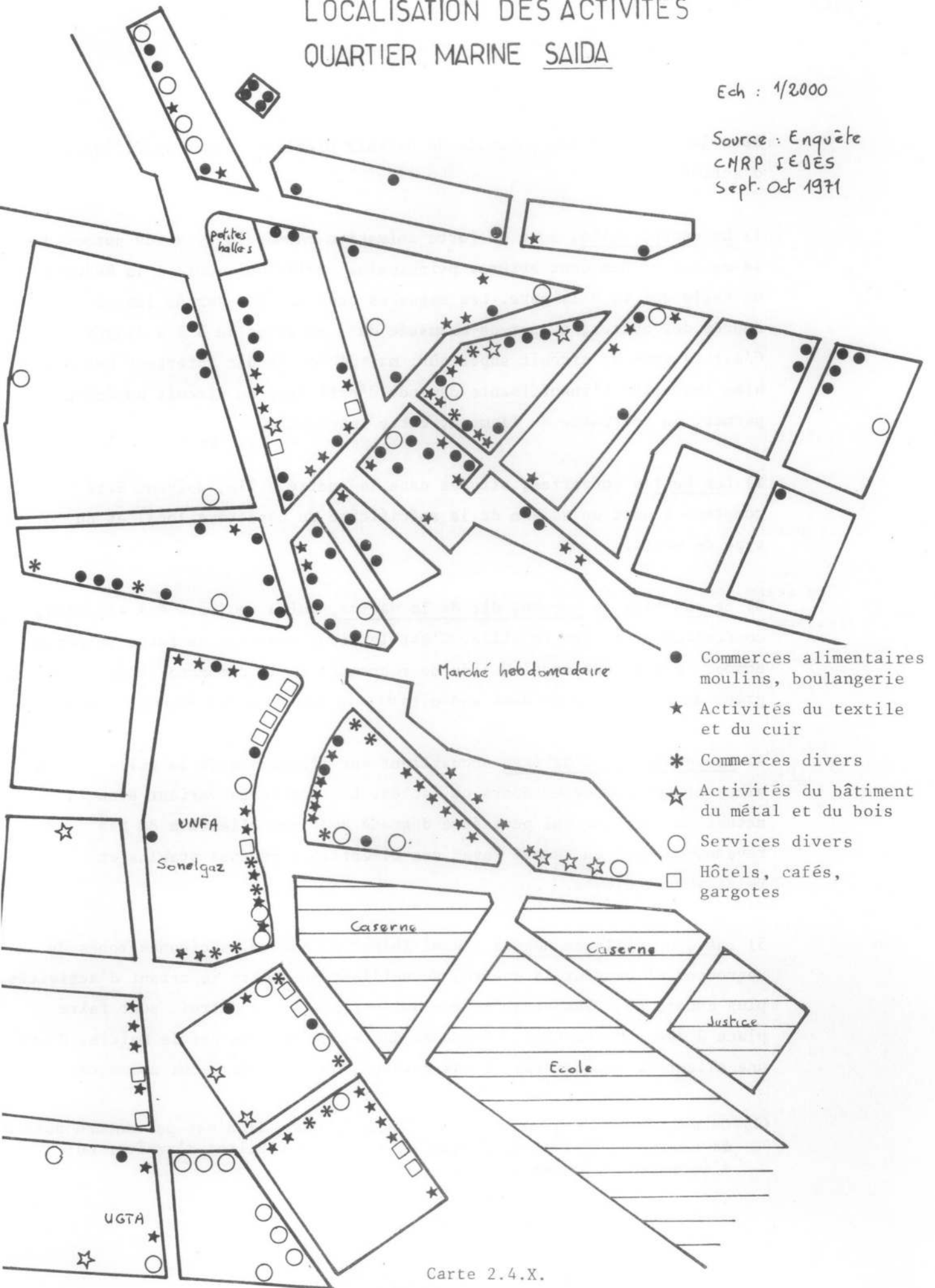


Carte 2.4.IX

# LOCALISATION DES ACTIVITES QUARTIER MARINE SAIDA

Ech : 1/2000

Source : Enquête  
CMRP I EDES  
Sept. Oct 1971



Carte 2.4.X.

Dans la ville, il est possible de définir plusieurs zones spécifiques d'activité :

- 1) Le centre ville, zone de forte animation commerciale, situé autour de la mairie et des deux artères principales, celle qui monte à la Redoute, et celle qui va à la gare. Les magasins sont vastes, serrés les uns auprès des autres, au rez-de-chaussée des immeubles de 3 à 4 étages. C'est la zone du circuit supérieur, mais où le circuit inférieur est aussi bien installé. L'insuffisante demande d'activités du circuit supérieur, permet, au contraire de Tlemcen, cette imbrication.
  - 2) Les halles couvertes, situées dans le centre ville, doivent être comptées à part en raison de la spécificité du caractère local et du type de vente.
  - 3) Le quartier du marché, dit de la Marine, qui a toujours été algérien, contrairement au centre ville. C'est le vieux quartier de forte animation commerciale et artisanale, lieu de rencontre de la campagne et de la ville, grâce au souk situé en deux endroits distincts, dans des espaces laissés libres.
  - 4) Les quartiers d'habitat accueillent sur l'ensemble de la ville des services et des commerces épars ou isolés. Les commerces varient avec la nature du quartier qui peut être dégradé avec une clientèle de bas revenu, ou neuf ou rénové avec une clientèle à revenus stables et relativement élevés.
  - 5) Les deux villages nègres : Doui Thabet et Amrous, anciennes zones de regroupement pendant la guerre, accueillent un nombre important d'activités, plus encore Doui Thabet qu'Amrous qui est peu à peu détruit pour faire place à des constructions bâties en dur et contrôlées par la mairie. C'est une clientèle de quartier, à bas revenus, qui a accès à ces commerces.
- (1) Ce phénomène est postérieur à l'Indépendance. Il n'est pas encore possible de savoir si le Programme spécial a eu pour résultat d'arrêter ou d'inverser ce phénomène.



# LOCALISATION DES ACTIVITES DOUI THABET SAIDA

Echelle 1/2000

Source : Enquête CNRP-IEDES  
sept. oct 1971

- Commerces alimentaires  
moulins, boulangerie
- ★ Activités du textile  
et du cuir
- \* Commerces divers
- ☆ Activités du bâtiment  
du métal et du bois
- Services divers
- Hôtels, cafés,  
gargotes.





Le total des activités commerciales de Saïda se répartit entre ces quartiers de façon assez régulières : le centre ville en recueille 20,4 %, le quartier de la Marine 21,8 %, les villages nègres 11,8 %, les commerces dispersés dans la ville 30 %, le marché hebdomadaire 1,5 %, les halles 8,3 %. Enfin, les ambulants repérés totalisent 6,7 % du commerce. (1)

Le centre ville reçoit 64,2 % des commerces du supérieur, tandis que tous les autres "quartiers" sont dominés par le circuit inférieur : 75 % à la Marine, 96 % dans les villages nègres, 78 % des commerces "isolés", 85,3 % aux halles et 100 % ambulants et au marché hebdomadaire.

Le nombre de points de vente du circuit inférieur est 4,5 fois plus élevé que celui du circuit supérieur et domine dans toute la ville, sauf au centre.

Certaines activités sont un quasi monopole du circuit inférieur ou supérieur : le secteur de l'épicerie, des fruits et légumes et de la boucherie est près de 9 fois plus important dans le circuit inférieur et se disperse dans les villages nègres, la Marine et les quartiers isolés. Seulement 25 commerces sur 360 de cette branche sont localisés dans le centre ville.

Par contre, les commerces de l'électro-ménager, de la quincaillerie, droguerie et apparentés sont principalement situés au centre.

Les disparités spatiales seront renforcées par les extensions récentes de la villes.

Au nord de la ville se développe la zone industrielle, entre la voie ferrée et la route de Mascara. Des entreprises sont déjà installées (SN EMA) ainsi que de nombreux docks et silos. Un centre de formation technique s'est implanté à cet endroit.

A l'est de la ville, c'est le quartier administratif qui s'étend derrière la Redoute, autour du siège de la wilaya.

(1) cf. en annexe "Nombre et pourcentage des activités par quartier à Saïda"

## 2.5. - LES FLUX ET LES ZONES D'INFLUENCE RÉGIONALE ===== PAR CIRCUIT =====

Il est possible d'appréhender la zone d'influence de chaque ville de diverses manières. Cette zone n'est d'ailleurs pas homogène. Elle est formée d'un faisceau de zones multiples que composent dans l'espace les différents réseaux de relations sociales et économiques.

Certaines données comme les transports de marchandises en grande masse et l'espace lié à l'industrie font référence au circuit supérieur ; d'autres, comme le souk ou les échanges directs entre le producteur et le consommateur des produits de l'agriculture sont intégrées au circuit inférieur.

D'autre part, s'il existe effectivement une zone liée au circuit inférieur urbain et une région dominée par le circuit supérieur, celui-ci contrôle le circuit inférieur d'autres agglomérations par le biais des intermédiaires grossistes, demi-grossistes ou primeuristes. Cette armature commerciale recouvre le circuit inférieur, l'organise et le rattache à la ville.

L'Oranie constitue encore une entité économique réelle, mais Alger pèse sur les structures de production et d'échange : une bonne partie des exportations régionales alimentent la capitale où est concentrée une forte population, dont celle à hauts revenus. De plus, la centralisation renforce son rôle du centre de distribution de biens de luxe et de biens d'équipements spéciaux, tous biens non courants. Malgré cela, les relations Tlemcen Oran se sont renforcées quantitativement et Saïda reste dans

l'orbite économique de l'Oranie. La nature de ces relations a cependant changé. Les décisions s'échangent le plus souvent directement entre Alger et les chefs-lieux de wilayate, Oran n'étant qu'un échelon de retransmission et de contrôle pour les organismes nationaux qui y ont une direction régionale et un port de transit pour les biens importés et exportés.

L'espace de la wilaya de Tlemcen est très différencié. La zone qui participe le plus activement à l'économie locale est pratiquement limitée à la daïra et aux communes de Remchi et d'Aïn Youcef au nord, communes où la colonisation s'était relativement développée. Une zone plus étroite située dans le demi arc supérieur, de rayon 15 km, centré sur Tlemcen vit en relation étroite avec la ville : aux ventes directes de produits de la campagne à la ville, aux propriétés citadines se superposent des activités modernes agricoles et industrielles. Le circuit inférieur et le circuit supérieur, tous les deux présents sont complètement polarisés par Tlemcen. Le flux de relations est très intense sur les axes qui irriguent cet espace. Le circuit inférieur, tout au moins celui lié aux échanges traditionnels ville-campagne, devrait perdre de l'importance étant donné la régression de l'agriculture privée aux portes de Tlemcen.

Le sud de la ville, au terroir pauvre, participe peu à la vie économique urbaine sauf dans la commune proche de Terni où beaucoup d'immigrants à Tlemcen ont conservé des fractions d'exploitation. La région du sud est cependant tournée vers Tlemcen. Seb dou, chef-lieu de daïra est un pôle secondaire sans activité, dont l'essentiel des relations se fait avec Tlemcen.

Maghnia à l'ouest est une ville privilégiée par les investissements agricoles qui y sont faits, et semble la seule commune de cette région à entretenir des relations avec Tlemcen.

Le nord-ouest de la wilaya n'est nullement intégré au reste de la wilaya, que ce soit par la situation géographique isolée ou par le mode de

subsistance des habitants (émigration à l'étranger). Paradoxalement, Nedroma, centre de cette région, conserve des relations privilégiées, migratoires en particulier, avec Tlemcen : des ateliers de tapis et de tissage, souvent aux mains des Tlemceniens, bénéficient d'une main-d'oeuvre sans emploi et ayant un acquis technique du fait du long passé artisanal de la ville.

Tlemcen s'appuie, pour relayer son influence sur le circuit inférieur, sur un ensemble de villes comme Sebdou, Nedroma, Remchi, Maghnia.

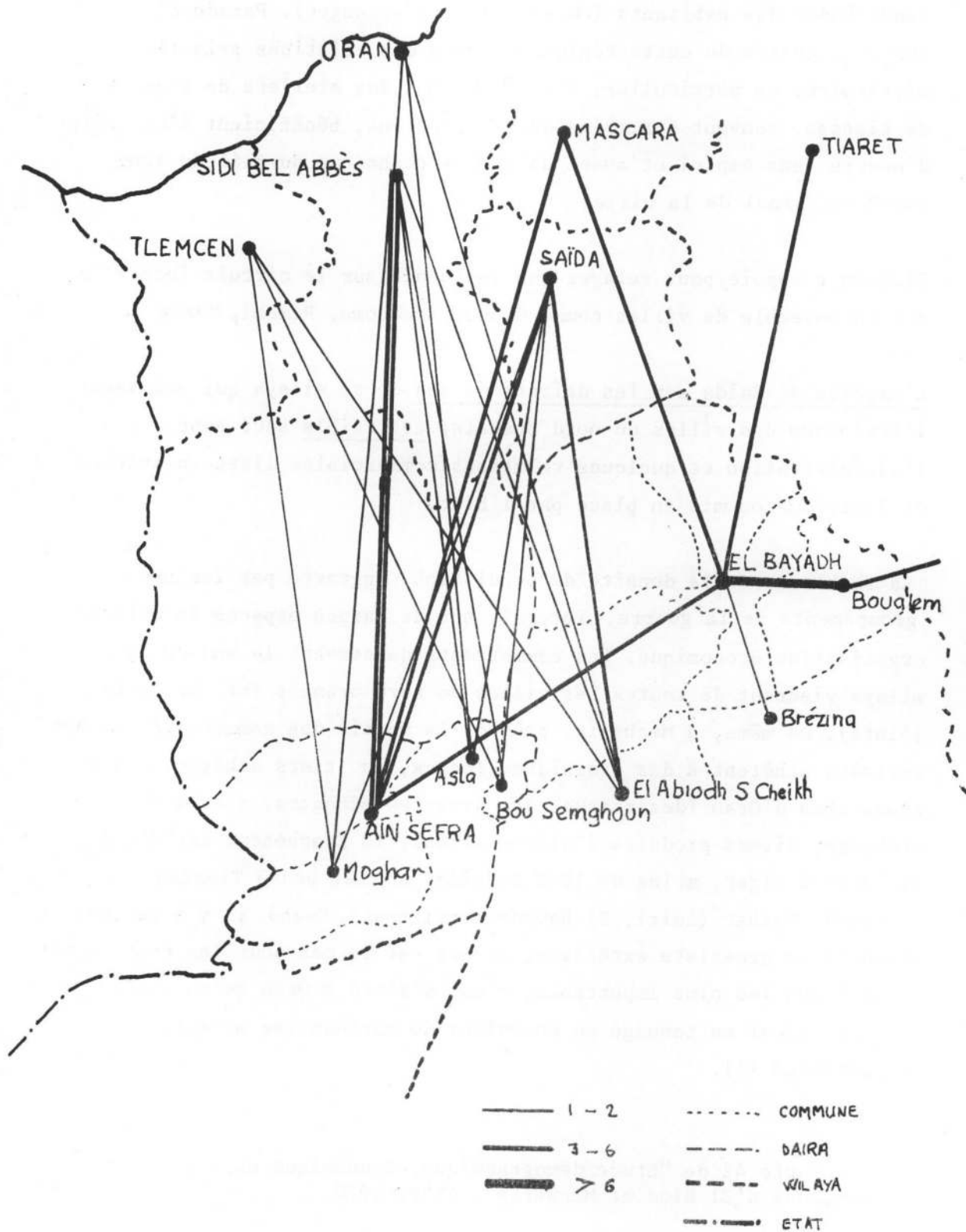
L'emprise de Saïda sur les daïrate du sud de sa wilaya qui subissent l'influence des villes du nord oranais, est faible sauf pour l'administration et quelques relations commerciales liées au système de distribution mis en place par l'Etat.

La faiblesse de la densité de population, aggravée par les regroupements de la guerre, interdit sur de larges espaces la moindre organisation économique. Les commerçants desservant le sud de la wilaya viennent de toutes les villes du nord oranais (cf. la carte jointe). De même, à Mecheria, près de la moitié des commerçants et des artisans achètent à des grossistes locaux, un tiers achètent à des grossistes d'Oran (des tissus, des articles ménagers, pièces de rechange, divers produits d'alimentation), 10 % achètent ces mêmes articles à Alger, moins de 10 % à Saïda, et très peu à Tlemcen (tissus), Bechar (cuir), El Bayadh (artisanat). Quand il y a recours direct à un grossiste extérieur, ce qui est le cas pour les commerçants et artisans les plus importants, c'est d'abord à Oran qu'on s'adresse. Le même calcul en tonnage ou en valeur de marchandise accentuerait ce phénomène (1).

(1) cf. carte 42 de "Etude démographique, économique et sociale des communes d'El Biod et Mecheria", CNRP, 1970.

# COMMERCANTS ITINERANTS DESSERVANT LE SUD ORANAIS

d'après Couderc 1972



0 100 Km

Carte 2.5.I.

El Bayad subit très fortement l'influence de Tiaret, ville aux activités plus diversifiées.

Saïda est le centre incontesté de sa daïra. Le circuit supérieur local de la distribution y est prépondérant. La Daïra correspond également à l'aire de recrutement des immigrants qui peuvent survivre en ville en joignant quelques revenus urbains aux revenus ruraux proches. Saïda est aussi le centre du circuit inférieur, lequel serait sommairement hiérarchisé comme semble le prouver l'organisation des souks hebdomadaires dans les communes de la daïra : les fellahs, même d'autres communes, viennent à Saïda quand exceptionnellement, ils ont besoin d'un service ou d'un commerce plus rare.

Il existe dans la daïra de Saïda une unité économique fondée sur un prélèvement important des urbains sur la campagne par le biais des migrants minifundiaires, des services et des réseaux commerciaux urbains. Il n'y a pas d'activités du circuit supérieur en dehors de Saïda. Le même fonctionnement se retrouve dans la zone sud de Tlemcen. Dans la zone nord, ces relations sont à la fois le fait du circuit inférieur, éventuellement par le biais de villes liées à Tlemcen, et du circuit supérieur dont certaines unités économiques sont implantées à proximité de Tlemcen (secteur secondaire) ou plus loin (secteur agricole, public ou privé) (1).

Si les relations ville campagne et le drainage monétaire systématique ont permis à Tlemcen le développement d'activités commerciales et industrielles importantes à Tlemcen et dans ses environs immédiats, ces mêmes relations, plus faibles il est vrai à Saïda, n'ont fait qu'entretenir une classe d'intermédiaires locaux ou situés dans les villes de l'Oranie du Nord.

(1) Les relations des deux circuits avec la ville ne sont pas de même nature. Pour le circuit inférieur, les échanges consistent essentiellement en produits alimentaires et d'usage courant. Pour le circuit supérieur, il s'agit de services, de biens d'équipement, etc.

2.5.1. - LES INDICATEURS DE SYNTHESE

## 2.5.1.1. - LE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS

Sur quelques axes principaux, la comparaison des différents modes de transport au départ de Tlemcen donne les résultats suivants, par jour :

TLEMCEM Direction	Places assises SNTV (1 sens)	Nombre de véhicules sur routes (moy. des 2 sens)	Billets SNCFA pour	
			Terminus	Arrêts inter- médiaires
Oran	500	907	24	
Sidi Bel Abbès	270	432	56	77
Maghnia	270	274	18	110

Ces chiffres, non directement comparables, permettent cependant de mettre en valeur le rôle primordial du transport public par car (3 000 places sont offertes tous les jours au départ de Tlemcen) et l'importance des relations entre Tlemcen et Oran.

## a) Le transport par car.

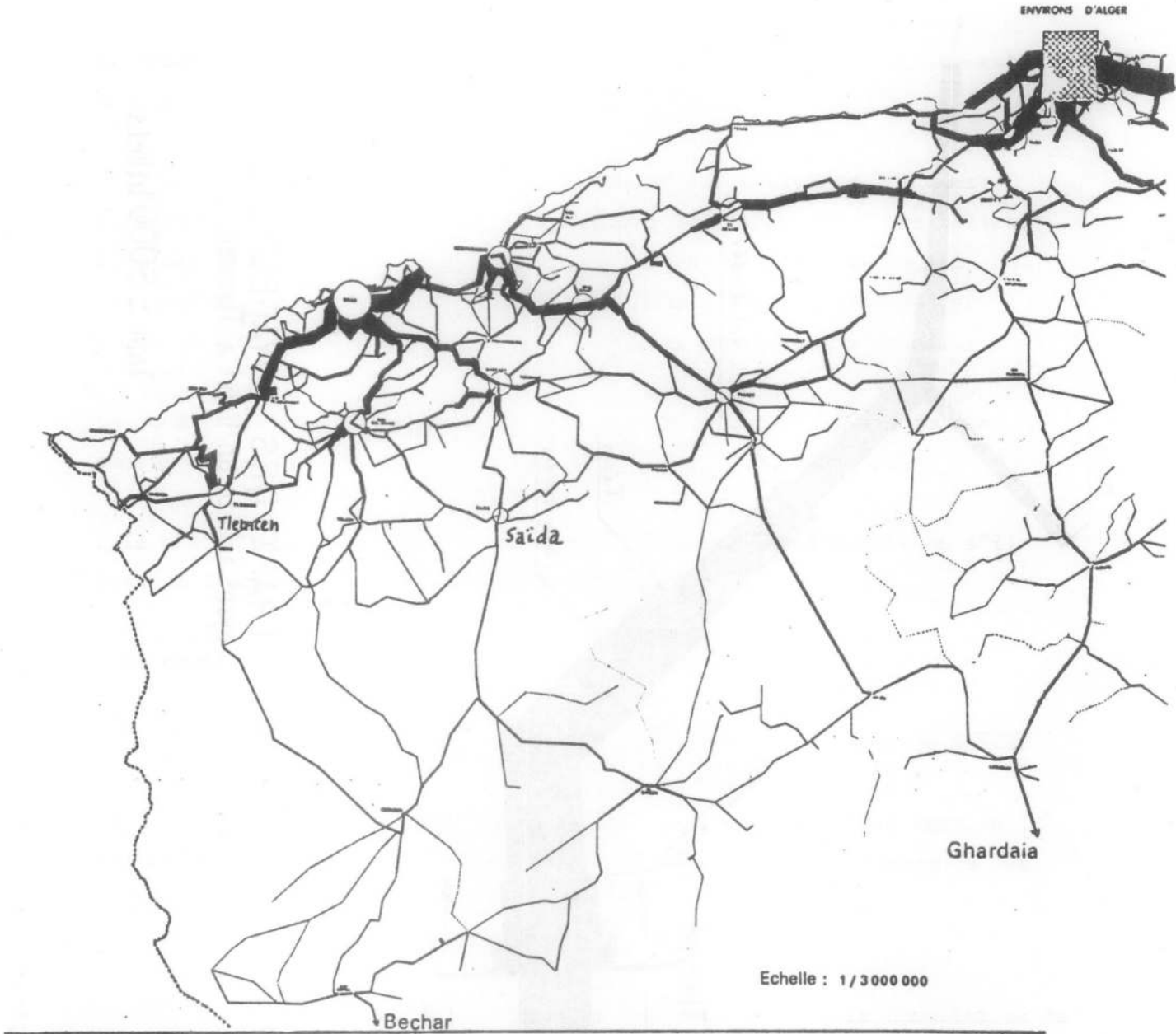
Bien que nous ignorions les critères de création de lignes, qui peuvent être, étant donné qu'il s'agit d'une entreprise d'Etat, autres que ceux d'une pure rentabilité, nous pouvons supposer, en première approximation qu'il existe une même adéquation de l'offre aux besoins sur les différentes lignes.

Sur les 63 rotations journalières qui desservent en 1972 les différentes agglomérations de la wilaya de Tlemcen, 42 ont leur terminus au chef-lieu, mais 9 correspondent à des liaisons directes entre Oran et le nord ouest de la wilaya : on observe ainsi 6 liaisons Oran-Beni Saf alors qu'il n'y a que 3 liaisons Tlemcen-Beni Saf. La proportion est inverse pour Ghazaouet. Beni



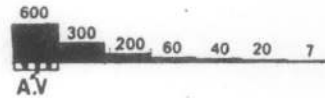
# FLUX DES AUTOCARS

DECEMBRE 1971

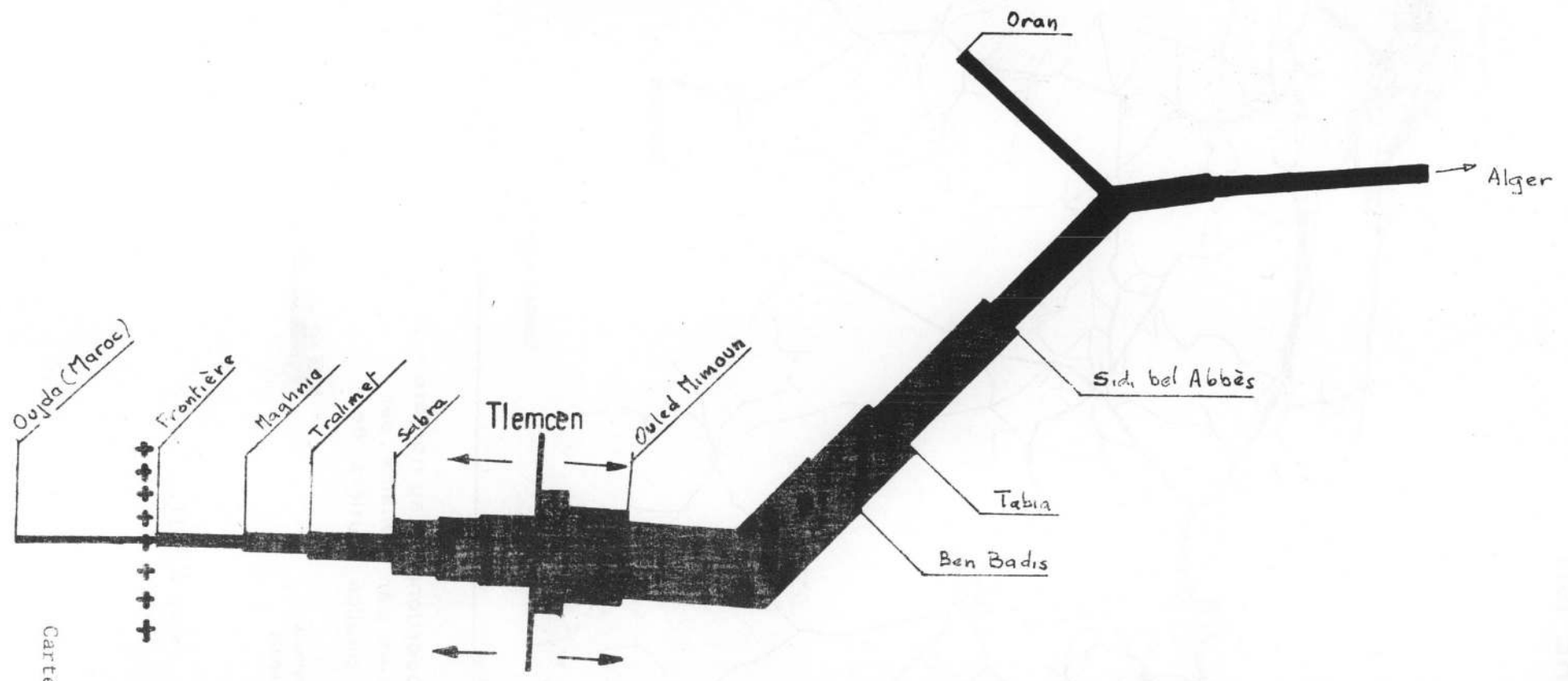


L'épaisseur des traits est proportionnelle au nombre total d'allers et retours effectués par semaine, par les entreprises de transports publics routiers de voyageurs.

600: nombre d'allers et retours  
\*a.v\*: allers et retours à volonté



Carte 2.5.II.



Carte 2.5.III.

TRAFIC DES VOYAGEURS SNCF  
ayant acheté un billet à Tlemcen

1mm = 5000 billets

Source : Enquête CNRP FEDES Nov Dec 1972 et SNCF

RECHERCHES  
L'ÉCONOMIE  
DE L'ALGÈRE  
1970-1975

Saf, troisième ville de la wilaya, située à moins de 100 km d'Oran (et à 60 km de Tlemcen) est certainement plus dans l'orbite d'Oran que de celle du chef-lieu de wilaya.

Les cars privés viennent renforcer la desserte publique sur les trajets courts. Ainsi sur Hennaya, il y a 28 rotations journalières, sur Bréa et Aïn el Houtz 10 rotations journalières, Negrier-Ouzidan 4 rotations journalières, expressions de fortes relations avec Tlemcen. Elles sont également fortes vers Sebdu et Beni Mester, Sabra à l'ouest (8 rotations journalières).

Toutes ces indications ressortent sur la carte des transports publics de voyageurs qui mettent bien en valeur l'axe principal Tlemcen-Oran et les liaisons secondaires radiales à partir de Tlemcen vers Sebdu, Maghnia, Sidi bel Abbès, Ghazaouet, Beni Saf ou marginales par rapport à Tlemcen : Oran vers Beni Saf, Ghazaouet et Maghnia.

La position excentrée de Saïda par rapport à l'Oranie riche où les liaisons Oran vers Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara, Ighil Izane sont importantes, apparaît nettement. Même Tiaret, également chef-lieu d'une wilaya tournée vers le sud et ville de même importance que Saïda, a des relations beaucoup plus développées que cette dernière avec le nord (1) : Tiaret est une ville aux activités beaucoup plus diversifiées qui sont traduites par des relations plus poussées avec le nord mais également avec son arrière pays : il est vrai que si la wilaya de Tiaret, moins grande, a une population de 50 % supérieure, la partie nord, utile, est plus étendue.

Les liaisons de Saïda sont, en direction du nord, plus développées avec Mascara (70 km) qu'avec Sidi Bel Abbès (97 km). D'autres liaisons sont assurées avec Telagh et Tiaret et avec le sud, El Bayadh et Mecheria, reliées également à Sebdu et par le train à Saïda. Les liaisons avec le nord sont les principales. (2)

#### b) Le transport par train

Tlemcen est située, étant donné le peu de relations avec le Maroc, à l'extrémité de la ligne qui parcourt d'est en ouest le pays. Saïda, au

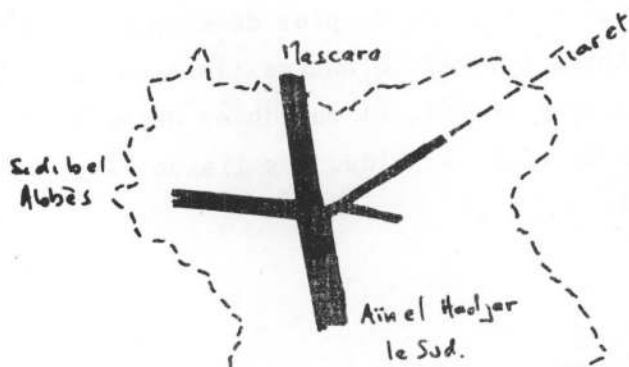
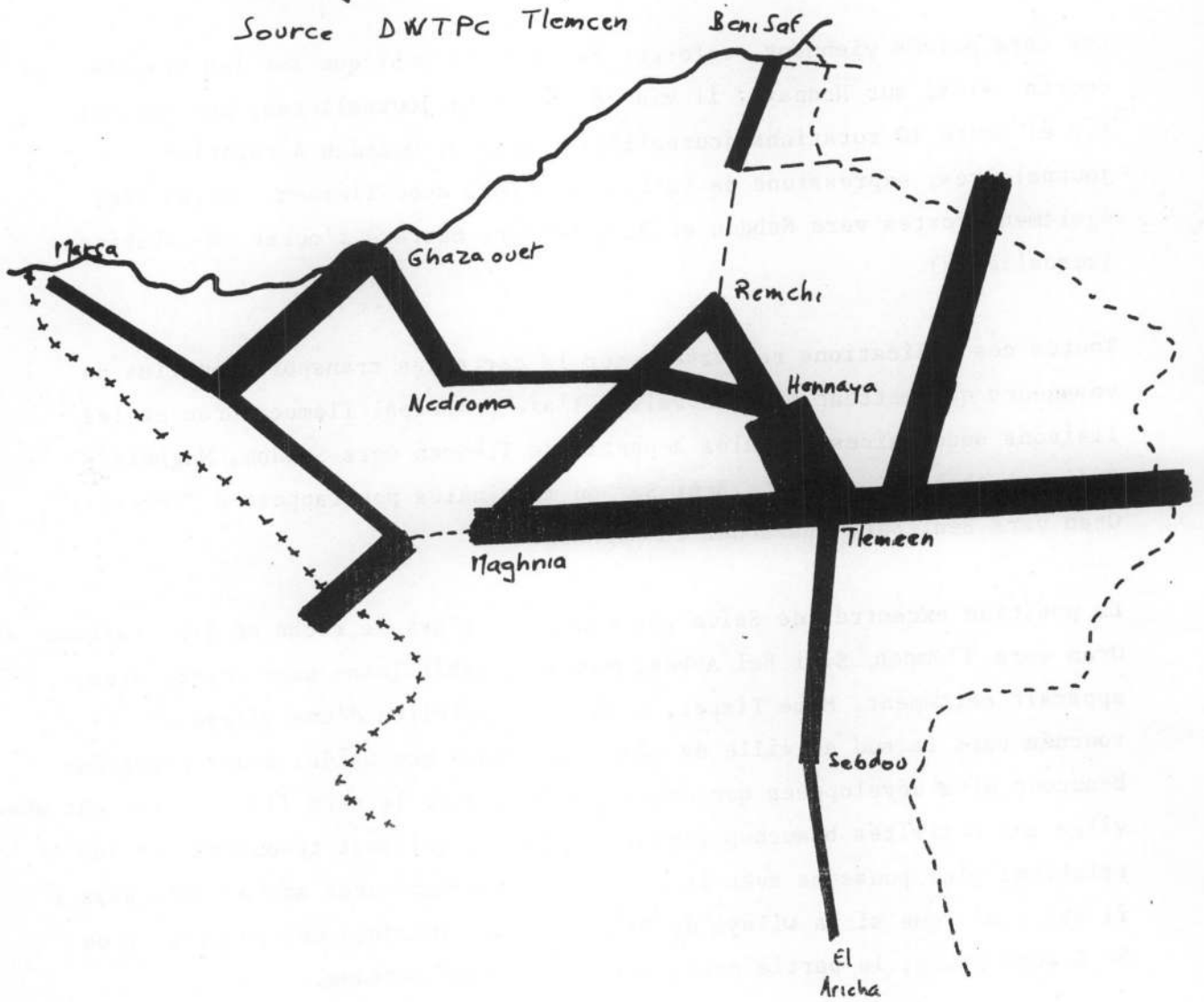
(1) Ces deux villes sont reliées avec le nord par un train quotidien.

(2) de Saïda à Telah : 77 km; à Tiaret : 174 km; à El Bayadh : 198 km; à Mecheria : 158 km.

# W DE TLEMCCEN 1966

Comptage routier

Ech 1/700 000  
1mm = 250 Veh./jour  
Débits journaliers moyens  
Source DWTPC Tlemcen



# SAIDA 1971

Ech : 1/1500 000  
1mm = 250 veh/jour  
Débits journaliers moyens  
Source DWTPC Saïda

contraire, située sur une ligne pénétrant le sud, est plus une voie de passage ou de diffusion des hommes, et surtout des biens.

La répartition des billets vendus en 1972 à Tlemcen (hors abonnements) montre que :

- . 37 % des billets sont délivrés pour les stations situées à l'ouest vers le Maroc, 37 % pour l'est jusqu'à Sidi Bel Abbès (15 % des billets). Plus des 3/4 des billets concernent des trajets de moins de 75 km. Les autres destinations importantes sont Oran (12 % des billets) et Alger (6 % des billets). Les 9/10 des billets concernent l'Oranie.

Le chemin de fer joue en fait un rôle peu important vis à vis du car, sauf pour deux types de trafic :

- . le trafic régional quand le car a une fréquence insuffisante ou s'il passe à l'écart de certaines agglomérations ,
- . le trafic à très longue distance.

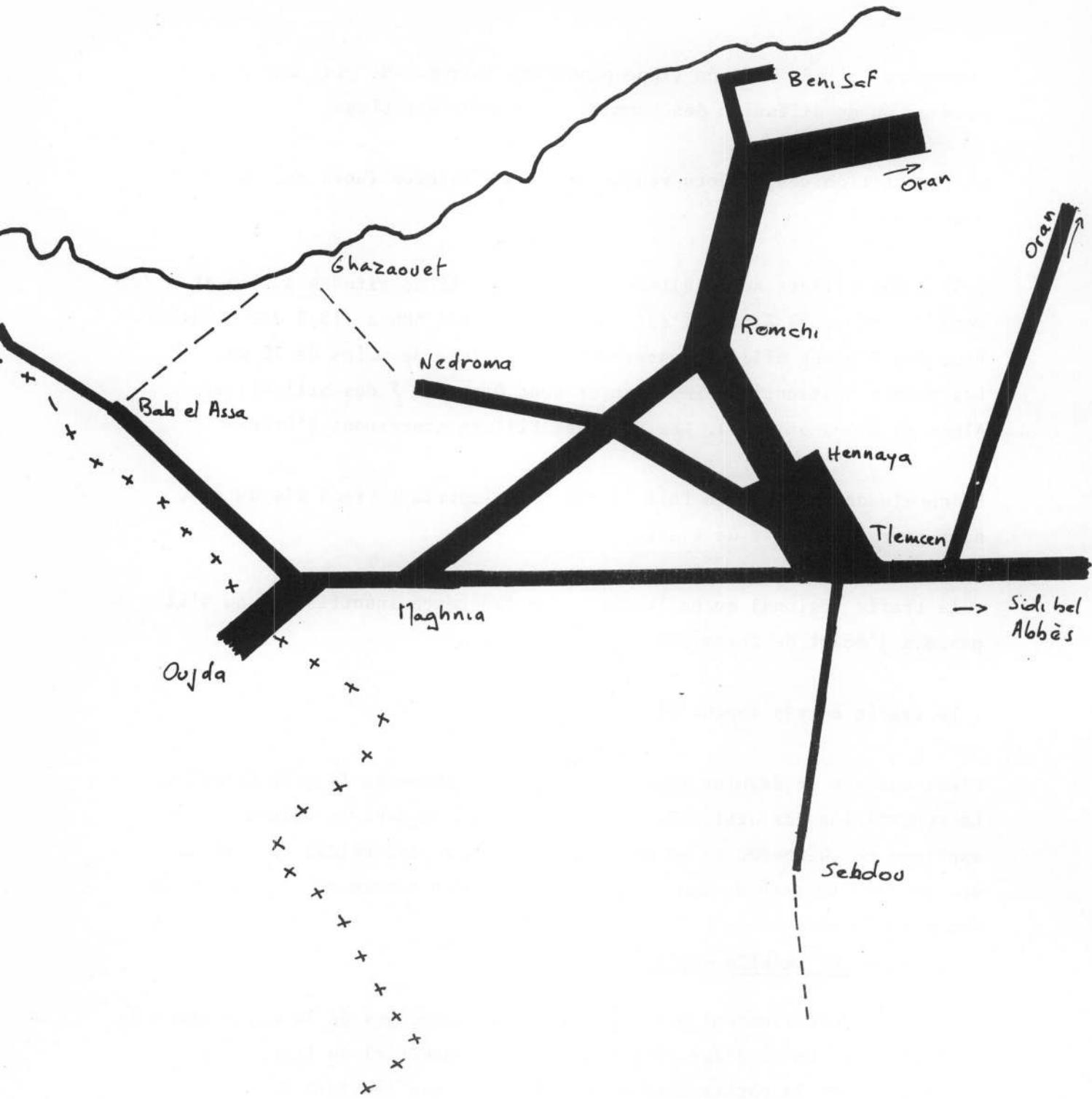
C'est surtout ce dernier type de trafic qui intéresse la gare de Saïda. La répartition des activités et de la population dans la wilaya explique ce phénomène et en partie la faiblesse des relations vers le sud en car. La gare de Saïda enregistre le même nombre de voyageurs que celle de Tlemcen.

#### 2.5.1.2. - LES TRAFICS ROUTIERS

Pour Tlemcen, nous disposons des comptages de la circulation de 1966 et 1971. Le comptage 1966 montre que l'essentiel du trafic est concentré dans la partie nord de la wilaya et que les flux de Nédroma sont plus forts avec Ghazaouet qu'avec Tlemcen.

La comparaison 1966-1971 met, quant à elle, en lumière :

- . Le renforcement et le déplacement du trafic Tlemcen-Oran sur l'axe Hennaya, Remchi, où sont faits des gros investissements dans le cadre du programme spécial,



1000 500  
 1mm = 250 Véhicules par jour

— — — Trafic non connu

Ech: 1/500 000

COMPTAGES ROUTIERS W. DE TLEMCCEN  
 1971

Débits journaliers moyens  
 Source DWTPC Tlemcen.

. La stagnation des autres trafics sauf Remchi-Maghnia et Tlemcen-Nedroma.

En règle générale, les trafics de Tlemcen avec la wilaya n'ont pas augmenté au contraire des trafics directs en direction d'Oran. Il n'est toutefois pas possible de corrélérer ce résultat avec d'autres pour en tirer la conclusion que le rôle de Tlemcen diminue dans sa propre wilaya.

Pour Saïda, les comptages 1971, aux portes de la ville, indiquent un trafic 2,5 fois plus faible qu'à Tlemcen (où tous les trafics importants sont dirigés vers la moitié nord de la wilaya, zone riche.)

A Saïda, l'axe nord-sud représente l'essentiel du trafic et offre la particularité d'être plus important au sud qu'au nord, surtout pour les poids lourds (217 contre 117 dans l'autre sens), montrant ainsi la fonction de groupage et de redistribution de la ville vers la daïra et le sud de la wilaya, car le trafic de transit direct est faible.

Alors que pour Tlemcen, les relations avec le sud sont secondaires, elles sont primordiales pour Saïda.

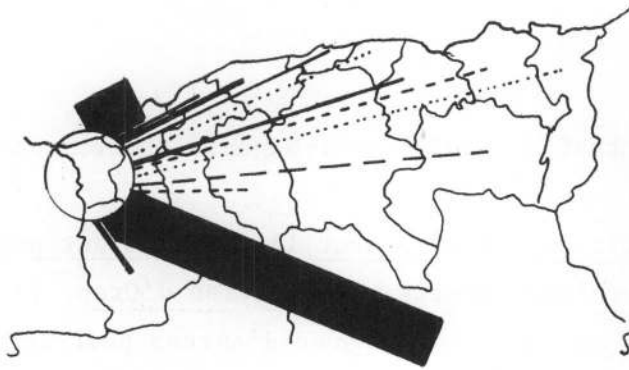
La comparaison des volumes des transports publics par car et les comptages routiers montrent que :

. L'offre de places est 3 à 4 fois plus abondante au départ de Tlemcen, alors que le trafic routier est seulement 2,5 fois plus important. Saïda est désavantagée par rapport à Tlemcen de ce point de vue.

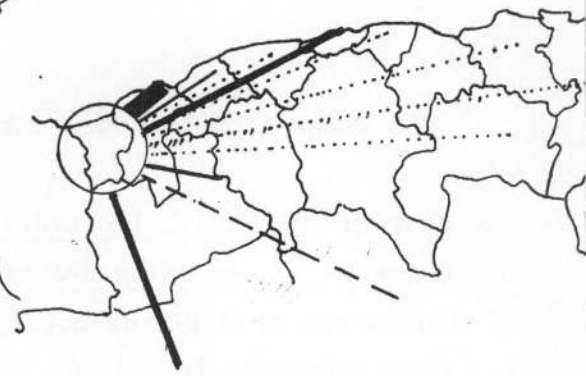
. L'offre en direction du sud de la wilaya de Tlemcen est comparativement plus forte que celle indiquée par les comptages routiers. Les fortes relations entre Tlemcen et cette zone ont plusieurs motifs (l'émigration vers Tlemcen, l'usage des services urbains de Tlemcen, car ils sont peu développés dans la daïra du sud, et les relations commerciales).



### TLEMCCEN

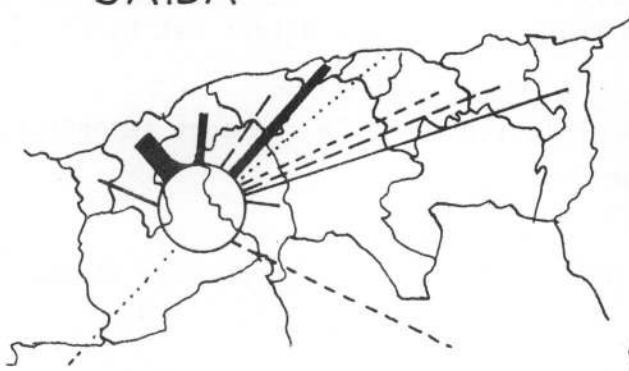


Receptions

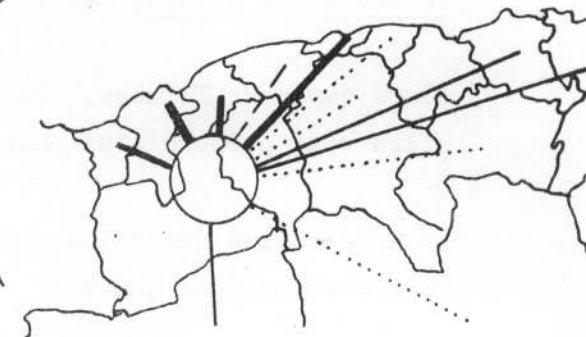


Expéditions

### SAIDA



Receptions



Expéditions

## S.N.T.R. ECHANGES INTER WILAYATE 1970

Source: Atlas démographique et économique de l'Algérie.

Echelle: 1/18 000 000

Cartes 2.5.VI.

- ..... de 1 à 100 tonnes
- - - - de 100 à 500 tonnes
- — — de 500 à 1000 tonnes
- ▬▬▬ 20.000 tonnes
- ▬▬▬ 40.000 tonnes

### 2.5.1.3. - LES TRANSPORTS DE MARCHANDISE

Ils empruntent la voie ferrée par le biais de la S.N.C.F.A. et la route par le biais de la S.N.T.R., de la S.N.T.V. ou de transporteurs privés.

Ce sont des transports en grande masse, dont la S.N.C.F.A., la S.N.T.R. ou les utilisateurs eux-mêmes (fabricants, grossistes, etc.) se chargent, ou des colis qui peuvent emprunter de nombreuses filières : taxis, S.N.T.V., poste, voitures, transporteurs autorisés, etc.

Nous n'avons pu connaître en fait que les transports effectués par la S.N.C.F.A. et la S.N.T.R. qui assurent une bonne partie des transports des sociétés nationales et quelques gros transports des privés, ce qui représente l'essentiel (en volume) du fret :

	TLEMCCEN			SAÏDA		
	Expé- ditions	arrivages	Total	Expé- ditions	arrivages	Total
S.N.T.R.			200000	25600	21800	47400
S.N.C.F.A.	20500	86500	107000	5000	14000	19000
TOTAL			307000	30600	35800	66400

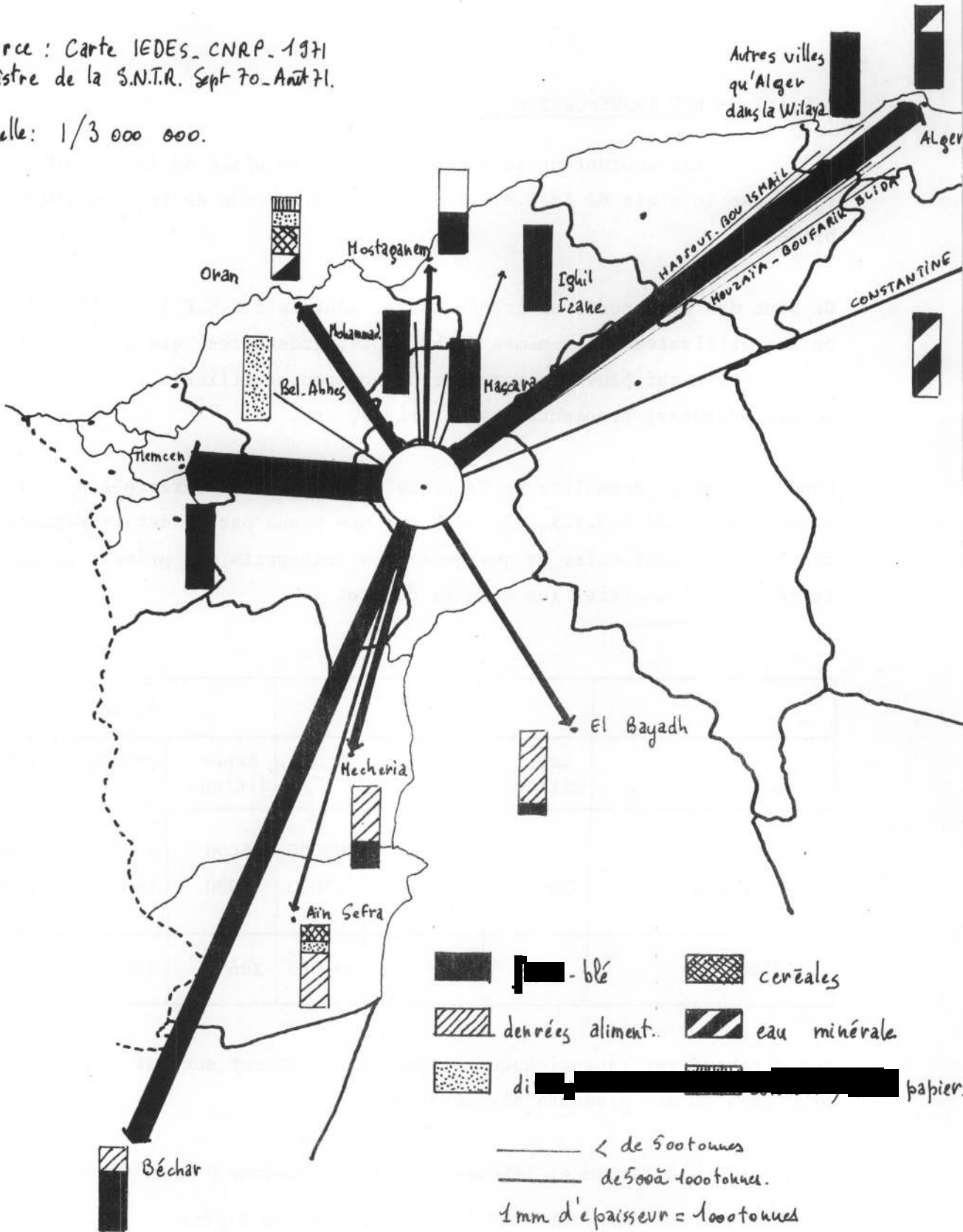
Les marchandises réceptionnées à Tlemcen concernent surtout des matières premières ou des produits alimentaires :

- . Engrais, blé, semence, légumes secs en provenance d'Oran et de l'Oranie,
- . Sucre en provenance du Maroc et redistribué en Algérie

# EXPEDITIONS DE SAIDA PAR LA S.N.T.R.

Source : Carte IEDES - CNRP - 1971  
 Registre de la S.N.T.R. Sept 70 - Août 71.

Echelle : 1/3 000 000.

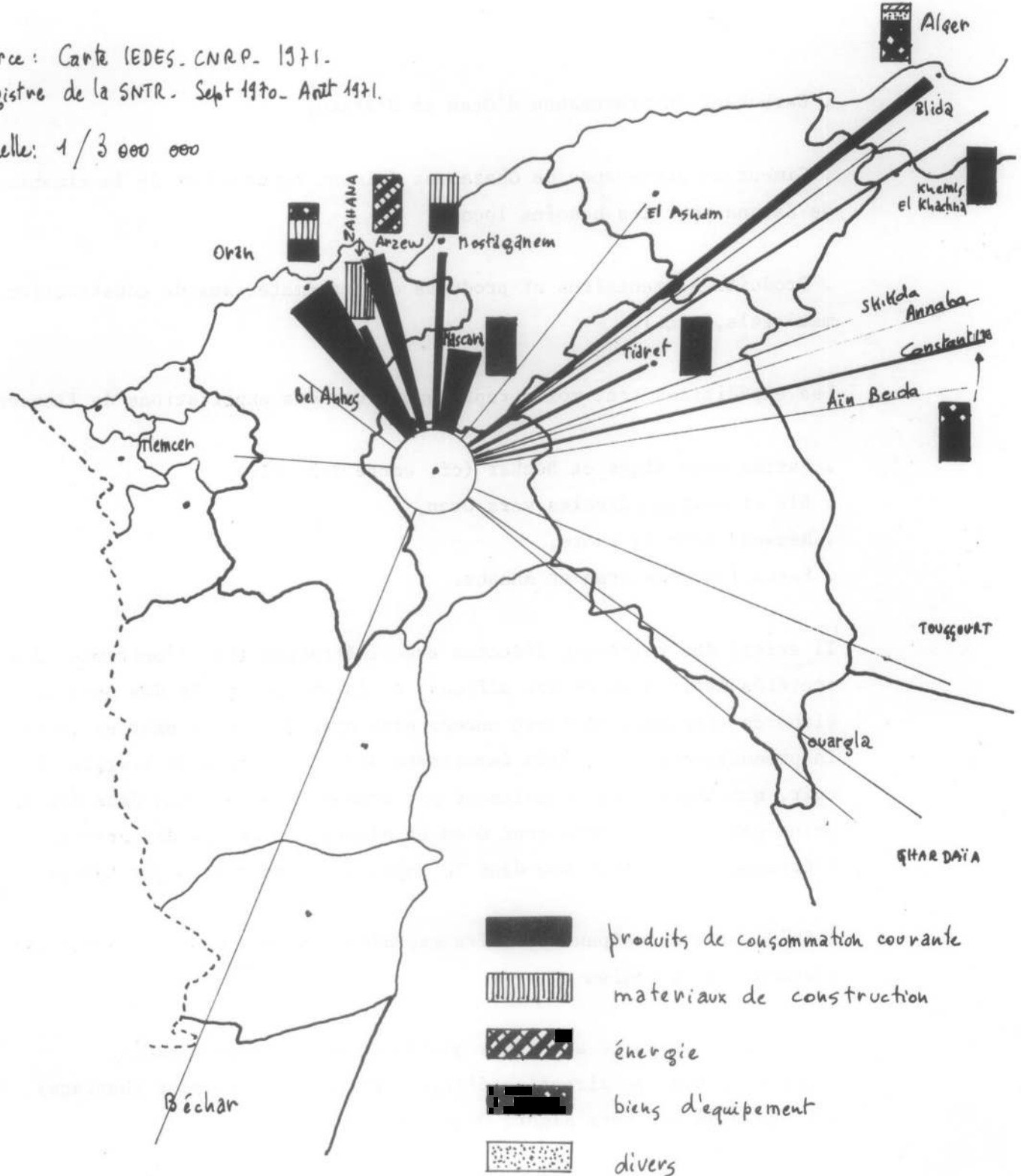


Carte 2.5.VII.






# ARRIVAGES A SAIDA PAR LA S.N.T.R.

Source : Carte IEDS. CNRP. 1971.  
 Registre de la SNTR. Sept 1970 - Août 1971.

Echelle: 1 / 3 000 000



- 1mm = 1000 tonnes  
 - ——— = < 500 tonnes

-  produits de consommation courante
-  matériaux de construction
-  énergie
-  biens d'équipement
-  divers

Carte 2.5.VIII

- . Carburant en provenance d'Oran et d'Arzew,
- . Ciment en provenance de Ghazaouet (ciment importé) et de la cimenterie de Zahana pour les besoins locaux
- . Produits alimentaires et produits divers (matériaux de construction, matériels, etc.).

Les expéditions sont moins représentatives des exportations de Tlemcen :

- . Farine vers Alger et Béchar (cf. carte 2.3. III)
- . Blé et autres céréales vers Oran,
- . Réexpédition de sucre,
- . Ferraille vers Oran et Annaba.

Il existe des relations directes avec l'étranger (par l'entremise des sociétés nationales et des offices) et la ville exporte des produits élaborés (farine). Ceci est encore plus apparent en prenant en compte la production privée, très importante dans le secteur du textile et du cuir, qui expédie principalement par transport privé. Les deux destinations principales, à égalité, sont Oran et Alger. Les ventes directes à l'étranger n'existent que dans le tapis où elles sont majoritaires.

A Saïda, les principaux produits expédiés sont les produits bruts qui viennent de la région :

- . Le blé dur exporté aux trois quarts en partie vers Tlemcen.
- . Les bestiaux, en direction d'Alger (principalement pour abattage)
- . L'eau minérale vers Alger, Oran, Constantine

Les principaux produits reçus, identiques à ceux reçus à Tlemcen, viennent du nord :

- . Les produits alimentaires de consommation courante (comme la semoule

après commercialisation dans les wilayate voisines),

- . Les matériaux de construction (Oran principalement),

- . Des biens d'équipement divers en provenance, à égalité, d'Alger et d'Oran.

- . Les produits pétroliers en provenance d'Alger et d'Arzew.

Les utilisateurs de transport sont en général des organismes publics.

Le rôle de Saïda est de centraliser les produits agricoles essentiellement en provenance de la daïra avant de les expédier vers le nord ; la ville consomme et répartit vers le sud les produits alimentaires élaborés et les biens divers. On peut noter la forte dépendance de Saïda par rapport à Oran d'où proviennent 50 % des arrivages.

Le trafic avec le sud est plus faible mais le sud reçoit beaucoup de produits alimentaires ou divers par l'intermédiaire de grossistes qui assurent leur propre transport. L'essentiel des arrivages à Saïda est cependant destiné à la consommation de la daïra. La fonction redistribution vers le sud est secondaire devant la fonction alimentation de la daïra. Ceci est encore plus évident à Tlemcen où l'importance du secteur secondaire et la présence d'une population plus riche et plus nombreuse rendent les échanges plus complexes.

La S.N.T.R. se consacre principalement aux échanges avec le nord, tandis que la S.N.C.F.A. assure surtout la desserte du sud.

### 2.5.2. - DIFFERENTS ESPACES

Il n'y a pas de zone d'influence unique. Chaque service, chaque commerce a sa zone propre. Nous allons isoler les plus marquantes de manière à en tirer une synthèse.

L'espace découpé par l'action de l'Etat détermine une structure simple hiérarchisée, qui correspond plus à une volonté de découpage et d'encadrement de l'espace qu'à une zone homogène. De plus, les changements survenus en 1976 montrent que ce découpage est soumis aux impératifs de l'Etat. Les wilayate de Tlemcen et Saïda n'en ont cependant pas été bouleversées. (1)

Les organismes économiques de l'Etat ont adapté un découpage suivant leurs impératifs propres. Si les organismes de commercialisation ont des rapports fréquents avec les structures administratives et sont donc amenés à épouser leur découpage, les structures de production, surtout quand elles sont peu intégrées à la région et ont une audience nationale, sont ventilées suivant un découpage spécifique.

L'importance des producteurs, commerçants et services privés varie en raison inverse du rôle de l'Etat. L'encadrement de l'Etat plus serré dans les zones riches du nord, est dû à l'importance du circuit supérieur, de production en particulier. En ce qui concerne la commercialisation, il est égal partout.

#### 2.5.2.1. - L'ESPACE DE L'ADMINISTRATION ET DES SERVICES D'ASSISTANCE DE L'ETAT

Succédant à un découpage en trois départements, où le drainage du pays vers les zones portuaires (Oran, Alger, Skidka, Annaba) était clairement exprimé, la France procéda, à la fin de la guerre de libération à un découpage d'où sortirent les wilayate de Tlemcen et de Saïda. Si les limites de celle de Tlemcen, malgré les réformes successives n'ont jamais varié, celles de Saïda ont subi de nombreuses modifications. Le

(1) En 1971, les deux communes présahariennes de Brejina et El Abiod Sidi Cheikh ont été détachées de Bechar et rattachées à Saïda.



réajustement de 1965 prend en compte les influences réelles de Tiaret et Oran, tout en rattachant toujours à Saïda d'importants territoires au sud, du fait de sa place sur les voies de communication sud-nord. La wilaya de Saïda est la plus vaste des wilayate du nord et sans doute une de celles où la structuration des échanges est la moins évidente.

L'Etat intervient d'abord par l'administration habituelle, à finalité "administrante" ou économique ou de service, antenne des ministères algérois. Tous ces services constituant également des aides techniques de l'administration de la wilaya ont sous leur juridiction la wilaya entière :

- . administrations civiles et militaires
- . Directions de wilaya de l'hydraulique, des Travaux publics, etc.
- . Enseignement, Santé, Justice.

La présence de ces différents services peut être faible ou nulle sur tout ou partie de leur territoire. Certains organismes comme l'Inspection de l'Artisanat, la Direction du commerce et des prix, n'ont souvent qu'une représentation au chef-lieu. Des services très importants comme la Main-d'oeuvre ont également un rôle très limité.

Deux exemples, dans le domaine des équipements publics qui ont un rôle important dans l'attraction des villes chef-lieu, peuvent être donnés. Ils sont marqués par la politique coloniale, les nouveaux équipements étant encore peu nombreux. Ce sont les services hospitaliers et l'enseignement.

#### a) les services hospitaliers

Ils ne constituent pas la totalité des services de santé. La médecine préventive est en particulier très importante et doit permettre d'égaliser les différences dues à la localisation des populations. Elle est de l'avis des responsables, très insuffisante.

Près des 3/4 des lits de la wilaya de Tlemcen sont à Tlemcen même, mais

les autres chefs-lieux de daïra (sauf Seb dou) et Nedroma disposent également d'établissements hospitaliers.

Bien que les Tlemceniens aient d'autres moyens de se soigner (médecins, pharmaciens (1), cliniques, dispensaires, Protection maternelle et infantile), ils sont relativement de plus gros utilisateurs de l'hôpital, Si l'on regarde le quotient des habitants par les hospitalisés dans les zones exclusivement du ressort de l'hôpital de Tlemcen. Nous obtenons :

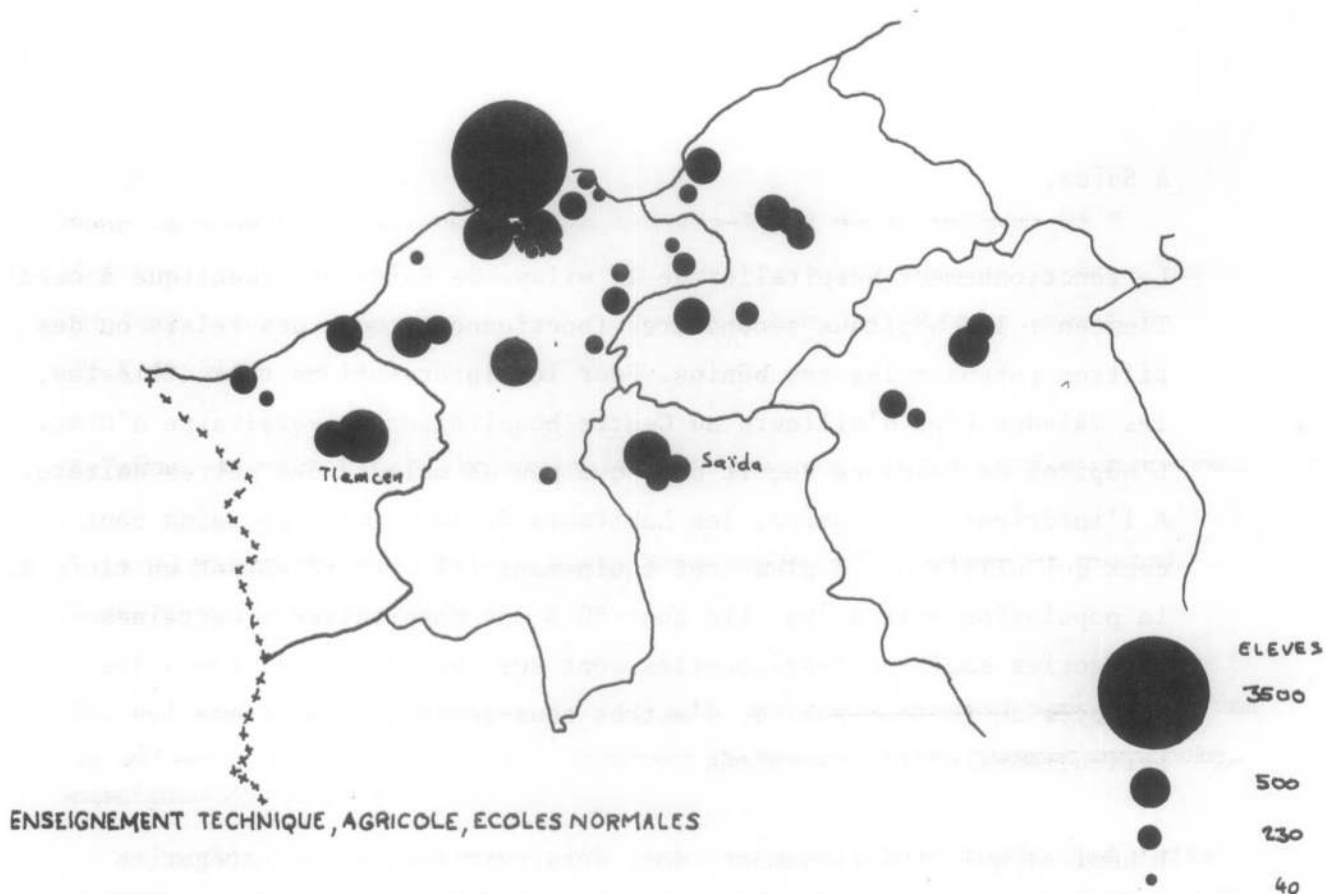
. A Tlemcen (commune):	400
. Dans la daïra de Tlemcen, moins Tlemcen :	855
. Dans la daïra de Seb dou :	522

Le recours fréquent à l'hôpital de Tlemcen dans la daïra du sud est sans doute à mettre en relation avec l'absence quasi totale d'établissements capables de donner les premiers soins. Dans la daïra de Ghazaouet et de Maghnia, les chiffres sont de l'ordre du millier et de l'ordre de 2000 dans celle de Beni Saf, sans doute en raison de l'importance de l'hôpital de Beni Saf, et de la proximité d'Oran.

L'équipement hospitalier est relativement moins développé dans la wilaya de Saïda que dans celle de Tlemcen, que ce soit en nombre de lits par habitant (cf. § 2.3.7.1.) ou en services spécialisés.

La moitié des lits de la wilaya sont à Saïda même, ce qui correspond au poids de la daïra dans la wilaya. Cette structure plus éclatée qu'à Tlemcen est justifiée par les grandes distances séparant les chefs-lieux de daïra.

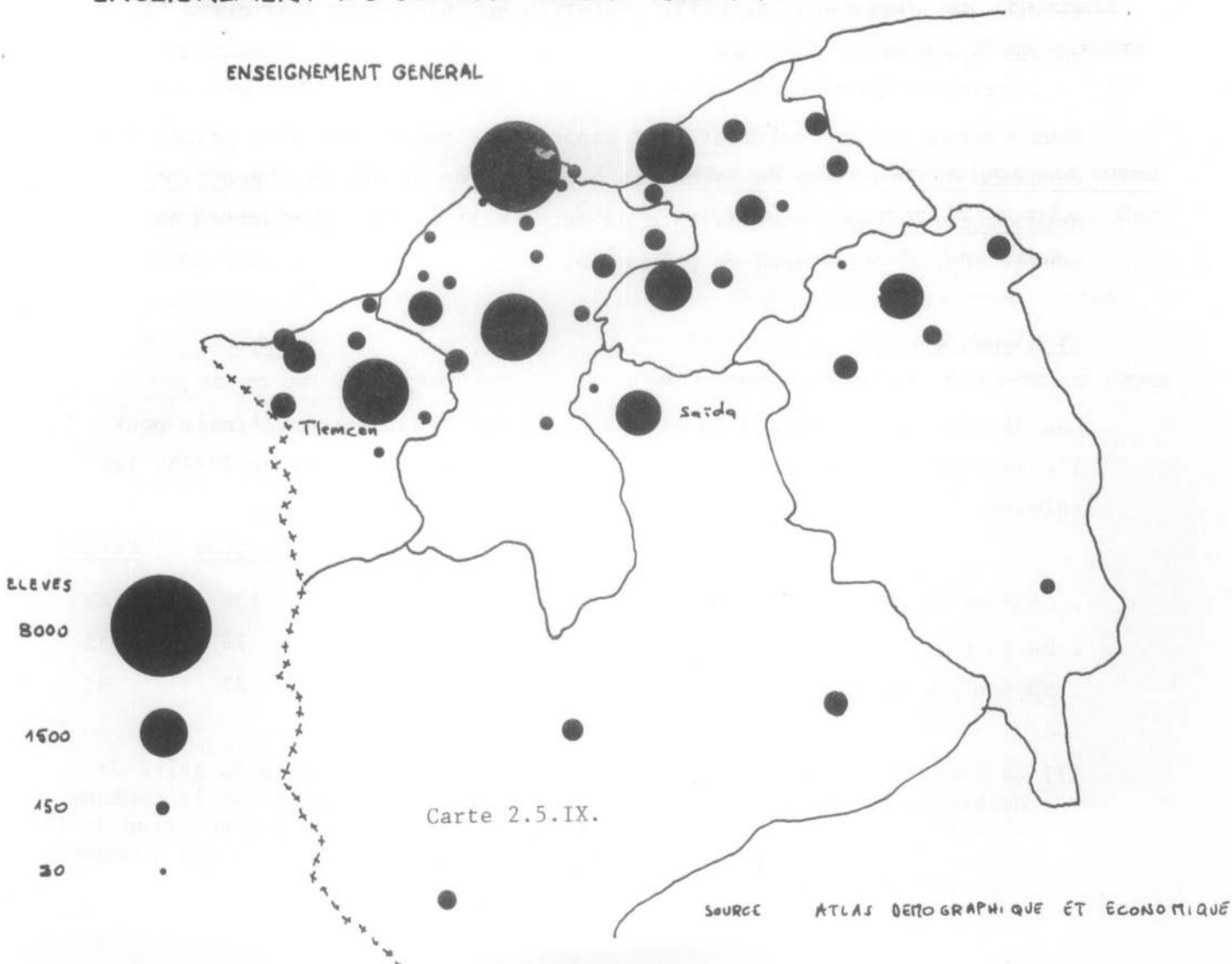
Les hôpitaux d'Aïn Sefra, El Bayadh, Saïda, sont anciens. Seul celui de Mecheria est récent. Un nouvel hôpital de 480 lits est en construction



ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, AGRICOLE, ECOLES NORMALES

ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE 1969-1970

ENSEIGNEMENT GENERAL



Carte 2.5.IX.

à Saïda.

Le fonctionnement hospitalier de la wilaya de Saïda est identique à celui de Tlemcen : les hôpitaux secondaires fonctionnent comme des relais ou des filtres retenant les cas bénins. Pour les interventions très délicates, les malades vont d'ailleurs au Centre hospitalier universitaire d'Oran. L'hôpital de Saïda ne reçoit donc que peu de malades des autres daïrate. A l'intérieur de la daïra, les habitants de la commune de Saïda sont ceux qui utilisent le plus cet équipement (1) : représentant un tiers de la population de la daïra, ils sont 60 % des hospitalisés. Certaines catégories socio-professionnelles sont sur-représentées, comme les employés du secteur public, d'autres sous-représentées, comme les agriculteurs et les retraités.

L'hôpital qui, théoriquement, doit desservir toutes les catégories sociales d'un espace donné, privilégie les catégories sociales au service de l'Etat dans la ville chef-lieu qui bénéficie déjà des autres équipements de santé.

Nous pouvons noter également, par rapport à Tlemcen, une plus grande dépendance de la wilaya de Saïda vis à vis d'Oran et une plus grande autonomie de chacune des daïrate de cette wilaya. La construction du nouvel hôpital atténuera ce phénomène.

#### b) L'enseignement

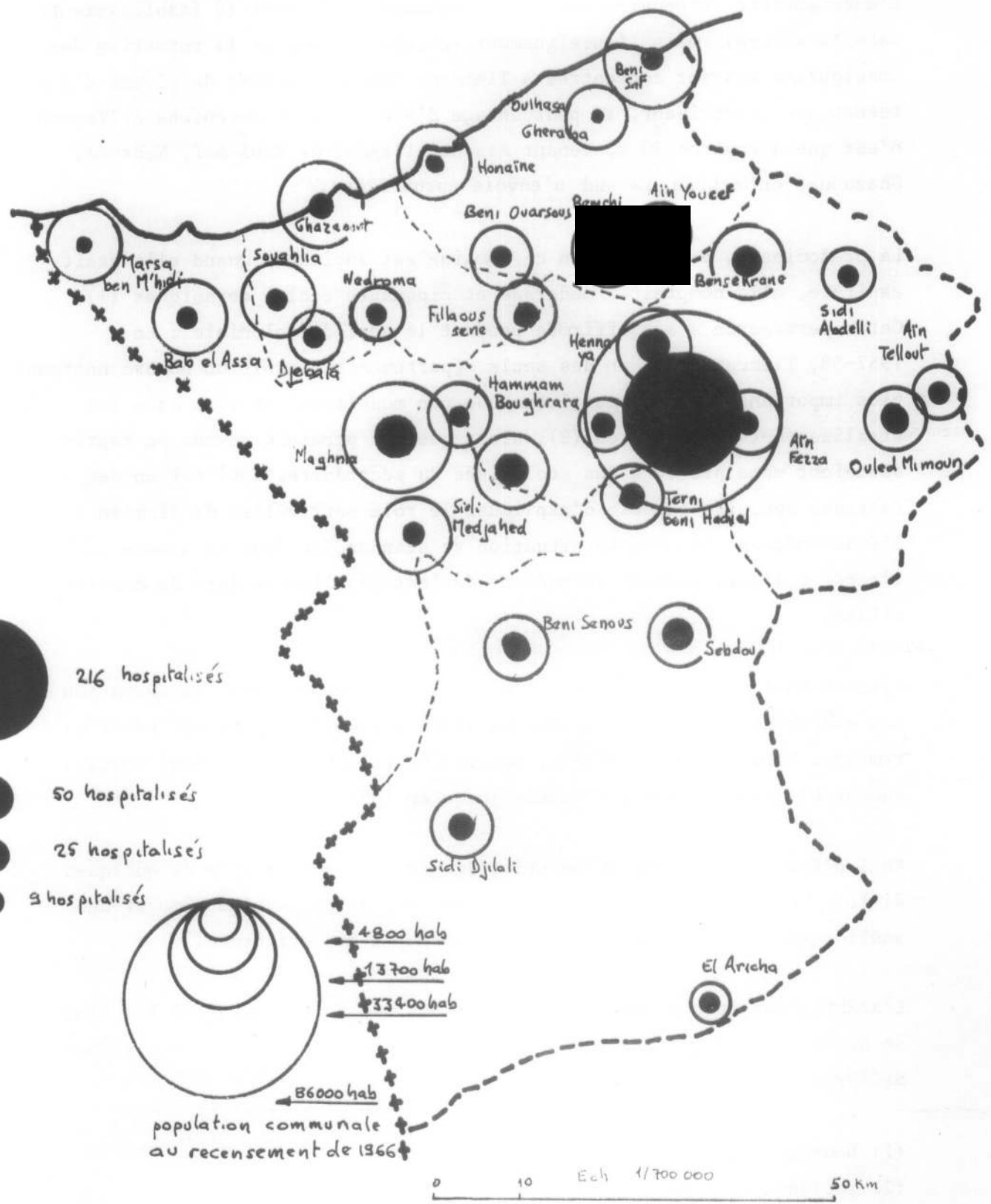
Les disparités internes à la wilaya de Tlemcen sont fortes. Ainsi, pour l'enseignement primaire, les taux de scolarisation étaient en 72/73, les suivants

	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>
. Commune de Tlemcen	100	82
. Daïra de Sebdou (la plus déshéritée)	74	32
. Moyenne de la wilaya (proche de la moyenne nationale)	87	55

(1) La sur-utilisation par les urbains est généralisée. Dans la daïra de Mecheria, en 1970, plus des 3/4 des hospitalisés étaient de la commune même, alors que celle-ci ne représente qu'un tiers de la population de la daïra. D'après "Etude démographique, économique et sociale des communes d'El Biod et Mecheria", C.N.R.P., 1971

# ORIGINE DES HOSPITALISES A L'HOPITAL DE TLEMCCEN

moienne mensuelle 1972



L'enseignement secondaire court se développe rapidement (9 établissements dans la wilaya), mais l'enseignement secondaire long et la formation des enseignants restent concentrés à Tlemcen. Comme le nombre de places d'internat est insuffisant, le pourcentage d'élèves non tlemceniens à Tlemcen n'est que d'environ 30 %, venant essentiellement de Beni Saf, Nedroma, Ghazaouet et Maghnia. Le sud n'envoie aucun élève.

La prédominance de Tlemcen en ce domaine est ancienne. Quand elle était capitale, elle comptait 2 medersas et cinquante écoles coraniques (1). Cette permanence s'est affirmée pendant la période coloniale : en 1957-58, Tlemcen était un des seuls départements à avoir un nombre nettement plus important d'élèves musulmans que non musulmans inscrits dans les établissements secondaires (2), alors que les premiers nommés ne représentaient même pas 20 % des scolarisés du secondaire. Ceci est un des facteurs décisifs capable d'expliquer le rôle particulier de Tlemcen à l'Indépendance. Depuis, la situation se standardise dans la mesure où l'accès à l'enseignement secondaire devient plus facile dans de nombreuses villes.

Djilali Sari a montré que pour Tlemcen comme pour Nedroma, la formation des cadres bilingues a constitué un atout économique important particulièrement à Tlemcen où la medersa, construite en 1904, fut le seul établissement bilingue de toute l'Oranie jusqu'en 1951.

Ceci n'était évidemment qu'un privilège réservé aux urbains de quelques villes. On voit qu'actuellement les choses ont peu évolué même si une amélioration d'ensemble et très importante, a été effectuée.

L'AARDES, dans son étude sur Saïda (3) n'a pas fait apparaître les taux de scolarisation (4) garçons et filles. Mais elle donne des taux globaux très différents suivant la localisation.

(1) Bourdieu , Sociologie de l'Algérie

(2) Tableaux de l'Economie algérienne, 1958

(3) Enquête AARDES "Wilaya de Saïda" Emploi et revenu, juillet 1971

(4) Nombre d'enfants de 6 à 15 ans actuellement à l'école par rapport à l'ensemble des enfants du même âge.

Pour la population agglomérée des 4 chefs-lieux de la wilaya: 85 % .  
 Ces taux restent forts dans tous les chefs-lieux de commune et dans les agglomérations secondaires. Par contre, ils tombent en zone éparses à 25 %, si bien que le taux global de la wilaya serait de 46 %.

De même, le taux de scolarisation varie directement en fonction du revenu.

La scolarisation primaire est moins développée qu'à Tlemcen et surtout beaucoup plus irrégulière.

Saïda, tout comme Tlemcen, concentre tous les enseignements spécialisés de la wilaya : école normale, enseignement technique, enseignement agricole, enseignement religieux.

La structure de l'enseignement est beaucoup plus hiérarchisée que celle de l'équipement hospitalier dans la wilaya de Saïda. L'instruction passait, il est vrai, après la santé, dans la politique coloniale, qui cherchait à maintenir en bon état la population et non à l'instruire. Il en résulte des aires d'influence variables suivant les équipements scolaires.

Que ce soit à Saïda ou à Tlemcen, les zones sud plus pauvres que les zones nord sont défavorisées de même que la campagne par rapport à la ville. Ceci n'est pas spécial à notre cas, mais les différences entre les zones les plus favorisées et les zones les plus défavorisées sont très fortes. A l'intérieur d'un même espace, les équipements ne sont pas utilisés également par tous. Les actifs liés au circuit inférieur fréquentent assez peu les équipements.



#### 2.5.2.2. - L'ESPACE ECONOMIQUE

L'étude des principales composantes de l'espace économique doit permettre de mieux situer l'importance et le rôle des villes sur l'espace.

La propriété foncière urbaine et l'approvisionnement de la ville en produits maraîchers sont deux relations classiques existant entre la ville et la campagne. Elles sont grossièrement liées entre elles bien que les seules liaisons obligées soient celles de l'auto-consommation concernant surtout les petites exploitations proches de la ville et les moyennes exploitations des commerçants.

Les sociétés et organismes publics nationaux sont venus renforcer l'encadrement ancien de l'Etat mais avec quelques variantes significatives dans leur implantation.

L'espace industriel est très limité dans les deux villes quant à l'implantation régionale des unités industrielles, mais la plupart des activités industrielles du circuit supérieur ont un marché national et des sources d'approvisionnement nationales ou même internationales.

La distribution des produits rend bien compte de l'influence du circuit supérieur de distribution, bien que les grossistes tlemceniens du textile jouent un rôle particulier étant donné leur liaison avec la production locale.

##### a) La propriété foncière

Le rôle et la localisation de la propriété foncière ont déjà été étudiés lors de l'étude sur les activités économiques rurales et la ville. (§ 2.1.2.).

La carte p.16 montre en particulier la localisation des différents types de propriété :

. La grosse propriété située à une distance de 10 à 20 km de la ville, essentiellement dans le bassin tellien, tenue par les professions libérales et industrielles.

. La moyenne propriété dispersée, mais avec quelques points de concentration, souvent accaparée par les commerçants.

. La petite propriété appartenant aux émigrants ruraux du sud de Tlemcen ou aux possesseurs de la ceinture maraîchère au nord immédiat de la ville, et qui explique en grande partie l'auto-subsistance de la ville.

A Saïda, le revenu procuré par la rente foncière existe comme nous l'avons vu au paragraphe sur l'origine des revenus (§ 2.2.3.2.) ; les sources principales pourraient en être :

- . Des exploitations céréalières dans la daïra de Saïda
- . Des troupeaux d'ovins
- . Des propriétés de faible taille qu'auraient conservées les immigrants.

Cette propriété citadine, assez émiettée, permet de compléter les ressources inférieures au minimum vital d'une bonne partie de la population.

Pour les deux villes, la propriété foncière citadine est limitée à un faible rayon de l'ordre de 30 km. Bien qu'elle agisse de manière différente, dans les deux cas, elle a représenté un facteur essentiel du fonctionnement urbain à Saïda et du développement des activités urbaines à Tlemcen.

La réforme agraire et le développement des revenus urbains du fait de l'industrialisation doivent en diminuer l'importance sans cependant remettre en cause l'ensemble de cette situation.

b) Les échanges de produits de l'agriculture et de l'élevage

- Les fruits et légumes, les céréales

L'analyse des entrées et des sorties aux halles de Tlemcen (1) montre que l'essentiel des fruits et légumes est fourni par les communes situées dans l'arc nord dans un rayon de 35 km, à part les communes du nord-ouest. Plus des trois quarts de l'approvisionnement sont le fait du secteur privé.

(1) Le 4 janvier 1973, la provenance des principaux légumes et fruits aux halles centrales est donnée par le tableau suivant :

Source : enquête IEDES CNRP 1972/73

Halles de Tlemcen	Quantités		Vendeurs		kg/vendeur
	Kg	%	nombre	%	
Commune de Tlemcen	6 803	10,5	45	41,4	152
Reste de la daïra de Tlemcen	23 730	36,5	33	30,2	720
Remchi, Aïn Youcef	8 341	12,9	8	7,3	1 042
Maghnia	7 500	11,5	2	1,8	3 750
Beni Senous, Terni	775	1,2	5	4,6	155
Oran	6 000	9,2	2	1,8	3 000
Sidi Bel Abbès	2 750	4,2	1	0,9	2 750
Mohammadia	8 575	13,2	10	9,2	857
Ighil Izane	550	0,8	3	2,8	183
	65 024	100	109	100	597

La moyenne établie sur 7 jours donne un chiffre moyen de 83 000 kg/jour, les stocks se montant au double de ce chiffre.

Ces chiffres concernent surtout l'approvisionnement des mandataires et du marché libre, l'OFLA étant théoriquement approvisionné depuis la veille au soir, pour les 2/3 par les domaines de la wilaya. Or l'OFLA commercialisait en moyenne en 1972 142 tonnes par semaine, soit 24 tonnes par jour d'ouverture. L'essentiel de l'approvisionnement de la ville est donc le fait du secteur privé.../

En ce qui concerne les réexpéditions, la première constatation est que l'essentiel des acheteurs est constitué de détaillants. Le poids par destination n'est pas connu mais on peut supposer que les quantités par acheteur sont réparties plus également.

90 % des acheteurs sont de Tlemcen. Le Marché est donc bien un marché d'approvisionnement où la réexpédition est marginale, surtout à l'extérieur de la wilaya. L'essentiel se fait dans un rayon de 40 km. Du fait de la nécessité de posséder un véhicule, ceci ne peut être que le fait d'intermédiaires ou des quelques épiciers du circuit supérieur. Les halles centrales de Tlemcen étant les seules de la wilaya et la région étant grosse productrice de fruits et légumes, la ville et les habitants sont gros consommateurs. D'après les ventes effectuées aux halles de Tlemcen, chaque famille de la commune aurait consommé pendant cette période presque 3 fois la consommation moyenne estimée pour les communes urbaines à 1,43 DA/jour par l'AARDES (1)

Dans les communes voisines, la faiblesse de la redistribution doit avoir plusieurs causes : auto-consommation des produits locaux, faiblesse des revenus monétaires, présence de primeuristes traitant directement avec les producteurs.

.../

Les 17 tonnes qui venaient de l'extérieur de la wilaya étaient des oranges et des clémentines, mais il en venait également de Remchi et de Tlemcen. Les 32 tonnes de pommes de terre, principale production commercialisée, venaient de la partie nord de la wilaya. Les deux communes du sud, de même que celle de Tlemcen, ne commercialisent que de faibles quantités par vendeur. La proximité, la faiblesse des exploitations, l'importance des circuits directs, producteurs détaillants ou producteurs consommateurs expliquent ces phénomènes. Les micro propriétés citadines y sont nombreuses.

(1) D'après l'Annuaire statistique de l'Algérie, 1972. La consommation de la ville a été estimée en supposant que 80 % du tonnage vendu était destiné à la commune et que le prix de vente moyen au détail était de 1 DA.

Quoiqu'il en soit le marché de fruits et légumes fonctionne à sens unique ; l'aire d'approvisionnement est limitée sauf pour certains fruits (oranges, clémentines) pour lesquels d'autres parties de l'Oranie approvisionnent Tlemcen.

Les exportations régionales empruntent d'autres canaux que le marché local, en particulier celui de l'OFLA qui alimente directement la conserverie de la SOALCO ou le centre de conditionnement d'Aïn Youcef. Des primeuristes privés peuvent approvisionner directement d'autres marchés régionaux.

A Saïda, le marché est également un marché d'approvisionnement de la ville. Le nord de l'Oranie apporte le complément de fruits et légumes nécessaire, la daïra ayant une production insuffisante. Le rôle de l'OFLA est donc plus important qu'à Tlemcen.

Par contre la daïra exporte du blé vers le nord algérien, car il ne peut être entièrement transformé sur place.

- Le marché de la viande ne subit que peu d'influence dirigiste. Le secteur public est faible, et utilise d'ailleurs rarement pour ses échanges le marché aux bestiaux.

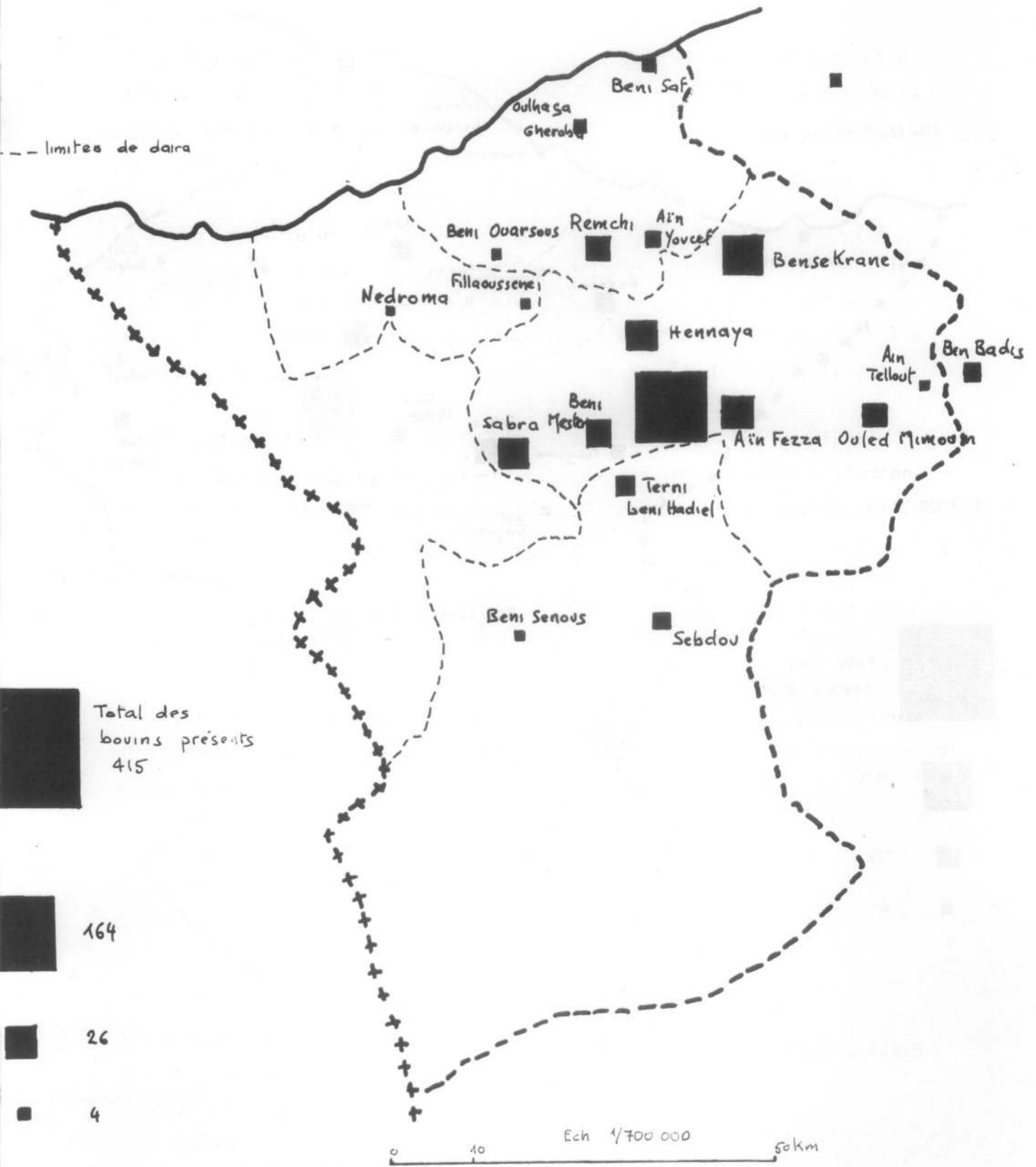
Par semaine, au mois de décembre 1972, le marché de Tlemcen voyait passer en moyenne 2 400 ovins et 600 bovins et équidés.

L'approvisionnement du marché est assuré par une zone de 40 à 45 km centrée sur Tlemcen mais débordant plus largement surtout en ce qui concerne les ovins, vers le sud proche, ce qui s'explique par les conditions climatiques. De plus, Sidi Bel Abbès et Telagh contribuent à l'approvisionnement du marché.

La destination des ventes recoupe à peu près l'origine des bêtes. La différenciation bovins zone nord et ovins zone sud est plus marquée. Alors que pour les premiers le marché de Tlemcen paraît être essentiellement un marché de redistribution (30 % seulement des bêtes achetées restent sur place), pour les ovins au contraire, le marché

# ORIGINE DES BOVINS AU MARCHE DE TLEMCCEN

Le 1/1/73



Source : Enquête Iedes Cnnp 1972 1973

Carte 2.5.X.

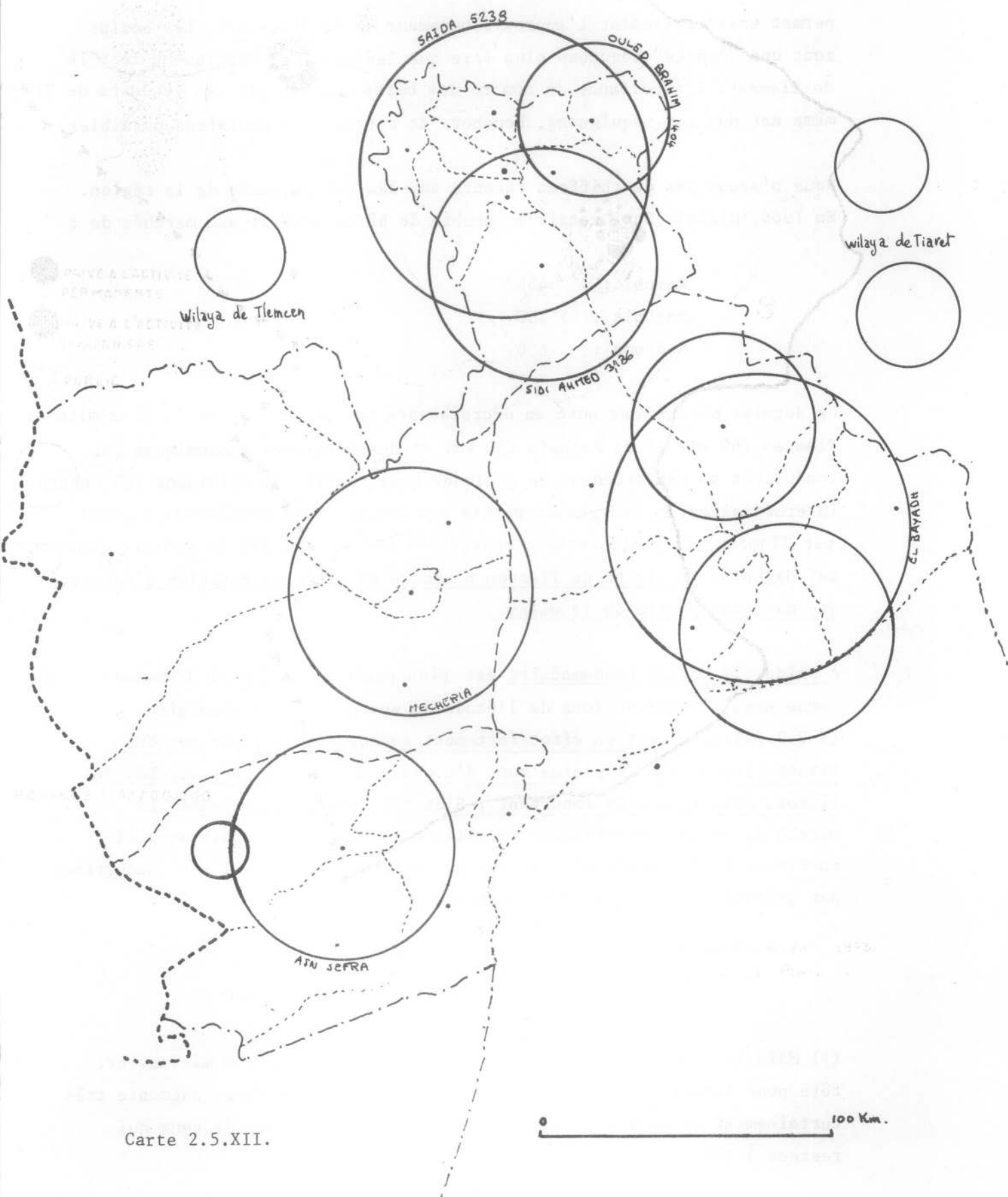




# ELEVEURS DE LA WILAYA MARCHÉS FREQUENTÉS

Saïda

261.



Carte 2.5.XII.

Source: Enquête AARDES Avril 1976

permet essentiellement l'approvisionnement de la ville (1). Les bovins sont une "denrée" beaucoup plus rare que les ovins et expliquent le rôle de Tlemcen. L'importance du nombre des bêtes amenées par des vendeurs de Tlemcen même est due aux maquignons, bouchers et autres intermédiaires possibles.

Nous n'avons pas de chiffres récents sur les autres souks de la région. En 1966, Djilali Sari notait le nombre de bêtes suivant aux marchés de :

Remchi :	450
Maghnia :	1 150
Nedroma :	600

Ce dernier marché est noté en décroissance rapide du fait de la proximité de Tlemcen (60 km) et de Maghnia (30 km) et des mutations économiques qui conduisent au renforcement de quelques gros centres et éliminent les centres intermédiaires. Si une grande partie des échanges inter-wilayate passent par Tlemcen, la ville reste concurrencée par des marchés de moindre importance tel Maghnia. Le marché de Tlemcen n'assure en effet sa fonction d'échanges que dans une partie de la wilaya.

A Saïda, le marché hebdomadaire est plus petit que celui de Tlemcen comme nous l'avons vu lors de l'étude du secteur de l'alimentaire (§ 2.3.1.3.). Il est en effet fortement concurrencé par les marchés situés plus au sud en pleine zone d'élevage ou par les gros marchés de Tiaret, deux fois plus important, Sidi Bel Abbès, Ighil Izane. Le marché de Saïda approvisionne la ville et en partie l'Oranie nord. Il intéresse les éleveurs situés dans un rayon de 75 km où il est concurrencé par quelques marchés le plus souvent de taille inférieure.

(1) Mais la proximité de l'Aïd el Kebir qui était située à mi-janvier, fête pour laquelle presque chaque famille achète un mouton, augmente très certainement le nombre de moutons présentés et le nombre de ceux qui restent à Tlemcen.

c) Les sociétés et les organismes publics nationaux

L'Etat intervient dans la vie économique par son action administrative (direction des prix, subventions et investissements divers, etc.), mais surtout par le biais des sociétés nationales et des autres organismes qui ont un rôle déterminant dans l'économie des deux villes.

La liste en est plus complète à Tlemcen qu'à Saïda, surtout dans les domaines de la banque, du commerce, des services divers et du contrôle de l'économie. En effet, si les deux villes ont un même pouvoir de contrôle sur l'activité agricole, les domaines d'intervention sont plus variés à Tlemcen, que ce soit dans le commerce ou dans l'industrie.

En 1972, de nombreux organismes publics dont le rôle dans la distribution n'est pas négligeable n'ont pas encore d'implantation à Tlemcen et Saïda (tels la SNIC (1), la SNCG (2), la SNED (3), la SNS, la SONACOME (4) et la SN TAL (5), etc.).

Le recours aux grossistes s'alimentant à Oran ou même à Alger est donc encore très important.

Beaucoup de ces organismes ont une implantation limitée au chef-lieu de wilaya ne permettant pas une distribution correcte des services et des produits.

Ils desservent la partie la plus active de la wilaya. La SEMPAC, qui est implantée dans toutes les communes, fait exception.

- (1) Société nationale des industries chimiques
- (2) Société nationale des corps gras
- (3) Société nationale de la diffusion et de l'édition
- (4) Société nationale des constructions mécaniques
- (5) Société nationale des tanneries algériennes.

Ainsi, le Crédit populaire algérien, qui s'occupe de certaines sociétés publiques et de l'artisanat, limite son activité, tout au moins pour les crédits, à la seule ville de Tlemcen. La CNEP chargée de collecter les fonds des particuliers et d'accorder des prêts à la construction n'a qu'une succursale à Tlemcen.

Il est en est de même en ce qui concerne la SNMC, la SONACAT à Tlemcen et la SONACOB à Saïda. Mais 1972 n'était qu'une étape de la mise en place des structures parapubliques.

Les deux nomenclatures jointes en annexe des organismes implantés à Tlemcen et à Saïda font apparaître que dans la moitié des cas environ, Oran est un échelon intermédiaire entre l'antenne de la wilaya et Alger.

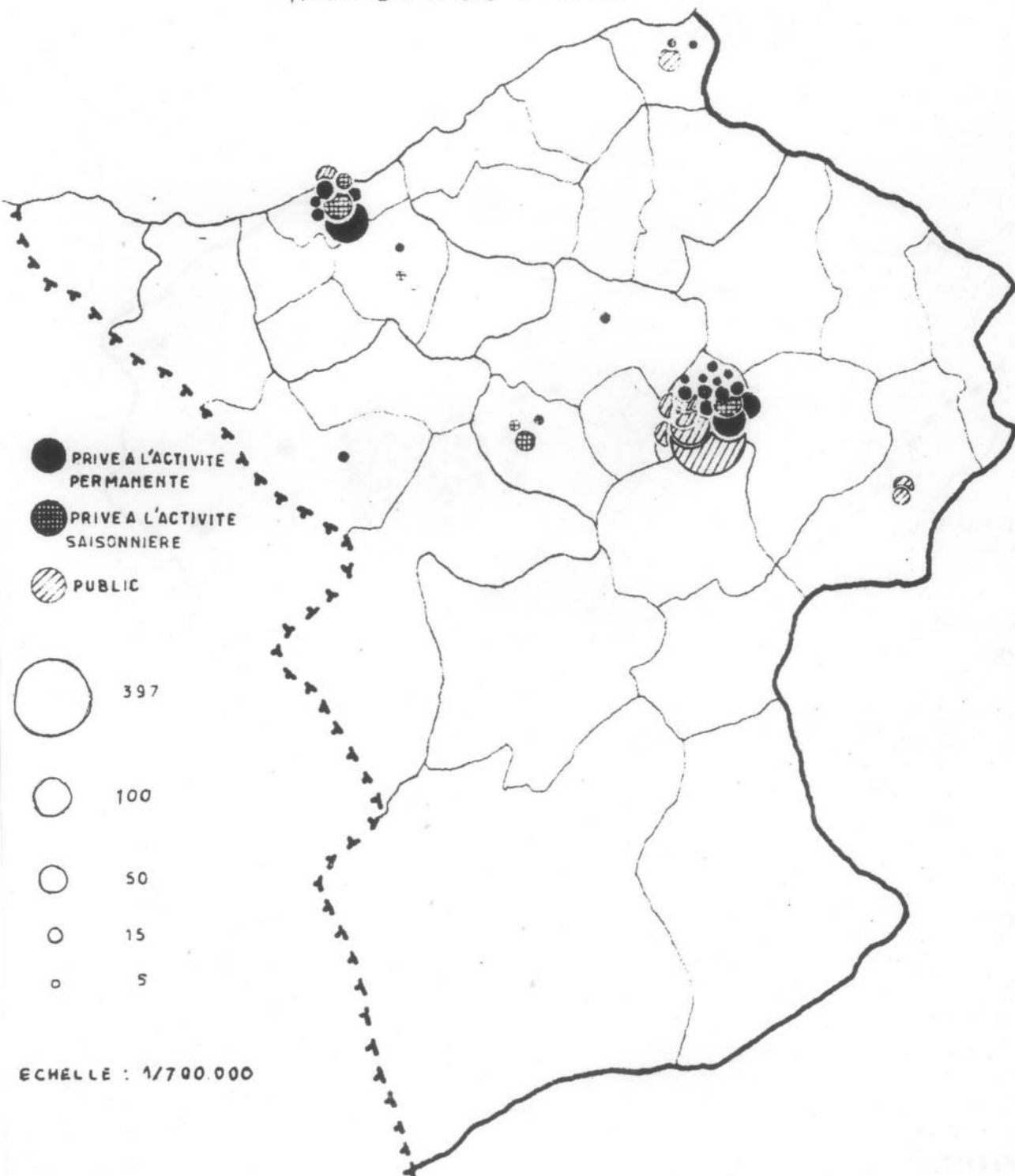
La pénétration des organismes nationaux est sensiblement plus avancée dans la wilaya de Tlemcen. L'impératif de satisfaction des besoins est passé avant celui de correction des inégalités, mais les besoins de base (alimentation, énergie) ont été satisfaits en priorité.

Dans la wilaya de Tlemcen, plusieurs sociétés ont préféré rattacher la daïra de Beni Saf à la direction d'Oran.

Pour certaines d'entre elles, Saïda commande la wilaya de la Saoura. Pour d'autres, elle est fragmentée et dépend d'une ou plusieurs villes du nord. Une hiérarchie urbaine ne s'impose pas à priori.

Les directions locales ne sont le plus souvent que des organismes assurant la gestion administrative et technique courante mais n'ayant pas de pouvoir sur les investissements, le niveau de production, le choix des fournisseurs et des acheteurs, le recrutement, etc.

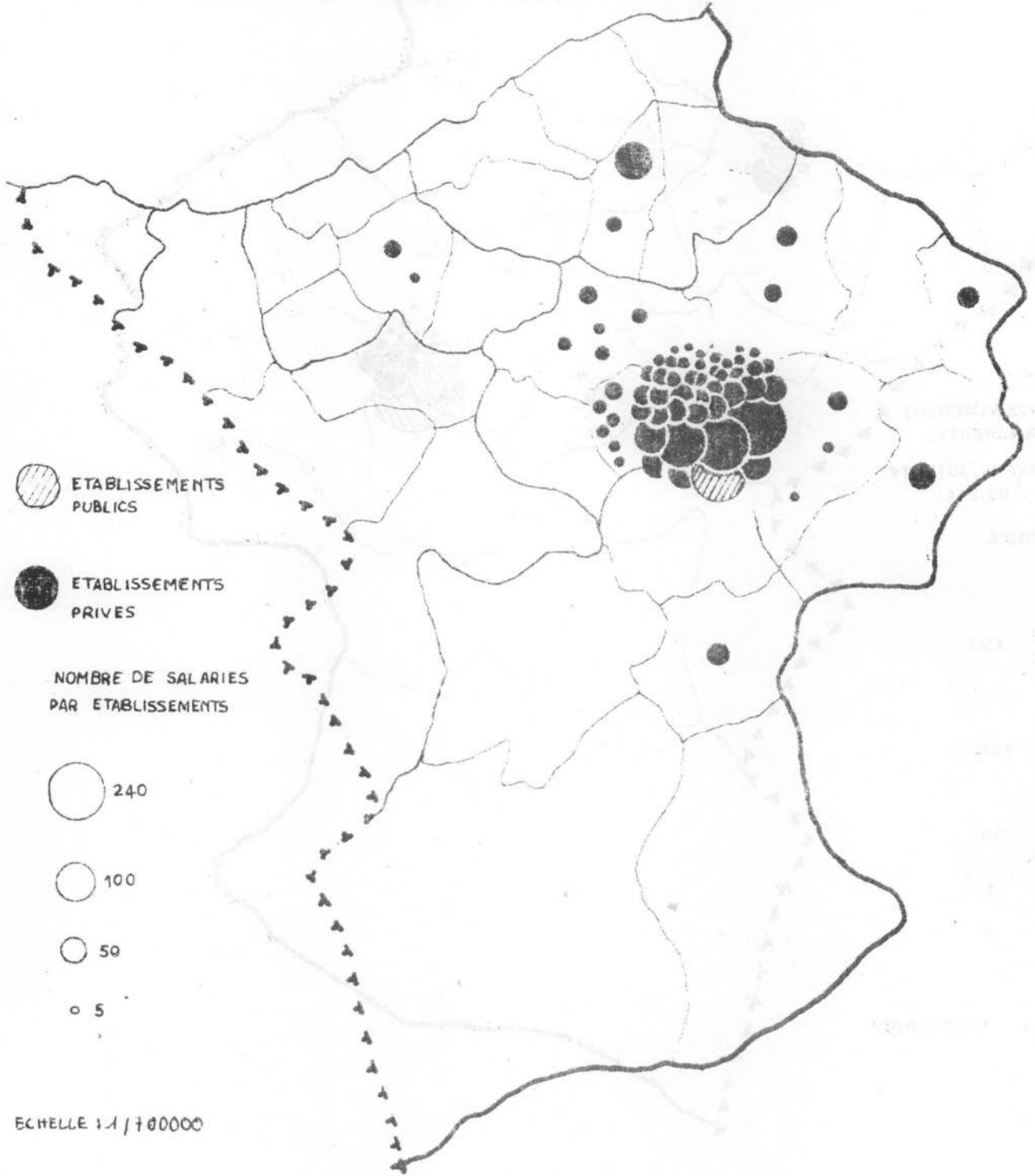
Elles organisent dans leur aire d'influence un réseau de flux de biens, de personnes, d'argent qui sont le reflet de décisions nationales et non d'un dynamisme propre à la ville et à sa région.



Source : La Wilaya de Tlemcen 1973  
 Service cartographique du Plan.

Carte 2.5.XIII.

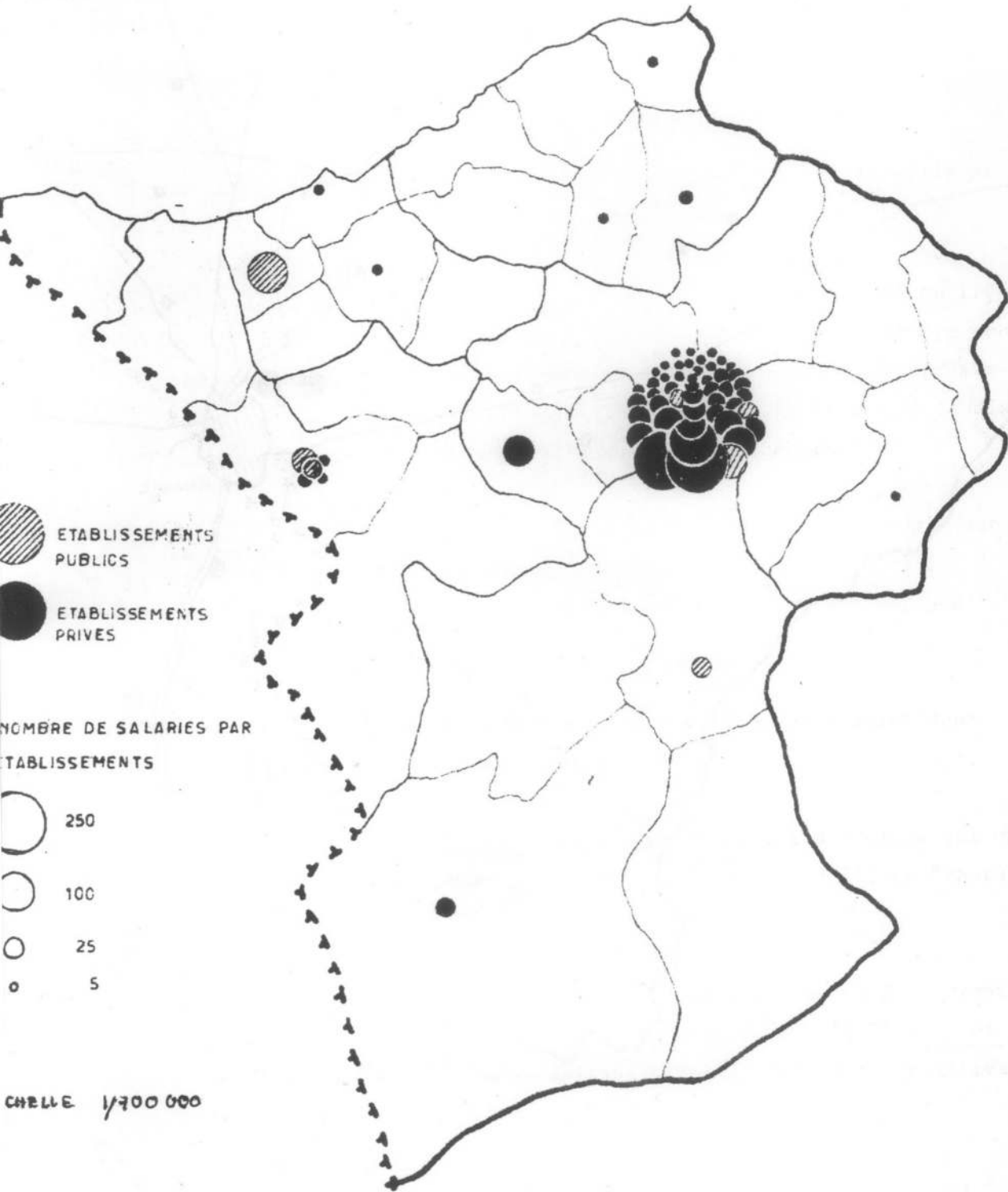
INDUSTRIES ALIMENTAIRES  
ETABLISSEMENTS FABRICANT DES TAPIS



Source : la Wilaya de Tlemcen 1973  
Service cartographique du Plan

Carte 2.5.XIV.

## MATERIAUX DE CONSTRUCTION, BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

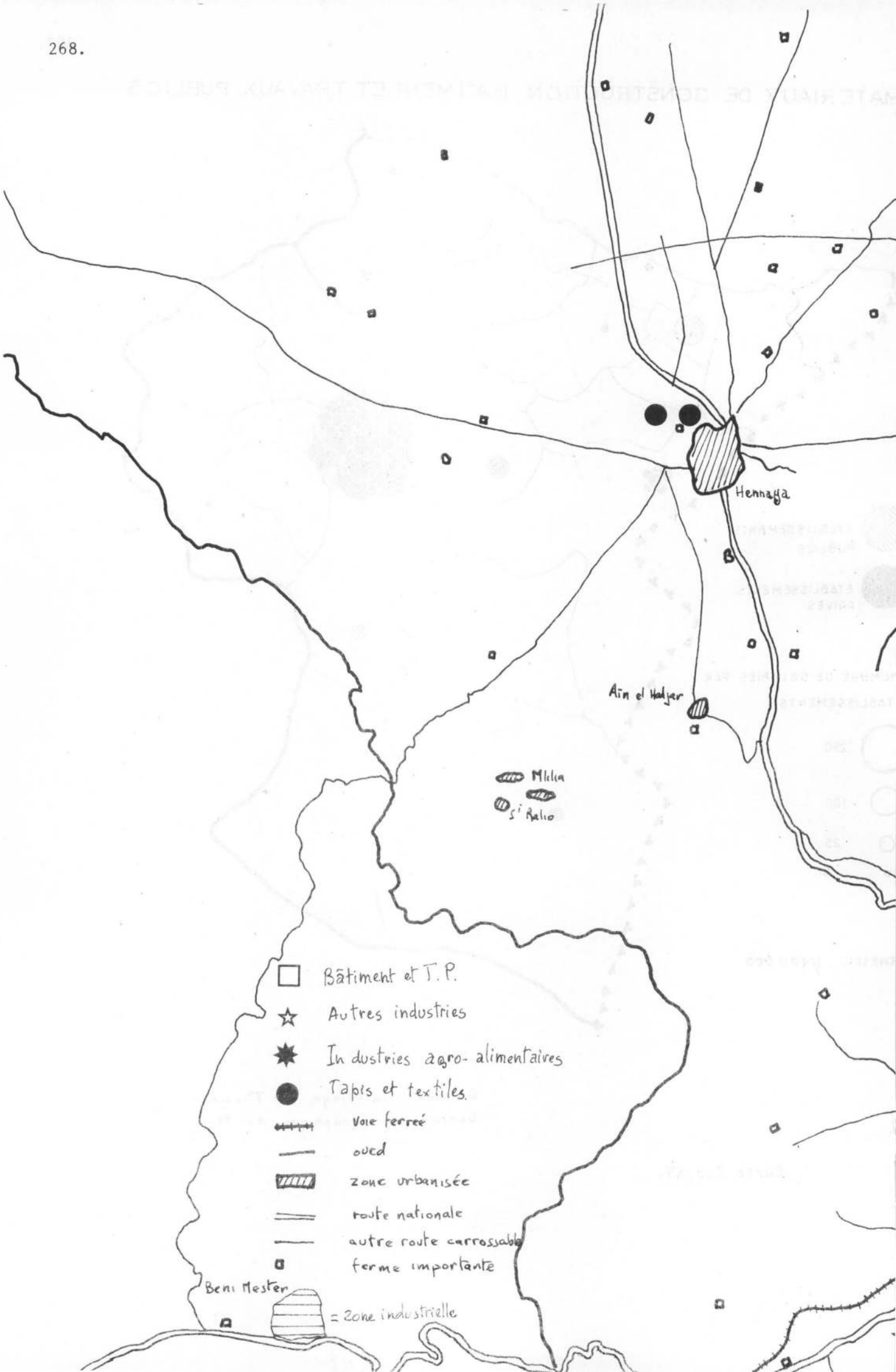


Source : la Wilaya de Tiemcen 1973  
 Service cartographique du Plan.

Carte 2.5.XV.



MATÉRIEL DE CONSTRUCTION (MATIÈRE ET TRAVAUX PUBLICS)



TLEMCEN  
1/50000

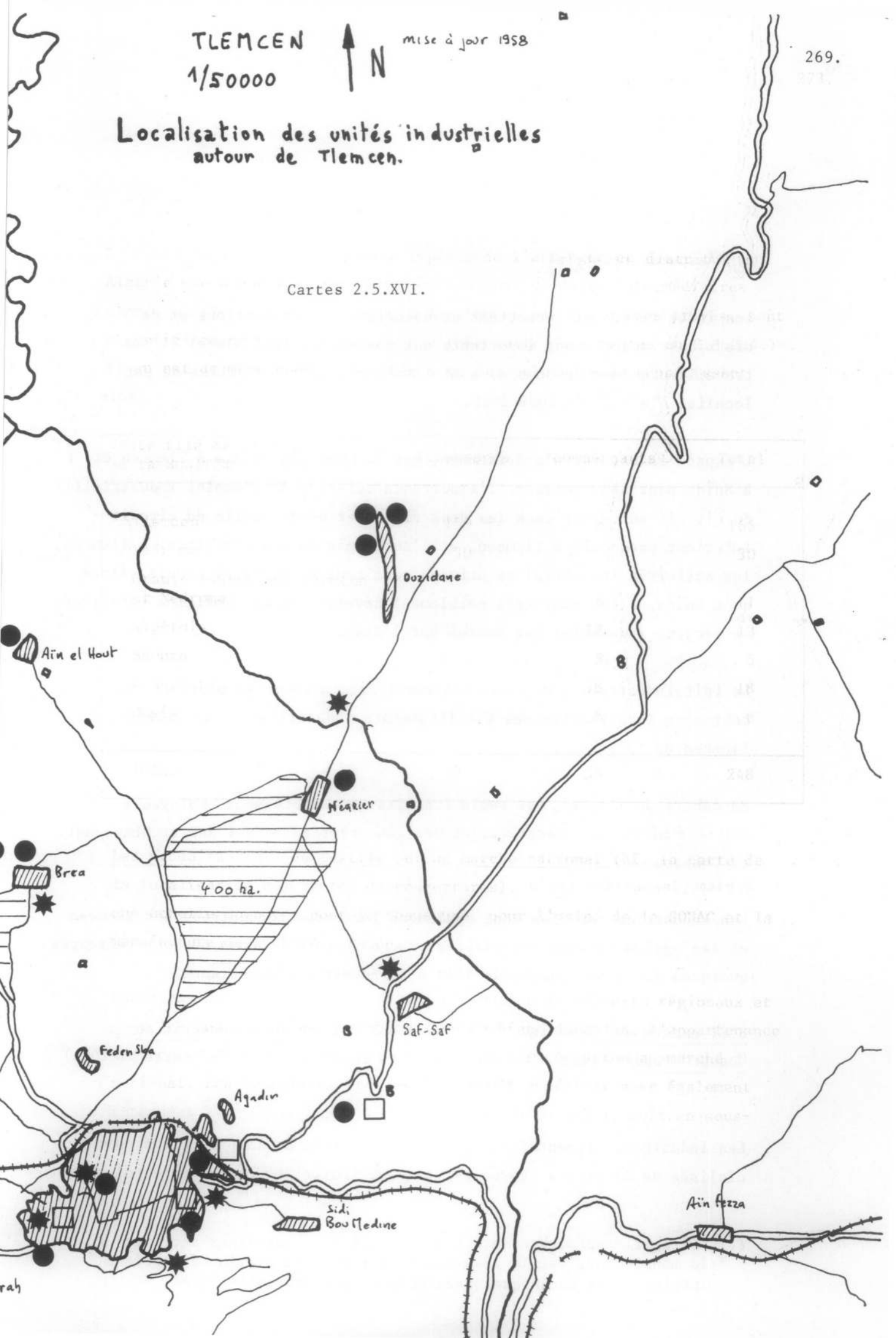


mise à jour 1958

269.

# Localisation des unités industrielles autour de Tlemcen.

Cartes 2.5.XVI.



d) l'espace industriel

Les industries, qui permettent de valoriser les productions et de distribuer des revenus importants aux possédants (en volume) et aux travailleurs (par le nombre) sont concentrés dans les villes où est localisé le circuit supérieur.

L'espace industriel n'a évidemment pas la même importance à Tlemcen et à Saïda pour deux raisons, l'importance relative de l'emploi industriel(1) du circuit supérieur dans les deux villes et d'une partie du circuit inférieur productif à Tlemcen, et l'autonomie de ces activités. A Tlemcen, les activités industrielles privées sont toutes d'origine locale, alors qu'à Saïda, elles sont très faiblement développées ou d'origine extérieure ; le secteur industriel est dominé par l'Etat.

Le fait industriel est essentiellement urbain comme le montrent les cartes de localisation des établissements industriels de la wilaya de Tlemcen en 1971.

En dehors de Tlemcen, les seuls établissements fortement employeurs sont les mines, les carrières et des conserveries à Beni Saf et Ghazaouet. et Ghazaouet.

Les industries textiles sont également fortement concentrées sur Tlemcen et les agglomérations secondaires proches à part Nedroma où sont regroupés quelques artisans tisserands liés à l'industrie tlemcénienne.

S'il existe un tissu industriel régional, il reste circonscrit au "haouz" traditionnel tlemcenien dans un rayon de 10 km (cf carte p. 266.)

Les industries alimentaires drainent une partie de la production commercialisée de la wilaya (céréales, olives, fruits) et ont un rôle polarisant

(1) Le terme manufacture serait plus juste pour certaines activités si la manufacture est le lieu où une forte concentration d'ouvriers utilise des techniques anciennes et peu capitalistiques.

important grâce à cette complémentarité ainsi créée entre la ville et la campagne.

Il en est de même pour les entreprises du bâtiment, mais de façon très déséquilibrée : seules les manoeuvres et les matériaux de carrière sont fournis localement, tout le reste venant de la ville. Des entreprises n'ont pas encore pu se former ailleurs qu'à Tlemcen ou à Saïda malgré la dispersion des chantiers de construction sur l'ensemble de la wilaya.

Les raisons du relatif essaimage régional de l'industrie du tapis dans un rayon de 30 km autour de Tlemcen sont autres : cette activité nécessite peu d'investissements, une main-d'oeuvre bon marché, peu exigeante et rapidement formée.

D. Sari a noté ce phénomène à Nedroma, où dès 1966, existaient deux manufactures tenues par des Tlemceniens (1).

Cette politique a été également suivie par les pouvoirs publics qui ont implantés 3 centres de formation à Bensekrane, Sidi Abdelli et Zenata dans la commune d'Hennaya.

On voit donc qu'à l'exception du tapis et pour des raisons de rentabilité évidente, la localisation des activités ne peut être qu'à Tlemcen et ses environs où l'on trouve des capitaux, une main-d'oeuvre qualifiée, des marchés et quelques services de base.

A Saïda, toutes les industries sont localisées dans la ville même, à part la papèterie de Aïn el Hadjar située dans les environs immédiats et la conserverie oléicole de Rebahia, au nord, liées à l'exploitation des produits du sol.

(1) Les salaires à Nedroma ne représentaient que 75 % des salaires tlemceniens. In Sari D., Les villes précoloniales de l'Algérie occidentale.

Seul, l'Etat peut lutter contre des localisations industrielles uniquement urbaines, ce qui est déjà partiellement engagé dans le cadre des programmes spéciaux.

L'industrie appartenant au circuit supérieur est dépendante d'un environnement qu'offrent les commerces, les services, une main-d'oeuvre spécialisée liée au circuit supérieur et qui est concentrée dans les villes principales.

Cependant, l'influence du secteur industriel sur l'organisation de l'espace s'exerce également par ses approvisionnements et ses ventes. Il est nécessaire alors de distinguer :

. Les industries liées à la transformation des produits régionaux, qui ont en général un marché national. Ainsi, les minoteries exportent une grande partie de leur production vers le sud, l'Oranais et l'Algérois. Il en est de même pour l'huile et le vin à Tlemcen, l'eau minérale de Saïda, commercialisée dans toute l'Algérie. La papèterie d'El Hadjar, certaines petites huileries tlemceniennes ont un marché régional (Oranie) ou même purement local.

. Les industries de transformation de biens durables dans lesquelles on peut ranger l'industrie du tapis qui importe de l'étranger les 3/4 de ses constituants de base et qui exporte vers l'étranger la quasi totalité de sa production. A ce titre, sauf pour les activités familiales, l'activité du tapis, abstraction faite des faibles capitaux engagés localement est semblable à une activité économique "enclave étrangère" en Algérie.

Le reste de l'industrie textile importe de l'étranger et distribue en Algérie une bonne part de la production. Les produits intermédiaires comme le filé de fibranne produit localement par les usines privés, sont essentiellement vendus localement . (cf. cartes des ventes en 2.3.2.4.) . Il en est de même pour la Sonitex dont les acheteurs se répartissent ainsi :

Vente filé de fibranne de la SONITEX	Tisserands	commerçants	Total
Tlemcen	159	6	165
Nedroma	30		30
Oranie (autre que Tlemcen et Nedroma)	5	6	11
Algérois	1	12	13
Saoura		5	5
Constantinois		18	18
Oasis		6	6
<b>TOTAL</b>	<b>195</b>	<b>53</b>	<b>248</b>

Les produits finis du textile ont un marché national (cf. la carte de la localisation des ventes de couvertures). C'est vrai aussi, mais à une échelle moindre, pour la chaussure, pour l'usine de la SONAC et la manufacture de l'ONATA à Saïda.

Pour les industries liées à la transformation de produits régionaux et pour les industries de transformation de biens durables, l'appartenance au secteur d'Etat indique automatiquement l'intégration au marché national. Les industries privées du circuit supérieur sont également intégrées à ce marché soit librement (cas du textile), soit en sous-

traitance du secteur d'Etat (cas des huileries) (1).

L'importance géographique du marché est évidemment liée à l'importance de l'activité par rapport à la production nationale. Si les couvertures, les haïks, les tapis tlemceniens se trouvent dans toute l'Algérie, la bonneterie tlemcenienne, le papier d'Aïn el Hadjar ont des aires de vente limitées à l'Oranie le plus souvent.

. Les industries destinées à répondre à la consommation locale (torréfacteurs de café, fournisseurs de boissons gazeuses) moins nombreuses à Saïda qu'à Tlemcen, évoluent dans un contexte régional bien que le centralisme économique les oblige à chercher certains produits à Alger. Leur marché est en général limité à la daïra, comme à Saïda, bien qu'ils livrent également dans les zones éloignées où ils se heurtent à la concurrence d'autres producteurs. Ceci est surtout valable pour Tlemcen.

Si au lieu de noter l'origine réelle des produits mais celle du fournisseur ou la localisation du destinataire suivant les circuits et les niveaux, nous nous apercevons de la grande dépendance des producteurs du circuit inférieur vis à vis des intermédiaires locaux, à moins qu'il n'y ait circuit direct comme dans l'alimentaire.

(1) Certaines industries comme les huileries coopératives ont un marché local restreint du fait que leurs fournisseurs sont aussi leurs clients. Elles ne commercialisent que la fraction de l'huile produite qui constitue leur rémunération.



ORIGINE DES ACHATS ET DESTINATION DES VENTES  
EN POURCENTAGE DU NOMBRE DE REPONSES

## T L E M C E N

Circuit	Niveau	alimentaire		textile cuir		
		Achat	Vente	Achat	Vente	
Supérieur	1	Tlemcen	0	20	10	18
		Wilaya	80	70	0	9
		Algérie	0	10	0	36
		Etranger	20	0	90	36
	2	Tlemcen	43	43	20	21
		Wilaya	14	43	0	7
		Algérie	14	14	33	50
		Etranger	29	0	47	22
	3	Tlemcen	80	83	37	22
		Wilaya	20	17	0	0
		Algérie	0	0	56	80
		Etranger	0	0	7	0
Inférieur	4	Tlemcen	100	100	71	60
		Wilaya	0	0	0	17
		Algérie	0	0	24	23
		Etranger	0	0	6	0
	5	Tlemcen	-	-	86	81
		Wilaya	-	-	0	19
		Algérie	-	-	14	0
		Etranger	-	-	0	0

Source : Mataillet D. et alia, "Essai d'analyse...", p. 208 et 214, t. 1

Un classement des réponses suivant l'importance des transactions amènerait certaines différences.

Les nombreux approvisionnements à Tlemcen dans l'alimentaire indiquent l'importance des circuits directs à partir de la périphérie proche (huilerie par exemple) ou la présence d'intermédiaires tlemceniens. Ceci est également le cas du circuit inférieur du textile. Le circuit supérieur s'approvisionne essentiellement hors de la région.

La même différence de comportement est relevée entre le circuit supérieur et le circuit inférieur. L'influence de celui-ci est limité à la ville et à la zone proche qui l'entoure; elle concerne surtout la nombreuse population intégrée au circuit inférieur. La ville chef-lieu de wilaya est concurrencée par de nombreux centres secondaires où se tiennent les principaux souks et marchés à bestiaux : Nedroma, Remchi à Tlemcen, Ouled Brahim, Sidi Ahmed à Saïda, agglomérations situées à moins de 50 km où se trouvent les principaux services et commerces nécessaires au circuit inférieur.

e) La distribution des produits alimentaires manufacturés

L'ONACO n'ayant qu'un seul établissement de vente à Tlemcen, tous les détaillants de la wilaya sauf les plus importants, en général localisés à Tlemcen, doivent passer par un grossiste.

Les grossistes tlemceniens ont un chiffre d'affaires moyen plus important que celui des grossistes saïdéens. La zone qu'ils desservent avec leurs véhicules est au maximum celle de la wilaya car elle est limitée par la présence des grossistes de Ghazaouet, Maghnia et Beni Saf. Des villes comme Remchi, Nedroma (1), Sebdou ont également leur intermédiaires de plus faible taille qui desservent les plus petits commerçants de leur région. Bien que nous n'ayons pas les éléments pour

(1) D. Sari notait que trois demi grossistes y prospéraient en 1966, in : "Les villes précoloniales de l'Algérie occidentale".

l'étudier, il est probable que les commerces importants de toute la wilaya passent par les principaux grossistes localisés à Tlemcen, les autres détaillants utilisant un ensemble de grossistes répartis dans toutes les villes de la wilaya.

Les boulangeries industrielles tlemceniennes assurent la distribution du pain dans un rayon de 15 km autour de Tlemcen.

Les industries locales s'occupant de mise en bouteille ou de torrefaction de café desservent parfois une aire très supérieure à la wilaya, surtout vers le sud.

A Saïda, la présence de l'ONACO dans chaque daïra, l'éloignement de celles-ci par rapport à Saïda, expliquent que les grossistes en alimentation générale (et ceux en fruits et légumes) locaux desservent uniquement la daïra. Des boulangers, par l'intermédiaire des dépôts de pain, des meuniers travaillent également pour les zones proches de Saïda.

f) La distribution des biens durables manufacturés

L'achat des biens durables manufacturés est moins fréquent que celui des biens alimentaires. Leur consommation augmente avec le pouvoir d'achat des consommateurs. Deux faits en découlent :

. Les grossistes et les détaillants du supérieur qui vendent ces produits sont concentrés dans les villes principales où se localisent les revenus les plus élevés. Les commerces sont en général beaucoup moins nombreux et plus concentrés que ceux de l'alimentaire, que ce soit au niveau régional ou au niveau urbain, comme nous l'avons vu en 2.4.2.

. L'encadrement de l'Etat est encore très léger, sauf dans les principales villes algériennes. La distribution des produits a peu évolué par rapport à l'état antérieur, bien que l'importation soit contrôlée par l'Etat.

Une enquête (1) met Tlemcen au premier rang en Algérie pour le chiffre d'affaires moyen des grossistes en produits textiles et surtout pour celui des grossistes en tissus qui vendent en partie des tissages locaux, mais surtout des produits importés du reste de l'Algérie, ce qui montrerait le rôle de Tlemcen dans la redistribution de ce type de produits : il est possible que l'imbrication entre l'industrie et le commerce soit une des raisons de ce phénomène. Certains revendent également dans les zones rurales et le sud de l'Oranie les tissus fabriqués par la Sn Cotec.

Les détaillants en tissus sont alimentés à la fois par des grossistes locaux, par la Sn Cotec et, pour ceux du circuit supérieur, par des grossistes d'Oran ou d'Alger. Il semble donc y avoir une spécialisation des grossistes selon leur approvisionnement, certains produits se trouvant plus facilement chez un grossiste tlemcenien, d'autres chez un grossiste oranais ou algérois.

(1) La distribution des produits textiles en 1970, p. 209

Les détaillants en confection, bonneterie, mercerie, s'approvisionnent à Oran comme auprès des grossistes ou des fabricants tlemceniens. Ceux du circuit supérieur achètent à la SONAC qui n'a pas de magasin de vente local.

Quelques grossistes de taille modeste, car le marché est limité, distribuent des chaussures en cuir de bonne qualité, peu courantes dans la production locale, où le circuit inférieur est prédominant.

La commercialisation du tapis, produit de luxe, s'effectue de façon différente. Les principales manufactures ont des contrats avec des grossistes principalement suisses et allemands. La vente sur le marché national, beaucoup plus rare, se fait dans des magasins locaux pour touristes ou dans des magasins situés dans les principales villes et souvent tenus par des Tlemceniens. C'est donc un commerce du circuit supérieur, spécifique aux principales villes algériennes.

Les grossistes tlemceniens en électro-ménager, quincaillerie, articles de ménage, sont parmi les plus importants d'Algérie (chiffre d'affaires moyen de 1,4 million de DA) bien que les détaillants du circuit supérieur achètent une partie de leur approvisionnement directement à Oran. Cela ne peut tenir qu'à l'intervention des grossistes dans une grande partie de l'Oranie ou à la grande concentration des activités. Des grossistes ont également des activités voisines (montage de postes de télévision par exemple).

Pour les matériaux de construction, les hydrocarbures et le gaz, la position des grossistes tlemceniens et saïdéens est paradoxalement renforcée, provisoirement il est vrai, car ils sont situés à proximité de l'unique point de vente de la wilaya. Ce fait augmente leur clientèle et leur permet de rayonner sur toute la wilaya pour Tlemcen, la wilaya et le sud pour Saïda.

## g) le souk

Les souks maghrébins liés au circuit inférieur de distribution, aux relations traditionnelles entre les agglomérations et leur zone rurale, sont peu hiérarchisés et situés à distance régulière les uns des autres. Bien que nous n'ayons pu en faire une étude précise, il est clair que celui de Saïda, ville plus petite où l'influence rurale est plus forte et la population à plus faible revenu que Tlemcen, a relativement plus de poids qu'à Tlemcen.

Sur le souk de Saïda, la centaine de commerçants est pour moitié locale, pour moitié habitant d'autres agglomérations (1). Ils se répartissent également dans les catégories de commerce : plus des 2/3 vendent des tissus, de la confection ou des fripes, les autres des épices, de la quincaillerie ou ont des activités diverses (cafés, jeux, etc.).

Les "commerçants" de Saïda comprennent des chômeurs, vendeurs à la sauvette d'articles de bazar, les "vrais commerçants" fréquentent certains souks, ou même la totalité, qui se succèdent tout au long de la semaine dans chacune des communes de la daïra de Saïda (2). Une minorité dispose de camionnettes.

Cette unité de la daïra qui regroupe les différents souks correspond à l'aire d'influence du marché aux bestiaux de Saïda qui se tient le même jour. La population venue ce jour à Saïda se disperse dans la ville et dans le souk pour effectuer des achats et utiliser les services urbains. La prééminence du marché aux bestiaux de Saïda vient du nombre d'acheteurs potentiels plus importants et de la multiplicité des commerces et des services disponibles à Saïda.

(1) Mascara, Mostaganem, Tiaret, Oran essentiellement.

(2) Mardi : Meftah Sidi Boubekeur ; mercredi : Ouled Brahim ; Jeudi : Sidi Ahmed ; vendredi : Daoud ; Samedi : El Hassasna ; Dimanche : Saïda.

2 communes n'ont pas de souk dans la daïra : Aïn el Hadjar et Ouled Khaled.

CONCLUSION





Au terme de cette étude, nous pouvons dire que le modèle d'analyse que nous avons choisi explique la structure urbaine et le rôle des agents économiques de Tlemcen et de Saïda, les causes de la création, du développement ou du dépérissement de leurs activités d'une part, d'autre part les modes d'organisation de l'espace régional.

La description de la période coloniale a permis de situer l'influence des différents groupes sociaux, les raisons de la localisation et de l'évolution des villes et des activités économiques, le poids d'une armature urbaine, d'une économie dont la destination était liée à un groupe dominant, aujourd'hui parti, les français. Nous avons donc essayé, dans la première partie, de mettre en valeur les conditions de la structuration de l'espace en pays dominé.

Une seule enquête ne peut pas, sans s'appuyer sur le passé, saisir l'ampleur d'une mutation socio-économique. Dans le seul domaine de l'économie urbaine, il était hasardeux de vouloir rendre compte de toutes les stratégies employées par les différents agents.

Il nous a semblé possible de distinguer depuis 1965 une évolution dans la création des unités de production privées du circuit supérieur. La période 1967-1970, assurée par un pouvoir fort, confortée par le Code des investissements, a permis de nombreux investissements industriels. En 1972, la tendance se renverse. Difficultés d'approvisionnement, absence d'un marché de consommation, chute des capitaux disponibles, incertitude du secteur privé face à un secteur public envahissant ? Il est difficile de cerner l'ensemble des motivations.

Quoiqu'il en soit, la double structure des circuits économiques se consolide. Le secteur public de la production et de la distribution se renforce et s'attache les activités privées du supérieur. Le circuit inférieur organise la récupération et la distribution de ce qui reste pour une population toujours plus nombreuse, souvent venue d'une campagne délaissée, ponctionnée d'une fraction de ses revenus au profit de la politique d'industrialisation. La majorité de la population reste profondément intégrée au circuit inférieur ; les classes moyennes en développement ont un pouvoir d'achat trop faible et des habitudes de consommation qui leur empêche de s'intégrer pleinement au circuit supérieur.



## 1 - L'organisation socio-économique de Tlemcen et de Saïda.

Entre Tlemcen et Saïda, les différences de fonctionnement de chacun des deux circuits économiques ne sont pas le fait d'une situation particulière et irréductible à chacune d'entre elles. Elles sont les réponses à l'impact de la modernisation, du fait de leur localisation et de leur histoire propres. Elles subissent les conséquences des disparités spatiales.

### 1.1. Le circuit supérieur

Les activités du circuit supérieur sont très sensibles aux fluctuations des décisions politiques, par leur mode de fonctionnement et par le biais des entreprises d'Etat.

En effet, le secteur public s'impose comme le partenaire privilégié de tous les autres centres d'activité du circuit supérieur, et il impose sa propre politique. Que ce soit à travers les actions économiques des ministères ou le développement rapide et tentaculaire des offices et des sociétés nationales, il définit leur place aux activités privées, soit en leur laissant des domaines d'action qu'il ne touche pas ou qu'il est temporairement incapable d'assurer, soit en étant lui-même un important marché par ses commandes ou la sous-traitance.

Dans cette période où l'horizon 1980 est fixé comme la fin d'une phase de redéploiement de l'économie nationale, le secteur privé du circuit supérieur effectue une véritable mutation. L'Etat s'efforce de déposséder les propriétaires terriens absentéistes ; les industries de grande envergure sont nationalisées. Il est vrai qu'elles appartenaient dans leur écrasante majorité aux français ; la fonction si lucrative d'intermédiaire commercial est partiellement menacée. Les revenus du circuit supérieur privé sont réduits par l'émergence des sociétés nationales et par la réforme agraire. Le capital privé cherche donc à se déplacer vers d'autres directions.

Des capitalistes ont investi à l'étranger, en France, au Maroc. Ce comportement doit être en nette régression actuellement.

L'investissement dans le secteur de la production a beaucoup baissé depuis 1970.



Dans la branche des services et de l'artisanat, une partie des revenus est réinvestie dans l'activité, une partie dans de nouveaux services (hôtels, bains maures, commerces de luxe, le bâtiment).

Souvent l'investissement s'effectue à la frange de l'activité du secteur nationalisé : le commerce de demi-gros, le transport "autorisé", les taxis, des commerces en gérance, l'immobilier, l'import-export, etc.

Beaucoup d'entrepreneurs cherchent à s'intégrer à la fonction publique, dans les sociétés nationales, à la recherche de profits annexes, en profitant des avantages que leur donne leur situation au sein de la société ou de l'office public. Les profits les plus importants ne peuvent en effet venir désormais que d'une certaine connivence entre hauts fonctionnaires et capitalistes. L'investissement spéculatif est majoritaire, il s'effectue aussi dans le secteur industriel, mais rarement sur place. Les capitaux sont réinvestis dans n'importe quel secteur d'activité, mais sans contrainte spatiale. Une bonne partie de ces financements s'effectue dans les villes plus centrales, Oran, Alger.

\* Nous l'avons vu, l'Etat marque de ses interventions le circuit supérieur en modifiant les règles de l'économie libérale. Dans le secteur de la production, il produit lui-même des biens modernes (des chemises, non pas des djellabas), et concurrence la production privée. Par sa capacité à abaisser le prix de revient de la production dans les entreprises de grande taille, il accroît la pénétration du circuit supérieur dans la population. Il reste cependant une large fraction de la population qui ne peut accéder couramment à ce type de production : c'est la raison d'être des artisans du circuit inférieur.

D'autres activités privées se développent avec les petites entreprises du supérieur (imprimeries, fabriques d'emballage, moulage plastique, chemiseries, rectification automobile...). Elles peuvent avoir pour clientèle régulière ou d'appoint les sociétés nationales, les services extérieurs des ministères et une couche de population aisée, essentiellement urbaine. Elles sont donc situées au chef lieu de la wilaya.





Les localisations industrielles privées suivent celles des sociétés nationales. Les principaux centres urbains sont donc les bénéficiaires des investissements tlemcénien et saïdéens : Alger, Oran, Arzew, en raison de leurs capacités d'approvisionnement et de l'environnement des services d'accompagnement.

Toutes les branches de la production industrielle privée courante sont menacées ou fortement concurrencées (textiles, chaussures, cuir), mais il restera sans doute toujours des fabrications qui n'intéressent pas l'Etat, soit parce qu'elles sont du domaine de l'artisanat de luxe, soit parce qu'elles sont des produits traditionnels dont l'Etat ne cherche pas à développer l'usage. Par contre, les productions intermédiaires (filage - tissage) sont de plus en plus récupérées par le secteur nationalisé.

Il existe aussi dans le circuit supérieur un secteur de production utilisant une forte main-d'oeuvre : le tapis, laissé initialement à l'entreprise privée, sans doute parce que ce secteur doit importer beaucoup de produits étrangers. Désormais, en raison de son importance touristique, l'Etat s'est engagé dans ce secteur.

Le mode d'intervention de l'Etat dans cette activité est révélateur du caractère technocratique du capitalisme d'Etat. L'ONATA (1) forme les ouvriers qui produisent dans ses ateliers, les tapis vendus principalement aux touristes. Il n'a pas cherché à utiliser l'organisation "traditionnelle" existante et à mettre en place une structure plus souple de formation et d'aide à la production et à la commercialisation des artisans. Il n'y a pas de volonté de faire évoluer le circuit inférieur, de le soutenir mais de substituer à lui en installant un matériel moderne (il est parfois inutilisé, faute de personnes qualifiées pour l'utiliser, comme la moitié du matériel installé à l'ONATA de Saïda).

Dans le secteur du bâtiment, la situation conjoncturelle (programmes spéciaux, relancement d'une politique de l'habitat dans le cadre du plan quadriennal) est favorable à l'investissement. L'absence de concurrence quasi totale des entreprises d'Etat qui exécutent les plus grands chantiers autorise le développement des entreprises privées. La multiplication des chantiers a permis de résorber une partie de la masse des chômeurs.

---

(1) - Office National du Tourisme Algérien



\* Dans le secteur de la commercialisation

La multiplication des demi grossistes est une réponse à la multiplication des agences des sociétés nationales.

Il n'y a pas de possibilité de relation directe entre le secteur public du circuit supérieur et le circuit inférieur, du fait de leur rationalité différente.

Les grossistes se savent dépossédés à terme de leur rôle. Ils s'efforcent alors de conserver leur domination sur le petit commerce par le demi-gros, intermédiaire entre les sociétés nationales et le circuit inférieur. Ils préfèrent aussi investir dans le secteur productif, mais vers les grands centres, ou bien dans le commerce de luxe.

Les conséquences de cette politique font apparaître un transfert du circuit privé supérieur vers les villes principales -Alger, Oran- où se concentrent les hauts revenus, une grande masse de population, et le pouvoir avec lequel il entretient des rapports de subordination, mais aussi une certaine collusion.

### 1.2. Le circuit inférieur

Le circuit inférieur évolue dans une zone d'activités économiques dont l'organisation est difficilement reproductible au niveau industriel. Le travail à domicile, l'essaimage des artisans dans les zones péri-urbaines, le statut des employés, les salaires, etc, ne peuvent s'accomoder de l'ensemble organisationnel que représente une entreprise du circuit supérieur, tant du point de vue économique que juridique. D'autre part, le bénéfice dégagé n'égale pas celui des entreprises du supérieur.

Le circuit inférieur entretient une relation de complémentarité, mais surtout de dépendance avec le circuit supérieur de plusieurs façons.

- soit directement, et en relation immédiate, par sous traitance de travaux et de services, par le mode d'approvisionnement auprès des grossistes, par les activités d'accompagnement du circuit supérieur. Ce circuit se caractérise dans le secteur de la commercialisation par une gamme réduite de biens et de services, pour un marché restreint (cafés, artisanat alimentaire...).



- soit directement, en relation non immédiate, par les activités de réparation et d'entretien des biens produits par le supérieur. Leur formation et leur évolution est liée à l'élimination progressive des activités "traditionnelles" au profit d'activités "modernes" et à leur transformation en activités d'accompagnement.

- soit indirectement, lorsque les activités exercées n'ont aucun lien physique direct avec le circuit supérieur, mais parce que ces activités évoluent dans un secteur que le circuit supérieur ne cherche pas à pénétrer à une période donnée, marquant ainsi les limites d'extension possible de l'activité du circuit inférieur. Ces activités sont intégrées au niveau local et sont peu pénétrées par l'innovation. Elles transforment avec des techniques traditionnelles les produits locaux et régionaux (tisserands, teinturiers, menuisiers, cordonniers).

Il serait possible de définir une sorte de typologie du circuit inférieur :

- une petite bourgeoisie urbaine commerçante, artisanale, manufacturière, incapable de se maintenir dans le circuit supérieur et qui se prolétarise.
- un artisanat de production utilisant des techniques périmées, des matériaux apportés de la campagne ou bien du matériel de récupération urbain.
- un prolétariat mouvant, alimenté par l'émigration rurale, travaillant selon les saisons et les occasions à la campagne sur les chantiers comme "manoeuvres", ou faisant du commerce de fruits et légumes.

L'extension du circuit inférieur est liée à plusieurs paramètres : le niveau des revenus est fondamental, mais plus encore leur répartition dans la population, car il marque la capacité de la population à consommer ou non les biens offerts par le circuit supérieur.

La localisation de la population par rapport à la ville centre, Oran ou Alger, influe sur l'importance du circuit inférieur dans la mesure où les unités industrielles "modernes" s'installent avec beaucoup de réticence dans les villes moyennes.

L'accroissement du circuit inférieur est lié aussi au nombre des industries qui passent dans le circuit inférieur, incapables de soutenir le rythme des modernisations du supérieur.



\* Dans le secteur de la production

L'Etat n'a pas de politique cohérente à l'égard du circuit inférieur. En fait, les relations directes qu'il entretient avec lui sont rares. Cependant, il retire de nombreux avantages de cette situation :

- Utilisation de la main d'oeuvre qui ne pourrait trouver ailleurs un emploi.
- Utilisation des petits capitaux privés.
- Fabrication et distribution des biens et des services non satisfaits par le secteur nationalisé, on vendus trop chers. Il se crée alors des petites unités artisanales qui fabriquent le même bien selon des méthodes non capitalistes et avec des matériaux de peu de valeur (la chemise engendre le commerce de la fripe, aux souliers de cuir s'opposent les chaussures moulées en plastique et celles en pneu et en toile). Cette production destinée à une partie de la population urbaine, la clientèle du circuit inférieur, est aussi destinée aux zones rurales, quoiqu'elle soit fortement concurrencée par la production des ménages, en particulier dans le tissage et l'alimentaire.

A cet artisanat qui reproduit la fabrication "moderne" avec des moyens et des matériaux "non modernes" s'ajoute un artisanat de réparation, de fabrication ménagère en plein essor. Artisanat de réparation dans tous les domaines, mais plus spécialement celui de la petite mécanique, cycles et automobiles, et de l'électro-ménager. Artisanat de fabrication ménagère aussi, pour le mobilier en bois ou métallique, dans le second oeuvre des bâtiments, menuiserie et ferronnerie. Extension aussi du circuit inférieur dans les divers services à la personne que n'assure pas l'Etat.

En fait, le rôle des services et de l'artisanat n'apparaît pas avec vigueur dans l'organisation du circuit inférieur. Les services sont peu développés sans doute en raison de la faiblesse des revenus de la grosse majorité de la population. Pour les services, une qualification s'avère nécessaire. A Saïda, la situation de monopole des artisans par la rareté les place dans le groupe des meilleurs revenus de la ville.





On aurait pu croire à un plus grand développement des services à Saïda qu'à Tlemcen. Il semble que le manque de tradition urbaine locale, la pénétration de ce secteur par des personnes extérieures à Saïda (Maroc, Oran, Kabylie...) l'irruption en 1971 des chantiers du bâtiment qui ont épongé une importante main d'oeuvre non qualifiée et le lien étroit avec la campagne peuvent en expliquer le faible développement.

\* Dans le secteur de la commercialisation, le petit commerce s'est beaucoup développé. Le commerce des fruits et légumes est l'activité qui accueille le plus les hommes qui ont quitté la campagne ; il croît proportionnellement à l'augmentation de la population. Il reste le grand pourvoyeur d'emplois dans le circuit inférieur, quoique très insuffisant face aux besoins en emplois.

La dépendance financière vis à vis d'un seul grossiste pour la plupart des commerçants -surtout ceux en fruits et légumes- est telle que ces commerces semblent jouer plus un rôle de succursale, de centre de distribution des grossistes que de magasin indépendant.

\* Le rôle du circuit inférieur est multiple. Il évolue dans le temps. Le secteur de la production, quand il est un reliquat des activités traditionnelles, diminue en fonction des phénomènes d'acculturation et d'intensité du secteur "moderne".

Quand il reproduit les biens produits par le circuits supérieur, mais avec une autre technologie et d'autres matériaux, il se situe à la frange d'une industrie qui lui laisse peu de chances de se développer. Quand l'activité ne demande aucun amortissement de départ, ni qualification spéciale, il est un refuge pour les migrants qui vendent quelques produits jusqu'à la périphérie de la ville.

Malgré une grande différence de chômeurs entre Tlemcen (19 % de la population active en 1966) et Saïda (40 %) le circuit inférieur n'est relativement pas plus développé à Saïda. Nous pourrions donc en conclure que l'élasticité du circuit inférieur est limitée par des facteurs déterminants : Revenus urbains très faibles, absence de modèle de consommation très européenisé, impossibilité de développer les petits services urbains...



### 1.3. L'articulation des deux circuits

Les activités du circuit inférieur se limitent à l'aire d'influence directe de la ville. Spatialement, économiquement, elles dépendent du circuit supérieur.

L'articulation qui relie les deux circuits est le canal qui permet au circuit supérieur d'imposer sa domination.

Les intermédiaires, grossistes, demi-grossistes, transporteurs, primeuristes, maquignons, tous évoluent dans le circuit supérieur, pèsent sur l'approvisionnement en biens de fabrication et de consommation, autorisent ou refusent le crédit à leur clientèle de petits commerçants et artisans, permettent les échanges interurbains que ne peut effectuer par le circuit inférieur.



## 2 - Le rôle de Tlemcen et de Saïda.

### 2.1. L'action de l'Etat

L'Etat a mis en oeuvre une politique de déconcentration des activités industrielles. Mais sa politique d'aménagement de l'espace n'est pas prioritaire dans ses choix de développement. Les localisations restent très dépendantes du marché international (la frange côtière) ou restent limitées à quelques centres où s'effectuent les gros investissements "polarisants" qui suivent grosso modo les directives du Plan de Constantine.

Vis à vis des villes moyennes, les préoccupations se limitent au minimum. Chaque chef lieu de wilaya est doté d'une zone industrielle mais les industries nationalisées, modernes, importantes sont directement liées à la ville centre par les capitaux, la direction de l'entreprise et les biens transformés. L'intégration locale n'est pas systématique.

Les situations insoutenables de certains centres urbains, du point de vue économique, sont tempérées par les apports financiers des programmes spéciaux des wilayate et par l'accentuation d'une politique industrielle régionalisée. Le caractère des actions engagées dans ce sens est marqué par le pressant besoin des autorités de freiner l'exode rural.

### 2.2. La région oranaise a perdu une grande partie de sa cohésion. D'une part même si les échanges commerciaux restent majoritaires à l'intérieur de la région oranaise, les flux de décision dépendent de plus en plus d'Alger. Oran se voit dépossédée d'une partie de ses services de commandement au profit de la capitale politique. Arzew est le seul centre industriel vraiment important de la région avec la plus importante usine de liquéfaction de gaz du monde et les industries qui se sont implantées autour. Tlemcen a aussi bénéficié de l'implantation d'industries nouvelles.

Selon une analyse de A. PRENANT en 1966 (1), Oran est l'une des trois métropoles régionales algériennes avec Annaba et Constantine. Mostaganem et Tlemcen

---

(1) - PRENANT A.- Carte de l'armature urbaine. Régions de dominance. Population des pôles et relais en 1966. Bulletin de liaison, n° 4, CNRP, Alger 1969.





sont deux centres régionaux, Saïda étant un relais régional avec Ighil Izane Aïn Temouchent, Sidi Bel Abbès et Mascara.

La région comprend ensuite des sous relais régionaux, Benisaf, Ghazaouet, Nedroma, Maghnia pour la wilaya de Tlemcen, El Bayadh pour la wilaya de Saïda.

Il ne semble plus possible de marquer aujourd'hui une telle hiérarchie entre les villes d'Oranie. Depuis l'indépendance, la ville capitale prend une place de plus en plus grande dans l'activité économique nationale, tandis que les mailles du réseau urbain se relâchent, disparaissent parfois. L'influence de la capitale s'exerce directement sur l'ensemble de l'espace national.

### 2.3. Les villes moyennes

Tlemcen et Saïda ont une taille inadaptée au circuit supérieur. Leur marché est trop resserré pour qu'il y ait un développement déterminant propre à ce circuit. Les rapports de dépendance avec Oran ou Alger sont étroits : la plupart des besoins des activités du circuit supérieur public ou privé (services rares, produits de luxe, chers ou rares), sont satisfaits par les capitales régionales ou nationales alors que les villes moyennes n'en proposent qu'une faible partie.

De plus en plus, le secteur public s'installe dans les villes moyennes, jusqu'au niveau de la daïra. Mais cela ne permet pas aux villes moyennes d'offrir les services et les produits propres à la satisfaction des besoins liés au circuit supérieur (décisions, loisirs, échanges avec l'étranger, fournitures de luxe, etc).

D'autre part, elles n'ont pas un rôle privilégié en ce qui concerne la zone d'influence du circuit inférieur, car les villes de plus petite taille (Remchi, Maghnia, Sebdou, El Bayadh, Aïn Sefra) ont elles aussi la capacité de satisfaire le circuit inférieur et ont une aire d'influence qui n'est pas dépendante du chef lieu de wilaya.

Les villes moyennes tirent la majeure partie de leur rôle spécifique du pouvoir public qui y est installé. Le rôle administratif de Saïda détermine la grosse majorité du reste de son activité. Elle ne serait sans lui qu'un bourg rural. Son rythme économique est très lié au rythme saisonnier de la vie



agricole. Tlemcen qui possède encore un rôle financier et industriel autonome, est moins déterminée que Saïda par le secteur administratif et elle possède un certain pouvoir de commandement.

Les villes moyennes sont d'abord la courroie de transmission du pouvoir central. Elle sont aussi le siège d'un pouvoir qui se déconcentre et qui peut induire des activités locales (Bâtiment, transports, etc). Ces activités n'ont cependant aucun pouvoir sur l'approvisionnement extérieur de la ville, la localisation des investissements, les ventes.

L'organisation spatiale de l'industrie algérienne ne favorise pas l'intégration de la production urbaine. Les entreprises des sociétés nationales participent à une intégration de leurs activités au niveau de leur groupe mais non pas au niveau de la ville. Les différents composants de la production peuvent provenir d'autres unités installées dans d'autres centres urbains.

Au niveau économique, la situation des villes moyennes est difficile, à moins d'une politique volontaire. Les petites villes offrent les services et les produits nécessaires aux activités du circuit inférieur ; les villes "capitales régionales" absorbent les activités économiques du circuit supérieur, et distribuent des revenus, dont les plus élevés accélèrent la concentration industrielle et les activités annexes. L'absence de capitaux privés interdit la mise en valeur industrielle de la production locale. La ville moyenne s'accroît sans qu'elle soit capable de satisfaire les demandes d'emploi.

Il y a un ajustement qui s'effectue entre un réseau urbain existant formellement, hérité de la colonisation et qui répondait à l'époque à une certaine logique et à une certaine situation, et un autre type de réseau qui se met en place plus ou moins facilement, compte tenu des "choix" algériens dans les domaines économiques et politique, de leur mise en application et de la prééminence de la capitale.

Il y a-t-il encore aujourd'hui un réseau urbain hiérarchisé en Algérie ? La réponse est plutôt négative. Dans cette hypothèse, on comprend mieux le rôle des deux circuits, le circuit inférieur complétant et prolongeant au niveau local -quelle que soit l'importance de la ville- le rôle du circuit supérieur qui est par nature national, c'est à dire qu'il s'étend sur tout le territoire.



La situation de la ville dans le réseau urbain n'a donc plus l'importance que l'on pensait devoir lui donner.

S'il reste encore une métropole régionale incomplète, les échelons inférieurs centres et relais régionaux, tels que les définissait A. PRENANT en 1966, semblent disparaître et se fondre ensemble dans la ville moyenne. Cette ville est reliée à la capitale par le circuit supérieur. L'espace rural qu'elle contrôle est réduit : il s'effectue à travers les circuits supérieurs et inférieurs qui s'étendent pour Saïda à sa daïra, pour Tlemcen au "haouz" et à un rayon de 50 km autour de la ville.

Les flux migratoires, les ponctions de revenus de la campagne par les urbains, la zone d'approvisionnement ou produits maraîchers et son aire de vente en dessinent les limites.



## ANNEXES

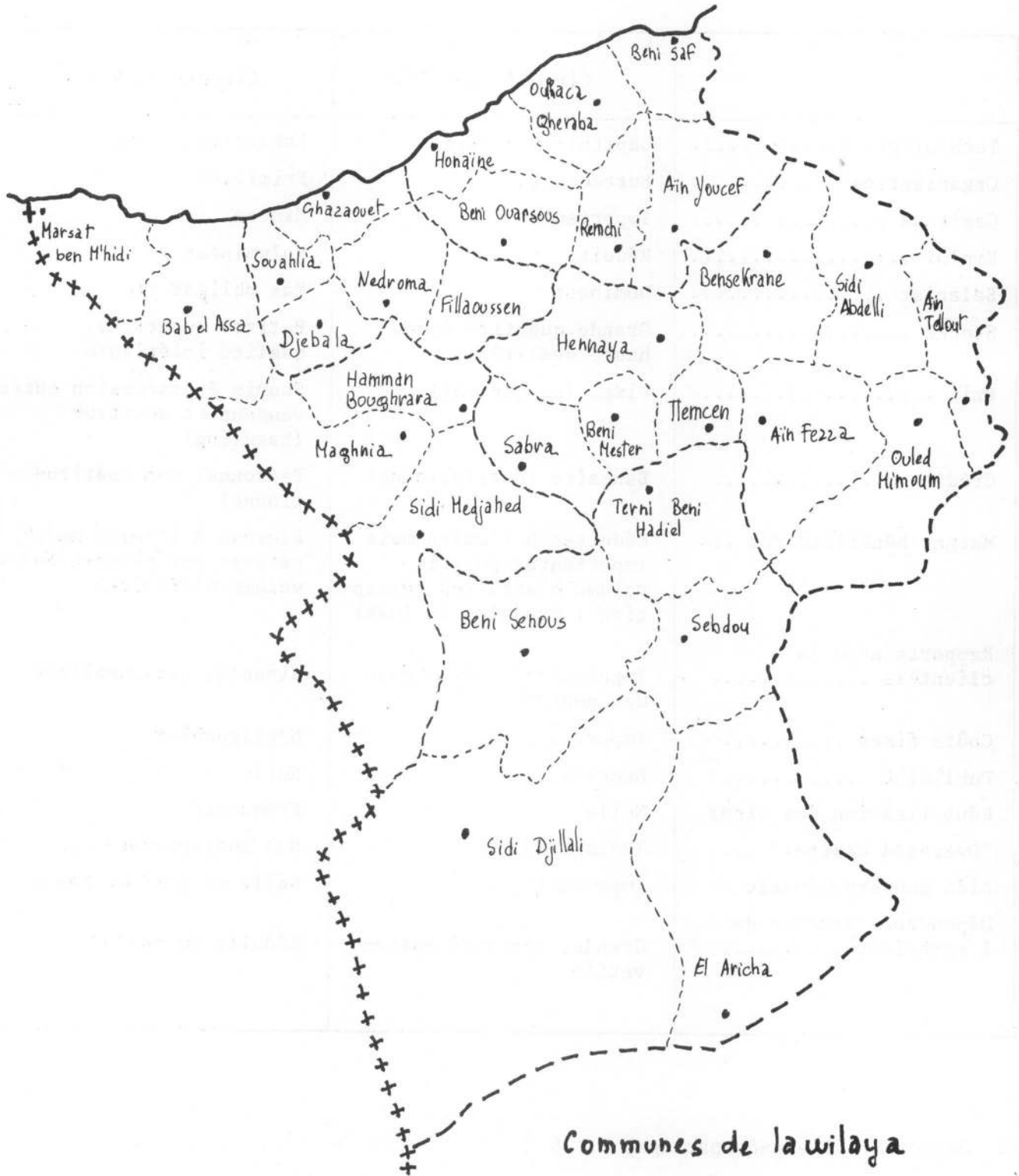
. CARACTERISTIQUES DES DEUX CIRCUITS DE L'ECONOMIE URBAINE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES.....	I.
. COMMUNES DE LA WILAYA DE TLEMCEN.....	II.
. COMMUNES DE LA WILAYA DE SAÏDA.....	III.
. ACTIVITES ET EMPLOIS : TLEMCEN.....	IV.
. ACTIVITES ET EMPLOIS : SAÏDA.....	V.
. REPARTITION DE L'EMPLOI PAR VILLE ET PAR CIRCUIT.....	VI.
. REPARTITION DE L'EMPLOI DANS CHAQUE CIRCUIT EN FONCTION DES BRANCHES D'ACTIVITE.....	VII.
. REPARTITION NUMERIQUE DES ACTIVITES A TLEMCEN.....	VIII.
. EMPLOI TOTAL DANS LES ACTIVITES DIRECTEMENT LIEES A L'ECONOMIE PAR BRANCHES, NIVEAUX ET TYPES D'EMPLOI.....	IX.
. NOMBRE ET POURCENTAGE DES ACTIVITES PAR QUARTIER A SAÏDA...	X.
. TYPOLOGIE DE L'HABITAT : SAÏDA.....	XI.
. LIEU DE NAISSANCE DES CHEFS DE FAMILLE DE L'AGGLOMERATION DE SAÏDA.....	XII.
. DESTINATION GEOGRAPHIQUE DES VENTES : TLEMCEN.....	XIII.
. ORIGINE GEOGRAPHIQUE DE L'APPROVISIONNEMENT : TLEMCEN.....	XIV.
. SOURCE D'APPROVISIONNEMENT - TYPE DE FOURNISSEUR : TLEMCEN..	XV.
. PRINCIPAUX ORGANISMES ET SOCIETES D'ETAT AYANT UNE ANTENNE A TLEMCEN.....	XVI.
. PRINCIPAUX ORGANISMES ET SOCIETES D'ETAT AYANT UNE ANTENNE A SAÏDA.....	XVII.
. ARMATURE URBAINE DE L'ALGERIE EN 1966, d'après A. PRENANT.	XVIII.
. CARTE DE TLEMCEN.....	XIX.
. TOPONYMIE DE SAÏDA.....	XX.





LES CARACTERISTIQUES DES DEUX CIRCUITS  
DE L'ECONOMIE URBAINE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

	Circuit supérieur	Circuit inférieur
Technologie .....	Capital-intensive	Labour-intensive
Organisation .....	Bureaucratique	Primitive
Capitaux .....	Importants	Minces
Emploi .....	Réduit	Volumineux
Salariat .....	Dominant	Pas obligatoire
Stocks .....	Grande quantité et/ou haute qualité	Petites quantités, qualité inférieure
Prix .....	Fixes (en général)	Soumis à discussion entre vendeur et acheteur (haggling)
Crédit .....	Bancaire institutionnel	Personnel non institutionnel
Marges bénéficiaires ..	Réduites à l'unité mais importantes pour le volume d'affaires (exception : produits de luxe)	élevées à l'unité mais petites par rapport au volume d'affaires
Rapports avec la clientèle .....	Impersonnels et/ou avec des papiers	directs, personnalisés
Coûts fixes .....	Importants	Négligeables
Publicité .....	Nécessaire	Nulle
Réutilisation des biens	Nulle	Fréquente
"Overhead capital" ...	Indispensable	Non indispensable
Aide gouvernementale .	Importante	Nulle ou presque nulle
Dépendance directe de l'extérieur .....	Grande, activité extravertie	Réduite ou nulle

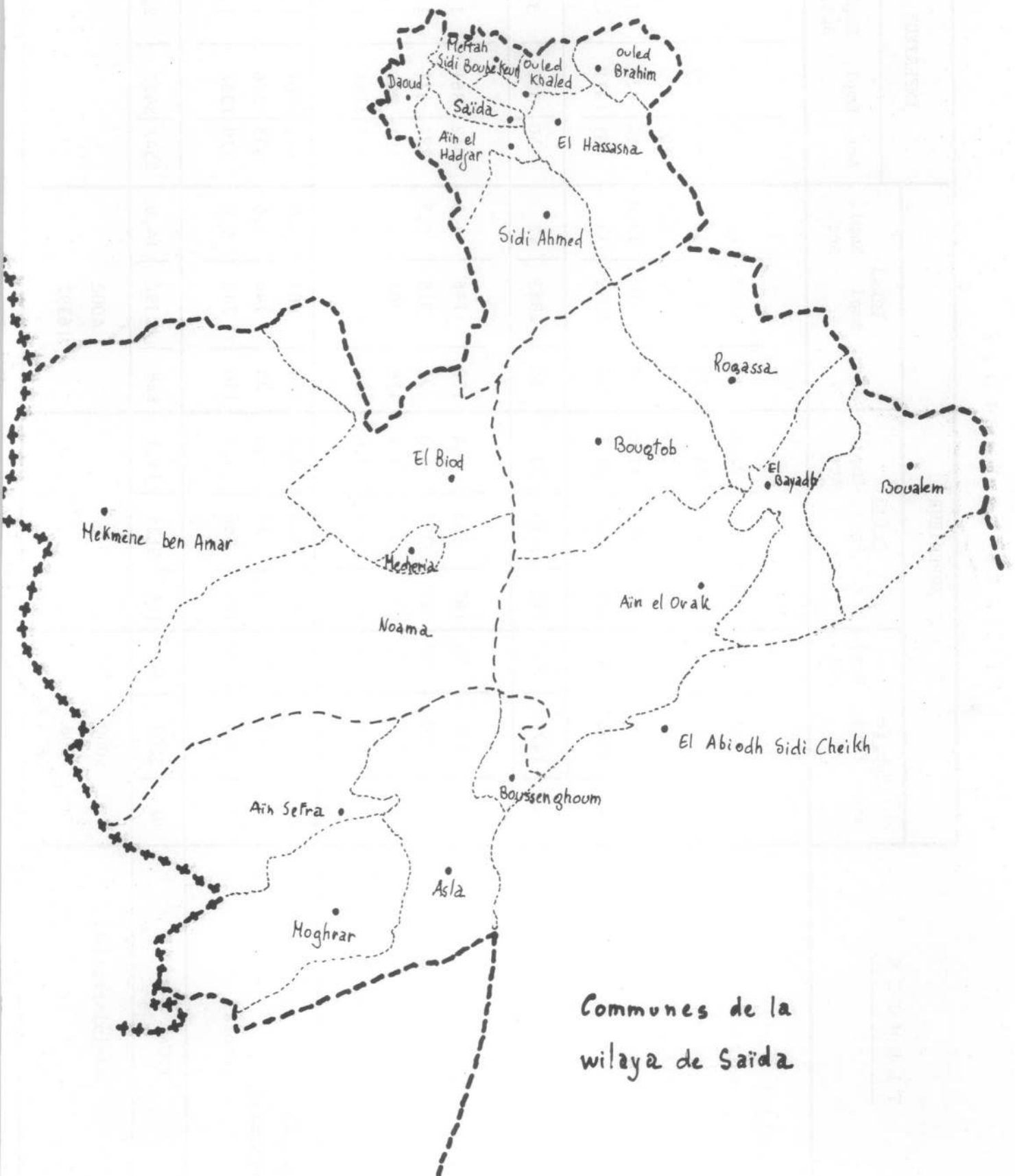


Communes de la wilaya

de Tlemcen

ech: 1/700 000

- +++ frontieres nationales
- limites de wilaya
- - - limites de daïra
- - - - limites communales.



ACTIVITES ET EMPLOIS

TLEMCEEN

	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL		
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.
	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.						
<u>Production</u>															
. Alimentaire	3	718	239	13	268	20,6	16	986	62	3	6	2	19	992	52,2
. Textiles et cuirs	1	430	430	174	5423	31	175	5853	33	373	1723	4,6	548	7576	13,8
. Travail du bois et du fer				10	55	5,5	10	55	5,5	101	220	2,2	111	275	2,5
. Divers				9	105	11,6	9	105	11,6	14	22	1,6	23	127	5,4
s/total	4	1148	287	206	5851	28,4	210	6999	33	491	1971	4	701	8970	12,8
<u>Bâtiment et travaux publics</u>	6	1421	270	63	1464	23	69	2885	42	150	500	3,3	219	3385	15,4
<u>Distribution</u>															
. Alimentaire	3	173	58	167	563	3,4	170	736	4,3	642	861	1,3	812	1597	2
. Textiles et cuirs	1	20	20	90	298	3,3	91	318	3,5	294	471	1,6	385	789	2
. Divers	5	123	25	173	582	3,4	178	705	4	101	302	1,7	369	1007	2,7
s/total	9	316	35	430	1443	3,4	439	1759	4	1127	1634	1,5	1566	3393	2,2
<u>Services</u>	17	211	12,4	87	332	3,8	204	603	5,8	426	1001	2,3	530	1604	3
<u>Transports</u>	4	112	28	22	34	1,5	26	146	5,6	353	356	1	379	502	1,3
s/total	21	323	15,4	109	366	3,3	130	749	5,8	779	1357	1,7	899	2106	2,3
TOTAL	40	3208	80	808	9124	11,3	848	12392	14,6	2547	5462	2,1	3385	17854	5,3
Administration		4000						4000						4000	
		7208						16392						21854	

ACTIVITES ET EMPLOIS

S A I D A	SUPERIEUR									INFERIEUR			TOTAL		
	Public			Privé			Total			Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.
	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.	Act.	Empl.	Empl. Act.						
<u>Production</u>															
. Alimentaire	3	204	68				3	204	68	6	13	2,2	9	217	24
. Textiles et cuirs	2	264	132	1	10	10	3	274	91	50	120	2,4	53	394	7,4
. Travail du bois et du fer				6	15	2,5	6	15	2,5	20	37	1,8	26	52	2
. Divers	1	15	15				1	15	15				1	15	15
s/total	6	483	80,5	7	25	3,6	13	508	39	76	170	2,2	89	678	7,6
<u>Bâtiment et travaux publics</u>	5	292	58	26	1144	44	31	1736	56	62	304	4,9	93	2040	22
<u>Distribution</u>															
. Alimentaire	3	90	30	46	152	3,3	49	242	4,9	333	464	1,4	382	706	1,8
. Textiles et cuirs				16	35	2,2	16	35	2,2	82	188	2,3	98	223	2,3
. Divers	5	99	20	46	139	3	51	238	4,5	65	79	1,2	116	317	2,7
s/total	8	189	23,6	108	326	3	116	515	4,4	480	731	1,5	596	1246	2,1
<u>Services</u>	1	5	5	57	217	3,8	58	222	3,8	102	220	2,2	160	442	2,8
<u>Transports</u>	3	91	30	(1)	10		13	101	7,8	132	132	1	145	233	1,6
s/total	4	96	24	57	227	4	71	323	4,5	234	352	1,5	305	675	2,2
<b>TOTAL</b>	23	1060	46	198	1722	8,7	231	3082	13,3	852	1557	1,8	1083	4639	4,3
Administration		1757						1757						1757	
Administration		2817			1722			4839			1557			6396	

Source : Enquête IEDES CNRP 1971

(1) emplois transports faisant partie d'activité inventoriés par ailleurs

	S A Ï D A			T L E M C E N		
	Supérieur	Inférieur	TOTAL	Supérieur	Inférieur	TOTAL
<u>Production</u>						
. Alimentaire	4,3 %	0,8 %	3,4 %	6 %	0,1 %	4,5 %
. Textile et cuirs	5,8 %	7,7 %	6,2 %	35,9 %	31,7 %	34,7 %
. Travail du bois et du fer	0,3 %	2,4 %	0,8 %	0,3 %	4 %	1,3 %
. Divers	0,3 %	0	0,2 %	0,6 %	0,4 %	0,5 %
s/total	10,7 %	10,9 %	10,6 %	42,9 %	35,8 %	41,3 %
<u>Bâtiment et travaux publics</u>	34,6 %	19,5 %	32 %	17,7 %	9,2 %	15,5 %
<u>Distribution</u>						
. Alimentaire	5,1 %	29,9 %	11 %	4,5 %	15,8	7,3 %
. Textile et cuirs	0,7 %	12,1 %	3,5 %	1,9 %	8,6 %	3,6 %
. Divers	5,1 %	5,1 %	4,9 %	4,3 %	5,5 %	4,6 %
s/total	10,9 %	47,1 %	19,4 %	10,7 %	29,7 %	15,5 %
<u>Services</u>	4,7 %	14,1 %	6,9 %	3,7 %	18,4 %	7,4 %
<u>Transports</u>	2,1 %	8,4 %	3,7 %	0,9 %	6,5 %	2,3 %
s/total	6,8 %	22,5 %	10,6 %	4,6 %	25,3 %	9,7 %
TOTAL sans administration	62,8 %	100 %	71,8 %	75,9 %	100 %	87,7 %
<u>Administration</u>	37,2 %	0	27,4 %	24,4 %	0	18,3 %
TOTAL général	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



	S A Ï D A			T L E M C E N		
	Supérieur	Inférieur	TOTAL	Supérieur	Inférieur	TOTAL
<u>Production</u>						
. Alimentaire	94 %	6 %	100 %	99,4 %	0,6 %	100 %
. Textile et cuirs	69,5 %	30,5 %	100 %	77,3 %	22,7 %	100 %
. Travail du bois et du fer	28,9 %	71,1 %	100 %	20 %	80 %	100 %
. Divers	100 %	0	100 %	82,7 %	17,3 %	100 %
s/total	81,8 %	18,2 %	100 %	79,9 %	20,1 %	100 %
<u>Bâtiment et travaux publics</u>	85,1 %	14,9 %	100 %	85,2 %	14,8 %	100 %
<u>Distribution</u>						
. Alimentaire	34 %	66 %	100 %	46 %	54 %	100 %
. Textile et cuirs	15,7 %	84,3 %	100 %	40,3 %	59,7 %	100 %
. Divers	75 %	25 %	100 %	70 %	30 %	100 %
s/total	43,8 %	56,2 %	100 %	51,8 %	48,2 %	100 %
<u>Services</u>	50,2 %	49,8 %	100 %	37,6 %	62,4 %	100 %
<u>Transports</u>	43,3 %	56,7 %	100 %	29 %	71 %	100 %
s/total	47,9 %	52,1 %	100 %	35,6 %	64,4 %	100 %
TOTAL sans administration	66,4 %	33,6 %	100 %	69,3 %	30,7 %	100 %
<u>Administration</u>	100 %	0	100 %	100 %	0	100 %
TOTAL général	76 %	24 %	100 %	74,7 %	25,3 %	100 %

## REPARTITION NUMERIQUE DES ACTIVITES A TLEMCEN

Branches et secteurs	S.N. & Coop. Offices eratives	NIV (1)	NIV (2)	NIV (3)	NIV (4)	NIV (5)	TOTAL	%
Transf. prod. agric. ou fab. prod. alim.	2(1)	3	7	3			18	
Fours, boulangers, pâtisseries	2(2)		5	10	58	5	78	
Total production alimentaire	4	3	12	13	58	5	96	2,9
Production tapis	1(1)	6	12	24	18	16	77	
Production textile	1(1)	7	19	51	147	89	315	
Production cuir			5	45	74	58	182	
Total production textile cuir	1	13	36	120	239	163	574	17,3
BTP: entreprises et fab. de matér.	4(1)	5	12	48	60	30	159	
Activités de façonnage fer bois				10	76	25	111	
Productions diverses		2	1	6	12	2	23	
Total autres productions	4	7	13	64	148	57	293	8,8
<b>Total production.</b>	<b>9</b>	<b>23</b>	<b>61</b>	<b>185</b>	<b>436</b>	<b>217</b>	<b>963</b>	<b>29,0</b>
Commerçants fruits et légumes					78	92	170	
Com. ambulants en alimentation						100	100	
Epiceries bouchers laitiers			8	73	247	59	387	
Grossistes alimentation Mandatai.	2(1)	2	14	56			74	
Total commerce alimentaire	2	2	22	129	325	251	731	21,9
Détaillant textile cuir				52	232	23	307	
Grossistes textile cuir	1(1)	5	10	23			39	
Com. ambulants textile cuir						39	39	
Total com. textile cuir	1	5	10	75	232	62	385	11,6
Grossistes en équip. de ménage	1(2)	1	5	3			10	
Détaillants en équip. de ménage				43	56	16	115	
Commerce d'agrément ou de luxe				71	42	38	152	
Com. ambulants divers						21	21	
Distrib. énergie matériaux équip.	3(1)	3	3	43	18		70	
Total commerces divers	5	4	8	160	116	75	368	11,1
<b>Total distribution</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>40</b>	<b>364</b>	<b>673</b>	<b>388</b>	<b>1484</b>	<b>44,6</b>
Services à la personne	1(2)		3	61	208	22	296	
Services entretien et réparat.	1(3)			18	98	20	136	
Services usage de l'économie	4(1)			43	24		71	
Transports	3(1)			18	256	100	377	
<b>Total services</b>	<b>9</b>		<b>3</b>	<b>140</b>	<b>586</b>	<b>142</b>	<b>880</b>	<b>26,4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26</b>	<b>3</b>	<b>34</b>	<b>104</b>	<b>701</b>	<b>1704</b>	<b>755</b>	<b>3327</b>
<b>REPARTITION EN %</b>	<b>0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>1,2</b>	<b>3,1</b>	<b>21,0</b>	<b>51,2</b>	<b>22,6</b>	<b>100,0</b>

BRANCHES	NIVEAU 1				NIVEAU 2				NIVEAU 3				NIVEAU 4				NIVEAU 5				TOTAL	%
	P	AF	S.Ap	T.O.	P	AF	S.Ap	T.O.	P	AF	S.Ap	T.O.	P	AF	S.Ap	T.O.	P	AF	S.Ap	T.O.		
Prod. Alim.	6	0	573	178	18	0	129	111	18	6	70	7	11	0	7	0	6	0	0	0	1140	6,5
P. text. cuir	84	0	2392	0	92	5	1546	82	185	41	1483	24	293	150	907	37	173	56	148	0	7698	44,1
BTP & div.	11	0	1583	270	19	0	193	310	73	23	498	60	167	47	96	18	56	0	0	0	3424	19,6
Total Prod.	101	0	4548	448	129	5	1868	503	276	70	2051	91	471	197	1010	55	235	56	148	0	12262	70,2
Dist. Alim.	2	8	152	25	25	5	38	2	168	67	47	5	356	100	11	0	256	24	0	0	1291	7,5
Dist. text. cu.	8	3	57	0	20	3	2	0	90	20	18	27	265	78	44	16	68	0	0	0	789	4,5
Autres Distri	7	0	152	0	10	0	55	3	187	107	185	5	168	23	6	0	80	17	0	0	1003	5,7
Tot. Distrib.	17	11	361	25	55	8	95	5	445	194	250	107	789	201	61	16	404	41	0	0	3083	18,7
Tot. Servic.*	0	0	91	0	1	1	220	0	119	10	281	0	712	100	422	0	142	5	18	0	2122	12,1

TOTAUX	118	11	5000	473	185	14	2183	508	840	274	2582	198	1972	498	1493	71	781	102	166	0	17469	
%	← 5602 → 32,1				← 2890 → 16,5				← 3894 → 22,2				← 4034 → 23,1				← 1049 → 6,1				17469	
																						100,0

\* Ne sont pas comptés les services non directement liés à l'économie

P = PATRONS  
 AF = AIDES FAMILIAUX  
 S. Ap = SALARIÉS RÉGULIERS + APPRENTIS  
 T.O. = TEMPORAIRES, OCCASIONNELS

EMPLOI TOTAL  
 DANS LES ACTIVITÉS DIRECTEMENT LIÉES À L'ÉCONOMIE  
 PAR BRANCHES, NIVEAUX  
 ET TYPES D'EMPLOI

NOMBRE ET POURCENTAGE DES ACTIVITES PAR QUARTIER A SAÏDA

		Total	Centre ville	Quartier marché Marine	Villages "nègres" Amrous Doui Thabet	Quartiers d'habitat isolé ou mixte	Halles (au centre ville)	Ambulants	Souk marché hebdomadaire
Equipement Bâtiment		2 15 100	0,6 1 6,7	1,2 2 13,3		5,3 12 80			
Distribution Supérieur	Alimentaire ....	21	5	4	1	6	5		
	Textile cuir ...	16	12	1		3			
	Divers .....	40	26	5	1	8			
	Sous-total	10,2 77 100	27,7 43 55,9	6,2 10 13	2,2 2 2,6	7,5 17 22	8 5 6,5		
Distribution Inférieur	Alimentaire ....	32,4 245 100	10,3 16 6,5	17,4 28 11,4	63,3 57 23,2	25,2 57 23,2	92 58 23,6	56,9 29 11,9	
	Textile cuir ...	13,3 101 100	5,2 8 7,9	24,2 39 38,6	7,8 7 6,9	12,4 28 27,7		37,3 19 18,9	
	Divers .....	55	15	18		9		2	11
	Sous-total	52,8 401 100	25,2 39 9,7	52,8 85 21,2	71,1 64 16	41,3 94 23,4	92 58 14,5	98,1 50 12,5	100 11 2,7
TOTAL		63 478 100	52,9 82 17,3	59 95 19,9	73,3 66 13,8	48,8 111 23,3	100 63 13,2	98,1 50 10,2	100 11 2,3
Production	Supérieur .....	2 15 100	3,2 5 33,3	1,9 3 20	1,1 1 6,7	2,6 6 40			
	Inférieur .....	11,7 89 100	2,6 4 4,5	12,3 31 34,9	15,6 14 15,7	17,2 39 43,8		1,9 1 1,1	
	TOTAL	13,7 104 100	5,8 9 8,7	21,2 34 32,7	16,7 15 14,4	19,8 45 43,3		1,9 1 0,9	
Services	Supérieur .....	8,5 64 100	12,9 20 31,2	5,6 9 14,1	4,4 4 6,2	13,7 31 48,5			
	Inférieur .....	12,8 97 100	27,8 43 44,3	13 21 21,6	5,6 5 5,2	12,4 28 28,9			
	TOTAL	21,3 161 100	40,7 63 39,2	18,6 30 18,6	10 9 5,6	26,1 59 36,6			
TOTAL		100 758 100	100 155 20,4	100 161 21,8	100 90 11,8	100 227 30	100 63 8,3	100 51 6,7	100 11 1,5
Pourcentage de population .....			27,5 %	11,3 %	34 %	27,3 %			

Source : Enquête IEDES/CNRP, 1971

## TYPOLOGIE DE L'HABITAT

## SAIDA

Type	Epoque	Nb de logem <sup>t</sup> . et %	Popul. et %	Nb pers. par logem <sup>t</sup> .	Nb piê-ces par logem <sup>t</sup> .	Nb pers. par pièce	four-chette DA/mois	Densité hab/ha
Habitat urbain continu européen	1870	2320	17215	7,2	2,9	2,4	11	164
	1930	29,7	33,8				150	
Habitat pavil-lonnaire	1920	409	3205	7,8	3,3	2,4	31	152
	1960	5,2	6,3				170	
Habitat collectif vertical	1960	1041	6393	6,1	3,2	1,9	11	
	1971	13,3	12,6				200	
Habitat non contrôlé en dur	1940	2999	17145	5,7	1,4	4	5	496
	1971	38,3	33,7				70	
Habitat traditionnel planifié	1960	845	5555	6,6	2,1	3,1	11	282
	1971	10,8	10,9				70	
Habitat sommaire non contrôlé	1960	72	387	5,3	1,1	5	Moins	
	1971	1	0,8				de 10	
Divers (surtout périphérie)	1960	137	987	7,2	2,4	3	11 à	
	1971	1,7	1,9				190	
TOTAL		7823	50887					
Moyenne		100 %	100 %	6,4	2,3	2,8		

Source : Enquête IEDES/CNRP 1971

## LIEU DE NAISSANCE DES CHEFS DE FAMILLE DE L'AGGLOMERATION DE SAÏDA

(en pourcentage)

% de population	Tissu	Ville	Daïra sauf ville	Autres daïrate sauf celle de Saïda	Wilaya . Oran . Mostaganem	Autres wilayate	Etranger	Total
33,8	Centre urbain	68,8	16,8	2,7	7,1	4,4	0,2	100
	Centre urbain dégradé	59,9	30,2	4,1	4,1	1,7	0	100
6,3	Pavillonnaire	69,6	4,2	2,7	13,9	1,9	7,7	100
12,6	Collectifs verticaux	59,9	12,7	5,5	8,1	0,7	13,1	100
10,9	Traditionnel planifié	59	27,2	1	11,9	0,9	0	100
33,7	Traditionnel non contrôlé	61,5	29,5	3,6	4,6	0,7	0,1	100
1	Sommaire non contrôlé	46,9	31,7	12,7	7,7	1	0	100
1,7	Divers	51,4	46,5	0	2		0	100
100	TOTAL	63,1	22,4	3,3	7,2	2	2	100

Source : Enquête IEDES/CNRP, Contribution aux méthodes..., Tome I, p. 61, 1971



	N 1				N 2				N 3				N 4				N 5			
	TP	W	A	E	TP	W	A	E	TP	W	A	E	TP	W	A	E	TP	W	A	E
PROD. ALIMENT.	20,0	70,0	10,0	0,0	42,9	42,9	14,2	0,0	83,3	16,7	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-
Textile	28,7	14,3	57,0	0,0	25,0	12,5	62,5	0,0	11,1	0,0	88,9	0,0	61,6	3,8	34,6	0,0	75,0	25,0	0,0	0,0
Textiles	0,0	0,0	0,0	100,0	25,0	0,0	0,0	75,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0
Cuir	/	/	/	/	0,0	0,0	100,0	0,0	12,5	0,0	87,5	0,0	55,0	35,0	10,0	0,0	88,9	11,1	0,0	0,0
TOTAL TEXT. CUIR	18,2	9	36,4	36,4	21,4	7,2	50	21,4	22,1	0,0	77,9	0,0	59,5	17	23,5	0,0	80,8	19,2	0,0	0,0
CONST. & divers	0,0	87,5	12,5	0,0	0,0	88,9	11,1	0,0	50,0	50,0	0,0	0,0	65,4	23,1	11,5	0,0	81,8	18,2	0,0	0,0
TOTAL PRODUCT	12,5	47,9	22,5	16,7	20,0	40,0	30,0	10,0	40,0	17,1	42,9	0,0	65,8	17,1	17,1	0,0	72,0	21,0	0,0	0,0
DISTRIBUTION	7,1	71,5	21,4	0,0	18,2	77,3	4,5	0,0	65,0	26,1	8,9	0,0	84,5	15,5	0,0	0,0	97,2	1,9	0,9	0,0
SERVICES	/	/	/	/	-	-	-	-	26,2	63,3	10,5	0,0	62,0	38,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	10,5	56,5	22,4	10,5	19,2	55,8	19,2	5,8	52,4	29,1	18,5	0,0	73,5	21,6	4,9	0,0	93,2	4,9	0,6	0,0

TP: ville de Tlemcen  
W: Wilaya de Tlemcen  
A: route de l'Algérie  
E: Etranger.

T L E M C E N      D E S T I N A T I O N   G E O G R A P H I Q U E  
D E S   V E N T E S

en % d'unités vendant en majorité à destination de l'une des destinations considérées



	N. 1				N. 2				N 3				N 4				N 5			
	TP	W	A	E	TP	W	A	E	TP	W	A	E	TL	W	A	E	TP	W	A	E
Alimentaire	0,0	80,0	0,0	20,0	42,8	14,3	14,3	28,6	80,0	20,0	0,0	0	100,0	0,0	0	0	-	-	-	-
Textiles cuirs	10,0	0,0	0,0	90,0	20,0	0,0	33,3	46,7	37,5	0,0	56,3	6,2	71,0	0,0	23,7	5,3	86,4	0,0	13,6	0,0
Const. divers	0,0	0,0	87,5	12,5	42,9	0,0	42,8	14,3	40,9	0,0	59,1	0,0	80,0	4,0	12,0	4,0	80,8	7,7	11,5	0,0
TOTAL PRODUCT.	4,4	17,4	30,4	47,8	31,0	3,5	31,0	34,5	45,3	3,1	48,5	3,1	77,8	1,4	16,7	4,1	84,8	2,8	12,4	0,0
Offices	16,7	16,7	66,6	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Grossistes	0,0	0,0	91,7	8,3	10,6	5,3	84,1	0,0	16,1	32,2	45,2	6,5	50,0	0,0	50,0	0,0	/	/	/	/
Détaillants	/	/	/	/	-	-	-	-	37,0	0,0	60,6	2,4	68,1	4,5	27,4	0,0	92,3	7,7	0,0	0,0
Ambulants	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	83,0	2,0	15,0	0,0
TOTAL DISTRIBUT	8,4	8,4	77,0	4,2	9,0	9,0	82,0	0,0	28,2	13,5	54,2	4,1	68,0	4,5	27,5	0,0	88,2	5,2	6,6	0,0
TOTAL SERVICES	/	/	/	/	-	-	-	-	42,9	0,0	50,0	7,1	62,9	2,6	34,5	0,0	66,6	16,7	16,7	0,0
TOTAL GENERAL	5,7	14,3	47,2	32,8	23,1	5,8	57,9	19,2	34,4	2,3	52,1	4,2	67,4	3,2	26,3	1,1	86,6	5,1	8,3	0,0

TP: Tlemcen

W: Wilaya de Tlemcen moins de Tlemcen

A: Algérie

E: Etranger

TLEM CEN

ORIGINE GEOGRAPHIQUE  
DE L'APPROVISIONNEMENTen % des unités d'approvisionnement  
haut en majorité dans l'undes  
endroits considérés

N. 1	N. 2				N. 3				N. 4				N. 5			
	DA	G	F	TE	DA	G	F	TE	DA	G	F	TE	DA	G	F	TE
Alimentaire	0	0	40	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Textile cuir	0	0	90	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Const. Div.	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PRODUCTION	0	0	48	52	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Offices	0	0	14,7	83,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grossistes	0	0	25	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Detaillants	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Alcoolants	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL DISTRIBUT	0	0	298	79,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SERVICES	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL GENERAL	0	0	366	61,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

D.A. Détaillant ou Artisan  
 G. Grossiste  
 F. Fabricant  
 O. Office ou Société Nationale  
 T.F. Travail à façon  
 A. Autres

SOURCE D'APPROVISIONNEMENT  
 TYPE DE FOURNISSEUR  
 CN % des unités approvisionnées en  
 majorité par l'un des types de fournisseur

PRINCIPAUX ORGANISMES ET SOCIETES D'ETAT AYANT UNE ANTENNE PERMANENTE A TLEMCCEN

XVI.

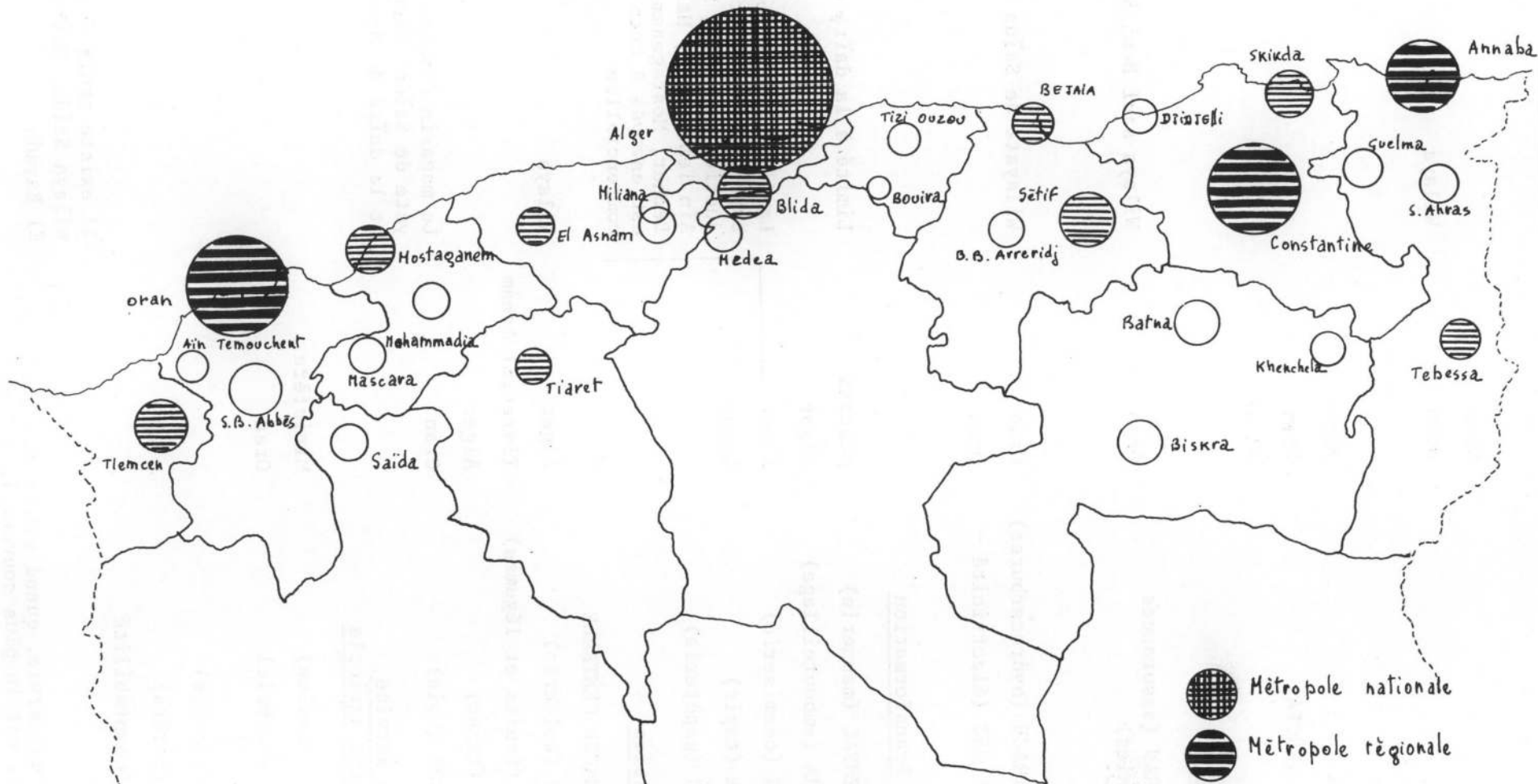
	<u>Sous tutelle</u> <u>de</u>	<u>Juridiction</u> <u>zone desservie</u>
<u>Banques</u>		
BNA		
BCA		
CPA		
BNAA		
BEA		
<u>Transports</u>		
SNCFA		
SNTV	Oran	
SNTR		
<u>Services divers</u>		
SONATOIR (tourisme)		
CASORAN (assurances sociales)	Oran	wilaya
AIR ALGERIE		
<u>Energie</u>		
SONATRACH (hydrocarbures)	Oran	wilaya sauf daïra de Béni Saf
SONEL GAZ (électricité-gaz)		
<u>Production - transformation</u>		
SN SEMPAC (farine)	Alger	Wilaya
SONITEX (Textiles)	Alger	
SOALCO (conserves)		
ONATA (artisanat)		
CEETS (soie)	Wil.Tlemcen	
<u>Commercialisation</u>		
PHARMACIE CENTRALE		{ Etabl. ts de vente : Tlemcen, Béni Saf, Maghnia
ONACO (épicerie)		
OFLA (fruits et légumes)		{ Wilaya théoriquement. En fait nord+est+région de Maghnia
SNTA (tabac)		Wilaya sauf Beni Saf
SONACAT (électro-ménager)		Wilaya. Des antennes sont prévues dans les daïrate
SNMC (matériaux de construction)	Oran	{ Wilaya. Bureaux de vente prévus dans les daïrate
SN COTEC (textiles)		
<u>Organismes au service de la production agricole</u>		
OAIC (céréales)		
ONAMA (matériel agricole)	Alger	5 annexes réparties dans la wilaya sauf dans les daïrate de Ghazaouet et Sebdou
ONAPO (olive)	Oran	
ONCV (vin)	Alger	Wilaya
CACG (comptabilité)	Alger	
CCRA (SAP)		daïra
ONAB (aliments bétail)		wilaya. Antennes prévues dans les daïrate

Note : la zone desservie, quand elle n'est pas précisée, est le plus souvent la wilaya

## PRINCIPAUX ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT AYANT UNE ANTENNE PERMANENTE A SAÏDA

	<u>Sous tutelle</u> <u>de</u>	<u>Juridiction</u> <u>zone desservie</u>
<u>Banques</u>		
BNA	Oran	
CPA	Oran	Wilaya
<u>Transports</u>		
SNCFA	Alger	
SNTV (TRCFA)	Oran	
SNTR	Alger	
<u>Services divers</u>		
CASORAN (assurances sociales)	Oran	Wilaya sauf Beni Saf
<u>Energie</u>		
SONATRACH (hydrocarbures)	Oran	Wilayate de Saïda et Saoura
SONEL GAZ (électricité - gaz)	Oran	
<u>Production - Transformation</u>		
SN SEMPAC (meunerie)	Mascara	Limité à la daïra de Saïda
SN EMA (embouteillage)	Alger	
SONAC (chemiserie)	Alger	La direction régionale de Saïda supervise les unités de production de Saïda, Maghnia, Aïn Temouchent, Mascara, Béchar, Mostaganem. La production est envoyée à Oran qui la commercialise
ONATA (tapis)	Alger	
SONIC (papèterie)		
<u>Commercialisation</u>		
PHARMACIE CENTRALE		
ONACO (épicerie)	Alger	Wilaya
OFLA (fruits et légumes)	Tiaret, El Asnam	
SNTA (tabac)	Alger	
SONACOB (bois)	Oran	Le magasin dessert les wilayate de Saïda, Saoura, Tiaret et la daïra de Mascara
<u>Organismes au service de la production agricole</u>		
OAIC (céréales)	Ministère	
ONAMA (matériel agricole)	Oran	
ADEP (élevage)		
ONTF (forêts)		
CACG (comptabilité)		
CCRA		Il existe trois CCRA dans la wilaya Saïda, Mecheria, El Bayadh

Note: la zone desservie, quand elle n'est pas précisée, est le plus souvent la wilaya



ALGERIE. Carte de l'armature urbaine en 1966

Source : Atlas démographique et économique de l'Algérie. CNRP. 1966-1972.

D'APRES A. PRENANT

-  Métropole nationale
-  Métropole régionale
-  Centre régional
-  relais régional

Echelle: 1/4 000 000





Ksar ech Chara

Feddane es Sba

el Kifane

TLEMEN

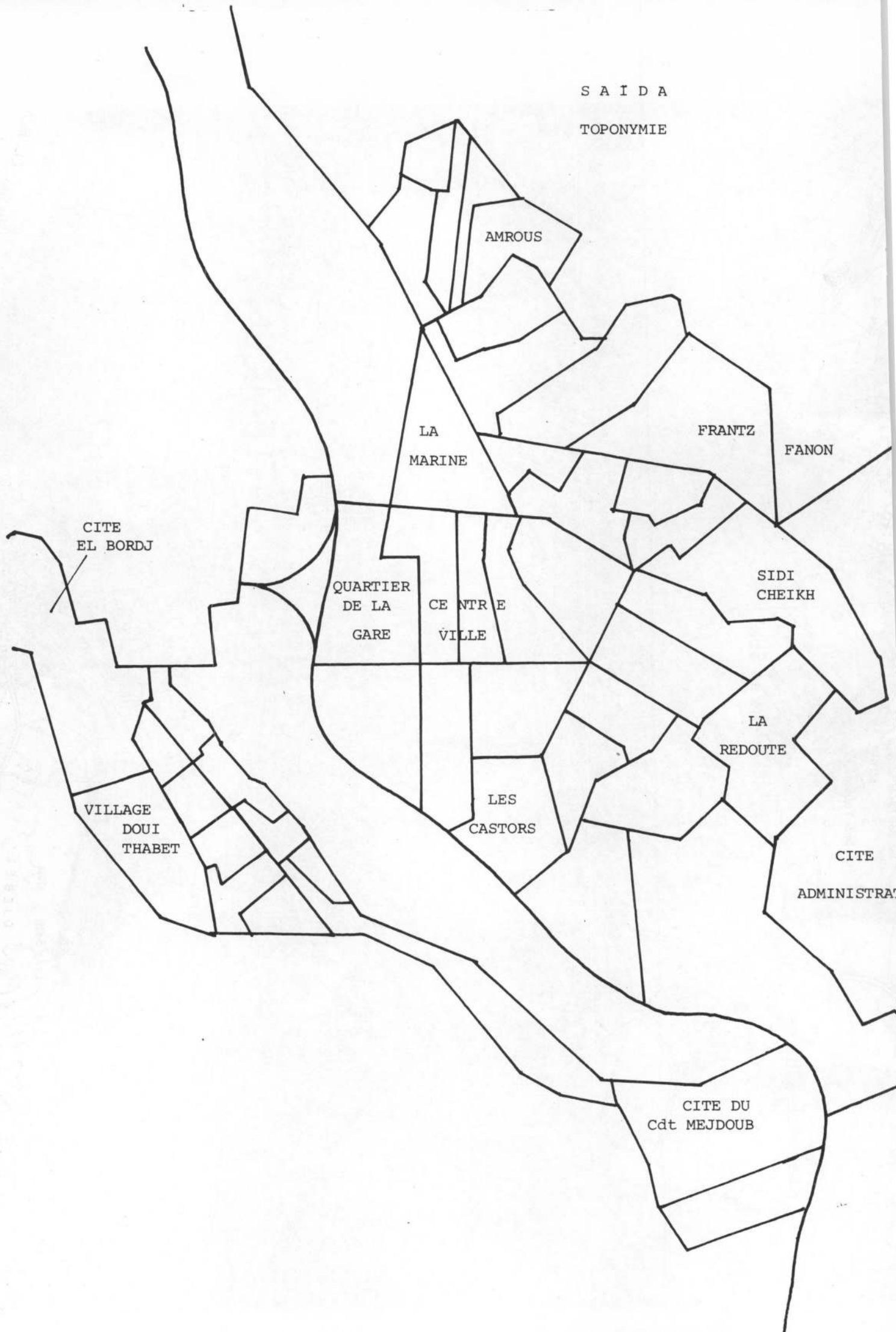
Mansoura

DJEBEL LALLA SETTI

DJEBEL EL BEN

S A I D A

TOPONYMIE



AMROUS

LA  
MARINE

FRANTZ

FANON

CITE  
EL BORDJ

QUARTIER  
DE LA  
GARE

CENTRE  
VILLE

SIDI  
CHEIKH

LA  
REDOUTE

CITE  
ADMINISTRATIVE

VILLAGE  
DOUI  
THABET

LES  
CASTORS

CITE DU  
Cdt MEJDOUB



## LISTE DES CARTES ET FIGURES

---

- L'Ouest algérien. 2.1.I.....	4
- Densité de population totale 2.1.II.....	6
- Tlemcen. Les domaines citadins de plus de 2ha. 2.1.III.....	16
- Evolution des populations municipales. 2.1.IV.....	26
- Pyramide des ages. 2.1.V.....	29
- Solde migratoire saisonnier. 2.1.VI.....	30
- Résidents absents à l'étranger. 2.1.VII.....	32
- Lieu de naissance des Tlemceniens adultes.2.1.VIII.....	34
- Evolution de la population totale 1954/1966. 2.1.IX.....	38
- Tableau comparatif des deux circuits de l'économie urbaine 2.2.I.....	47
- Répartition de l'emploi.2.2.II.....	54
- Localisation des ventes de la production de farine.2.3.I.....	110
- Distribution des denrées alimentaires manufacturées à Tlemcen 2.3.II.....	113
- Distribution des denrées agricoles locales à Tlemcen.2.3.III...	116
- Distribution des produits d'épicerie à Tlemcen.2.3.IV.....	125
- Textile.2.3.V.....	130
- Chaussures.2.3.VI.....	137
- Approvisionnement des activités de la chaussure à Tlemcen.2.3.VII	138
- Approvisionnement de la laine filée à Tlemcen.2.3.VIII.....	140
- Localisation des ventes de fils et filés,de couvertures.2.3.IX.	143
- Parc des véhicules des wilayate de Tlemcen et de Saïda.2.3.X...	178
- Réseau des voies ferrées.2.3.XI.....	180
- Routes nationales et de wilaya.2.3.VII.....	184
- Tlemcen. Typologie de l'habitat.2.4.I.....	200
- Plan de Saïda.2.4.II.....	202
- Tlemcen. Localisation des activités.Rue Mrabet Md.2.4.III.....	209



- Tlemcen. Densité démographique. 2.4.IV.....	210
- Tlemcen. Localisation des activités. Av. de l'Indépendance 2.4.V.....	212
- Tlemcen. Localisation des industries et de l'artisanat.2.4.VI.	217
- Tlemcen. Zones homogènes.2.4.VII.....	218
- Saïda. Densité démographique.2.4.VIII.....	220
- Saïda. Localisation des activités. Centre ville.2.4.IX.....	222
- Saïda. Localisation des activités. La Marine.2.4.X.....	223
- Saïda. Localisation des activités. Doui Thabet.2.4.XI.....	225
- Commerçants itinérants desservant le sud-oranais.2.5.I.....	230
- Flux des autocars. Décembre 1971. 2.5.II.....	233
- Tlemcen. Trafic des voyageurs SNCFA.2.5.III.....	234
- Comptage routier, Tlemcen 1966 - Saïda 1971.2.5.IV.....	236
- Comptage routier, Tlemcen 1971.2.5.V.....	238
- S.N.T.R. Echanges inter-wilayate.1970. 2.5.VI.....	240
- Saïda. Expéditions S.N.T.R. 2.5.VII.....	242
- Saïda. Arrivages S.N.T.R. 2.5.VIII.....	243
- Enseignement du second degré, 1969-1970. 2.5.IX.....	249
- Origine des hospitalisés. Tlemcen.....	251
- Wilaya de Tlemcen. Origine des bovins.2.5.X.....	259
- Wilaya de Tlemcen. Destination des bovins.2.5.XI.....	260
- Wilaya de Saïda. Marchés fréquentés par les éleveurs.2.5.XII..	261
- Wilaya de Tlemcen. Industries alimentaires.2.5.XIII.....	265
- Wilaya de Tlemcen. Etablissements fabricant des tapis.2.5.XIV.	266
- Wilaya de Tlemcen. Matériaux de construction. B.T.P.2.5.XV....	267
- Wilaya de Tlemcen. Localisation des unités industrielles. 2.5.XVI.....	268 269



## BIBLIOGRAPHIE



## DOCUMENTS ET STATISTIQUES OFFICIELS

### 1°) JUSQU'EN 1962

- Etat de l'Algérie, 1°) au 31 décembre 1880, 2°) au 1er octobre 1881, publié d'après les documents officiels par ordre de M.L. TIRMAN, Alger, 1881.
- Gouvernement général de l'Algérie, Situation du point de vue peuplement des centres créés dans les arrondissements de Mascara et de Mostaganem de 1871 à 1895.
- Statistique comparée des recensements quinquennaux de la population algérienne
  - . en 1926 et en 1921, Alger, 1927
  - . en 1936 et en 1931, Alger, 1937
- Statistiques de la population algérienne.  
Recensements de 1907, 1911, 1921, 1931, 1936.
- Bulletin de statistique générale, Extrait du dénombrement du 31 octobre 1948, Alger 1949.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population algérienne effectué le 31 octobre 1948. Alger, Service de statistique générale, 3 volumes.
- Résultats du recensement de la population algérienne effectué le 31 octobre 1954, Alger, 1955.
- Procès verbaux des séances du Conseil général d'Oran et rapports du Préfet (1900 à 1914)
- Gouvernement général de l'Algérie, la colonisation en Algérie, Concessions gratuites, Peuplement des nouveaux villages de 1914.
- Documents statistiques réunis par les douanes sur le commerce de l'Algérie (1901 à 1922)
- Bulletin de statistique générale, Le commerce extérieur et intérieur 1954-1956, Alger, 1956.
- Statistiques générales de l'Algérie (annuel), de 1870 à 1927.
- Annuaire statistique de l'Algérie, Service de la Statistique Générale, (annuel), A partir de 1926, Alger.
- Statistique générale de l'Algérie, Tableaux de l'économie algérienne 1958.





- Délégation générale du gouverneur de l'Algérie, Plan de Constantine, 1959-1963, Alger, 1960
- Direction de l'Information, Naissance de mille villages, Alger, 1961
- I.G.R.P., Inspection de Saïda, Les populations nomades du sud oranais, 20/3/1960, Etude sur les groupements de nomades du sud oranais, 15/5/1960.

2°) A PARTIR DE 1962

- Annuaire statistique de l'Algérie, 1972, 4e volume, Direction des Statistiques, Secrétariat d'Etat au Plan (SEP), 1973.
- Statistiques financières, SEP, 1969
- Tableaux de l'économie algérienne, SEP, 1970
- Atlas démographique et économique de l'Algérie, C.N.R.P., SEP, 1966-1972.
- Réglementation des prix, Ministère du commerce, 1971.
- Industrie 1969, S.E.P.
- Annuaire des industries de l'Algérie, Ministère de l'Industrie et de l'Energie, 1965.
- Plan quadriennal 1970-1973, Rapport général.
- Wilaya de Saïda, Emploi et revenu, AARDES, Juillet 1971.
- Formation et utilisation de la production agricole dans la wilaya de Saïda  
A) Production végétale ; B) Production animale, 2 vol., AARDES, juillet 1972
- Distribution et formation du revenu dans la wilaya de Saïda, AARDES, octobre 1972.
- Etude sur le secteur privé agricole. Wilaya de Tlemcen, 3 vol., AARDES, novembre 1973, janvier 1975, mai 1975.
- Monographie de Saïda, Services de la Wilaya, mars 1971
- Schéma directeur d'urbanisme, Ville de Saïda, Société centrale pour l'Equipement du Territoire - International



- Recensement général de la population et de l'habitat, 1966, série A, vol. 6 et 8, Série B, vol. 1, vol. 2, tome II, C.N.R.P., Oran, 1970.

#### BIBLIOGRAPHIES

- Bibliographie possible et relativement récente de l'Algérie, Annales algériennes de géographie, Alger, 1966, n° 1

- BENCHETRIT M., Publications récentes et travaux, Annales algériennes de géographie, Alger, 1968, n° 5.

- JAVIER E., Bibliographie des publications qui ont été faites sur Tlemcen et sa région, 1949.

---



## HISTOIRE ET OUVRAGES GENERAUX

### 1°) HISTOIRE

- Anonyme, Affaires de Saïda, 1881-1882.
- Anonyme, Essai d'un inventaire des peuplements d'alfa de l'Algérie, Alger, 1921.
- Anonyme, Province d'Oran, Douars et Smalas, 1883.
- Anonyme, Prise de la Smala d'Abd el Kader, 1893.
- AGERON Ch. R., Les Algériens musulmans et la France, 1871-1919, 2 vol. Paris, 1968.
- AGERON Ch. R., Histoire de l'Algérie contemporaine, P.U.F., 1969.
- ARDOUIN DUMAZET, Insurrection dans le sud oranais, Etudes algériennes, Province d'Oran, Alger, 1882.
- BAROLI M., La vie quotidienne des Français en Algérie, 1830-1914, Paris, 1967
- BASTIDE L., Précis de l'histoire et de la géographie de Sidi bel Abbès.
- BEL A. et RICARD P., Le travail de la laine à Tlemcen, Alger 1913.
- BEL A., La population musulmane de Tlemcen
- BERQUE J., Le Maghreb entre deux guerres, Seuil, 1962
- BERQUE J., De l'impérialisme à la décolonisation, Ed. de Minuit, 1965
- BLAKE G.H. et LAWLESS R.I., Tlemcen, Continuity and Change in an Algerian Islamic Town, Bowker, Londres, 1976
- BLOTTIERE, Les productions algériennes, 1930
- BOYER P., L'évolution de l'Algérie médiane de 1830 à 1956, Paris, 1960
- CARDONNE et RABOT, La colonisation dans l'ouest oranais, 1930
- CASSET, Dans le sud oranais, 1911
- CAZENAVE J., Les sources de l'histoire d'Oran, B.S.O., 1933
- CHARNAY, La vie musulmane en Algérie, 1900-1950, Paris 1965





- CORNATON M., Les regroupements de la décolonisation en Algérie, Editions ouvrières, 1967
- DECHAUD E., Le commerce algéro-marocain, Alger, 1906
- DELAUNAY, Rapport sur les opérations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêt mutuel des communes de l'Algérie (exercice 1898-1899)
- DELORME P., Le commerce algérien, Alger, 1906.
- DEMONTES V., Le peuple algérien, Alger, 1906.
- DEMONTES V., La colonisation militaire du général Bugeaud, 1841-1847, Paris, 1916
- DEMONTES V., L'Algérie industrielle et commerçante, Collection du Centenaire, Paris, 1930.
- DJEGHLOUL A., La formation sociale algérienne à la veille de la colonisation, La Pensée, n° 185, février 1976.
- DOUEL, Un siècle de finances coloniales, 1830-1930, Alger, 1930.
- DUGAST J., Les vins d'Algérie, Alger, 1900.
- DUPOND V., Les délégations financières algériennes, Paris, 1930
- EMERIT, L'Algérie à l'époque d'Abd el Kader, Paris, 1951.
- ERNEST-PICARD P., La monnaie et le crédit en Algérie depuis 1930, Collection du Centenaire, Paris, 1930.
- ETIENNE E., Eugène Etienne, son oeuvre coloniale, algérienne et politique, 2 vol., Paris, 1907.
- FERRAND G., La colonisation militaire du général Bugeaud, 1841-1847, 1907
- FORESTIER, Notice sur les chemins de fer algériens, Alger, 1900
- GAUTIER E.F., Un siècle de colonisation, Collection du Centenaire, Paris, 1930
- GERMAIN, Tableau de la situation de l'Algérie en 1839, Paris, 1840.
- GODEFROY P., Programme des chemins de fer dans les territoires du Sud, Alger, 1916.
- GUILLAUME, Conquête du sud oranais, 1906



- IBN KHALDOUM, Histoire des Beni Abd el Wad, traduit par Bel, Alger, 1904
- IBN KHALDOUM, La Muqadima, Hachette, 1965
- JULIEN J.A., Histoire de l'Afrique blanche, P.U.F., 1966.
- JULIEN J.A., Histoire de l'Algérie contemporaine, Paris 1965
- JULIEN J.A., l'Afrique du Nord en marche, P.U.F., 1972
- LACOSTE Y., NOUSCHI A., PRENANT A., L'Algérie, passé et présent, Paris, 1960
- LA MARTINIÈRE ET DACROIX, Documents pour servir à l'étude du nord-ouest africain, Alger, 1894-1897, 4 vol.
- LAROUÏ A., Histoire du Maghreb, Maspero, 1970.
- LECOCQ A., L'occupation de Tlemcen en 1836, Tlemcen, 1936, Tome II.
- LECOCQ A., Histoire des débuts de la colonisation dans la subdivision de Tlemcen, 1842-1870, tome I, Oran, 1941
- LECOCQ A., Tlemcen, ville française, 1842-1871, Tanger, 1940.
- LESNE, Une expérience de déplacement de population : les centres de regroupement en Algérie, Annales de géographie, Paris, 1972, 71e année, n° 388.
- LE TOURNEAU R., Les villes musulmanes d'Afrique du Nord.
- MARC H., Notes sur les forêts de l'Algérie, Collection du Centenaire, Paris 1930.
- MIGNON J.M., "La colonisation française et les Algériens musulmans dans le département d'Oran de 1900 à 1914 d'après les procès verbaux des séances du Conseil général d'Oran et les rapports du préfet", mémoire de l'Université d'Aix en Provence, 1970.
- MOLE A., Colonisation et agriculture de l'Algérie, 2 tomes, 1845.
- NOYER A., Les Ouled Sidi Cheikh.
- PHILIPPAR, Contribution à l'étude du crédit agricole en Algérie, 1903.
- PIERRE et CANAL, Tlemcen, 1889.
- POGGI, Les chemins de fer de l'Algérie, 1931.
- RIVIÈRE Ch., Les cultures industrielles en Algérie, 1900
- ROCHES L., Trente deux ans à travers l'Islam.



- ROYER P., Les grands établissements de crédit dans l'Algérie, 1956.
  - TINTHOUIN R., Colonisation et évolution des genres de vie dans la région ouest d'Oran de 1830 à 1885, Oran, 1947.
  - TINTHOUIN R., Le département d'Oran, 1955
  - TRABUT et MARES, L'Algérie agricole en 1906.
  - VALENSI L., Le Maghreb avant la prise d'Alger, Paris, 1969
  - VARNIER M., Rapport sur les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels des communes de l'Algérie pendant l'exercice 1904-1905, Alger, 1906.
  - VIOLARD E., Les villages algériens, 2 tomes, 1830-1890.
  - WALSIN ESTERHAZY, De la domination turque dans l'ancienne régence d'Alger, Paris, 1840
  - WALSIN ESTERHAZY, Notice historique sur le Makhzen d'Oran, Paris, 1849.
  - YACONO X, Les bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigènes dans l'ouest du Tell Algérois, Paris, 1953.
-



## GEOGRAPHIE - URBANISATION

- AGGAB M., BELKAÏD M., et alia, Espace et programme spécial : le cas de la wilaya de Tlemcen, mémoire de l'ITPEA, Alger, 1975.
- BARDINET C., Problèmes démographiques de l'urbanisation 1962-1972, Bulletin de la Société languedocienne de géographie, 6, n° 1, 1972
- BENCHETRIT M., Sur les problèmes d'aménagement du territoire en Algérie, Revue algérienne, V, 1, 1968.
- BENTAHAR M. et DUCHAC R., Fonction des villes moyennes : Contribution à une sociologie des migrations au Maroc, Bulletin économique et social du Maroc, n° 122, juillet-septembre 1971.
- BERTHIER, Monographie sur la wilaya de Tlemcen, non publiée, 1973
- BUGNICOURT J. Les nouveaux centres ruraux en Algérie, Alger, D.A.F., 1960
- CABOT J., BENCHETRIT M., PRENANT A., COTE M., Les problèmes de la régionalisation en Algérie, Bulletin de liaison Cartographie et Statistique, S.E.P., Alger, n° 4, 1969.
- CHAMPSEIX G., GUIBBERT J.J., LAZZARI Ch., MIGNON J.M., Contribution aux méthodes d'analyse régionale, le cas de la ville de Saïda, mémoire, 2 tomes, I.E.D.E.S., Paris, 1972.
- CHAMPSEIX G. et alia, Saïda, Rapport C.N.R.P.-I.E.D.E.S., dact. SEP, Alger, 1972.
- CHOISEL M.D., DEGAS V., VAIREL O., GUILLERMOU Y., Etude de la zone de Mecheria, (Mecheria et El Biod), C.N.R.P., janvier 1971.
- Conférence de Rehovot sur l'urbanisation et le développement dans les pays en voie de développement, Rehovot, Israël, 16-24 août 1971, ronéoté.
- COURTIAUX J.P., Relations villes campagnes dans l'ouest algérien, mémoire de l'Institut de Géographie, Paris, 1970.
- COUTSINAS G., A propos des deux circuits de l'économie urbaine. Un exemple algérien, Revue Tiers Monde, Tome XVI, n° 64, 1975.
- DALMASSO E., Systèmes urbains et activités tertiaires, t. III, Sedes C.D.U., 1976
- DEMONT J. et alia, Une petite ville algérienne et son environnement, Maghnia, Mémoire de l'Université de Montpellier, 1970.
- DESCLOITRES R., REVERDY J.C., Organisation urbaine et structure sociale en Algérie, CASHA, Aix en Provence, 1962.





- DUCHAC R., ETIENNE B., FRANCHET J., SANSON H., SARI D., Villes et sociétés au Maghreb, Etudes sur l'urbanisation, CRESM, CNRS, 1974.
- ISNARD H., Les villes dans le développement régional de l'Algérie, Essai de typologie, 1970.
- MATAILLET D., ROMANN D., URDANETA G., Essai d'analyse d'une économie urbaine, le cas de Tlemcen, 2 tomes, mémoire de l'I.E.D.E.S., Paris, 1973.
- MARTINS J., MATAILLET D., ROMANN D., URDANETA G., Tlemcen, Rapport C.N.R.P.-I.E.D.E.S., dact. SEP, ALGER, 1973.
- OSMONT A., AUFAURE M., BOUQUIN E.C., COCQ J.C., DAUBER M., SFEZ J.L., Aménagement et développement industriel en Algérie, Atelier d'aménagement urbain et régional, ENPC, dact., 1974
- PAVAGEAU D., PERIER R., TREVET N., Le Mali et l'est algérien, doctorat de 3ème cycle de l'Université de Grenoble, 1975.
- PRENANT A., La propriété foncière des citadins dans les régions de Tlemcen et de Sidi bel Abbès, Annales algériennes de géographie, 2ème année, n° 3, 1967
- PRENANT A., Rapports villes-campagne dans le Maghreb : l'exemple de l'Algérie.
- PROST M.A., La hiérarchie des villes en fonction de leurs activités de commerce et de service, Paris, 1965
- ROCHEFORT M., Les activités tertiaires, leur rôle dans l'organisation de l'espace, I, CDU, SEDES, 1976
- ROCHEFORT M., GUERRINI M.C., LAMICQ H., PAIX C., Les activités supérieures dans les pays d'économie dominée, Revue Tiers Monde, XVI, N° 61, janvier-mars 1975.
- SANTOS M., Dix essais sur les villes des pays sous-développés, OPHRYS, 1970
- SANTOS M., Les villes du Tiers Monde, Génin, 1971
- SANTOS M., L'espace partagé, Génin, 1975.
- SARI D., Les villes précoloniales de l'Algérie occidentale, Nedroma, Mazouna, Kalaa, SNED, 1970.
- SARI D., L'évolution récente d'une ville précoloniale en Algérie occidentale : Nédroma, Revue tunisienne des sciences sociales, Décembre 1968, n° 15



- SIVIGNON, l'évolution du nomadisme dans les hautes plaines de l'ouest algérien, Revue de géographie de Lyon, juillet-septembre 1963.

- TROIN et LAURENT, Aspects de l'infrastructure économique de l'Algérie, Méditerranée, Aix, Alger, Marseille, 1962, n° 3

- YACONO X., La colonisation dans les plaines de Chélif, Paris.

---



## ECONOMIE

- AKKACHE A., Capitaux étrangers et libération économique, Maspero, 1971.
- AMIN S., L'économie du Maghreb, I, Editions de minuit, 1966.
- AMIN S., L'accumulation à l'échelle mondiale, Anthropos, 1971.
- AMIN S., Le Maghreb moderne, Editions de minuit, 1970.
- BOUAKIR, Industrialisation de l'Algérie, Revue Problèmes économiques, n° 424
- COUDERC R., Une cueillette industrielle : l'alfa en Algérie, Revue Méditerranée, n° 19, 1974
- COURNAVEL A., Le concept de dualisme et la théorie du développement, Revue algérienne, vol VIII, n° 3, 1971
- DESTANNE DE BERNIS et GHOZALI A., Les hydrocarbures et l'industrialisation de l'Algérie, Revue algérienne, VI, 1, 1968.
- Dualisme rural ou accumulation primitive inachevée ? Essai d'une nouvelle problématique théorique. Séminaire "Dualisme rural", Alger, 1972.
- DUMOULIN, La structure asymétrique de l'économie algérienne, la région de Bône, Paris, 1959.
- FLAMAND J.L., La formation des prix agricoles sur le marché intérieur en Algérie, mémoire de l'Université d'Alger, 1971.
- FREYSSINET J., Le concept de sous-développement, Mouton, 1966.
- GENDARME R., L'économie de l'Algérie, A.Colin, 1959.
- KANDIL A., Théorie fiscale et développement : l'expérience algérienne, S.N.E.D., 1970.
- PENNEC P., Les transformations des corps de métiers de Tunis sous l'influence d'une économie externe de type capitaliste, ISEA, Tunis, 1964.
- RAFFINOT M., JACQUEMOT P., Le capitalisme d'Etat algérien, Maspero, 1977
- TEMMAR H. Structure et modèle de développement de l'Algérie, Alger, 1974.
- TIDAFI T., L'agriculture algérienne et ses perspectives de développement, Paris, 1969.





POLITIQUE - SOCIETE - INSTITUTIONS

- ABDI N., Réforme agraire en Algérie, 1975.
- AMMOUR K., LEUCATE Ch., MOULIN J.J., La voie algérienne, les contradictions d'un développement national, Maspero, 1974.
- BERQUE J., CHARNAY J.P., De l'impérialisme à la décolonisation, Les Editions de minuit, 1965.
- BOURDIEU P., Sociologie de l'Algérie, P.U.F., 1971.
- CHALIAND G. et MINCES J., L'Algérie indépendante, Maspero, 1972.
- CORNATON, Les regroupements de la décolonisation, Editions ouvrières, 1967.
- DOUCY A. et MOUHEIM F., Les révolutions algériennes, Fayard, 1967.
- DOUENCE JE., La mise en place des institutions algériennes, Paris, 1964.
- DUPRAT G., Révolution et autogestion rurale en Algérie, A. Colin, 1973.
- LACHERAF M., l'Algérie, nation et société, Maspero, 1965.
- LE TOURNEAU R., Evolution politique de l'Afrique du nord musulmane, 1920-1961, Paris, 1962.
- LEUCATE Ch., Algérie 1970, développement national et luttes de classes, Revue critique socialiste, n° 3, 1971.
- REMILI A., Les institutions administratives algériennes, SNED, 1967
- TIANO A., Le Maghreb entre les mythes, P.U.F., 1967.
- VATIN J.L., L'Algérie, histoire, politique et société, A. Colin, 1974.
- VIRATELLE G., l'Algérie algérienne, Editions ouvrières, 1970.



P L A N

---

	Pages
2.1. - <u>LE CADRE ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE</u> .....	3
2.1.1. Présentation générale.....	5
2.1.2. Les activités économiques rurales et la ville.....	10
2.1.2.1. Tlemcen.....	13
2.1.2.2. Saïda.....	21
2.1.3. Les mouvements de population.....	25
2.1.3.1. La population des villes en 1971-1972.....	25
2.1.3.2. L'émigration.....	31
2.2. - <u>EMPLOI - ACTIVITES ET REVENUS</u> .....	39
2.2.1. Méthodes des enquêtes et classement des activités.....	40
2.2.1.1. Les méthodes et les résultats.....	40
2.2.1.2. La confrontation et la comparaison des résultats.....	45
2.2.2. Les activités et les emplois.....	48
2.2.2.1. L'emploi d'après le recensement de 1966.....	48
2.2.2.2. Les activités et les emplois en 1971 et 1972.....	50
2.2.3. Les revenus.....	65
2.2.3.1. La distribution des revenus.....	65
2.2.3.2. L'origine des revenus.....	68
2.2.4. Revenus et financement des activités.....	86
2.2.4.1. La création des activités.....	86
2.2.4.2. La gestion des activités.....	96
2.3. - <u>ORGANISATION DES ACTIVITES URBAINES</u> .....	99
2.3.1. Les produits agricoles et alimentaires.....	103
2.3.1.1. Les céréales.....	109
2.3.1.2. L'huile.....	112



2.3.1.3. Le bétail et la viande.....	114
2.3.1.4. Les fruits et les légumes.....	115
2.3.1.5. Les poissons.....	123
2.3.1.6. Le lait.....	123
2.3.1.7. Les produits divers d'alimentation et l'organi- sation de la distribution alimentaire.....	123
2.3.2. Le textile et le cuir.....	129
2.3.2.1. La production d'articles en cuir.....	136
2.3.2.2. La production textile.....	139
2.3.2.3. La distribution du textile et des articles en cuir.....	149
2.3.3. Le bâtiment et les travaux publics.....	151
2.3.3.1. Rôle et fonction de la branche.....	151
2.3.3.2. Les entreprises.....	157
2.3.3.3. Le commerce des matériaux de construction....	160
2.3.4. Autres activités de production et de distribution.....	163
2.3.4.1. Productions diverses.....	163
2.3.4.2. Le travail des métaux et du bois.....	165
2.3.4.3. Distribution de produits divers.....	166
2.3.5. Les services (autres que le transport et les services publics).....	170
2.3.5.1. Tlemcen.....	173
2.3.5.2. Saïda.....	175
2.3.6. Les transports.....	177
2.3.6.1. Politique de l'Etat et structure des activités	177
2.3.6.2. Tlemcen.....	183
2.3.6.3. Saïda.....	186
2.3.7. Les services publics.....	189
 2.4. - <u>LA LOCALISATION DE LA POPULATION, DE L'HABITAT ET DES</u> <u>ACTIVITES</u> .....	 193
2.4.1. Typologie de l'habitat.....	196
2.4.2. La distribution des activités.....	204
2.4.3. Tlemcen.....	208
2.4.4. Saïda.....	219



2.5. - <u>LES FLUX ET LES ZONES D'INFLUENCE REGIONALE PAR</u> <u>CIRCUIT</u> .....	227
2.5.1. Les indicateurs de synthèse.....	232
2.5.1.1. Le transport public de voyageurs.....	232
2.5.1.2. Les trafics routiers.....	237
2.5.1.3. Les transports de marchandise.....	241
2.5.2. Différents espaces.....	246
2.5.2.1. L'espace de l'administration et des services d'assistance de l'Etat.....	246
2.5.2.2. L'espace économique.....	254











